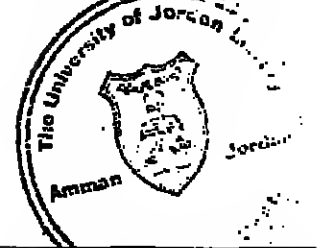


هناك أحداث أخرى

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION



QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12656 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine - MARDI 9 OCTOBRE 1985

Déroute socialiste au Portugal

C'est une défaite particulièrement sévère qu'a subie le parti de M. Mario Soares aux élections législatives du dimanche 6 octobre au Portugal. Les socialistes ne recueillent que 20 % des suffrages environ et perdent seize points par rapport aux dernières élections générales de 1983. Cette déroute spectaculaire prend complètement de court des responsables qui espéraient encore, à la veille du scrutin, conquies la majorité absolue et gouverner seuls. Les socialistes démocrates du PSD, leurs anciens alliés de la coalition gouvernementale devenue leurs premiers ennemis, réussissent avec environ 30 % des voix. Ce résultat n'est que plus amère pour le PS portugais, qui perd quarante-sept sièges de députés dans la nouvelle Assemblée.

Les socialistes reculent partout, dans les villes comme à la campagne. Dans la banlieue de Lisbonne, en particulier dans les communes de Loures, de Benfica et d'Amadora, durement touchées par le chômage et la dégradation du niveau de vie, le PS se retrouve au cinquième rang. Dans la capitale même, les amis de M. Soares perdent pratiquement la moitié de leur électorat. Ils sont dépassés par les socialistes démocrates et même par le nouveau Parti rénovateur démocratique (PRD), fondé par les partisans du chef de l'Etat, le général Eanes. Ils sont à égalité avec l'Alliance du peuple uni (APU), dominée par le Parti communiste. Le recul du PS n'est pas moins sensible à Porto, seconde ville du pays, où il doit abandonner près de la moitié de ses voix de 1983.

Depuis deux ans, le gouvernement dirigé par M. Soares a imposé une politique économique basée sur une austerité draconienne qui a du moins permis une certaine réduction du déficit des échanges extérieurs. Mais la population, et tout particulièrement les secteurs les plus déshérités, a payé ce retournement d'une baisse importante de son pouvoir d'achat.

Le mécontentement généralisé est la première raison de la défaite socialiste. « Nous avons perdu la guerre mais nous n'avons pas perdu la guerre », a naturellement déclaré M. Almeida Santos, le lieutenant de M. Soares. Il a ajouté : « D'autres batailles nous attendent », faisant allusion à la prochaine campagne pour l'élection présidentielle. Mais la déroute de son parti le 6 octobre remet sérieusement en question les prétentions de M. Soares, qui espérait bien succéder à son général Eanes.

La tâche du leader socialiste apparaît très difficile après ce véritable bouleversement de l'échiquier politique. Le Parti rénovateur démocratique, patronné par le chef de l'Etat, est le principal bénéficiaire de cette redistribution des cartes. Il a cassé l'électorat socialiste et a même réussi une percée dans les régions traditionnellement à gauche où le Parti communiste faisait de bons scores. C'est le cas de Setúbal, au sud de Lisbonne, où le PRD obtient 20 % des suffrages et fait filer trois députés, dont le commandant Marques Junior, ancien membre d'un Conseil de la révolution villpé par M. Soares. A Beja, dans l'Alentejo, le « parti » du président, qui recueille les fruits de l'excellente campagne menée par M^{me} Manuela Eanes, profite largement du double recul des socialistes et des communistes. Un résultat, paraît-il, qui place les amis du général en excellente posture pour la formation d'une nouvelle équipe dirigeante.

(Lire nos informations page 4.)

UN POLICIER TUÉ A TOTTENHAM

Nouvelles émeutes raciales dans un faubourg de Londres

Un policier a été tué et un autre grièvement blessé par une arme à feu, le dimanche soir 6 octobre, lors des émeutes qui ont eu lieu à Tottenham, un faubourg de Londres. Ni la vague de désordres qui avait agité les banlieues de plusieurs grandes villes en 1981, ni les violences de ces dernières semaines à Birmingham, Liverpool et Londres, n'avaient donné lieu à des incidents d'une telle gravité.

De notre correspondant
Londres. — Huit jours après les troubles de Brixton, une nouvelle émeute a éclaté au cours de la soirée du dimanche 6 octobre dans un autre faubourg de Londres, Tottenham, au nord de la capitale, où la majorité de la population est aussi d'origine antillaise. Bien que circonscrits dans un périmètre plus restreint qu'à Brixton, les incidents ont été nettement plus violents. Un policier a été tué de plusieurs coups de couteau et un autre grièvement blessé par une décharge de fusil de chasse.
Les incidents de Tottenham ont été, comme ceux du 28 septembre à Brixton, provoqués par une malencontreuse intervention de la police. Samedi, après avoir interpellé un jeune Noir, des policiers viennent perquisitionner dans l'appartement de ses parents. Sa mère, M^{me} Cynthia Jarrett, quarante-neuf ans, s'écroule terrassée par une crise cardiaque et meurt au cours de son transfert à l'hôpital. Une des filles de la vic-

time affirme que celle-ci a été « bousculée » par les policiers, ce que l'on nie à Scotland Yard. Il ne s'agit pas d'une « bavure », aussi grave que celle de Brixton, où un policier avait tiré sur une mère de famille noire, mais la coïncidence est trop forte, et une rumeur se répand aussitôt dans le voisinage : « La police a encore voulu tuer ». « La police a encore voulu tuer », dira un des élus noirs de la municipalité de Tottenham.
Dimanche après-midi, deux cents personnes vont manifester devant le commissariat, sans incidents majeurs, et la foule se disperse quelques heures plus tard. Mais, vers 19 h 30, non loin de la Broadwater Farm Estate, un grand ensemble d'immeubles, des jeunes — Blancs et Noirs, — sont venus se regrouper et attaquent une patrouille de police à coups de pierres et de briques.
Selon le témoignage des habitants, une majorité de ces nouveaux manifestants viennent « de l'extérieur ».

FRANCIS CORNU.
(Lire la suite page 4.)

L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

Le gouvernement va faciliter la souplesse des horaires

Le gouvernement pourrait examiner, peut-être dès le prochain conseil des ministres, un projet de loi favorisant l'aménagement du temps de travail. Le texte garantirait la légalité des modifications obtenues, par voie d'accord, dans une branche professionnelle. Cette mesure relancerait la politique contractuelle et permettrait de clarifier le débat sur la flexibilité.

Comment contourner les obstacles qui surgissent dès que l'on évoque la nécessité de l'aménagement du temps de travail, réclamé avec tellement d'insistance par le patronat ? Embarrassé par cette lancinante question, le gouvernement avait tenté, jusqu'à présent, d'y répondre par la tactique dite du « clin d'œil aiguicheur ». Schématiquement, on demandait aux syndicats et aux fédérations professionnelles de s'engager d'abord dans des négociations, sachant que, à terme, l'Etat régulariserait la situation en modifiant le code du travail.
C'est à cette invite à peine voilée que s'est encore livré M. Delabère, le 4 octobre, à l'occasion du colloque organisé sur le thème de la flexibilité de l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières), l'une des organisations patronales les plus attentives sur ce sujet.
Mais cette façon de faire, on le constate depuis près d'un an maintenant, ne permet pas d'avancer. « Des promesses, toujours des promesses », répliquent

les milieux patronaux. Après de nombreux échecs, dont celui, magistral, de la négociation sur la flexibilité, en décembre 1984, personne — ni le patronat ni les syndicats — n'a réellement envie de prendre le risque d'une nouvelle discussion. Certains, même, se demandent si la conclusion d'un accord vaut encore la peine d'être recherchée puisque les termes qu'il contient peuvent être frappés d'illégalité.
Pour en finir avec ce climat de suspens, le gouvernement s'apprête à mettre au point une autre méthode. Un projet de loi pourrait être examiné par un prochain conseil des ministres, et peut-être dès le 9 octobre.
En substance, cette autre démarche amènerait le gouvernement à garantir, par un texte législatif, l'inscription automatique dans le code du travail de modifications obtenues par voie d'accords, pourvu que ceux-ci répondent à certaines conditions.

ALAIN LEBEAUCHE.
(Lire la suite page 38.)

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS SOCIALISTE DE TOULOUSE

L'heure de Bad-Godesberg

par MAURICE DUVERGER

M. Mitterrand a commencé, ce lundi 7 octobre, une visite de deux jours en Bretagne. Ce voyage devrait être l'occasion de prises de position sur les grands sujets d'actualité, au moment où la poussée de M. Rocard à l'intérieur du PS ne laisse aux mitterrandistes qu'une majorité relative au comité exécutif du parti (lire page 7).

Le moment est venu, pour le Parti socialiste français, de replacer les peumnes des liturgies traditionnelles par un discours adapté aux réalités d'aujourd'hui. Avec vingt-six ans de retard, l'heure de Bad-Godesberg a sonné

pour lui. Dans cette banlieue thermalisée du Bonn, la social-démocratie allemande décide, en 1959, de fermer les livres sacrés de l'idéologie et de poser les jalons d'un socialisme moderne. Ce tournant fut d'autant plus important qu'elle avait été portée sur les fonts baptismaux par Marx et Engels, que les débats fondamentaux du marxisme s'étaient déroulés dans son sein, et que les grands mouvements ouvriers furent bâtis d'abord sur son modèle.

Dans son programme, elle proclamait désormais que « la liberté, la justice et la solidarité (...) constituent les valeurs fondamentales du vouloir socialiste ». Elle affirmait que « la libre concurrence

et la libre initiative des entrepreneurs sont des éléments importants d'une politique économique social-démocrate ».
Elle approuvait « l'économie libre de marché partout où la concurrence s'affirme », en ajoutant : « Toutefois, lorsque des marchés sont dominés par des individus ou des groupes, il est nécessaire de prendre des mesures multiples pour préserver la liberté dans l'économie ». Elle résumait le tout dans une formule percutante : « La concurrence dans toute la mesure du possible : la planification autant que nécessaire ».

A quelques nuances près, les principes définis par les citations précédentes correspondent à l'orientation effective du socia-

lisme en Europe occidentale depuis 1945.
En France, le gouvernement Fobius et sa majorité fondent sur eux leur politique. Le PS va-t-il enfin reconnaître la théorie de sa pratique, en lieu de laisser grandir entre elles un écart qui lui interdit d'élaborer un projet crédible ? Tel est le problème fondamental du congrès de Toulouse, au-delà des chamailleries de clans, clientèles, courants, sensibilités ou fractions.
On ne peut pas retenir l'argument qu'il faut garder une image de gauche pour récupérer les voix des communistes déçus. Ceux qui perçoivent l'irrationalité du PC ne cherchent pas à remplacer une drogue par une autre, l'opium par le cannabis.

(Lire la suite page 7.)

Friedrich A. Hayek

La route de la servitude



Collection Quadrige puf

Les livres du Puf questionnent le monde.

UN SONDAGE SOFRES POUR « LE PÈLERIN »

85 % des Français sont heureux !

par PIERRE DROUIN

Ceux qui parlent haut et fort pour leurs concitoyens ont-ils des antennes solides ? Hommes politiques — surtout, bien sûr, s'ils se situent dans l'opposition — ou syndicalistes vont répétant que la morale des troupes est à zéro. Les économistes n'ont guère besoin de calculer pour apprécier la vague à l'âme des chômeurs et des travailleurs qui voient baisser leur pouvoir d'achat.

Les images qui défilent sur les écrans de télévision présentent un monde de guerres et de catastrophes. Dernièrement, « Les chocs de l'an 2000 », magazine prospectif de Pascale Bragnot, vous donnaient plutôt envie de ne pas pousser l'expérience jusqu'à...

avaient été frappés par le peu d'influence qu'avait finalement la télévision sur les comportements des spectateurs.
La démonstration est éloquent et renforce les thèmes sur la démobilité de nos concitoyens, sur le rale-bol des idéologies et du militantisme, et la retour aux valeurs conviviales traditionnelles, plus encore qu'au narcissisme. Le « moi » est remplacé par les « nous », écrivait récemment André Berthoin.

Au hié-parade des thèmes euphorisants, la famille vient très largement en tête dans le sondage du Pèlerin, puis les amis, la santé, le logement, les loisirs, la vie de quartier, et seulement après l'activité professionnelle. Un dur chemin à remonter pour ceux qui espéraient redonner à chacun sur les lieux de travail la recette de l'épanouissement !

Votre rêve ? Très largement en tête : la tranquillité du soir de la table de La Fontaine. L'argent vient loin derrière... Vous connaissez la proverbe allemand : « Heureux comme Dieu en France ». Ceux qui veulent alimenter la chaudière d'une révolution en seront pour leurs frais.

Et le fameux « changement » dont on se gargarise depuis des années ?

Mais pas de naïveté ! Ce sont les minorités qui agissent. Les masses suivent, et après, sauf exception, elles ne s'en trouvent pas plus mal. L'hymne au conservatisme social, à partir de ces chiffres, pourrait aussi engendrer des surprises.
L'important, toutefois, est qu'après avoir sondé « les reins et les os » des Français on puisse avoir sur leur santé morale une opinion beaucoup plus réconfortante que prévu. Cela donne du cœur à tous ceux qui n'entendaient pas suivre les prophètes du malheur et de la décadence de notre pays. La déprime n'a jamais été la meilleure condition pour se mettre en état de retrousser les manches, et Dieu sait si les gouvernements, quels qu'ils soient, ont besoin du tonus des citoyens pour affronter les défis de demain.

« Le bonheur en plus », réclamait naguère François de Closets. C'est le nouveau minimum vital, non ?

(1) 29 % « très heureux » et 56 % « assez heureux ». Sondage réalisé entre le 9 et le 19 juillet 1985 auprès d'un échantillon de 1 168 personnes représentatif de la population française âgée de quinze ans et plus.

Les votes de Midi-Pyrénées

Selon un sondage exclusif SOFRES-le Monde-FR3, percée de M. Dominique Baudis et maintien du PS.

PAGE 6

M. Mitterrand en Bretagne

Le président de la République face à plusieurs fronts.

PAGE 44

Colère en Israël

Sept touristes massacrés dans le Sinaï par un « Egyptien fou ».

PAGE 3

M. Médecin se défend

Le maire de Nice récusé les accusations portées contre lui.

PAGE 12

Le Monde

ÉCONOMIE

La déréglementation en cours

- Prix : la liberté mais dans la concurrence.
- Finances : un certain vertige de libéralisation.
- Télécommunications : le chemin américain.
- La chronique de Paul Fabra.

(Pages 33 à 36)

Etranger (2 à 5) • Politique (6 à 10) • Société (12) • Education (16) • Sports (11) • Culture (13) • Communication (12) • Presse (32) • Economie (37 à 43)

Programmes des spectacles (14) • Radio-télévision (15) • Carnet (16) • Informations Services (32) • Annonces classées (17 à 30)

étranger

LA VISITE A PARIS DU PREMIER MINISTRE THAILANDAIS

Le malaise persiste à Bangkok un mois après le putsch avorté

De notre envoyé spécial

Le premier ministre thaïlandais, M. Prem Tinsulanonda, effectuera, du 7 au 9 octobre, une visite privée à Paris au cours de laquelle il aura des entretiens, mardi, avec M. Laurent Fabius, premier ministre, et M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures.

Bangkok. — Surprenante vie politique thaïlandaise ! Quatre semaines seulement après l'échec d'un coup d'Etat, la capitale du royaume a son visage habituel : embouteillages, muntres, activité fébrile d'un monde apparemment tout à ses affaires, petites ou grandes. Comme si l'orage était passé, ou, plus exactement, comme si l'on ne s'était abattu que sur un secteur bien circonscrit de la ville, ce quartier des ministères et des états-majors où l'on s'est affronté le 9 septembre, pendant quelques heures et alors que l'affaire était déjà entamée.

Principale cible du putsch avorté, et premier ministre depuis cinq ans, M. Prem Tinsulanonda, un ancien commandant suprême des forces armées, a quitté le royaume, le 24 septembre, pour une tournée de dix-sept jours qui le conduira notamment au siège de l'ONU, en Grande-Bretagne et en France. Entre-temps, l'armée a publié un livre blanc sur le putsch, sans attendre les résultats d'une instruction, confiée pour une fois à des magistrats et non à un tribunal militaire, au cours de laquelle ont déjà été lancés.

Tout en annonçant une répartition plus équitable des impôts, le gouvernement ne semble pas avoir renoncé, pour faire face à la récession actuelle, à une politique d'austérité dont les conjurés avaient pris prétexte pour justifier leur entreprise. Enfin, plusieurs dirigeants ont placé des armées ont multiplié des déclarations dénonçant les « rumeurs » selon lesquelles ils auraient été impliqués, de loin ou de près, dans un putsch dont certains reconnaissent, au moins, avoir été prévenus parfois longtemps à l'avance.

Depuis le renversement, en 1932, de la monarchie absolue par des militaires, le coup d'Etat passe ici bien souvent pour la meilleure façon de changer de gouvernement et de politique. A la veille de son départ pour l'ONU, dans une allocution télévisée, le premier ministre n'a pas manqué de dénoncer, une nouvelle fois, ce recours à « des moyens anti-constitutionnels pour résoudre des problèmes nationaux ». Il est vrai que son gouvernement a déjà survécu, en 1981, à une première tentative de coup d'Etat, dont les auteurs étaient déjà certains de ces « jeunes turcs » militaires impliqués dans le putsch avorté du 9 septembre.

Mais les temps ont changé, et les militaires, en Thaïlande, ne font plus, seuls, la pluie et le beau temps. Depuis le renversement, en 1973, au cours de graves incidents, notamment sur les campus universitaires, du général Prapas et du maréchal Kittikachorn, les militaires ont été de plus en plus contraints de composer. L'émergence de classes moyennes — fruit d'une longue période de forte expansion économique — est sans doute la cause essen-

tielle de la relative perte d'influence de généraux. Peu rompus aux problèmes de gestion, ils comprennent que leurs écarts peuvent leur coûter fort cher et détruisent l'image de marque d'un royaume présenté comme un havre pour touristes et investisseurs étrangers.

Cette fois-ci, à l'origine du coup de force, on trouve bon nombre d'intérêts personnels. Le principal acteur, un colonel rayé des cadres pour avoir participé à la tentative de putsch de 1981, voulait, entre autres choses, sa réinsertion au sein de l'armée. A la suite d'un compromis, il a pu se réfugier à l'étranger. Parmi les personnes arrêtées figurent un ancien premier ministre,

A Bangkok, les militaires ne sont plus les seuls maîtres à bord. Les Thaïlandais, aux prises avec la récession, se lassent de leurs tuteurs galonnés

M. Kriangsak, ainsi que trois autres anciens généraux, dont l'un, M. Serm Na Nakhon, est soupçonné d'avoir été l'âme du complot. Mais, dans ce milieu où l'on mène traditionnellement de front des carrières militaires et d'affaires, la dardée du cabinet Prem et l'austérité imposée surtout depuis l'an dernier ont lésé pas mal d'intérêts.

Les « tontines »

A ce propos, l'affaire des « tontines », qui défrayait actuellement la chronique judiciaire, est assez révélatrice. Fin 1984, le gouvernement a interdit la pratique, de toute façon illégale, de ces caisses privées dans lesquelles s'investissaient des sommes astronomiques, l'équivalent de centaines de millions de francs. Certaines ont cependant continué d'exister. Actuellement, la police tente de récupérer l'argent détourné par la propriété d'une de ces « tontines », M^{me} Chamoy Thipao, qui a berné au moins huit mille clients. Plus de 100 millions de bahts — 35 millions de francs — ont déjà été retrouvés. Bien entendu, des militaires plaçaient également de l'argent dans ces « tontines » aux taux d'intérêt parfois somptueux (jusqu'à 11% par mois).

En toile de fond, la récession a également joué un rôle. Le ralentissement de la croissance est net. La Thaïlande éprouve du mal à vendre son riz, dont elle est le premier exportateur mondial. Son industrie sucrière est en crise. Ses exportations de textiles sont menacées par des mesures protectionnistes envisagées par le Congrès américain. Si l'on en croit M. Bichai Rattakul, vice-premier ministre, le taux d'expansion économique devrait être, en 1985, de l'ordre de 4,5%, ce qui n'est pas catastrophique, notamment pour un pays dont le taux d'expansion démographique est désormais sous contrôle (2%). Mais on est loin des chiffres atteints pendant deux décennies. Surtout, la récession devrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année prochaine.

Les auteurs du putsch manqué ont sans doute tablé à la fois sur

l'appât de chantage et le mécontentement du public. « Le premier ministre, explique le speaker de l'Assemblée nationale, M. Ukrit Mongkolkeha, doit prendre au sérieux le mécontentement engendré par la crise économique. Le cabinet doit être remanié. En outre, les Thaïlandais n'aiment pas voir les mêmes têtes trop longtemps s'entourer. » Lui aussi s'insurge contre le recours à la force pour précipiter un changement. Il a cette formule polie : « La crise économique n'est pas assez grave pour faire un coup d'Etat. » D'ailleurs, « qui va remplacer le premier ministre ? ». Bref, on voit mal, ici, quelle nouvelle politique pourrait proposer une équipe différente.

Le putsch avorté a suscité un malaise dans l'armée, ne serait-ce que parce que les responsabilités des uns et des autres ne sont toujours pas clairement établies. Le palais royal, le gouvernement et l'état-major semblent jouer l'apaisement et souhaitent éviter des règlements de comptes sur la place publique. Les Thaïlandais se seraient peut-être accommodés d'un changement d'équipe, mais ils ne l'ont sûrement pas appelé de leurs vœux.

Ainsi que le soulignait la semaine dernière le Bangkok World, les rumeurs coïncident avec le rôle de l'armée dans le coup d'Etat avorté, ont été alimentés par des tracts accusant le général Arthit, commandant suprême des forces armées, et le général Pichit, commandant de la 1^{re} région militaire, d'avoir été « partiellement impliqués dans la tentative de renversement du gouvernement ». « Le soupçon d'une conspiration plus vaste impliquant des gens plus haut placés que quelques généraux en retraite et sans pouvoir, des officiers aigris et l'opérateur exilé d'une « tontine » demeure fort dans l'esprit de pas mal de gens », ajoutait le même quotidien.

Le malaise dans l'armée n'est sûrement pas près de s'apaiser, même si le commandement suprême, le palais et le gouvernement ont tout fait pour éviter un bain de sang en obtenant une reddition, apparue sous condition, des conjurés. Depuis, le premier ministre s'efforce de réparer les dégâts commis avec l'appui du roi et l'accord du général Arthit. Cela ne veut pas dire que la Thaïlande soit à l'abri d'un nouveau coup d'Etat, mais semble confirmer que ce régime parlementaire commence à rentrer dans les mœurs, l'institution monarchique jouant un rôle de régulateur en temps normal et exerçant son arbitrage dans les crises.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

● M. Ceausescu à Pékin. — Le président roumain est arrivé, ce lundi 7 octobre, à Pékin pour une visite officielle de cinq jours, la cinquième en vingt ans. Il doit ensuite se rendre en Corée du Nord. Un diplomate roumain a catégoriquement démenti, ce lundi à Pékin, les rumeurs faisant état d'une possible hospitalisation de M. Ceausescu dans la capitale chinoise. Le fait que le président ait entrepris ce long voyage en Asie prouve, a-t-il précisé, que le dirigeant roumain n'est pas gravement souffrant, comme certaines rumeurs insistantes l'ont laissé entendre. — (AFP)

APRÈS LE VOYAGE DE M. GORBATCHEV EN FRANCE

● Satisfaction à Moscou

● Rumeurs sur la libération de Sakharov et Chitcharansky après le sommet de Genève

M. Mikhaïl Gorbatchev a regagné Moscou, le samedi 5 octobre, à l'issue de sa visite officielle à Paris. Il avait accordé différentes audiences privées, dans la matinée, notamment à M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français, et aux dirigeants de l'Association Franco-URSS.

A Washington, M. Robert McFarlane, conseiller du président Reagan pour les affaires de sécurité, a déclaré dimanche que les propositions formulées par le numéro un soviétique en matière de réduction des arsenaux nucléaires n'étaient « pas équilibrées » entre les deux Grands, mais qu'elles comportaient « des éléments constructifs » et constituaient « un bon point de départ ».

L'ensemble de la presse soviétique s'est félicité, dimanche, des résultats de la visite à Paris de M. Gorbatchev, jugée positive à la fois pour les relations franco-soviétiques et pour le climat diplomatique international. La Pravda évoque pas le refus de M. Mitterrand d'ouvrir des pourparlers séparés avec l'Union soviétique sur la réduction des armements, et assure même que l'offre de M. Gorbatchev en faveur de telles négociations « suscite un grand intérêt ». L'agence Tass, d'autre part, a publié

une vigoureuse protestation contre les affirmations américaines selon lesquelles les Soviétiques développeraient leur propre système de défense antimissiles dans l'espace, affirmations qualifiées de « mensonge énorme ».

L'hebdomadaire ouest-allemand Der Spiegel indique, par ailleurs, dans sa dernière livraison, que les deux dissidents soviétiques les plus connus, l'académicien Andreï Sakharov et l'informaticien Iouri Ananov, pourraient être autorisés à quitter l'URSS. Selon Der Spiegel, de discrètes négociations seraient en cours à ce sujet entre l'URSS et les Etats-Unis, par l'entremise de l'avocat allemand Wolfgang Vogel, spécialisé dans les missions délicates.

L'hebdomadaire précise que l'annonce d'émigrer ne serait pas donnée aux deux dissidents avant le sommet Reagan-Gorbatchev de novembre à Genève. La belle-fille d'Andreï Sakharov, M^{me} Tatiana Yankelievitch, a accueilli ces rumeurs avec un grand scepticisme, précisant qu'elle ne voit « probablement qu'une machination du KGB pour rassurer l'opinion publique sur leur sort et leur poids aux relations publiques de M. Gorbatchev ».

LIBRES OPINIONS.

Remerciements

par PAVEL TIGRID (*)

C'EST donc terminé... M. Gorbatchev est bien rentré à Moscou ; les deux parties ont le bilan de sa visite, et nous autres — Polonais, Afghans, Russes, Litoniens, et j'en passe — qui vivons sous le choc éternel de la France, avons pu nous soulagés. Nous venons de passer une semaine bien remplie, à signer des dizaines d'appels en faveur de nos amis persécutés en URSS, à manifester au risque d'être interpellés (il est vrai que notre séjour dans les commissariats parisiens était une douce détente en comparaison avec les interrogatoires que subissent nos amis mentionnés plus haut) et à couvrir les ponts de Paris de nos affiches et autocollants. Nous aussi, nous faisons le bilan de ces actions en attendant le résultat, sans se faire trop d'illusions.

J'estime, en accord avec mes amis, que nous devons adresser nos remerciements aux Parisiens qui sont venus nombreux nous soutenir au cours de nos manifestations en faveur des prisonniers politiques, de Solidarnosc, de la Charte 77, etc. J'estime aussi que nous devons rendre hommage aux hommes politiques, du côté gouvernemental aussi bien que de l'opposition, qui, dans leurs discours publics ou leurs conversations privées avec le numéro un soviétique, ont insisté sur le sort des personnes persécutées, dans les pays qui se disent socialistes, en raison de leurs opinions ou de leurs croyances.

Une chose nous a cependant déçus : c'est l'interdiction de toute manifestation pendant le séjour de M. Gorbatchev à Paris. Il est vrai qu'il y a plusieurs lustres, au cours de la visite de Khrouchtchev en France, certains de nous avaient été « éloignés » en Corse (douces vacances, aux frais de la princesse, pour quelques présumés terroristes d'âge canonique !), pendant la seconde visite de M. Brejnev en 1977, on ne nous a plus prêtés autant d'attention ; nous n'aurions donc pas nourri de trop noirs desseins en défiant sur le macadam de la capitale. Peut-être la prochaine fois nous fera-t-on davantage confiance...

L'essentiel se résume à ceci : si, à la suite de la visite de M. Gorbatchev, un seul prisonnier politique est libéré dans l'empire soviétique, si une poignée de protestataires ou de « refusniks » sont autorisés à émigrer, si quelques-unes des clauses des accords d'Helsinki se trouvent appliquées d'une manière un peu plus systématique, tout ce qui vient d'être dit et fait à Paris ces jours derniers ne l'aura pas été en vain.

(*) Journaliste et écrivain d'origine tchèque.

AFRIQUE

Algérie

Violentes attaques contre la Fédération internationale des droits de l'homme

De notre correspondant

Alger. — La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a été violemment prise à partie, vendredi 4 octobre, dans une longue dépêche de l'agence officielle Algérie-Presse Service (APS), et, le lendemain, dans un article du quotidien El Moudjahid. Les deux organes prennent pour référence la lettre d'information de la FIDH du 10 septembre où la Fédération annonce que l'affiliation de la Ligue algérienne des droits de l'homme sera examinée lors de la prochaine réunion de son bureau.

Est-ce l'imminence de cette reconnaissance qui justifie articles et commentaires ? Toujours est-il que, en l'espace d'une quinzaine de jours, la presse algérienne, à trois reprises, a fait ses choux gras d'une affaire dont elle ne s'était pas préoc-

cupée jusque-là. El Moudjahid du 19 septembre — juste avant la tenue au palais de la Mutualité, à Paris, d'un meeting de soutien aux membres de la Ligue emprisonnés dans un long article suivi d'un communiqué sévère, mettait en garde les immigrés, leur recommandant de « s'abstenir de participer à des manifestations lucratives dites culturelles et de déjouer les tentatives d'incrimination et de manipulation » qui sont « autant d'insultes et d'atteintes à notre dignité », ajoutait-il.

Le 28 septembre, l'APS, puis, le 29, El Moudjahid, reprenaient l'essentiel de l'allocution qu'avait prononcée M. Boualem Bakli, membre du bureau politique du FLN et ministre de la justice, lors de la réunion des présidents de cour à Alger. Dans son intervention, M. Bakli rappelait, à propos de cette affaire, que

LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS NE SEMBLE PAS CONVAINCU PAR LES PROPOSITIONS SOVIÉTIQUES SUR LES SS-20

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — Après les déclarations de M. Gorbatchev à Paris sur la réduction des SS-20 en Europe, les spéculations ont repris de plus belle aux Pays-Bas où, le 1^{er} novembre, le gouvernement de centre droit doit statuer sur l'installation des missiles de croisière.

L'opposition socialiste, adversaire inconditionnel de l'arrivée des missiles américains, veut envoyer une mission parlementaire en Union soviétique pour vérifier les affirmations de M. Gorbatchev selon lesquelles le nombre de SS-20 installés dans la partie européenne de l'URSS a été réduit au niveau du 1^{er} juin 1984. Les déclarations de M. Gorbatchev à Paris, d'une manière générale, ont convaincu les partis de gauche néerlandais qu'il était encore possible d'éviter l'installation des missiles de croisière. En revanche, le premier ministre chrétien-démocrate, M. Ruud Lubbers, a affirmé, dimanche 6 octobre, que l'offre de Moscou restait insuffisante.

Les propos de M. Gorbatchev ont prouvé, selon le gouvernement et l'opposition, que la position des Pays-Bas, en matière de désarmement, avait été prise en considération par l'Union soviétique, malgré les sarcasmes de bon nombre de commentateurs. La date précisée par M. Gorbatchev (1^{er} juin 1984) est en effet celle que le gouvernement néerlandais avait prise pour référence : il n'accuserait pas les quarante-huit missiles de l'OTAN 4, au 1^{er} novembre 1985, le nombre de SS-20 était gelé au niveau atteint alors, soit trois cent soixante-dix-huit.

Or, selon M. Lubbers, ce chiffre porte sur la totalité des SS-20 installés sur le territoire soviétique, et non pas sur sa seule partie européenne. L'axe soviétique en SS-20, serait actuellement de cent quarante et un, selon l'OTAN, ce qui devrait logiquement appeler La Haye à accueillir les missiles américains.

L'inflot mouvement pour la paix néerlandais a qualifié d'absurde cette bataille de chiffres. Ce qui ne l'empêche pas d'en avancer un à son tour : il espère obtenir au moins trois millions de signatures au bas de pétitions rejetant les missiles de croisière.

RENÉ TER STEEGE.

● Appel en faveur de Vadim Kozlov. — Une vingtaine de parlementaires français — appartenant aussi bien au Parti socialiste qu'aux formations de l'opposition — ont adressé la semaine dernière un appel à M. Gorbatchev en faveur du poète et traducteur soviétique Vadim Kozlov, qui vit en France depuis 1961, pour qu'il soit autorisé à faire sortir d'URSS sa bibliothèque, riche de plusieurs milliers de livres, et ses archives personnelles. M. Kozlov a traduit en russe les œuvres d'un grand nombre de poètes français, dont Rimbaud, Mallarmé et Lafontant. MM. Barre, Chaban-Delmas, Chirac et Edgar Faure ont effectué ou se sont engagés à effectuer des démarches personnelles allant dans le même sens.

Le Monde

The Washington Post

“Le Monde” et le “Washington Post”. Par Jean-G. Padioleau

Les hauts faits, les beaux coups, mais aussi les ratés, voire même les folies de ces deux grands journaux. Une enquête délibérément originale qui bouscule nombre des idées reçues.

Collection “Sociologies” dirigée par Raymond Boudon et François Bourricaud. 384 pages - 180 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

الكتاب الأول

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : émotion et colère après les meurtres du Sinaï et de Cisjordanie

De notre correspondant

Jérusalem. — Sombre week-end pour Israël. La découverte samedi 5 octobre des cadavres d'un jeune couple assassiné trois jours plus tôt dans une forêt au sud de Jérusalem et le meurtre quelques heures plus tard dans le désert du Sinaï par un militaire égyptien de sept Israéliens en vacances — quatre adultes et trois enfants — ont plongé une nouvelle fois le pays dans une atmosphère de deuil et d'inquiétude.

Les corps de Moti Suissa, vingt-huit ans et d'Edna Harari, vingt-deux ans, ont été trouvés près d'une source en Cisjordanie non loin de l'ancienne « ligne verte », frontière d'Israël avant 1967. Les victimes avaient été attaquées par surprise et achevées d'une balle dans la tête. Elles appartenaient à deux familles religieuses de la capitale. Le double meurtre n'a été révélé, vendredi avant le départ des corps, au nom de la Force 17, unité d'Israël chargée de la sécurité du triple attentat de Larissa. Mais rien n'est venu jusqu'à présent confirmer cette hypothèse.

En fait, la police attribue ce nouveau meurtre au « groupe terroriste » qui assassina en juin dernier un autre couple dans une forêt proche de Jérusalem. Deux membres de cette bande — de jeunes Arabes originaires d'un village proche des lieux du crime — ont déjà vu leur participation à l'attentat de juin. Leur complicité en fait, ont été identifiés et leurs photos diffusées par la police. Ils se cacheraient depuis dans la région de Hébron. Ce sont eux qui auraient été vus frapper M. Shmuel Goren, coordinateur des activités israéliennes dans les territoires occupés, à demandé samedi aux notables de Hébron de faciliter leur capture.

Vendredi, un autre Israélien avait été assassiné au Galilée. Haim Falah, trente ans, fut tué au cours d'une randonnée à cheval près de

Trois promeneurs assassinés dans les territoires occupés. Sept touristes massacrés par un « Egyptien fou ».

De l'eau pour le moulin des Israéliens partisans de la manière forte.

son kibboutz. La police penche là aussi pour l'hypothèse d'un meurtre politique, mais n'a procédé pour l'instant à aucune arrestation. Depuis février, treize Israéliens, dont plusieurs excursionnistes, pressés de tous côtés, ont été victimes d'actes de terrorisme en Israël et en Cisjordanie.

Ce nouveau meurtre apportera de l'eau au moulin des partisans de Israël de la manière forte. Le conseil des ministres, qui ne s'est pas réuni dimanche en raison des fêtes de Succot, examinera mardi les moyens d'intensifier encore plus la lutte antiterroriste. Les ministres ayant assisté dimanche aux obsèques des trois victimes ont souligné le besoin d'un tel durcissement. Dans une interview télévisée à la chaîne américaine CBS, M. Rabin, ministre de la défense, a déclaré qu'Israël accentuerait encore son combat contre « les dirigeants des organisations palestiniennes ». « Ceux-ci, a-t-il ajouté, paieront un prix de plus en plus fort. » Même un ministre connu pour sa modération, M. Amnon Rubinstein, laisse entendre samedi qu'il n'était plus aussi hostile que par le passé à l'imposition de la peine de mort contre les terroristes. « Une telle chaîne de violence, constate amèrement le *Jerusalem Post*, effraie et décourage les hommes de compromis. » Côté préventif, M. Rabin a conseillé aux Israéliens pique-niqueurs de sortir en groupe et armés.

Le drame sanglant du Sinaï a suscité lui aussi une vive émotion et une certaine colère en Israël. Le gouvernement a réagi à l'incident en deux temps. Il n'a d'abord pas accepté la version égyptienne, avant de la mettre partiellement en doute à mesure que lui parvenaient les détails sur les circonstances du drame. Les témoignages concordants des Israéliens présents sur place permettent à peu près de reconstituer les faits.

Un « incident de parcours isolé »

Samedi peu après 16 heures, un autocar transportant un groupe d'Israéliens en vacances fit halte sur la route côtière près de la plage de Ras Burka à quarante kilomètres au sud d'Elilat. Onze passagers, dont une majorité d'enfants, grimpaient sur une éminence abritant un poste militaire égyptien pour y voir la mer. Soudain, un soldat apparemment pris de folie ouvrit le feu aveuglément sur les touristes, poursuivant, en tirant, ceux qui prenaient la fuite. Sept Israéliens — quatre adultes, dont un juge de Jérusalem, et trois enfants — sont morts sur le coup ou des suites de leurs blessures.

C'est moins le geste du soldat fou qui a choqué en Israël que ce qui suivit. En effet, selon les récits des témoins, les autres militaires égyptiens empêchèrent par la force un médecin et un infirmier présents sur les lieux de porter assistance aux blessés qui perdaient leur sang abondamment. Selon M. Muta Gar, ministre de la santé, les blessés et

d'autres passagers ont d'abord été conduits à Noueiba, vingt kilomètres plus au sud, et soumis à de longues formalités bureaucratiques. Deux heures et demis s'écoulèrent entre le drame et le transfert des blessés dans un hôpital d'Elilat. « Plusieurs d'entre eux, a précisé M. Gar, sont morts par hémorragie à cause du manque de soins sur place ».

Dans un premier temps, Jérusalem réagit avec modération, remerciant le président Moubarak pour son rapide message de condoléances. Tenant compte ensuite des témoignages portés à sa connaissance, M. Shimon Pérès, premier ministre, a demandé au chef de l'Etat égyptien de mettre sur pied une commission d'enquête afin d'établir la vérité sur les circonstances du drame. « Israël porte le deuil, poursuit M. Pérès. Il est déplorable qu'une atmosphère d'hostilité menace le processus de paix ».

Le ministère israélien des affaires étrangères a enjoint à son homologue égyptien de « fournir certaines explications dans les quarante-huit heures, notamment sur l'absence d'assistance médicale aux blessés ». Israël soupçonne aussi Le Caire d'avoir violé les dispositions en matière de sécurité prévues par le traité de paix de 1979. Celui-ci interdit à l'Egypte de stationner des militaires dans ce secteur. Seuls sont autorisés des policiers armés de pistolets.

Selon Le Caire, le meurtrier est un policier appartenant aux « forces centrales de sécurité » et sera traduit devant un tribunal militaire qui jugera de son degré de responsabilité. Mais à Jérusalem, un haut responsable a déclaré à l'agence Associated Press qu'Israël « savait déjà que le coupable était un soldat ». M. Moshe Arens, ministre des affaires étrangères par intérim, a prié l'Egypte d'apporter la preuve qu'elle n'a pas transgressé le traité. On déclare aussi à Jérusalem ne pas avoir confirmation du fait que le délinquant aurait tué ou blessé l'un de ses supérieurs.

Qu'il obtienne ou non de l'Egypte, des éclaircissements satisfaisants sur le drame, l'Etat hébreu s'efforcera de ne pas grossir l'affaire. « Celle-ci prouve », a noté M. Rabin, que nos deux pays doivent approfondir la paix ». Comme M. Moubarak, les dirigeants israéliens ne voient là qu'un « incident de parcours isolé », mais il demanderait sans doute au président égyptien de sévir plus nettement contre les manifestations antoisraéliennes ou antisémites qui, selon eux, entretiennent au Caire un climat de haine propice à de tels incidents. L'affaire se traduira non plus à décourager les touristes israéliens de se rendre chez leurs voisins. Plus de quinze mille ont visité l'Egypte depuis le début de l'année, dont quatre mille ont séjourné dans le Sinaï.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

LIBAN : l'armée syrienne se déploie à Tripoli

De notre correspondant

Beyrouth. — L'armée syrienne s'est déployée, dimanche 6 octobre, à Tripoli, notamment aux entrées de la ville, à ses carrefours et au port, arraché aux intégristes du MUJ (Mouvement de l'Unité islamique). Ayant cédé sous la contrainte du canon, les combattants du MUJ ont exécuté sans problème leur engagement de placer leurs armes lourdes sous garde syrienne, et la ville, sérieusement touchée, recouvre la paix à l'ombre de Damas.

blatt s'est rendu dimanche à Deir-El-Kamar, seul village chrétien subsistant dans la région, où il a assisté à un festival « de la concorde et du patrimoine ». A travers tout le Chouf, M. Jomblat multiplie les manifestations où le patrimoine commun druzo-chrétien est mis en évidence en même temps qu'il répète depuis deux semaines qu'il n'y a qu'une « unique solution » au problème libanais.

Pas de nouvelles des otages

Les deux cent mille à trois cent mille Tripolitains qui avaient fui leur ville commencent à y revenir, mais les destructions massives ainsi que l'incertitude subsistant sur l'avenir ralentissent le mouvement de retour.

A peine Tripoli s'était-elle apaisée que la ligne de démarcation se réembrassait ce week-end à Beyrouth. Les bombardements n'ont atteint que les zones résidentielles, faisant samedi deux morts et cinq blessés parmi les soldats, quatre morts et quatorze blessés civils en secteur chrétien et, en secteur musulman, un mort et dix-huit blessés également civils.

Néanmoins, avec le règlement de l'affaire de Tripoli, la tendance est plutôt à l'apaisement : les négociations entre les trois principales milices belligérantes — Amal PSP, Forces libanaises — se poursuivent à Damas. Elles progressent lentement, mais sûrement, les Syriens ayant fait comprendre à leurs hôtes qu'ils tenaient absolument à des résultats positifs.

On note à ce propos que le chef druze du PSP, M. Walid Jomblat, multiplie les ouvertures en direction des chrétiens, notamment de la population de la montagne, où les deux communautés cohabitèrent jusqu'en septembre 1983. M. Jomblat

Le corps de l'otage américain William Buckley, dont le Dihad islamique a annoncé l'exécution jeudi dernier, n'a toujours pas été retrouvé. Selon la chaîne américaine NBC, citant des sources de la CIA, M. Buckley aurait été « exécuté » par ses ravisseurs il y a deux mois mais ceux-ci auraient attendu une « occasion propice », en l'occurrence le raid israélien sur Tunis, pour l'annoncer. Rien ne permet à Beyrouth d'étayer cette version.

Concernant les trois Soviétiques, le seul développement notable est l'appel téléphonique d'un inconnu assurant parler au nom de l'Organisation islamique de libération et annonçant que les otages ne seront pas relâchés bien que les combats se soient arrêtés à Tripoli. Le correspondant anonyme a appelé « nos frères et camarades du Dihad islamique à intensifier les opérations contre les Américains et les Soviétiques », en ajoutant que les otages soviétiques, américains et européens détenus au Liban ne devraient pas être relâchés, sauf si la rencontre entre le président Reagan et M. Gorbatchev en novembre « se termine par un accord sur la fin de la tragédie libanaise et des souffrances du peuple libanais ».

LUCIEN GEORGE.

Le Caire — comme Jérusalem — cherche à minimiser la portée de l'incident sur son territoire

De notre correspondant

Le Caire. — Placé dans une situation délicate à la suite de l'assassinat samedi de sept touristes israéliens dans le Sinaï, le gouvernement égyptien cherche à minimiser la portée de l'incident. Premier à réagir après l'annonce de la tuerie, le ministre des affaires étrangères, M. Elwan Abdel Meguid, l'a qualifiée « d'incident isolé dont il ne faut pas tirer de conclusions ».

Par ailleurs, les responsables du Caire ont aussitôt mis le bec en silence par Jérusalem mettant le drame sur le compte de la folie aussi furieuse que soudaine d'un policier égyptien. En effet, l'agence officielle d'information n'a donné la nouvelle qu'une heure après sa diffusion par les médias israéliens et internationaux. Selon l'agence égyptienne « un soldat appartenant aux Forces de la sécurité centrale (gendarmerie dépendant du ministère de l'Intérieur) a été pris d'hystérie à 20 kilomètres de Noueiba dans le Sinaï et a déchargé un certain nombre de ses compagnons avant de se mettre à tirer dans tous les sens. Des touristes, dont certains Israéliens, qui se trouvaient par hasard dans les parages ont été touchés ».

Dimanche, le président Moubarak a fait une déclaration à la presse où transparaissait le même souci de dédramatiser ce qu'il a appelé « un incident limité ». Il a affirmé que « le soldat qui a tiré avait perdu la raison, chose qui peut se passer n'importe où ». Le chef de l'Etat égyptien a d'autre part adressé un message de condoléances au premier ministre israélien M. Shimon Pérès.

Cette insistance de l'Egypte à mettre l'incident sur le compte de la folie vise à surmonter l'embarras dans lequel se trouvent les gouvernements du Caire et de Jérusalem déjà aux prises avec un lourd contentieux. Les relations sont au plus bas depuis le raid israélien contre le quartier général de l'OPLP à Tunis. Le jour même de cette attaque, qu'il a vivement condamnée, Le Caire a rompu les seules négociations en cours avec Israël, celles concernant Tabà. Si l'on ajoute ce litige frontalier (1 kilomètre carré au sud d'Elilat) aux différends sur la ques-

tion palestinienne, on comprend que l'incident de samedi, s'il n'était pas minimisé, pourrait être la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Or les deux gouvernements ont intérêt à ne pas remettre en question le traité de paix et à éviter une escalade dont les conséquences seraient imprévisibles. Il faut, de plus, prendre en considération la volonté de l'Egypte de relancer, coûte que coûte, le processus de paix au Proche-Orient. Le président Moubarak l'a souligné après le raid israélien et l'a réaffirmé dimanche dans une déclaration à la presse.

De nombreux incidents

Mais la position officielle est loin de faire l'unanimité en Egypte. Samedi, au moment même du drame du Sinaï, une manifestation anti-israélienne se déroulait à l'université du Caire, qui venait d'ouvrir ses portes après les vacances d'été, pour demander la fermeture de l'ambassade d'Israël et « l'expulsion de tous les sionistes ». Un des principaux chefs de file de l'opposition égyptienne, M. Ibrahim Choukri, président du Parti socialiste du travail, a pris la parole à cette occasion pour critiquer l'attitude du gouvernement. « tolérant la présence sioniste ». Les manifestants, des nationalistes auxquels s'étaient joints des islamistes, ont tenté de marcher sur l'ambassade de l'Etat hébreu située à moins d'un kilomètre de l'université, mais ont été bloqués par des milliers de gendarmes. Plusieurs manifestants ont été arrêtés et un imposant dispositif de sécurité est toujours en place aux abords de l'université.

On note au Caire que les incidents anti-israéliens se sont multipliés depuis le début de l'année. Le 20 août dernier un conseiller de l'ambassade d'Israël a été abattu avec sa femme dans la banlieue résidentielle de Meadi. Les auteurs de l'attentat n'ont pas été retrouvés. Le 25 mai, jour de la commémoration de la fondation de l'Etat d'Israël, une manifestation se déroulait devant la synagogue de la rue Adli (la seule ouverte au culte) dans le centre de la capitale égyptienne.

En janvier, à l'occasion de la Foire internationale du livre du

Caire, deux manifestations ont eu lieu pour protester contre la présence d'un pavillon israélien. L'Etat hébreu ne participera pas à la Foire de janvier 86 après le rejet de sa demande par le ministère égyptien de la culture samedi dernier. Par ailleurs, le quotidien *Al Chaab*, organe du Parti socialiste du travail, dénonçait le 17 septembre la présence de touristes israéliens dans le Sinaï. Selon *Al Chaab* « de jeunes prostituées appartenant au Mossad tentent de charmer les jeunes Egyptiens pour en faire une cinquième colonne agissant au profit d'Israël ».

Israël est l'enfant gâté des Etats-Unis déclare le premier ministre tunisien

L'abstention de Washington au Conseil de sécurité qui a condamné vendredi soir 4 octobre (le *Monde* daté 6-7 octobre) « l'acte d'agression armée perpétré par Israël contre le territoire tunisien », a été vivement appréciée à Tunis.

« Nous nous attendions que les Etats-Unis appassent leur veto comme cela est le cas chaque fois qu'Israël fait l'objet d'un projet de condamnation du Conseil de sécurité pour une agression sur un pays », a déclaré M. Mizali dans une interview à l'AFP. L'abstention américaine lors du vote « est une attitude de juste milieu », a-t-il précisé. Les relations avec les Etats-Unis « sont comme avant. Il y a une petite alerte, il n'y a pas de contentieux. Maintenant que les Etats-Unis se sont abstenus, le problème est résolu », a-t-il dit.

Le premier ministre a cependant insisté sur la différence entre les mots « alliés » et « amis ». Depuis cinquante ans, a-t-il rappelé, le président Bourguiba compte les Etats-Unis « en tête des pays « amis » qui ont toujours été du côté de la Tunisie. « Mais, a-t-il ajouté, lorsque la Tunisie et Israël sont face à face et que les Etats-Unis doivent choisir, et bien, malheureusement, les Etats-Unis ont choisi, tout au moins dans un premier élan, Israël, qui est un enfant gâté des Etats-Unis ». « De toute façon, a-t-il poursuivi, la

Tunisie tirera les enseignements de cette affaire, et nous souhaitons rester amis avec tous nos amis, et non pas alliés ».

« En cas de veto des Etats-Unis, le président Bourguiba avait décidé de rappeler notre ambassadeur et même d'aller plus loin », a précisé M. Mizali.

En revanche, le gouvernement israélien a exprimé samedi son « extrême déception » de l'abstention des Etats-Unis. Un communiqué du ministère israélien des affaires étrangères a qualifié la résolution de l'ONU de vote « d'un sens unique » omettant, notamment, toute référence aux « actes de terrorisme contre des citoyens israéliens ».

Les funérailles officielles, avec les drapeaux tunisien et palestinien, de dix-sept Palestiniens tués lors du raid de mardi se sont déroulées samedi au cimetière de Hammam-Tif, en présence de M. Yasser Arafat et du commandement politique de l'OPLP, ainsi que de plusieurs membres du gouvernement tunisien. Une foule dense de Palestiniens et de Tunisiens a assisté dans le recueillement à ces obsèques de « martyrs » palestiniens qui ont lieu pour la première fois en Tunisie. Trente et une autres victimes de ce raid ont été inhumées dimanche en Jordanie. — (AFP, AP).

Revue d'études Palestiniennes

AU SOMMAIRE DU N°17

JUAN GOYTISOLO
Hispania, Sepharad, al-Andalus

PAUL-MARIE DE LA GORCE
L'administration Reagan
à l'épreuve du Proche-Orient

RAJA KHALIDI
L'économie arabe en Israël

ISSA BOULLATA
Symbole et réalité chez Emile Habibi

LYDIA KUTTAB
Rapport sur la situation
des enfants prisonniers d'Israël

Dossier
Le siège des camps palestiniens de Beyrouth

Notes de lecture - Chronologie - Revue de presse

Le N° 50-F-Abonnement 1 an (quatre numéros), 160 F

Etudiants (sur justification), 140 F

Réglement au nom des Editions de Minuit (CCP Paris 180.43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Etudes palestiniennes

Diffusion : les Editions de Minuit - 7 rue Bernard Palissy - 75006 Paris

EUROPE

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AU PORTUGAL

- Le PSD devient la première formation politique
- Le parti fondé par les amis du président Eanes fait une percée spectaculaire

De notre correspondant

Lisbonne. — Victoire du Parti social-démocrate (PSD), qui a obtenu 30 % des suffrages exprimés et devient la première formation politique portugaise, succès spectaculaire du Parti rénovateur démocratique (PRD) des amis du général Eanes, qui a obtenu la barre des 18 % : effondrement du Parti socialiste qui passe de 36,3 % en 1983 à 20,8 % : tels sont les principaux résultats des élections législatives du dimanche 6 octobre.

L'Alliance du peuple uni (APU), qui regroupe le Parti communiste et le Mouvement démocratique portugais recueille 15,5 % des voix et perd deux points et demi par rapport aux dernières élections de 1983. Le même sort a été réservé aux démocrates-chrétiens du CDS, qui passent de 12,4 % à 9,8 %.

Sans tenir compte des quatre députés élus par les Portugais résidant à l'étranger, et dont les noms ne seront connus que dans dix jours, le prochain Parlement comprendra 84 sociaux-démocrates, 53 socialistes, 43 rénovateurs, 36 communistes avec leurs alliés du MDP et 20 démocrates-chrétiens. En comparaison avec l'Assemblée précédente, le PSD gagne 11 sièges, le PS en perd 47, l'APU 8 et le CDS 9.

Ayant nettement glissé à droite lors de son congrès de mai, le PSD bénéficie de l'appui d'une partie de l'électorat du CDS, qui a décidé de voter utile. Le langage ferme utilisé par le leader du PSD, M. Cavaco Silva tout au long de la campagne a fait oublier la responsabilité propre des sociaux-démocrates dans la crise économique. Le PSD ne paie pas la facture.

Le grand bénéficiaire du scrutin est le PRD. Nouveauté de ces élections : le PRD a vu sa popularité augmenter au fur et à mesure que la campagne se développait. Les premiers sondages indiquaient que la moitié des Portugais n'avaient jamais entendu parler de ce parti qui se réclame du

(Publicité)

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en vente de fonds de

COMMERCE

BOUTIQUES - LOCAUX - BUREAUX
alim., cafés, librairies, divers
dans le journal spécialisé depuis 40 ans

LES ANNONCES

En vente partout 4,00 F et 36, rue de
Makro, 75011 Paris - Tél. (1) 806.30.30

chef de l'Etat. On lui attribuait alors le modeste score de 4 %. Le charisme du général Eanes, bien représenté par sa femme qui s'est initialement engagée dans la campagne, explique ce succès qui dépasse largement les prévisions des dirigeants réformateurs les plus optimistes.

A l'heure où le PRD avait installé son état-major, la surprise l'emportait dimanche soir. Personne n'aurait osé espérer un résultat aussi bon. Au fil des heures, l'euphorie cédait la place à un contentement très « raisonnable ». « C'est trop », disaient quelques dirigeants visiblement inquiets du rôle que le PRD est désormais appelé à jouer. Le prochain gouvernement qui sera sans doute dirigé par M. Cavaco Silva aura sans doute besoin de l'appui, soit des députés socialistes, soit des députés réformateurs. Or la première hypothèse paraît exclue car c'est la rupture de l'alliance entre le PS et le PSD qui a provoqué la convocation d'élections anticipées. Le PRD pose déjà ses conditions : modifications à la tête des principaux organes d'information dépendant de l'Etat, en particulier de la télévision; déblocage et publication de toutes les enquêtes suspendues ou en cours sur des cas de corruption et de fraude fiscale; remplacement des administrateurs des entreprises publiques qui n'ont pas fait la preuve de leur compétence; régularisation de la situation des travailleurs qui, depuis des mois, ne touchent plus leur salaire; mise en œuvre d'une politique de développement économique fondée sur une distribution plus équitable de la richesse nationale; garantie d'une « collaboration loyale » entre le gouvernement et le prési-

dent de la République « sans les attaques qui ont caractérisé la lutte menée par certains partis contre le général Eanes pendant les dernières années ».

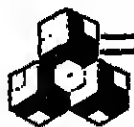
« Un des aspects les plus frappants de ces élections, c'est que, pour la première fois, on va désigner un chef de gouvernement au suffrage direct et universel ».

Cette expression d'un éditorialiste d'un important quotidien de Lisbonne illustre bien la façon extrêmement personnalisée dont la campagne s'est déroulée. A l'exception du PC, tous les autres partis ont mené leur campagne sur le thème de la candidature au poste de premier ministre. Aussi M. Lucas Pires, président du CDS et M. Almeida Santos, le successeur désigné de M. Soares pour le gouvernement ont-ils pris sur eux la responsabilité de l'échec de leurs partis.

M. Lucas Pires a déjà laissé entendre qu'il donnerait sa démission de la présidence des démocrates-chrétiens. M. Almeida Santos, quant à lui a déjà perdu ses chances de diriger les socialistes; ses adversaires au sein du parti, notamment M. Jaime Gamma ne lui pardonneront pas cette lourde défaite.

Alors que des milliers de voitures sillonnaient dimanche soir les rues de la capitale pleines de jeunes gens en liesse qui brandissaient des drapeaux aux couleurs blanc et orange du PSD, les fonctionnaires du PS invitaient les journalistes à quitter le siège du palais. Le moment n'était pas aux déclarations. Portes et fenêtres fermées, le siège du mouvement était à l'image même de la débâcle.

JOSÉ REBELO.



IFG LANGUES

ANGLAIS, ALLEMAND, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL
ITALIEN, JAPONAIS, PORTUGAIS, BRÉSILIEN, RUSSIE
FRANÇAIS POUR ÉTRANGERS

Une très grande souplesse des formules :

Cours inter-entreprises et Cours intra-entreprises

Cours intensifs
Cours extensifs
Cours d'été

Cours à la carte
Cours particuliers
Semaine bloquée

ET SEMINAIRES SPECIALISES EN ANGLAIS



IFG LANGUES

Centre - Front de Seine -
37, quai de Grenelle 75 738 Paris Cedex 15
Tél (1) 578.61.52 Téléc IFG CAST 204055F

Grande-Bretagne

Nouvelles émeutes dans un faubourg de Londres

(Suite de la première page.)

Certains des attaquants sont armés de couteaux, ou même de machettes, et ont préparé des cocktails Molotov. Des voitures prennent feu, une maison est incendiée et des appartements sont pillés. Les émeutiers sont à peu près aussi nombreux que les quelques cinq cents policiers venus en renfort. Ces derniers parviennent rapidement à boucler complètement les abords du grand ensemble pour éviter que les désordres ne s'étendent aux quartiers voisins, et notamment au centre commerçant de Tottenham.

Mais le combat va faire rage durant trois heures dans le bastion de Broadwater Farm Estate, avec une intensité que les forces de l'ordre n'ont connue ni à Brixton ni à Toxteth, dans la banlieue de Liverpool, la semaine dernière, ni à Handsworth, près de Birmingham, début septembre. C'est à ce moment qu'un agent isolé a été

poignardé et que plusieurs coups de fusil de chasse ont été tirés. Un policier et trois journalistes ont été atteints par des projectiles. Au total, près de quatre-vingts personnes, dont soixante membres des forces de l'ordre, ont été blessées.

La police

à nouveau accusée

Pour la première fois, la police, qui depuis plusieurs jours craignait que des manifestants viennent à utiliser des armes à feu en pareille situation, était prête à employer des grenades lacrymogènes et des balles en plastique. Mais Scotland Yard affirme n'y avoir pas eu recours à Tottenham. A partir de 23 heures, alors qu'une grosse émeute se faisait dans le quartier, le calme revient progressivement. Un hélicoptère équipé de gros projecteurs survole les environs. Mais les policiers ne pourront pénétrer qu'à la fin de la nuit dans le grand ensemble. « soudain déserté par les émeutiers », selon l'expression d'un officier convaincu que « la bataille a été menée par un ou plusieurs groupes très organisés qui profitent des circonstances ». De nombreux appartements de la résidence et un supermarché ont été dévastés.

Cependant, les représentants de la communauté immigrée de Tottenham blâment l'attitude de la police. M. Bernie Grant, qui fut le premier conseiller municipal noir d'un faubourg de Londres, a affirmé : « Déjà ces derniers mois, les policiers se sont livrés à des provocations et au harcèlement à l'encontre de nombreux jeunes. Tout récemment, certains d'entre eux ont été frappés alors qu'ils étaient arrêtés pour une raison ou pour une autre, et on leur a dit qu'ils allaient « payer

pour Brixton ». M. Grant a ajouté : « Le comportement de la police est tout à fait inacceptable et semble échapper parfois au contrôle des responsables ».

Comme à Brixton, on conteste une nouvelle fois la méthode de la police qui consiste dans les « quartiers à problèmes » à mener des opérations ponctuelles pour lutter contre la délinquance et la criminalité. Ces interventions sont censées être menées discrètement, le moins possible sur la voie publique, pour ne pas trop attirer l'attention et provoquer des protestations de solidarité dans les quartiers. Cette tactique a, de toute évidence, échoué et a abouti à un résultat inverse de celui qui était souhaité.

Samedi, plusieurs membres du clergé de Brixton ont dénoncé ces « raids », de même que l'aggravation de la situation sociale et économique, le chômage grandissant, ainsi que des conflits locaux entre groupes politiques rivaux au sein des communautés immigrées ou de l'administration. A Toxteth, la police de ce quartier de Liverpool a critiqué l'attitude d'unités spéciales venues en renfort lors des incidents de la semaine dernière. Les membres de ces unités auraient par leur action trop vivement contribué à étendre les troubles.

Dans les milieux de l'opposition parlementaire, on a demandé lundi une nouvelle fois la création d'une commission d'enquête sur les derniers événements et leurs causes, à l'instar des travaux menés après les émeutes de 1981 par la commission présidée par lord Scarman. Le ministre de l'Intérieur, M. Douglas Hurd, a jusqu'à présent refusé cette investigation. Après l'émeute de Tottenham, le Parti travailliste juge « désormais inadmissible un pareil refus ».

FRANCIS CORNU.

SELON UN SONDAGE

Nette remontée du Parti travailliste

De notre correspondant

Londres. — Après la démonstration d'autorité à laquelle a été livré, la semaine dernière, le leader travailliste, M. Neil Kinnock, durant le congrès de son parti, on attendait les résultats des premiers sondages avec intérêt, d'autant plus que cette prestation, au début de l'extrême gauche, était manifestement destinée à séduire l'opinion publique.

Selon une étude réalisée par l'Institut Harris et, publiée le 6 octobre par l'Observer, M. Kinnock, pour la première fois depuis son élection à la tête du Labour, est considéré comme le meilleur candidat au poste de premier ministre. Avec 32 % des « suffrages » des personnes

interrogées, M. Kinnock précède M^{me} Thatcher (27 %) et M^{me} David Owen et David Steel, respectivement leader du Parti social-démocrate et du Parti libéral (24 % et 19 %). C'est une rampe à spectaculaire, car M. Kinnock était en dernière position en septembre.

Entre le début et la fin du congrès du Labour, du 29 septembre au 3 octobre, le Parti travailliste a gagné sept points dans les intentions de vote des personnes interrogées. Avec 39 %, il devançait largement le Parti conservateur le 3 octobre (32 % des intentions de vote), ainsi que les libéraux et sociaux-démocrates réunis au sein de l'alliance (27 %).

F. C.

LE SALON DE VOLVO

Portes ouvertes sur la Suède

DU 4 AU 10 OCTOBRE 1985
10 VOYAGES EN SUÈDE
ET DES MILLIERS DE CADREUX
A GAGNER

A l'occasion du 2^e Salon de Volvo, venez découvrir les dernières nouveautés de la gamme 1986 : la 740, 5 portes, la 340 1.7 litre et la nouvelle 240. La qualité Volvo à partir de 54.500 F. Allez vite découvrir la Suède chez votre concessionnaire. Des milliers d'épreuves photographiques à emporter.
* Prix de la Volvo 340 au 1.09.85
Modèle présenté : 340 GLE



VOLVO

75 - PARIS 5^e - Garage Soufflot, 179, rue Saint-Jacques - Tél. : 329.51.41 ■ 75 - PARIS 8^e - Volvo Paris, 138, av. des Champs-Élysées - Tél. : 225.60.70 ■ 75 - PARIS 13^e - Els Le Calvez, 6, rue Vulpain - Tél. : 535.98.69 ■ 75 - PARIS 15^e - Ile de France s.a., 76 bis, avenue de Suffren - Tél. : 783.45.22 ■ 75 - PARIS 16^e - Volvo Paris, 72-76, rue de Longchamp - Tél. : 727.47.37 ■ 75 - PARIS 18^e - Volvo Paris, 54-56, av. de Versailles - Tél. : 524.43.61 ■ 75 - PARIS 17^e - Volvo Paris, 112-114, rue Cardinet - Tél. : 766.50.35 ■ 75 - PARIS 19^e - Garage des Ardennes, 3-5, rue des Ardennes - Tél. : 203.30.75 ■ 75 - PARIS 20^e - Garage des Grands Champs, 58, rue des Grands Champs - Tél. : 373.73.62 ■ 77 - LAGNY-SUR-MARNE - Els Mouisset, Pompoire, 79, rue du Général Leclerc - Tél. : 007.24.20 ■ 77 - VALLE-LE-PENILMELUN - Automobiles Paris-Sud, 112, route de Nanterre - Tél. : 437.02.44 ■ 78 - ELANCOURT - Blancourt Automobiles, Centre Artisanal des Quatre Ateliers, rue du Fonds des Roches - Tél. : 082.00.76 ■ 78 - MANTES-LE-VILLE - M. Baris Automobiles, 51, rue de Houdan - Tél. : 477.12.12 ■ 78 - PORT-MAIRY - Royal Auto, 8, route de Saint-Germain - Tél. : 958.61.13 ■ 78 - RAMBOUILLET - Rambouillet Automobiles s.a., 51, avenue du Général Leclerc - B.P. 38 - Tél. : (01) 483.04.87 ■ 78 - SURTRONVILLE - Garage de l'Avenue, 140, rue Maurice Barrois - Tél. : 913.49.92 ■ 91 - CORBEIL-ESSONNE - Garage European, 112, bd J.F. Kennedy - Tél. : 088.92.05 ■ 91 - MASSY - Garage Gambetta, 24, rue Gambetta - Tél. : 920.25.80 ■ 92 - ANNEUILLES-Inter Garage Saxe, 43-45, av. d'Argenteuil - Tél. : 793.36.68 ■ 92 - BOIS-COLOMBES - Garage Ferdi, 45-49, rue Jean Jaurès - Tél. : 242.40.75 ■ 92 - CHATILLON-SOUS-BAIGNAUX - Garage Quers-Autos, 73, av. de Paris - Tél. : 655.37.37 ■ 92 - NANTERRE - Clemenceau Automobiles, 95-97, av. Georges Clemenceau - Tél. : 724.37.34 ■ 92 - NEUILLY-SUR-SEINE - Volvo Paris, 16, rue d'Orléans - Tél. : 747.50.05 ■ 93 - DRANCY - D.R.A.E., 45, rue Marcelin Berthelot - Tél. : 831.40.32 ■ 93 - GAGNY - Garage du Lac, 15 à 19, av. du Château - Tél. : 330.48.78. Expo : 102, av. Paul-Vaillant-Couturier, Neuilly-sur-Marne - Tél. : 368.05.09 ■ 93 - SAINT-DENIS - LAPN, 45, bd Anatole France - Tél. : 620.71.37 ■ 94 - CACHAN - Garage Rousseau, 51, av. Aristide Briand - Tél. : 665.74.53 ■ 94 - CHONVILLE-LES-ROIS - Garage de Choisy, 73, av. d'Alfortville - Tél. : 890.80.97 ■ 94 - NOISY-SUR-MARNE - Garage Martineau, 156, bd de Strasbourg - Tél. : 876.62.66 ■ 94 - SAINT-MAUR-LES-BAINS - Garage de l'Alma, 28, rue de l'Alma - Tél. : 885.89.89 ■ 94 - VILLENEUVE - B. Linder Automobiles, 10, rue Jean Jaurès - Tél. : 726.12.93 ■ 95 - MONTIGNY-LES-CORMEILLES - Garage R.G., 19-25, bd Bordier - Tél. : 997.11.96 ■ 96 - PONTAISE - Sté Sogel, 10 rue Sere Depoin - Tél. : 032.55.55.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 523-06-81
Tél. : 246-72-23
Edité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
500.000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur :
Bernard Woods.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Correspondant en chef :
Claude Salas.
Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F
ÉTRANGER (par mandat)
1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F
2. - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F
Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou
provisaires (deux semaines au plus) : nos
bonnes sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins avant leur
dépêche. Joindre la dernière bande d'envoi à
toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.
PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie,
400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche,
17 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,20 \$;
Côte d'Ivoire, 318 F CFA ; Danemark,
7,80 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.U., 1 \$;
G.R., 66 p. ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 65 p. ;
Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,550 \$;
Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 5,20 kr. ;
Pays-Bas, 2,5 f. ; Portugal, 100 esc. ; Suède,
335 F CFA ; Suisse, 6 fr. ; Thaïlande, 1,60 \$;
Yugoslavie, 110 din.

السلامة العامة

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Les évêques condamnent fermement la politique économique de M. Reagan

Washington (AFP). — Les évêques catholiques américains, très contestés l'an passé pour leur lettre pastorale sur l'injustice économique et sociale, ont publié, dimanche 6 octobre, une seconde version de leur message encore plus critique de la philosophie de M. Reagan.

Intitulé « *L'enseignement social catholique et l'économie américaine* », le projet de lettre qualifie la pauvreté aux Etats-Unis de « *scandale moral et social qui ne peut être ignoré* » et le taux de chômage de ce pays de « *moralement inacceptable* ».

Cette lettre pastorale doit être examinée à Washington du 11 au 15 novembre par les trois cents évêques américains lors de leur conférence épiscopale. La hiérarchie catholique américaine devrait adopter à l'automne 1986 une version définitive de ce texte, qui servira de base à la doctrine et à la réflexion pour les 50 millions de catholiques qui comptent les Etats-Unis.

Il peut — et il doit — être fait plus pour combattre la pauvreté et le chômage. — *Le crière fondamental d'une décision économique doit être son utilité pour tous, et pour les pauvres en particulier.* a indiqué l'archevêque Rumbert Weakland, de Milwaukee, en préambule à ce texte.

Le projet met en garde les Américains contre la tentation de considérer le taux de chômage et le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté dans leur pays comme le minimum qui puisse être atteint. Il prône au contraire la recherche du plein emploi, par la coordination des politiques fiscales et monétaires, par l'augmentation des programmes d'apprentissage et de formation et enfin par la création de postes de travail pour les chômeurs « *structuraux* ».

Rappelant « *les bienfaits de la démocratie politique* », les évêques estiment que le temps est venu de « *procéder à une expérience similaire de démocratie économique allant dans le sens de la création d'un ordre garantissant à chacun le maximum de dignité dans la sphère économique* ».

Panama

La mort étrange d'Hugo Spadafora

Les rumeurs provoquées par l'assassinat — dans des circonstances obscures — de l'ancien vice-ministre de la santé du gouvernement Torrijos, Hugo Spadafora, auraient joué un rôle dans la démission de M. Barletta de la présidence de Panama (le Monde du 1^{er} octobre).

Le cadavre décapité d'Hugo Spadafora a été retrouvé le 15 septembre au Costa-Rica, à proximité de la frontière panaméenne. A San-José, où il résidait, des membres de sa famille ont indiqué que, se rendant du Costa-Rica à Panama, il avait été arrêté la veille par des militaires alors qu'il se trouvait déjà en territoire panaméen. Son corps, identifié grâce à ses empreintes digitales, portait des traces de tortures. A Panama, cette affaire a suscité d'autant plus d'émotion que les proches d'Hugo Spadafora, avaient accusé le général Manuel Antonio Noriega, commandant en chef des forces de défense, d'être mêlé à ce meurtre.

Pour tenter d'apaiser les esprits, M. Barletta avait promis d'ordonner une enquête. Le général Noriega est alors subitement rentré d'un voyage en Europe, pour démentir publiquement toute implication dans l'assassinat de Spadafora. En même temps, le chef des forces de défense avertissait l'opposition que les militaires ne laisseraient pas les « *groupes assoiffés de pouvoir* » profiter de la situation pour « *semer le désordre* ».

Personnage controversé, l'ancien ministre du général Torrijos était à la recherche d'une hypothétique « *troisième voie* ». Agé de quarante-cinq ans, ce baroudeur avait d'abord milité au sein du Parti socialiste italien pendant ses études de médecine en Europe. Ensuite, en 1968 et 1967, il avait accompli sa première expérience de guérilla avec Amílcar Cabral, en Guinée-Bissau.

Pérou

Les autorités ont repris le contrôle de la prison de Lurigancho

Lima (AFP). — Le pénitencier de Lurigancho, à Lima, où sont morts vendredi, brûlés vifs ou mitraillés par les gardes républicains, trente-quatre militants du Sentier lumineux, pose problème au gouvernement social-démocrate de M. Alan Garcia, décidé à mettre de l'ordre dans ses prisons comme dans le pays (le Monde daté 6-7 octobre).

Depuis dix-huit mois, aucun surveillant n'avait pu pénétrer dans le pavillon britannique de Lurigancho, où sont détenus environ trois cent cinquante sendéristes. Les gardiens n'avaient pas les moyens de faire respecter l'ordre.

Même chose à l'île du Fronton, en face du port du Callao, où les quatre cents membres du Sentier lumineux peuvent hisser leur drapeau (rouge avec la faucille et le marteau), brandir les effigies de Mao ou de leur leader Abimael Guzman, et même tenir des conférences de presse.

Des télévisions étrangères ont pu filmer directement, en 1984, la vie des détenus, le lever des couleurs maoïstes, et recueillir leur programme de « *guerre de guérillas* ». Des policiers affirment que les détenus ont organisé, grâce aux visites qu'ils reçoivent, quelques-unes des opérations urbaines des derniers mois comme le dynamitage des pylônes d'alimentation électrique de la capitale pendant la visite du pape Jean-Paul II ou l'explosion

de voitures piégées pendant le séjour du président argentin Raul Alfonsín, en juin dernier.

A Lurigancho, la situation est devenue grave parce que les détenus étaient décidés à défendre l'entrée de leur « *pavillon* » aux gardes républicains chargés d'effectuer la première perquisition depuis près de deux ans. Après quatre heures de violents affrontements, les détenus ont été contraints d'abandonner leurs retranchements et ont provoqué un incendie dans lequel ont péri trente des leurs, brûlés vifs, entassés dans une pièce du bâtiment. Quatre autres ont été tués par balles.

Le pouvoir exécutif devrait ainsi restaurer son autorité sur Lurigancho, après avoir affronté l'élément le plus meurtrier que les prisons péruviennes aient connu depuis cent soixante ans. Le président Alan Garcia, dont la popularité est actuellement à son apogée, après les purges effectuées dans la police (quarante-cinq généraux et plus de deux cents colonels destitués), après les succès obtenus dans la lutte contre les trafiquants de drogue et les mesures économiques qui ont freiné brusquement l'augmentation du coût de la vie, est décidé à « *reprendre le pays en main dans tous les domaines, mais en préservant la vie humaine et en soulageant la misère du peuple* », indique-t-on dans son entourage.

A TRAVERS LE MONDE

BIRMANIE

Des « mercenaires » occidentaux chez les Karens

Bangkok. — Quatre ou cinq Occidentaux — dont deux Français, connus sous les noms de guerre d'« *Olivier* » et de « *Major Heng* » — se battaient aux côtés des Karens, une ethnie de Birmanie qui lutte depuis 1949 pour son indépendance mais dont l'armée rebelle, connaît, depuis 1983, de sérieux revers. L'un d'entre eux, blessé au cours de combats proches de la frontière thaïlandaise, serait actuellement hospitalisé à Mae-Sot, du côté thaïlandais de la frontière. Il se serait présenté sous le nom de Sonny Wingate et serait de nationalité britannique ou australienne. Les Karens les présentent comme des « *volontaires* » non rémunérés et les médecins occidentaux de Mae-Sot les surnommant les « *mercenaires* ». — (AFP.)

TCHAD

Avions libyens dans le ciel

N'Djamena. — M. Hissène Habré a révélé, le samedi 5 octobre, que l'aviation libyenne avait intensifié, ces derniers jours, le survol du territoire tchadien, notamment de la capitale et du Sud. Le président tchadien y voit « *une situation anormale* », mais assure « *ne pas savoir ce qu'elle cache* ». « *La Libye, a-t-il dit, n'a renoncé à aucune de ses ambitions au Tchad* ». Il a précisé à ce propos que « *si les circonstances l'exigent* », il n'exclut pas un retour des militaires français qu'il « *n'a pas demandé à ce jour* ». M. Habré, qui s'est entretenu samedi avec M. Nucoi, ministre délégué à la coopération et au développement, a d'autre part confirmé l'existence de contacts pour l'organisation d'une rencontre au sommet tchado-libyenne (le Monde du 19 septembre). — (AFP.)

UGANDA

Les maquisards restent dans le maquis

Nairobi. — Les négociations engagées le 26 août à Nairobi sous le patronage de M. Arap Moi, chef de l'Etat kenyan, entre les autorités ougandaises et l'armée nationale de résistance (NRA) de M. Yoweri Museveni n'ont abouti à rien. Les deux parties n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur le désarmement des forces en présence et surtout sur la création d'une nouvelle armée, dont les hommes de M. Museveni souhaiteraient former le « *noyau dur* » tout en écartant les anciens soldats d'Iddi Amin Dada.

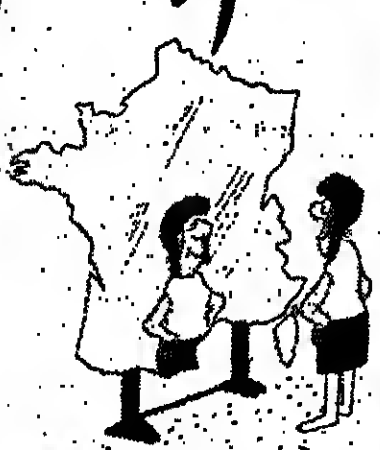
Les affrontements se multiplient entre les maquisards de la NRA et les forces gouvernementales. Dans les zones qu'elle contrôle, notamment au nord de Kampala, l'armée nationale continue à commettre des atrocités contre la population : femmes et écolières séquestrées, violées, assassinées. Les autorités ont décidé de sévir et le commandant d'un régiment vient d'être démis de ses fonctions en raison de méfaits de ses hommes. — (Corresp.)

El Salvador

M. Duarte serait parvenu à un accord avec la guérilla pour la libération de sa fille. — Le gouvernement salvadorien serait parvenu à un accord avec la guérilla pour la libération d'Inés Guadalupe Duarte, fille du président, en échange de la liberté de 22 prisonniers politiques. Parmi ces derniers figurent en particulier la commandante Niná Diaz et Americo Araujo, numéro deux du Parti communiste salvadorien. D'autre part, au cours de son homélie dimanche 6 octobre, l'archevêque de San-Salvador, Mgr Arturo Rivera y Damas, s'est réjoui de la libération par le gouvernement de trois prisonniers politiques et de l'amnistie accordée par l'Assemblée législative à un prisonnier politique costaricien, Julio Romero Talavera. — (AFP.)

FREDERIC THIRIEZ

Quatre ans après...



DE A à Z...
LE CHEMIN PARCOURU

STOCK

Le bon profil pour faire face.



PLUS INTERIM

Secrétariat, Traitement de textes, Micro-Informatique, Comptabilité, Informatique, Personnel bilingue et trilingue.

Agences Plus Interim : St Lazare, 522.01.79. Mairie, 524.04.99. Denfert, 322.47.22. Nation, 373.05.06. Convention, 533.01.34. Rosny 2, 854.77.11. La Défense, 774.70.70. Rueil-Albert 1er, 732.02.86. Vélizy 2, 946.27.00. Belle-Epine, 606.30.48. Créteil-Soleil, 898.11.22. Evry 2, 079.04.99. St Quentin, 064.43.43. Plus Informatique, 522.01.79. Plus Bureautique, 522.01.79. Plus Comptabilité, 322.47.22. Plus International, 522.01.79.

L'anglais au sprint



Vous voulez parler l'anglais vite, très vite ? A vos marques ! Choisissez parmi les deux formules ILC réservées aux sprinters.

La semaine bloquée : 6 heures d'anglais chaque jour pendant une semaine. Un rythme féroce mais des progrès géants.

Les cours intensifs : 4 heures d'anglais par jour pendant deux semaines. Vos blocages n'y résisteront pas.

Si votre problème n'est pas d'aller vite, renseignez-vous sur nos différentes formules : cours trimestriels, cours à thèmes (conversations, anglais des affaires, anglais culturel), cours préparatoires aux examens, séjours linguistiques en Angleterre.

L'English Connexion

ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE

20, passage Dauphine
75006 Paris - Tél. 325.41.37

politique

UN SONDAGE SUR LE CLIMAT POLITIQUE EN MIDI-PYRÉNÉES AVANT LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Percée de Dominique Baudis, bonne tenue du Parti socialiste

Le Monde, dans ses numéros des 10, 11 et 12 octobre, publiera dans toutes ses éditions un supplément de plusieurs pages consacré à la région Midi-Pyrénées, à ses caractéristiques, à ses difficultés, aux moyens originaux qu'ont pris les huit départements qui la composent (1) pour affronter la crise.

En avant-première, nous publions aujourd'hui les principaux résultats du sondage que le Monde et FR 3 Midi-Pyrénées ont commandé à la SOFRES sur « le climat en Midi-Pyrénées et la perspective des élections législatives de mars 1986 ».

Toulouse accueille du 11 au 13 octobre le congrès du PS. S'ils veulent bien oublier un moment leurs débats internes, les militants socialistes rencontreront en Midi-Pyrénées, selon notre sondage, une population qui, comme partout en France, estime prioritaire, toutes tendances politiques et toutes catégories sociales confondues, la question du chômage et qui, à l'exception des agriculteurs et

malgré l'inquiétude que lui inspire l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun, croit raisonnablement à l'avenir économique de sa région.

Pour sortir de la crise, elle fait encore confiance au Parti socialiste - seule formation qui recueille plus de bonnes que de mauvaises opinions, - mais c'est un opposant qui lui apparaît comme la personnalité la plus influente : Dominique Baudis. Le maire de Toulouse devance largement Jean-Michel Baylet, patron des radicaux de gauche et du puissant quotidien la Dépêche du Midi, et le socialiste Alex Raymond, président du conseil régional.

C'est la reconnaissance à la fois du rôle accru de la métropole (jugé plus positif que négatif par une majorité des personnes interrogées) et de la percée réussie du socialisme, au détriment des notables traditionnels, dont Maurice Faure est sans doute l'incarnation exemplaire, aussi bien que des jeunes socialistes qui aspirent à leur succéder.

L'opinion ne croit plus apparemment à la force du vieux clientélisme, mais consacre le pouvoir de ceux qui connaissent parfaitement l'usage des médias : la télévision (Dominique Baudis) et, à un degré moindre, la presse écrite (Jean-Michel Baylet). De ce point de vue, il est clair que les socialistes n'ont pas su, après le départ d'Alain Savary, imposer un nouveau dirigeant.

L'électorat de la région a compris mieux qu'en les transformations du jeu politique, qui tendent à effacer les particularismes locaux. En définitive, les habitants de Midi-Pyrénées sont de moins en moins différents de l'ensemble des Français. Ainsi, s'ils sont plus nombreux à retrouver en Michel Rocard et en Laurent Fabius, plutôt qu'en Lionel Jospin ou en Pierre Mauroy, leur idée du socialisme, les partages de cette préférence, et dans des proportions comparables, avec la plus grande partie de leurs compatriotes.

Les résultats de ce sondage seront l'objet d'un débat organisé par FR 3 Midi-Pyrénées, le 9 octobre au soir. Participeront notamment à ce débat Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, et André Fontaine, directeur du Monde.

(1) L'Ariège, l'Aveyron, la Haute-Garonne, le Gers, le Lot, les Hautes-Pyrénées, le Tarn et le Tarn-et-Garonne.

LA FICHE TECHNIQUE

Date de réalisation : du 11 au 14 septembre 1985.

Echantillon de sept cents personnes représentatif de la population de la région Midi-Pyrénées âgée de dix-huit ans et plus.

Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) et stratification par département et catégorie d'agglomération.

PRIORITÉ A L'EMPLOI

Quels sont les problèmes dont il faudrait s'occuper en priorité en Midi-Pyrénées dans les prochaines années ?

	%
La modernisation des entreprises	26
Les infrastructures	18
La sécurité des habitants	30
L'animation et la vie culturelle	11
Le développement du tourisme	11
Les équipements sociaux (écoles, garderies, hôpitaux, etc.)	26
La protection de l'agriculture face au marché espagnol	14
La protection de l'environnement	13
La création d'emplois	79
L'action en faveur des personnes âgées	22
Le logement, l'habitat	14
La formation des jeunes	45
Les équipements sportifs	9
Les transports en commun	14
Sans opinion (1)	2

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

La grande préoccupation des habitants de la région, c'est le chômage. La création d'emplois et la formation des jeunes arrivent largement en tête des priorités, quelle que soit l'âge, la profession et l'appartenance politique des personnes interrogées. Le problème de la sécurité inquiète davantage les personnes âgées et les habitants des grandes villes, puisque 40 % des soixante-cinq ans et plus (contre 17 % des dix-huit-vingt-quatre ans) et 41 % de ceux qui vivent dans des villes de 20 000 à 100 000 habitants en font une priorité.

EN EXPANSION

Considérez-vous que la région Midi-Pyrénées est une région en déclin ou en expansion ?

	%
En déclin	32
En expansion	42
Ni l'un ni l'autre	18
Sans opinion	8

Ce sont surtout les plus jeunes (54 % des dix-huit-vingt-quatre ans) et les cadres supérieurs, professions libérales, industriels, gros commerçants (52 %) qui considèrent que leur région est en expansion. En revanche, 47 % des agriculteurs et salariés agricoles pensent qu'elle est en déclin.

UNE MÉTROPOLE QUI COMPTE

A propos du poids de Toulouse en Midi-Pyrénées, nous avons recueilli les deux opinions suivantes.

	%
Toulouse joue un rôle positif en Midi-Pyrénées, en faisant profiter la région de son dynamisme et de son importance économique	55
Toulouse joue un rôle négatif car le reste de la région souffre de la centralisation excessive de l'activité économique à son profit	33
Sans opinion	12

Le rayonnement de Toulouse sur la région Midi-Pyrénées n'est guère contesté. Les plus jeunes surtout (64 % des dix-huit-vingt-quatre ans) et les cadres supérieurs, professions libérales, industriels et gros commerçants (66 %) pensent que la capitale joue un rôle positif pour la région.

LES JEUNES ET L'EUROPE

D'ici quelques années, pensez-vous que l'entrée de l'Espagne et du Portugal au sein de la Communauté européenne...

	...apparaîtra comme une bonne chose pour la région (en %)	...apparaîtra comme une mauvaise chose (en %)	Sans opinion (en %)
Ensemble	33	44	23
Selon l'âge :			
18 à 24 ans	31	54	15
25 à 34 ans	31	49	20
35 à 49 ans	38	41	21
50 à 64 ans	32	44	24
65 ans et plus	30	37	33
Selon la profession du chef de famille :			
Agriculteur, salarié agricole	24	54	22
Petit commerçant, artisan	28	52	20
Cadre supérieur, profession libérale, industriel, gros commerçant	53	27	20
Cadre moyen, employé	38	40	22
Ouvrier	32	49	19
Intérimaire, retraité	30	40	30
Selon la préférence partisane :			
Parti communiste	11	73	16
Parti socialiste	44	35	21
Mouvements de radicaux de gauche	37	46	17
UDF	33	47	20
RPR	27	58	15

Contrairement à ce que l'on pouvait supposer, les habitants de Midi-Pyrénées, directement concernés par la concurrence de l'Espagne et du Portugal sur l'agriculture de leur région, ne sont pas plus hostiles à l'élargissement de la Communauté européenne aux pays de la péninsule ibérique que l'ensemble des Français. Dans une précédente enquête de la SOFRES réalisée du 23 au 28 mars 1984, 32 % des Français pensaient que l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE serait une bonne chose et 49 % une mauvaise.

On notera que ce sont les plus jeunes qui émettent l'avis le plus tranché (15 % seulement n'ont pas d'opinion) et le plus défavorable.

LE MAIRE DE TOULOUSE EN TÊTE

Quelles sont, dans cette liste, les deux ou trois personnalités politiques qui exercent, selon vous, l'influence la plus importante dans la région ?

	%
Dominique Baudis, maire de Toulouse, député européen	65
Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, président (MRG) du conseil général de Tarn-et-Garonne, maire de Valence-d'Agen	21
Alex Raymond, président (PS) du conseil régional	18
Pierre Baudis, ancien maire (RPR) de Toulouse (1)	11
Gérard Bapt, député (PS) de la Haute-Garonne	10
Maurice Faure, ancien ministre, sénateur, président (MRG) du conseil général du Lot, maire de Cahors	10
Francis Abadie, ancien ministre, sénateur, maire (MRG) de Lourdes	6
Jacques Godfrain, député (RPR) de l'Aveyron	6
Jacques Limouzy, ancien ministre, maire (RPR) de Castres	5
Jean Puch, sénateur, président (UDF) du conseil général de l'Aveyron	5
Martin Malvy, secrétaire d'Etat auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, maire (PS) de Figeac	3
Raymond Errasparre, maire (PC) de Tarbes	1
Jacques Roger-Machart, député (PS) de Haute-Garonne	1
Sans opinion (2)	15

(1) Les personnes interrogées ayant en droit à trois réponses, les scores de MM. Dominique Baudis et Pierre Baudis ne peuvent être cumulés.

(2) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner trois réponses.

Dominique Baudis est incontestablement la personnalité politique la plus influente de la région. Tel est le sentiment non seulement des Toulousains mais d'une large majorité des Midi-Pyrénéens, quels que soient leur âge, leur profession et même leur préférence partisane, puisque 63 % des socialistes le partagent. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat aux relations extérieures, qui était - avant son entrée au gouvernement - le directeur général de la Dépêche du Midi, arrive en seconde position, loin derrière le maire de Toulouse, mais devance le président (socialiste) du conseil régional.

LE PS AVANT LE MRG

Avez-vous une bonne opinion ou une mauvaise opinion des formations suivantes ?

	Bonne opinion (%)	Mauvaise opinion (%)	Sans opinion (%)
Le Parti communiste	14	53	33
Le Parti socialiste	33	31	34
Le Mouvement des radicaux de gauche	25	28	47
L'UDF	24	36	40
Le RPR	23	40	37
Le Front national	8	61	31

Pour les opinions favorables, le Parti socialiste devance le Mouvement des radicaux de gauche, tandis qu'à droite l'UDF et le RPR sont pratiquement à égalité. Il faut noter qu'une forte proportion des personnes interrogées ne se prononce pas.

QUELLES ALLIANCES POUR LES RADICAUX ?

Aux prochaines élections, souhaitez-vous que, dans les départements de la région Midi-Pyrénées, le Mouvement des radicaux de gauche...

	Ensemble (%)	Sur 100 sympathisants socialistes (%)	Sur 100 sympathisants des radicaux de gauche (%)
...constitue des listes communes avec le Parti socialiste	31	52	30
...ou constitue ses propres listes avec des personnalités du centre-gauche	28	24	52
Sans opinion	41	24	18

Réuni en congrès les 14 et 15 septembre, le MRG s'était prononcé pour une plus grande autonomie vis-à-vis du PS. Il n'est donc pas surprenant que les radicaux de gauche de Midi-Pyrénées - la base, sinon les dirigeants - se montrent moins unitaires que les socialistes.

DE L'USAGE DE LA CONSTITUTION

Les grands textes de la pratique institutionnelle de la V^e République rassemblés par Didier MAUS
Une documentation détaillée sur les événements et controverses intervenus entre le 5 octobre 1958 et le 1^{er} septembre 1985.
Notes et Etudes Documentaires n° 4786, 47 F
Éditions LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29/31, quai Voltaire PARIS 7^e

MICHEL ROCARD, MEILLEUR REPRÉSENTANT

Parmi les personnalités suivantes, quelle est celle qui incarne le mieux l'idée que vous vous faites du socialisme ?

	Ensemble (%)	Sur 100 sympathisants socialistes (%)
Michel Rocard	34	24
Laurent Fabius	20	27
Lionel Jospin	10	16
Jacques Delors	6	7
Jean-Pierre Chevènement	4	4
Pierre Mauroy	4	4
Aucun en particulier	14	9
Sans opinion	8	9

M. Rocard incarne mieux que M. Fabius, l'idée que se font du socialisme, les Midi-Pyrénéens. Cet avis est partagé tant par les sympathisants du PS que par l'ensemble des personnes interrogées. Toutefois l'écart qui sépare les deux hommes est moins grand chez les premiers que chez les seconds.

Ces chiffres sont comparables à ceux fournis par une autre enquête de la SOFRES, réalisée à l'échelon national, du 19 au 25 septembre pour le Mouvement Observateur et Antenne 2 : M. Rocard représente mieux le socialisme pour 37 % des sympathisants socialistes et 33 % des Français que le premier ministre (25 % des sympathisants socialistes et 19 % des Français).

LES SOCIALISTES APRÈS 1986

Si le Parti socialiste n'est pas le premier parti aux prochaines élections, souhaitez-vous...

	Ensemble (%)	Sur 100 sympathisants socialistes (%)
...qu'il entre dans l'opposition et prépare les élections suivantes	31	25
...ou qu'il reste au pouvoir et fasse un accord avec une partie de l'opposition actuelle	42	56
Sans opinion	27	19

Le souhait, exprimé par un grand nombre d'interrogés (42 %) et par une majorité des socialistes (56 %), que le PS reste au pouvoir s'il perd les élections n'est partagé que par 37 % des sympathisants de l'UDF (contre 49 % qui préfèrent le voir entrer dans l'opposition) et par 24 % des sympathisants du RPR (contre 60 %).

LA GAUCHE SE MAINTIENT

Les intentions de vote aux législatives de 1986 et l'évolution politique de la région

	Intention de vote aux législatives 1986 (%)	Législatives 1978 (1 ^{er} tour) (%)	Président. 1981 (1 ^{er} tour) (%)	Président. 1981 (2 ^e tour) (%)	Législatives 1981 (1 ^{er} tour) (%)	Européennes 1984 (%)
Parti communiste	15	18	14,5	14,5	22,5	18,7
Extrême gauche	1	3	3,6	3,6	1,6	3,8
Parti socialiste	31	34	31	31	49,5	27,5
MRG	7	7	2,7	2,7	4,5	4
Droite gauche	45,5	41,5	57	57	63,9	46
Total gauche	4	2,3	3,8	3,8	6,1	2,5
Ecologistes et Indépendants	4	2,3	3,8	3,8	6,1	2,5
UDF	22	25,9	23,5	23,5	15,5	40,1
RPR	17	21,6	18,1	18,1	19,9	29
Droite droite	23	4	2,6	2,6	0,6	8,1
Front national	7	7	7	7	0,6	8,1
Total droite	46,5	42,4	44,2	44,2	36	51,7

Bien qu'en recul depuis 1978 la gauche se maintient à un bon niveau. Elle est créditée de 47,5 % des intentions de vote. Le droit ne la devance d'un point qu'avec le renfort de l'extrême droite. D'après les estimations de vote, si le PC continue de perdre de son audience, le PS retrouve son niveau du premier tour de l'élection présidentielle de 1981.

Quant au rapport des forces entre l'UDF et le RPR, il s'inverse au profit de l'UDF. Celle-ci, qui a recueilli un peu moins de 16 % des suffrages aux législatives de 1978 et 1981, est créditée de 22 % des intentions de vote.



INSTITUT NATIONAL DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE

ADAPTATION OU ADAPTABILITÉ
Quels rôles, quels hommes, pour quel audiovisuel ?

DIRIGEANTS D'ENTREPRISE
LA DÉSINFORMATION MENACE !
L'audiovisuel est-il une arme de manipulation et de contrôle des hommes ? Qui sont les forces ? A quel point ?

NOMMES DE MÉDIAS
NI FRILEUX, NI UTOPIQUES !
Comment former ? Qui ? A quel point ? Pour quand ?

DÉCEUERS DE FORMATION
NI TROP TÔT, NI TROP TARD !
Comment gérer l'incertitude du mouvement ?

FORMER POUR GAGNER
Séminaires, publications, dirigeants d'entreprises, responsables des grands médias audiovisuels, décideurs de formation se réunissent à L.T.A.L.A. le 24 OCTOBRE 1985 à ORT-SUR-MER, pour débattre, faire le point, échanger.

En la présence de Monsieur G. FILLIQUOUD.
Pour réserver et participer, s'adresser à : ANTHEM L.T.A.L.A.
TEL : 635.76.32

L'INA SORT DE SA BOITE

POU
USINOR

Q...
US
Innov

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS SOCIALISTE DE TOULOUSE

Les mitterrandistes perdent la majorité absolue au comité directeur

La conférence nationale des motions du PS s'est tenue à huis clos, le dimanche 6 octobre, à Paris, pour constituer le nouveau comité directeur, conformément aux résultats dégagés par les congrès fédéraux. La nouvelle composition du « parlement » du PS ne sera officialisée qu'après le congrès national de Toulouse. En outre subsistent quelques incertitudes pour la répartition de quelques sièges. Il est néanmoins certain que le courant A (mitterrandiste) perdra la majorité absolue qu'il détenait depuis le congrès de Valence de 1981.

Ce glissement était attendu (le Monde du 5 octobre). C'est l'une des conséquences de la « poussée » rocardienne. Sous réserve de l'arrivée des derniers mandats, M. Rocard obtient un total de 28,6 % des voix dans les fédérations.

Le nouveau comité directeur du PS comptera 14 suppléants de plus (soit 71 en tout, 10 pour les courants mitterrandiste, manroyiste et CERES) signataires de la motion 1, 4 pour les rocardiens, signataires de la motion 2. Cette augmentation, ainsi que l'instauration d'une « liste complémentaire », a pour but de rendre moins douloureux quelques cas individuels, compte tenu des pertes que subissent les représentants de la motion 1.

Parmi les représentants de la motion 1, celle de M. Jospin, les mitterrandistes passent de 66 titulaires à 55 ou 56. Le CERES passe de 23 sièges à 19. Les manroyistes passent de 22 sièges à 19 — c'est ce qu'ils demandent — ou 18, selon ce que souhaite la direction du PS. Le désaccord sur le dernier siège a valeur de symbole : les amis de M. Manroy veulent être traités exactement comme le CERES, car ils refusent d'admettre que les gains de la motion 2 proviennent de déflections dans leurs rangs.

Au total, la motion 1 devrait obtenir 143 ou 144 sièges (93 titulaires sur 131, 40 ou 41 suppléants, 10 complémentaires). Les rocardiens devraient obtenir 38 titulaires (contre 20 précédemment, néo-rocardiens compris) et 21 suppléants.

Les rocardiens, gagnant 18 titulaires (1), pourraient adopter deux

lignes de conduite : soit faire « monter » au comité directeur l'équipe nationale du présidentiable Michel Rocard, soit choisir des noms qui illustrent, localement, la « poussée » rocardienne. C'est la seconde solution qui a été choisie, afin d'aider ces vainqueurs locaux à consolider leurs positions.

M. Rocard : le renouvellement en marche

M. Pierre Mauroy, par ailleurs, a affirmé samedi à Radio-Fréquence Nord que « le PS fera (...) 26 % aux élections législatives de 1986, et même davantage », ce qui est « une performance » après cinq ans de pouvoir d'un parti qui a pris « ses responsabilités premières » dans un pays en crise.

De son côté, M. Rocard a souligné dimanche sur Antenne 2 que la « poussée de son courant signifie que « le renouvellement du socialisme est en marche ». « Je ne sens, a ajouté M. Rocard, une responsabilité lourde dans la rénovation du socialisme français pour en faire une force adaptée au monde moderne et capable de contribuer à guider la France sur de bons rails, dans un monde qui ne fait pas de cadeaux. »

(1) Les rocardiens auront 38 sièges s'ils franchissent la barre des 28,6 % des mandats, alors qu'à 28,6 ils n'ont que 37 sièges. Il faudra donc attendre que la commission de répartition des mandats, à Toulouse, fasse connaître les résultats définitifs pour avoir une certitude sur la répartition des sièges entre la motion 1 et la motion 2.

DANS UNE INTERVIEW A « LIBÉRATION »

M. Jospin : faire la synthèse entre les réalités et nos objectifs

Le quotidien Libération du samedi 5 octobre a publié une interview de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS. Interrogé sur le recul des valeurs de la gauche, M. Jospin affirme : « Dans le même temps surgissent des valeurs ou des attitudes nouvelles, une volonté de prise en charge par les gens de leur propre vie, qui ne sont pas conservatrices. Je sens plus de créativité en France. Et je suis frappé par les jeunes qui ont une capacité d'assimilation beaucoup plus grande que celle des générations précédentes (...). »

M. Jospin ajoute : « L'enjeu pour nous est de faire la synthèse entre les réalités reconnues et les principes et objectifs qui restent les nôtres. Le nouveau réalisme ne doit pas nous conduire à rejeter par-dessus bord tout ce qui nous avait

accompagnés jusqu'à l'escalade de 1981. Mais à intégrer à notre discours la leçon des faits. L'action politique doit procéder des sciences expérimentales plus que de la spéculation (...). »

M. Jospin affirme qu'il ne « conseillerait » pas un PS de reprendre l'objectif d'unification du système d'enseignement. « C'est certainement, souligne-t-il, le domaine où le décalage entre l'opinion des socialistes et l'opinion tout court était finalement le plus grand. Dès que j'ai vu que notre projet ne passerait pas, j'ai préconisé la prudence. Dans la période qui vient, mieux vaut s'occuper beaucoup de l'école publique et assez peu de l'école privée. Sauf quand elle ne respecte pas le pluralisme et les libertés. Il est temps de renverser la charge de la preuve. »

LA CRISE DE L'USINE DUCELLIER A ISSOIRE

La « démission-clarification » du maire socialiste

De notre correspondant

Issoire. — En proie à une vive agitation politique et sociale avec la crise de l'usine Ducellier occupée depuis le 27 septembre à l'initiative de la CGT, Issoire a un nouveau soubresaut avec la démission de son maire et député M. Jacques Lavédrine (PS).

Dans une lettre adressée au préfet de région et rendue publique ce lundi 7 octobre, M. Lavédrine fait savoir qu'à travers son geste il entend clarifier la situation politique au sein de son conseil municipal. Il met en cause le comportement de ses adjoints et conseillers communistes (au nombre de cinq) qu'il accuse d'avoir rompu le principe de solidarité établi au moment de l'élection de 1983, qui avait abouti à la constitution d'une majorité de

gauche (17 PS ; 3 MRG ; 1 PSU ; 5 FC).

M. Lavédrine écrit notamment : « Depuis lors et pour des raisons liées à des choix politiques effectués au niveau national, les conseils municipaux et les adjoints du Parti communiste se sont engagés dans la phase du désaveu des choix opérés par les autres partenaires de la municipalité. Ce désaveu intervient à un moment où les habitants d'Issoire sont en droit d'attendre de leurs élus le maximum d'efficacité et de sérieux. »

Deux faits récents ont conduit M. Lavédrine à sa décision. Il n'a pas apprécié les critiques du PCF et de la CGT contre la décision prise par la municipalité de racheter l'usine Ducellier, promise par le groupe Valéo à une fermeture pure et simple le 31 octobre. Plus récemment, lors de la manifestation au-

L'heure de Bad-Godesberg

(Suite de la première page.)

Comme les centristes venus au PS en 1981, qui hésitent encore à basculer vers la droite, ils cherchent la vérité et ils iront vers ceux qui auront le courage de la dire suivant le précepte de Jaurès.

Sacculés d'idéologie, gavés de mots, égarés par la langue de bois, les électeurs susceptibles de venir ou de revenir au socialisme veulent savoir ce que le terme signifie, exactement un lieu d'entendre toujours répéter des banalités auxquelles on ne croit guère.

Rien n'est plus important pour le socialisme français que de le mettre à l'heure de Bad-Godesberg, qui révélerait son vrai visage derrière le masque qui le défigure. Par rapport à cette réforme fondamentale, les questions de personnes sont tout à fait

secondaires. L'une d'entre elles pourrait cependant avoir un notable effet stratégique sur les élections législatives de 1986. Dans ce cadre, le PS dispose d'une arme extraordinaire.

Usons un instant des provocations stimulantes. Supposons que nos états-majors politiques soient plus clairvoyants. Oubliions l'incertitude des appareils. Imaginons que les dirigeants du PS se décident à voir ce qui crève les yeux de tout le monde : que leur parti pourrait conjurer ou restreindre la défaite qui le menace pour 1986 s'il portait à sa tête le maire de Conflans-Sainte-Honorine. Quel choc dans les médias et dans l'opinion publique si une dépêche annonçait le 13 octobre au soir : « Michel Rocard a été élu premier secrétaire du Parti socialiste. Le parti a décidé de faire bloc derrière lui » ! Les gains en voix et en sièges seraient sans doute importants.

Bien entendu, ni les mots ni les hommes ne subissent de telles mutations. On va s'agiter de quelques proclamations du PS de quelques formules dans le style de Bad-Godesberg. On accordera aux rocardiens un peu plus de place dans les comités et dans les bureaux directeurs, sinon sur les listes électorales.

Ainsi, nos généraux de 1940 dispersaient quelques chars dans les régiments d'infanterie au lieu de les jeter en bloc dans le combat, où leur masse aurait pu changer le sort des armes. Après notre défaite, les Allemands les ont découverts intacts dans les dépôts où ils étaient pieusement conservés. Au lendemain de sa victoire de 1986, la droite a toutes les chances de retrouver Michel Rocard dans le même état.

En conclusion de sa lettre, M. Lavédrine écrit : « Cet ensemble de faits qui altèrent le fonctionnement de la municipalité remet en cause la répartition des responsabilités au sein du bureau municipal. »

Par ailleurs, il n'a pas caché son intention de se porter à nouveau candidat mercredi au poste qu'il n'abandonne donc que provisoirement pour une raison éminemment politique à quelques mois des législatives. M. Lavédrine doit les aborder, dit-on, en deuxième position sur la liste socialiste, derrière M. Maurice Pourchon, le président du conseil régional.

LIBERT TARRAGO.

MAURICE DUVERGER.

POUR QUE LE GAZ SIBERIEN NOUS CHAUFFE, USINOR DEFIE LE FROID.

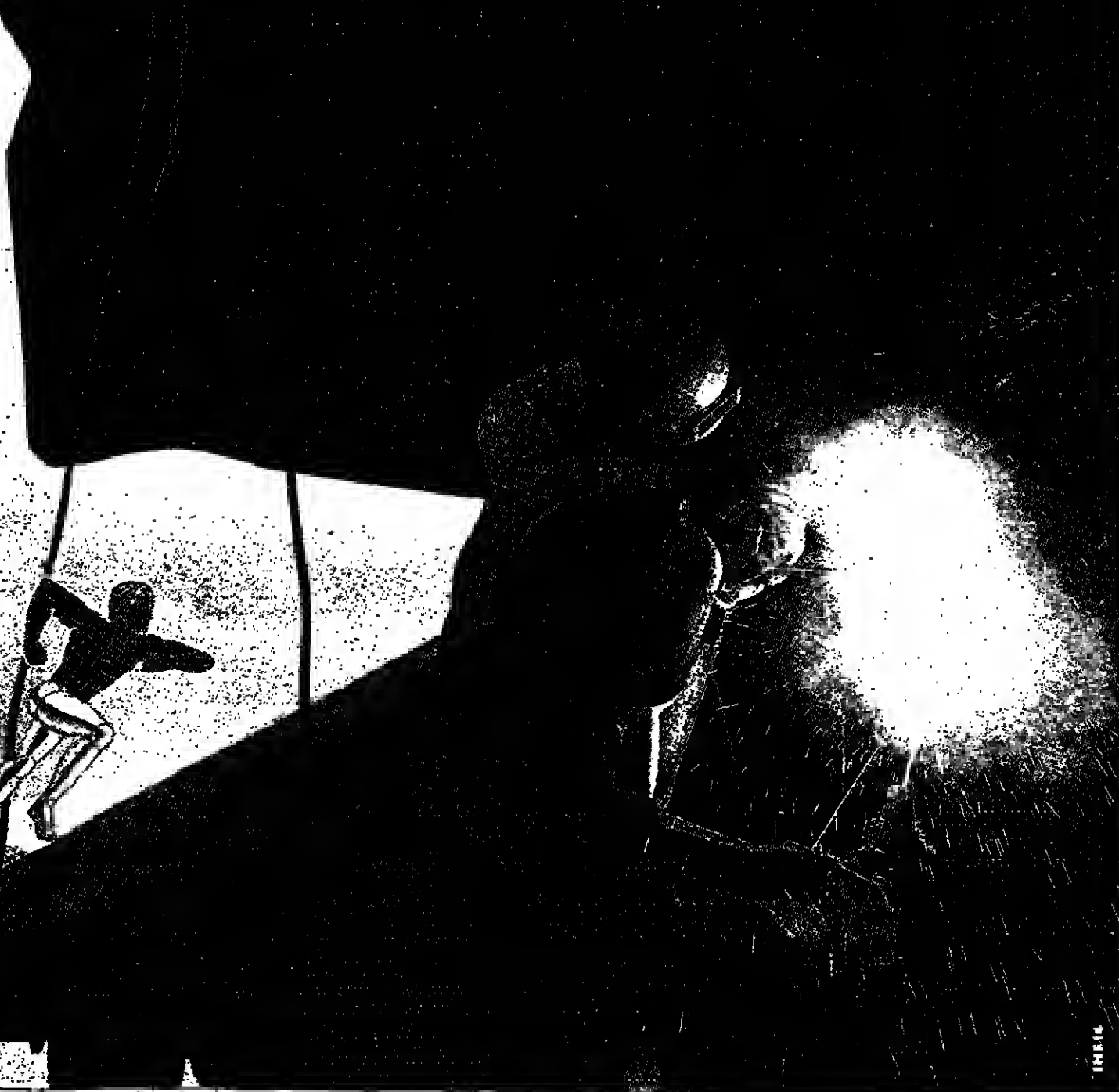
Quelques part entre Oural et Mongolie, dans le sous-sol gèle la présence de la Sibirie occidentale, gisent 40 % des ressources mondiales de gaz naturel.

Un gigantesque réseau de gazoducs se développe, jour après jour, sur des milliers de kilomètres, pour l'exportation. Depuis plus de 10 ans, des millions d'ouvriers à leur construction sont fourmillés par l'URSS.

Un réseau de gazoducs intercontinentaux de l'Europe, notamment le plus grand du monde, le pipeline d'Europe et de l'Asie (Eurasian) traversera l'Europe, l'Asie et l'Australie. Ses pipelines de 5000 km de long (le plus grand du monde), dans une zone d'acier exceptionnellement capable de résister par - 52 degrés, pourront être réalisés, en 1990, le gazoduc qui reliera, sur 5500 kilomètres, le gisement d'Irbis aux réseaux français et nous fournira 8 milliards de m³ par an pendant 25 ans.

En Sibirie comme en Alaska, en Grèce comme au Moyen-Orient, chaque fois que les industries énergétiques ont besoin d'acier pour les canalisations, elles font confiance aux technologies d'acier de la gamme Usinor.

USINOR
Innovier pour gagner



Lettre ouverte à Bernard Tapie

ON VOUS CONNAÎT BIEN, BERNARD. CELA FAIT MÊME UN BON BOUT DE TEMPS QU'ON VOUS APPRÉCIE. A BÉZIERS, LES GENS QUI RÉUSSISSENT, ON AIME ÇA. ON N'AIME MÊME QUE ÇA.

NOUS AUSSI, NOUS CONSIDÉRONS QUE LA SEULE VRAIE BONNE PLACE, C'EST CELLE DE PREMIER. AUJOURD'HUI, VOUS VOUS BATTEZ POUR DONNER À 15 000 JEUNES SANS EMPLOI, MAIS QUI ONT "QUELQUE CHOSE DANS LE VENTRE", UNE VRAIE CHANCE. SACHEZ QU'À BÉZIERS NOUS AVONS COMMENCÉ VENEZ VOIR NOTRE INSTITUT SUPÉRIEUR DE LA VENTE IL MARCHE FORT.

AVEC VOUS, NOUS POURRONS LUI DONNER ENCORE PLUS DE VITALITÉ, ENCORE PLUS D'ENVERGURE DÉMONSTRER, À LA FRANCE ENTIÈRE, QUE VOLONTÉ D'ENTREPRENDRE ET GOÛT DE LA RÉUSSITE N'ONT PAS DISPARU DANS NOTRE BELLE RÉGION.

MONSIEUR BERNARD TAPIE, VENEZ VOIR À BÉZIERS QUE LE SOLEIL DU MIDI EST AUSSI DANS LES CŒURS. NOS STRUCTURES, NOTRE ENVIE DE GAGNER ET NOTRE JEUNESSE VOUS ATTENDENT. ALORS, À TRÈS BIENTÔT!



BEZIERS

ON VA GAGNER!

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE BEZIERS SAINT-PONS

هذا من الأعمال

POLITIQUE

LA CRISE DE LA FÉDÉRATION DU PS DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Tentatives d'arbitrage au plus haut niveau

De notre correspondant régional

Marseille. — M. Bertrand Delanoë, secrétaire national du PS, délégué aux fédérations, s'est rendu à Marseille, le samedi 5 octobre, pour tenter d'arbitrer la crise qui secoue, depuis plusieurs semaines, la fédération des Bouches-du-Rhône. Il a rencontré, séparément puis ensemble, MM. Gaston Defferre, ministre du plan et de l'aménagement du territoire, maire de Marseille, et Michel Pezet, premier secrétaire de la fédération du PS, président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, puis les principaux candidats à la candidature pour les prochaines élections législatives.

Aucune solution n'est sortie de ces entretiens qui doivent reprendre mardi à Paris au ministère du plan et de l'aménagement du territoire, entre MM. Defferre et Pezet sous l'œil de M. Jospin.

La tâche des conciliateurs se révèle plus difficile après les événements qui ont marqué le congrès fédéral du PS des Bouches-du-Rhône à Fos (le Monde du 1^{er} octobre). Au terme de ce congrès, presque entièrement consacré à d'âpres discussions au sein du courant A pour la répartition des

sièges au comité directeur fédéral entre « pezetistes » et « defferriens », M. Pezet avait nettement conservé l'avantage sur le maire de Marseille. La publication de la liste nominative des membres du comité directeur dans le journal de la fédération, le 4 octobre, a confirmé, en effet, la prédominance des partisans du premier secrétaire parmi les élus mitterrandistes. Or les longues négociations infructueuses engagées avant et pendant le congrès portaient sur une représentation à égalité des deux « camps ».

Pressé par ses partisans de reprendre l'offensive, M. Defferre avait, tout d'abord, envisagé de démissionner des conditions dans lesquelles s'était déroulé le congrès de Fos. Il y a, en définitive, renoncé en misant sur de nouvelles discussions cautionnées par M. Delanoë et en obtenant le report de la réunion du comité directeur qui devait statuer, ce lundi, sur la composition des listes de candidats pour les prochaines élections.

Ces ultimes tractations permettront-elles de régler, au moins provisoirement, le conflit ? M. Defferre comme M. Pezet semblent vouloir calmer le jeu mais ils sont soumis, l'un et l'autre, à la pression de leurs « extrémistes ». Certains des fidèles du maire de Marseille le poussent ainsi, « pour crever

l'abcès », à patronner des listes alternatives qui s'opposeraient à celles présentées par la fédération. Les militants seraient appelés, dans cette hypothèse, à trancher souverainement. Une initiative jugée « totalement hérétique » par d'autres qui préféreraient que M. Defferre use de son autorité pour faire sanctionner par la commission nationale de contrôle du PS les responsables de l'« affaire des cartes » (de 1 300 à 5 000 cartes, selon divers chiffres, placées « irrégulièrement » par la fédération et payées sur des fonds occultes).

Les tenants de cette solution « statutaire » en attendant une déstabilisation de l'actuelle équipe dirigeante ouvrant la voie à un compromis pour la constitution des listes. Ils souhaitent également, le cas échéant, que M. Defferre se serve des atouts dont il dispose en tant que maire de Marseille, notamment celle des délégations d'adjoints.

Survie

Dans la lutte d'influence engagée à l'intérieur du courant majoritaire, les mauroyistes apparaissent placés en position de force. Réunis vendredi, ils ont décidé de revendiquer, en faveur de M. Lucien Weygand, la quatrième place d'éligible sur la liste des législatifs. Le courant B, qui détient 30 % des mandats pour le congrès de Toulouse, apparaît cependant favorable, dans sa majorité, à M. Defferre.

Dans l'entourage de M. Defferre, on fait encore remarquer que au-delà des choix pour les législatives, c'est le fonctionnement de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône et, à terme, sa survie qui sont en cause. Devenue une « fédération fantôme » en crise permanente et qui se vide de ses forces militantes, la fédération, dit-on, irait à de graves échecs si la situation présente se perpétuait.

Il est anormal, soulignent, par exemple, les amis de M. Defferre, que sur les vingt-cinq membres du secrétariat fédéral (treize titulaires et treize suppléants), neuf soient des salariés du conseil régional ou d'associations contrôlées par lui. Comment, dans ces conditions, interviennent-ils, la fédération pourrait-elle fonctionner autrement que comme la chose propre de M. Pezet, dirigée par une sorte de super-cabinet dépendant de lui seul. C'est à cet état de faits que le camp Defferre exige de remédier par l'ouverture et l'élargissement du secrétariat fédéral dont sont absents, pour le moment, les principaux élus et les militants importants du département.

GUY PORTE.

Selon l'IFOP

REJET DES THÈMES DU POUVOIR

POPULARITÉ

DES DIRIGEANTS SOCIALISTES

A six mois des élections législatives, les thèmes de campagne de l'opposition l'emportent largement dans l'opinion sur ceux de la majorité. C'est ce qu'indique un sondage de l'IFOP, réalisé du 27 août au 3 septembre, auprès d'un échantillon de 1 961 personnes et publié par le quotidien *Libération*.

Des quinze thèmes soumis aux personnes interrogées — trois pour chacun des cinq partis : PC, PS, UDF, RPR, FN — cinq bénéficient d'une approbation majoritaire. Il s'agit des trois thèmes du RPR (« La croissance économique revivra si le pays a de nouveaux dirigeants », « L'autorité de l'Etat n'est plus respectée aujourd'hui », « L'étatisme étouffe la vie économique »), d'un thème de l'UDF (« Le gouvernement socialiste fait payer aux Français ses erreurs de gestion ») et d'un thème du PC (« La crise n'est pas fatale, on peut diminuer le chômage et augmenter le pouvoir d'achat »).

Les trois arguments du PS, en revanche, sont rejetés : le thème « Il n'y a pas d'autre politique économique possible que celle du gouvernement actuel » n'est approuvé que par 17 %, contre 62 %.

Mais si les arguments du RPR sont porteurs, son président n'empêche guère l'adhésion : 48 % des personnes interrogées (contre 34 %) ne sont pas d'accord avec M. Chirac, et 45 % (contre 37 %) ne le trouve pas sincère. MM. Raymond Barre et Michel Rocard occupent respectivement la première et la deuxième place à ce hit-parade des chefs dans lequel les leaders socialistes sont plutôt bien placés, MM. Fabius et Mitterrand devançant MM. Chirac, Giscard d'Estaing et Léotard.

Berger-Levrault JEUNESSE

Pour apprendre et se distraire

Leçons de choses :

- LE TRANSIBÉRIEN
- L'AVION DE LINDBERGH
- LES FOURMIS

L'histoire et la vie (co-édition d'un monument : CNMHS)

- LE CHÂTEAU-FORT
- LA CATHÉDRALE
- LE JARDIN PUBLIC

Propos et débats

M. Mestre : l'attitude du « non »

L'attitude des « barristes » face à la question de la cohabitation est celle du « non », a expliqué, le dimanche 6 octobre, au club de la presse d'Europe 1, M. Philippe Mestre. Député UDF de la Vendée et proche de M. Raymond Barre, M. Mestre a jugé « très difficile de marier l'eau et le feu » et donc, a-t-il précisé : « Je n'aurais pas tendance à voter la confiance à un gouvernement désigné par M. Mitterrand (...) parce que je n'ai pas confiance non plus dans le gouvernement qu'il désignerait ».

M. Le Pen : les étrangers sont usagers

« Les étrangers sont toujours des usagers, mais rarement des contribuables », a déclaré dimanche 6 octobre, M. Jean-Marie Le Pen à la fête départementale du Front national organisée à Caramon (Haute-Garonne). Estimant que « les étrangers en France reçoivent en allocations familiales 108 milliards de francs de plus qu'ils ne cotisent », le président du Front national a estimé que pour les immigrés de la seconde génération, la binationnalité devrait être supprimée. « Le Front national ne s'interdit pas, a-t-il dit, de procéder à des naturalisations [mais] il faut pour cela qu'il y ait demande et acceptation ».

M. Chirac : amateurisme

Pour M. Jacques Chirac, qui participait à une réunion publique dimanche soir 6 octobre à Reims (Marne), « il n'y a aucun consensus possible [avec] ceux qui, après (...) avoir menti jusqu'en 1981, ont apporté la démonstration irréfutable de leur amateurisme, sinon de leur immorale ». Confirmant qu'il ne saurait être question pour l'opposition de faire le moindre compromis avec le PS ou toute tendance au nom de la magouille politique, le président du RPR, qui a jugé « inutile et dangereux » tout débat sur la cohabitation, a déclaré : « ne cherchons pas à couper des verges pour nous faire battre inutilement, ne créons pas de désaccords sans fondement dans l'opposition ».

AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

Seule une victoire « franche et massive » peut permettre à M. Chirac d'être premier ministre

affirme M. Messmer

M. Pierre Messmer, ancien premier ministre, député RPR de Moselle, interrogé au « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 6 octobre, sur la « cohabitation », a estimé cette question « tout à fait prématurée » et a rappelé qu'il s'agit d'un sujet qui avait été lancé « à M. Barre ». Il a ajouté : « La réponse ne sera pas la même si, en mars, l'actuelle opposition remporte un succès franc et massif ou si notre succès est étié et par conséquent contesté ».

« Si nous obtenons ce succès franc et massif, cela voudrait dire — Jacques Chirac l'a clairement indiqué — que nous avons un mandat des électeurs et que ce mandat ne permet pas de compromis, ni sur ce que nous voudrions faire ni sur la composition du gouvernement ».

Dans l'hypothèse où je ne place, un gouvernement ne pourrait accepter de remplir sa fonction que dans la mesure où les engagements qu'il aurait pris vis-à-vis des électeurs pourraient être respectés. C'est une attitude tout à fait démocratique.

« Si les électeurs ne s'expriment pas clairement, nous devrions en tirer les conséquences. Il serait alors nécessaire d'aller jusqu'au bout et de manifester que nous ne pouvons pas gouverner dans ces conditions-là. Jusqu'au bout de la logique parlementaire, c'est-à-dire refuser de gouverner sans être capable d'appliquer ce que l'on a affirmé pendant la campagne et ce que l'on s'est engagé à faire ».

A la question de savoir si M. Chirac devrait accepter de devenir premier ministre, M. Messmer répond : « oui » mais « seulement dans l'hypothèse où la victoire de l'opposition sera franche et massive ».

A propos de la constitution des listes, l'ancien premier ministre assure : « Nous n'avons pas de position dogmatique, car chaque département constitue un cas particulier ».

A propos du programme du RPR, M. Messmer explique : « Le RPR aurait été, de toute façon, amené à prendre des positions plus dures que celles que certains de nos esprits ou nos apôtres auraient souhaitées. En effet, nous ne voulons pas

Strasbourg, to touch tomorrow!

Au cœur de l'Europe, un nouvel atout pour l'avenir : le Parc d'Innovation d'Illkirch situé à 7 km de Strasbourg et à 5 km de l'Aéroport International de Strasbourg-Entzheim. Entre Vosges et Rhin, des terrains de 200 ha, véritables « coulées vertes » reliées au réseau routier européen et desservies par des infrastructures adaptées. Sur place : le savoir-faire alsacien mais aussi et surtout 4000 chercheurs dans 225 laboratoires à la pointe de la recherche dans les nouvelles technologies. L'Europe du futur se construit à Strasbourg. Le Parc d'Innovation d'Illkirch offre à toutes les entreprises les atouts majeurs de la réussite. Et à celles qui ont déjà réussi ailleurs, un superbe tremplin pour les conquêtes de demain.

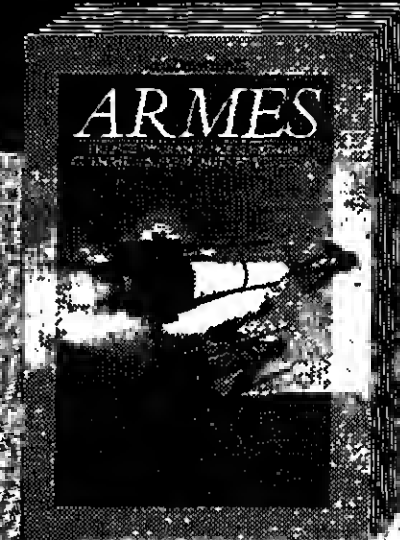
Contact : Monsieur BERG
Communauté Urbaine de Strasbourg
Tél. 88 84 90 90
Tél. 890 728 F

STRASBOURG EUROPE

« M. Chauvierre est exclu des commissions du conseil municipal de Lille ». M. Bruno Chauvierre qui conduisait la liste d'opposition aux élections de mars 1983 et qui vient de rejoindre le Front national, a été exclu des commissions dans lesquelles il siégeait au sein du conseil municipal de Lille. Cette décision a été adoptée par les élus de la majorité et de l'opposition du conseil réuni lundi 30 septembre. Dans la ville de Salengro, a estimé le maire et ancien premier ministre, M. Pierre Mauroy, c'est une souillure difficile à supporter qu'un membre du Front national siège sous le beffroi sans avoir été mandaté par les Lillois.

Les élus d'opposition considèrent pour leur part qu'en adhérent au parti de M. Jean-Marie Le Pen, M. Chauvierre s'est exclu de lui-même de l'intergroupe d'opposition républicaine.

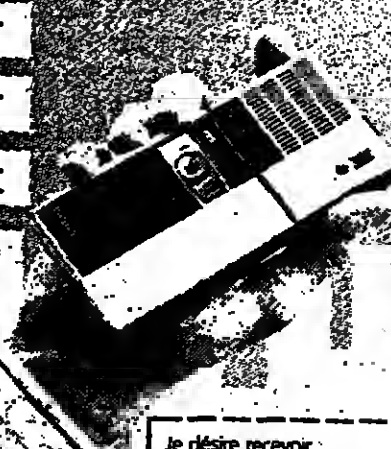
Combien coûte votre Exocet ?



ARMES
France 3^e Grand
Nos stratèges, chercheurs,
fabricants et vendeurs.
Une enquête approfondie et
méthodique sur les industries
d'armement en France.
256 pages, 80 F.
autrement.

POCKET-MEMOS: LA SECRÉTAIRE QUI VOUS SUIT

PARTOUT
PARTOUT
PARTOUT



Je désire recevoir :
une documentation complète ☐
la visite d'un attaché commercial ☐
Nom : _____
Prénom : _____
Fonction : _____
Société : _____
Adresse : _____
Tél. : _____

Coupons à retourner à : Philips Data Systems
Département bureautique
5, square Max-Hymans, 75741 Paris cedex 15.

POCKET-MEMOS PHILIPS
LA SECRÉTAIRE DE POCHE

POLITIQUE

L'AFFAIRE GREENPEACE ET SES CONSÉQUENCES

Les militaires inculpés n'ont pas parlé aux journalistes, affirment leurs avocats

Les militaires inculpés dans l'affaire Greenpeace pour suites au profit de la presse n'auraient pas parlé aux journalistes. C'est ce que nous a déclaré l'un de leurs avocats, M. Ludovic Bourdieu, qui défend, avec M. Bernard Gisselot et Francis Szpiner, le colonel Joseph Fourrier, les capitaines Alain Borras et Paul Barril, ainsi que l'adjudant Richard Guillet.

Dans un communiqué commun, les trois défenseurs affirment que c'est parce qu'il avait la conviction qu'on avait dissimulé la vérité à M. Bernard Tricot que l'adjudant Guillet, un aacéda du centre d'Aspretto, se serait ouvert de ses interrogatoires au capitaine Borras, de la DGSE. Ce dernier, soupçonnant « une opération de déstabilisation des intérêts de la France », en aurait référé à son supérieur, le colonel Fourrier.

Celui-ci aurait alors décidé de faire part de ses doutes au capitaine Barril, « dans [il savait] les liens avec le chef d'escadron Prouteau », conseiller technique de l'Élysée.

« Le capitaine Barril, affirment les avocats, voulait, avant d'entre-

prendre toute démarche, s'assurer de la sincérité et de la véracité des affirmations de l'adjudant Guillet... et il demanda à le rencontrer. Le rendez-vous fut fixé au 17 septembre, à l'heure de la rencontre, ôchant le journal le Monde, qui rendait publiques une partie des modalités de l'opération, les participants, constatant que la vérité était en partie connue, décidèrent de ne pas persévérer dans leur intention. »

M. Szpiner insiste, par oral, sur le fait que les quatre militaires qu'il défend avec ses confrères se seraient rendus compte, avant le général René Imbot, nouveau patron de la DGSE, du fait que les services secrets étaient des « branches paillardes ». Seuls les intérêts de ce service et de la France auraient donc dicté leur démarche.

Le juge d'instruction chargé du dossier, M. Philippe Jeannin, nous a déclaré qu'il n'avait aucun commentaire à faire sur le communiqué des trois avocats, communiqué qui vise, selon eux, à mettre fin aux « rumeurs entachant gravement l'honneur de ces soldats ».

M. Messmer ne souhaite pas que le débat se prolonge

An « Grand Jury RTL - le Monde », dimanche 6 octobre, M. Pierre Messmer a indiqué que M. Charles Hernu, « une semaine avant sa démission [il] avait demandé conseil », mais il s'est refusé à révéler la teneur de cette conversation.

Il a ajouté, à propos de l'affaire du Rainbow Warrior : « Une opération de cette nature est forcément une opération dont la décision d'abord et par conséquent la responsabilité incombent au pouvoir politique. Pour la première fois dans l'histoire de la V^e République, je dis bien pour la première fois, à l'occasion d'une crise politique sérieuse, le premier ministre n'a pas joué le rôle qui est l'un de ses rôles, l'une de ses fonctions : il n'a pas servi de boudoir au président de la République. »

M. Messmer a réitéré : « Quand j'étais ministre des armées, il est venu à l'idée des services spéciaux, à la fin de mon mandat, de faire une opération du genre de celle du Rainbow Warrior, et ils m'ont demandé l'autorisation. J'ai refusé l'autorisation, et l'opération n'a pas

eu lieu. Le général Saurinier était à l'époque à la présidence de la République, donc à un niveau de responsabilité politique, et non pas à un niveau de responsabilité militaire. Par conséquent, c'est la responsabilité de son chef politique qui doit être mise en question. »

Il y a des tas de choses qui sont encore dans l'ombre et qui pourraient assez facilement être mises au jour. Mais je ne souhaite pas que le débat se prolonge indéfiniment, car cette affaire a humilié la France, et, comme tous les Français, j'ai horreur que mon pays soit humilié. Ce que je ne pardonnerai pas à ce gouvernement, c'est d'avoir été à l'origine de cette humiliation.

« Les principales responsabilités sont politiques. La première était évidemment celle du ministre. M. Hernu en a tiré, pour ce qui le concerne, toutes les conséquences. Il n'y a pas de raisons que nous piétinons son souvenir. Le responsable ou-dessus de M. Hernu, c'est M. Fabius. Par conséquent, il est naturel que nous nous en prenions à lui. »

M. Mestre : mensonge !

Pour M. Philippe Mestre, député UDF de la Vendée, qui était l'invité du « Club de la presse d'Europe 1 », dimanche soir 6 octobre, l'affaire Greenpeace « montre très clairement à quel point les plus hautes autorités de l'État (...) savent ne pas prendre leurs responsabilités ».

Sur cette affaire, a-t-il estimé, « plane une sorte de syndrome de l'Observatoire. (1). C'est-à-dire qu'on essaie de prendre à témoin l'opinion publique de son innocence dans une affaire un peu trouble dont on connaît parfaitement tous les ressorts cachés mais sur laquelle on s'efforce de ne pas dire la vérité ».

Pour « les plus hautes autorités de l'État », en l'occurrence le président de la République et le premier ministre, M. Mestre considère que leur principe est « simple » et se résume à : mentez, mentez encore, mentez toujours, continuez à mentir, de cette façon, même quand la vérité apparaîtra, plus personne n'y croira ».

Après avoir souhaité que « la vérité apparaisse clairement », M. Mestre, qui est un très proche collaborateur de M. Barre, dont il a

été le directeur de cabinet à l'hôtel Matignon, aurait trouvé « normal qu'on refuse de s'expliquer sur une affaire introuvable, les services spéciaux (ou utilisant) le système du secret d'État ».

(1) Le 13 octobre 1959, rentrant chez lui dans la soirée, M. Mitterrand constata que sa voiture était suivie. Pensant être du square de l'Observatoire, il sauta par-dessus les grilles avant que sa voiture ne soit mitraillée. Telle est, du moins, la version qu'il donne d'abord des faits. Quelques jours plus tard, un ancien député communiste, Robert Pesquet, affirme que l'« attentat » a été « orchestré » par la « victime » elle-même. M. Mitterrand reconnaît avoir rencontré Pesquet et s'être prêté à une mise en scène parce qu'il se croyait menacé par les ultras de l'Algérie française. « Oui, j'ai été leur dupe, écrivait-il dans l'Express. Cinq ans de prudence, d'analyses, de patience, cédant soudain et me laissant devant la solitude et l'angoisse de questions posées » (cité par Catherine Nay, Le Noir et le Rouge). M. Mitterrand, alors sénateur de la Nièvre, a vu son immunité parlementaire levée ; des poursuites ont été alors engagées contre lui mais n'ont pas abouti à une inculpation.

Cohabitation dans le Pacifique

De notre envoyé spécial

A bord du « Balty ». — Depuis qu'il suit à la trace le Greenpeace, c'est-à-dire depuis le 30 septembre, le capitaine de frégate François Souleau, qui commande l'avisosourcousteur Balty, a appris à connaître son « client ». Une seule fois, le capitaine du Greenpeace, Jonathan Castle, l'a appelé par radio, sur le canal 16 de détresse internationale pour le traiter de « Foreign Warship » (navire de guerre étranger), avant d'interrompre la communication. Le commandant Souleau — quarante-deux ans dans quelques jours — n'a pas répondu. Mais il ne s'est pas défilé sur son « adversaire ». Jonathan Castle n'a fait aucune erreur de navigation. Il tient bien son bateau en main. Il affiche une certaine confiance en lui et il n'est pas d'adresse manœuvrière.

Tout au long de leur « cohabitation », le Greenpeace et le Balty ont fait semblant de s'ignorer sous le prétexte que la haute mer appartient à tout le monde, sauf en deux circonstances. Le 1^{er} octobre, devant Hiva-Oa, aux Marquises, il a soudain semblé au commandant Souleau que le Greenpeace, qui venait d'être surpris par un avion tout par une équipe de Gamma-Télévision, devenait plus agressif, en simulant une route dite de collision avec le Balty, et ce augmentant sa vitesse. Le 3 octobre, devant Nukunuku, aux Tuamotu, un va-et-vient de vedettes rapides a permis au Greenpeace, resté en dehors des eaux territoriales, de charger des matériels, tandis que le même avion lui larguait, par parachute, une antenne d'émission : le Balty n'a pas exercé son droit de visite après avoir constaté que le remorqueur des écologistes était dispensé, contrairement à l'usage, d'arborer son pavillon d'immatriculation.

Le Greenpeace, observe le commandant Souleau, est désormais équipé de moyens de transmission au « top niveau » de la technologie, à rendre jaloux les marins français si l'on en juge par la moins bonne efficacité des moyens offerts aux journalistes à bord du Balty.

L'article 111 sous les bras

Mais ce qui inquiète davantage le commandant de l'avisosourcousteur français, ce sont les capacités de débarquement qui semblent avoir été réduites par l'équipe du Greenpeace, et le savoir-faire des hommes qui les servent. « Ce sont des professionnels », dit-il, qui manœuvrent à bord des Zodiac, lorsque le Greenpeace transborde de lourdes charges de ses flancs vers les voiliers Vega, Breeze et Alliance, qu'il ravitaillait en mer. Les barreaux des Zodiac sont impressionnants de dextérité. Avec ces canots pneumatiques qui peuvent filer jusqu'à 30 nœuds grâce à leur moteur de cent cinquante chevaux, ils pourraient franchir en moins d'un quart d'heure l'étendue des eaux territoriales interdites, une fois tous partis du bord du Greenpeace. Même la marine, à Mururoa comme ailleurs, n'en a pas de si beaux.

Intéressante, cette idée prônée par Jonathan Castle de jouer, avec son Greenpeace, au bateau-poule ou au bateau-poule qui fin essaimer ses petits. « Si chaque bâtiment doit ainsi lâcher ses moutons, ajoute le commandant Souleau, il risque d'y avoir un sacré problème de saturation ». Affoler la défense de l'atoll en la surprenant par le nombre, c'est possible, du moins tant que le Greenpeace, aidé des

trois autres voiliers, saura conserver l'initiative et l'effet de surprise face à la marine nationale, en position d'attente et qui ne peut se permettre de sortir de la légalité.

Le cas de ces bateaux-gigogne qui deviennent offensifs en se démultipliant est prévu par les règlements internationaux. Le commandant Souleau se promène, dans les courbes de son Balty, avec, sous le bras, l'article 111 de la convention des Nations unies sur le droit de la mer. Un article fait sur mesure pour la France : un bateau de guerre a le droit de poursuivre contre un navire étranger en haute mer si ce bâtiment, dûment prévenu de l'interdiction de franchir les lignes des 12 milles (environ 22 kilomètres), détache, dans le même temps, une de ces embarcations dans la mer territoriale. Le navire-gigogne hors des eaux territoriales et son embarcation à l'intérieur de ces mêmes eaux sont tenus comme solidairement responsables de l'infraction. Autant cas, le navire de guerre lance un signal de stopper au navire-gigogne avant de s'immerger en droit de la poursuite dans les eaux internationales.

A terre, les hommes chargés de la protection de Mururoa devront alors réduire les « envahisseurs » privés de leur base arrière. En mer, la marine nationale devra s'en prendre au Greenpeace, c'est-à-dire tenter d'arrêter sa course même s'il devait chercher à récupérer ses embarcations.

Belle bataille juridique en perspective. Sans compter les réactions

de Jonathan Castle, qu'on a décrit au commandant du Balty comme un marin « prêt à outrepasser ses consignes ». Au vu des manœuvres de son Greenpeace, l'homme paraît déterminé et peu impressionné par le ballet organisé par la marine nationale autour de son bateau. « Il essaie même de nous énerver », explique le commandant Souleau, « comme s'il voulait nous montrer qu'il n'a plus rien à craindre. L'abordage ne lui fait pas peur. Il simule des routes de collision, qui peuvent être dangereuses avec des

bateaux de guerre, moins maniables que le sien ».

Mais aucun des commandants des navires de guerre engagés dans cette mini-bataille du Pacifique n'a, de toute évidence, envie de jouer avec le feu. « Pour sa mission en Antarctique », observe le « pacha » du Balty, « l'équipe du Greenpeace a été renforcée pour résister à deux mètres de glace. Je n'ai pas envie d'y goûter. »

JACQUES IGNARD.

Censure déguisée

Les difficultés rencontrées par l'équipe de Gamma TV en Polynésie française pourraient prêter à rire et même à insinuer les sarnes de certains « confrères ». Elles prêtent aujourd'hui à pleurer, tant est solide l'obstruction de ceux qui, avec ou sans ordre, s'acharnent à les créer avec un zèle que ne renversent pas les plus imbéciles des subalternes.

On ne citera ici que quelques exemples : contrôle lent et minutieux de l'émission de Gamma TV sur place pour assurer la liaison entre le « front » et la terre. Interrogatoire de quatre heures d'un technicien de l'émission assurant les transmissions. Difficultés subtiles pour trouver du carburant sur les îlots qui peuvent servir de relais pour l'appareil. Pression sur les pilotes ou les passagers auxquels il est toujours possible

de confier des films quand on est journaliste et que l'on a des difficultés de liaison... Restons-en là.

Le silence obstiné de RFO (Radio France Outremer) et de la DGT (Direction générale des télécommunications), sollicitées de longue date pour la transmission des images par satellite — un satellite dûment réservé — apporte l'ultime preuve de la mauvaise volonté générale rencontrée dans l'affaire. Des entraves qui n'empêcheront pas, on s'en doute, les images — non officielles — d'être diffusées tout de même. Par l'intermédiaire d'antennes étrangères. C'est ce que l'on aura gagné à l'occasion de ces manifestations d'une censure qui ne veut pas dire son nom.

C. L.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Amélioration des retraites des rapatriés

L'Assemblée nationale devait examiner en première lecture, lundi après-midi 7 octobre, le projet de loi portant amélioration des retraites des rapatriés adopté par le conseil des ministres du 24 juillet. Ce texte concerne environ cent mille personnes, dont 80 % de pieds-noirs.

Le projet de loi vise à corriger les insuffisances de la législation sur l'assurance vieillesse. Trois lois de 1962, 1964 et 1965 ont permis aux salariés du régime général, aux personnes adhérent à l'assurance vieillesse volontaire et aux salariés agricoles de bénéficier, soit par rachat, soit par validation gratuite, de la prise en compte de leurs périodes d'activité dans les anciens territoires français d'outre-mer devenus indépendants, mais ces textes n'ont pas réglé toutes les situations. De nombreux rapatriés n'ont pu, faute de moyens suffisants, racheter le nombre d'années nécessaires, et beaucoup d'entre eux se trouvent encore dans une situation de non-droit.

Le gouvernement a donc décidé que l'État aidera ces rapatriés à percevoir des retraites qui correspondent à la durée effective de leurs activités professionnelles, même si, à l'époque, il n'existait pas de régime de retraite dans les territoires où ils travaillaient. L'aide accordée aux intéressés représentera 50 % du montant des cotisations rachetées aux caisses de retraite lorsque les revenus des demandeurs dépasseront un plafond de l'ordre de deux SMIC, et une aide de 100 % — autrement dit une validation gratuite — lorsque ces revenus seront inférieurs au SMIC. Deux exemples :

1 - M. X..., rapatrié de Tunisie, a travaillé dans ce pays de 1950 à 1962, en qualité de médecin, pendant douze ans et demi. Le rachat des cotisations de retraite, pour cette période, lui coûte, auprès de sa caisse de retraite, 51650 francs.

L'État prendra à sa charge la moitié de ce montant à sa charge.

2 - M. Y..., rapatrié du Maroc, a travaillé douze ans dans ce pays ; le coût du rachat des cotisations à sa caisse de retraite s'élève à 82752 francs. Comme M. Y... est au

chômage, l'État prendra la totalité de ce montant à sa charge.

Lorsque les revenus des demandeurs seront supérieurs au SMIC, en restant inférieurs à deux fois le SMIC, le montant de l'aide publique sera de 60 ou 80 %, suivant les deux autres paliers retenus.

« Quand on est bon... »

S'il est un membre du gouvernement qui depuis quatre ans, et dont travaille discrètement, c'est bien le secrétaire d'État aux rapatriés, M. Raymond Courrière. Mais il faut croire que cette discrétion ne l'empêche pas de faire correctement son travail, puisque de tous les groupes de pression français, le lobby pied-noir reste l'un des rares à ménager les socialistes.

L'association des rapatriés la plus remuante et la plus opportuniste, le RECOURS, estime d'ailleurs que le projet de loi sur les retraites constitue « un net progrès », même si ce texte lui paraît « incomplet ». M. Courrière, en tout cas, a la conscience tranquille, il peut se prévaloir d'avoir contribué à l'adoption de la loi du 3 décembre 1982 — le fameux texte qui a définitivement annulé les anciens généraux putschistes, à la grande colère de certains députés socialistes, — puis à celle de la loi du 6 janvier 1982, dite des « meubles meublants », qui a permis notamment d'indemniser cent cinquante mille familles aux revenus modestes.

Dans le même esprit que ces deux textes, le projet de loi sur l'amélioration des retraites procède d'un double souci de « réparation morale et maté-

rielle ». Certes, il y a deux ombres à ce tableau : primo, les négociations avec l'Algérie sur les fonds bloqués et sur les avoirs immobiliers des pieds-noirs n'ont donné aucun résultat réel malgré les engagements pris de façon solennelle, à l'occasion, notamment, du voyage de M. Pierre Mauroy à Alger en 1983. Secundo, les impérisés budgétaires ont dissuadé le gouvernement de mettre en chantier une ultime loi d'indemnisation. « Mais j'aurai fait l'essentiel », dit aujourd'hui M. Courrière.

Non seulement l'ancien sénateur de l'Aude n'a guère de regrets, mais il a la conviction que les rapatriés ont apprécié ce qu'il a fait pour eux. « Je pense que les rapatriés ont conscience que la gauche ne les a ni trahis ni méprisés », dit-il. La preuve ? « Certaines associations m'ont demandé d'être leur président d'honneur. J'en ai été sidéré, mais ils sentent que je les aime bien. » Ses contacts avec les pieds-noirs rendent le secrétaire d'État optimiste pour l'avenir de la gauche en général et des socialistes en particulier : « Je ne suis pas pessimiste. Comme je l'ai dit une fois à Fabius, quand on est bon, ça finit par se savoir... »

A. R.

CHAMPIONNAT DU MONDE DE FORMULE 1

PROST-GOODYEAR

La Formule gagnante !

LA TECHNOLOGIE QUI VA PLUS LOIN.

GOODYEAR

إلى كل من

الرياضة

sports

AUTOMOBILISME

Alain Prost champion du monde de formule 1

Brands-Hatch. — Alain Prost (McLaren Tag), premier Français vainqueur du championnat du monde de formule 1 depuis la création de cette compétition en 1950, a vu sa vedette, dimanche 6 octobre, à Brands-Hatch, au Royaume-Uni, Nigel Mansell (Williams Honda), qui a remporté la première victoire de sa carrière à ce niveau dans le Grand Prix d'Europe, devant près de cent mille spectateurs.

Deuxième du précédent grand prix en Belgique, cet Anglais de trente et un ans a profité de la puissance supérieure du moteur Honda, devenu très fiable en fin de saison, pour faire cavalier seul du huitième au sixante-quinzième et dernier tour.

Le suspense principal de la course a été entretenu par Alain Prost, qui devait prendre deux points à l'italien Michele Alboreto (Ferrari), pour s'assurer le titre avant les deux derniers grands prix en Afrique du Sud (19 octobre) et en Australie (3 novembre). Prompt au démarrage, le Français n'a dû sortir de la piste pour éviter le Finlandais Keki Rosberg (Williams Honda), moins bien parti devant lui. Quatrième à l'issue du premier tour et handicapé par un mauvais choix de pneumatiques, il s'est d'abord dû se résoudre à une position d'attente pour laisser la situation se décanter devant lui.

An deuxième tour, il passait Alboreto, puis accédait à la sixième place. Cinq tours plus

tard, l'italien ralliait difficilement son stand, un moteur en feu. Dès lors, une cinquième place à l'arrivée suffisait au Français pour devenir champion du monde.

A la mi-course, Alain Prost s'arrêtait pour changer des pneus plus tendres. Il repartait en huitième position et se lançait alors sans retenue dans une course poursuite pour atteindre l'indispensable cinquième place. C'était chose faite à dix-neuf tours de l'arrivée, quand il doublait l'italien Elio de Angelis (Lotus Renault) et profitait de l'abandon simultané de Stefan Johansson (Ferrari) pour gagner deux places et devenir quatrième. Il ne lui restait plus alors qu'à assurer son rang derrière Nigel Mansell, le Brésilien Ayrton Senna (Lotus Renault) et Keki Rosberg, qui sera l'an prochain son nouveau coéquipier chez McLaren.

La constance couronnée

France, à Dijon-Francois, qu'il signe sa première victoire.

En cinq ans, Alain Prost a effectué 1143 tours et parcouru plus de 5300 kilomètres en tête de peloton de formule 1 : n'a gagné en moyenne un grand prix sur quatre et est monté sur le podium 36 fois ; mais, malgré cet enchaînement de succès, il n'a jamais eu une image de gagnant auprès du public français, qui retenait en priorité les échecs in extremis dans les championnats du monde 1983 et 1984. Les sobriquets que lui attribuait la presse ne

contribuaient pas non plus à flatter son image. Pour les Anglais, c'était « Tadpole » (le têtard) à cause de ses orbes oculaires marquées. Pour les Français, c'était « le Nain » (1,67 mètre) ou « Prostichon ».

Une image plus altérée encore par l'échec d'une malencontreuse campagne de Renault en 1983. Sûr du succès de Prost, qui précédait le Brésilien Nelson Piquet de 14 points avant les quatre derniers grands prix et en proie à des difficultés internes, la Régie s'était lancée en peu présumant dans une attaque offensive publicitaire : « Allez Alain, une entreprise derrière son champion ». Contraint à l'abandon dans l'ultime étape à Kyalami, le Français doit pourtant laisser le titre au Brésilien pour 2 points. Le pilote fait aussitôt figure d'accusé. Il n'aurait pas supporté la pression psychologique. « Je n'avais fait

aucune erreur, calcule-t-il. Brabham avait trouvé quelque chose au niveau du carburant. J'ai pris peut-être plus de risques, mais si j'ai abandonné trois fois dans les quatre derniers courses, c'est à cause de mon moteur turbo. C'est pas moi qui ai craqué ».

Alain Prost met alors en cause les méthodes de travail de Renault. C'est le divorce et le retour chez McLaren. Il choisit ainsi de quitter Saint-Chamond et s'installe en Suisse pour des raisons fiscales, mais surtout pour fuir les importuns

qui le harcelaient de jour comme de nuit au téléphone.

La malchance le poursuit. En 1984, il gagne sept des seize grands prix et égale le record de victoires en une saison établi en 1963 par l'écossais Clark. Pourtant, c'est son coéquipier autrichien Niki Lauda, plus régulier, qui est champion du monde avec un demi-point d'avance. « L'an dernier, j'ai eu tous les petits ennemis mécaniques, et Niki a été épargné, remarque-t-il. Cette saison, c'est le contraire. Simple question de chance ou de malchance ».

En une saison chez McLaren aux côtés de Lauda, Alain Prost a beaucoup gagné en sérénité et en expérience de la course. Il juge l'aventure positive. Il signe fin 1984 un contrat de trois ans. Une durée inhabituelle dans ce sport où le résultat du pilote est étroitement lié à l'évolution de la voiture. « Je

Alain Prost n'est plus le champion sans couronne. C'est en luttant contre sa nature d'attaquant que le pilote a assuré son titre.

TENNIS

La France en deuxième division de la Coupe Davis

Belgrade. — Ayant vaincu respectivement la Tchécoslovaquie (score 5-0) et l'Australie (score 5-0), la République fédérale d'Allemagne et la Suède, tenants du titre, doivent disputer, du 20 au 22 décembre la finale de la Coupe Davis 1985. Finaliste en 1982, demi-finaliste en 1983, quart de finaliste en 1984, la France, qui disputait un match de barrage pour rester dans le groupe mondial, a été battue (4-1) par la Yougoslavie : Noah (4-6, 4-6, 4-6) et Leconte (6-8, 8-6, 3-6) ont perdu les deux derniers simples, après avoir remporté le double (6-3, 6-3, 6-1). En 1986, l'équipe de Jean-Paul Loth devra opérer en deuxième division, contre, notamment, Monaco, Chypre, le Sénégal, le Zimbabwe, le Luxembourg et l'Egypte.

Raquettes et semelles de plomb

Nicolas de Spear est commentateur de tennis à la télévision yougoslave. En 1969, il faisait partie, avec Franulovic, de l'équipe de la République fédérale socialiste de Yougoslavie qui avait battu (3-2) la France à Maribor. Pourtant, dimanche, avant les deux simples décisifs, il ne donnait que 10 % de chances à ses compatriotes de rester dans le groupe mondial. « Les joueurs yougoslaves sont inquiets, disent-ils, et les Français ne peuvent pas plus mal jouer qu'eux », dit-il. « Ils ont touché le fond. Noah est un grand champion : il va avoir un surcroît d'orgueil. D'ailleurs, il l'a déjà eu samedi, lors du double ».

Effectivement, le capitaine français Jean-Paul Loth espérait bien que Noah réagirait face à Zivjovic comme un fauve blessé en plus profond de son orgueil, après l'humiliation que lui avait infligée mercredi Prepic, modeste cent vingt-neuvième mondial. L'entraînement auquel l'ancien champion de Roland-Garros s'était livré samedi, après la victoire de la paire française, avait semblé montrer qu'il était bien dans ces dispositions d'esprit. Pourtant, ce n'était que la course du lièvre de la fable. Depuis son élimination sans gloire en quart de finale des Internationaux des Etats-Unis, Noah n'a pas remis son tennis sur le métier et son jeu tombe en lambeaux à la moindre pression. En dépit d'une certaine fébrilité lors des premiers échanges, Zivjovic s'en est rapidement rendu compte.

Mené 2-0 dans la première manche, le Yougoslave a aligné de nouveau cinq jeux, tandis que le numéro un français a couvé deux fois son service sur double faute. Noah n'aurait pas conté plus à pic s'il avait plongé au troisième set, dans le Daube voisin, une enclume autour de son cou.

Alors que Zivjovic n'a réussi à passer que cinq premières balles en servant vingt et une fois, le Français a marqué un seul point. Il était affligé de le voir alors retourner.

SPORTS ÉQUESTRES

LE CHAMPIONNAT DE FRANCE DE SAUT D'OBSTACLES

L'entraîneur-maquignon

Fontainebleau. — Michel Robert sur La Fayette est devenu, dimanche 6 octobre, champion de France de saut d'obstacles devant le jeune Roger-Yves Bost, sur Josphée du Prieur et Pierre Durand sur Jappeloup. C'est le second titre national pour le cavalier lyonnais, déjà vainqueur à Fontainebleau en 1983 avec Grand Cass.

Le suspense, entier jusqu'au dernier obstacle, n'était pas la seule cause de la tension qui a régné tout au long du championnat de France autour du terrain du Grand Parquet. Impliqué dans la récente « affaire Juppé » (le Monde du 1^{er} octobre), Marcel Rozier était au centre de bien des conversations. Entraîneur de l'équipe de France depuis huit ans, acceptera-t-il les conditions d'un nouveau contrat interdisant à l'entraîneur national, selon le souhait de Jean-François Chary, président de la Fédération équestre française (FEF), de « participer à tout négocié de chevaux » ?

Directeur de haras, Marcel Rozier est catégorique : « Je ne vendrai pas ma maison pour risquer d'être viré dans trois ans ». Mais il attend de connaître les conditions fixées par son « ami » et « patron » Jean-François Chary. « Je ferai alors des contre-propositions », dit-il, « je ne suis pas demandeur d'emploi, j'ai des exigences ». La discussion est ouverte mais pas encore entamée.

Par respect des sportifs qui s'affrontent sur le terrain, M. Chary avait tout fait pour retarder la remise des prix. Changeant de sujet de... polémique, il s'en était pris fermement, samedi 5 octobre, à M. Jean-Pierre Launay, directeur des haras nationaux, dont le budget prévisionnel pour 1986 envisage une baisse de 9,3 millions de francs de la subvention aux clubs équestres. « En trois ans, la FEF s'est vu priver sous concertation de quelque 15 millions de francs », estime M. Chary, décidé à en appeler à l'arbitrage du ministre de l'Agriculture.

Coup de sang mais aussi coup de jeunesse pour la FEF, qui vient de se doter du plus jeune directeur technique national (DTN) de France. Désigné le jeudi 3 octobre, Jean-Marc Dufosse a trente ans. Déjà DTN adjoint chargé des problèmes vétérinaires, il est assistant à l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort, où le professeur Chary a lui-même une chaire. « Nous travaillerons en pleine complicité », a déclaré ce dernier en présentant les nouveaux cadres techniques de la Fédération.

Reste le cas de l'entraîneur. A défaut d'être complices, « nous resterons toujours amis », conclut-il en échoir Marcel Rozier et Jean-François Chary. A quelques mètres d'eux, Michel Robert, à peine descendu du podium, n'exclut pas de vendre La Fayette. « Si, demain, j'ai une offre sérieuse, je ne la laisserai pas passer », affirme-t-il, malgré la perspective du championnat du monde, en 1986, et des Jeux olympiques, en 1988. Déjà, relâché : « Il faudra-t-il interdire aux cavaliers de l'équipe de France d'être aussi des marchands de chevaux ? »

JEAN-JACQUES BOZONNET.

ATHLÉTISME

Deux records pour les Allemandes de l'Est

L'Allemande de l'Est Marita Koch a nettement battu le record du monde du 400 mètres, dimanche 6 octobre à Canberra (Australie), en 47 secondes 60/100, soit 39/100 de moins que l'ancien record, détenu par la Tchèque Jarmila Kratochvílová depuis 1983. L'équipe féminine est-allemande a d'autre part amélioré son record du monde du 4x100 mètres en 41 secondes 37/100 contre 41 secondes 53/100 en 1983, en signant les deux seuls records mondiaux de cette quatrième coupe du monde, la RDA confirme son hégémonie sur l'athlétisme féminin : avec 121 points, elle devance l'URSS (105,5) et l'Europe (86).

Chez les hommes, les Etats-Unis ont remporté l'épreuve avec 123 points devant la RDA (113) et l'URSS (111). Parmi les trois Français qualifiés dans l'équipe d'Europe, seul Philippe Collet, deuxième du concours de saut à la perche (5,60 mètres) derrière Sergueï Bubka (5,85 mètres), a échappé à l'anonymat.

GOLF

Trophée Lancôme : Dussart s'affirme

Le Sud-Africain Nick Price, vingt-huit ans, a remporté, dimanche 6 octobre, à Saint-Norbert-Benelux, le seizième trophée Lancôme en battant le Britannique Mark James au terme d'un barrage de trois trous. Les deux hommes avaient terminé à égalité avec 275 coups pour 72 trous, soit 13 sous le par.

Déçu par les contre-performances des favoris, l'Espagnol Severiano Ballesteros et l'Ecossais Sandy Lyle, respectivement 8^e et 20^e, le nombreux public a eu confirmation du talent naissant d'Emmanuel Dussart, classé premier français à la 18^e place.

A vingt et un ans, cet « autodidacte » du golf pourrait, dès la saison prochaine, être qualifié pour le circuit européen. Pour cela, il lui faudrait rééditer sa performance du Lancôme le semaine prochaine à Cannes.

VOLLEY-BALL

Championnats d'Europe : la France en bronze

Ces championnats d'Europe, disputés aux Pays-Bas, n'étaient qu'une étape dans la préparation de l'équipe de France en vue des championnats du monde, qui se dérouleront en France en 1986. En accordant à la troisième marche du podium derrière la Tchécoslovaquie (deuxième) et les intouchables soviétiques, les hommes de Jean-Marc Buchel ont fait la preuve de leurs immenses progrès. Lors des championnats d'Europe de 1979, pourtant organisés en France, ils n'avaient pu faire mieux que quatrième.

Ce résultat — le meilleur depuis trente-quatre ans — ne peut qu'accroître les ambitions des Français, réunis en stage depuis six mois à Montpellier, une préparation de longue durée qui va se poursuivre jusqu'au rendez-vous mondial dans un an. D'ici là, l'équipe de France a à son programme de cent à cent vingt matches amicaux.

Cette médaille de bronze n'est qu'une « avance » sur les dividendes que les joueurs français escomptent d'un lourd investissement.

Les résultats

Basket-ball

NATIONALE 1 A (quatrième tour aller)	
*Monaco b. Le Mans	95-88
*Lyon b. Châlons	106-103
*Orléans b. RCF Paris	90-74
*Limoges b. St. Français	128-94
*Antibes b. Caen	115-78
*Vichy b. Avignon	86-75
Championnat. — 1. Villeurbanne, Monaco 8 pts ; 2. Orléans, Antibes 7 ; 3. Avignon, Vichy, Le Mans, Limoges 6 ; 4. RCF Paris, Châlons 5 ; 11. St. Français, Caen 4.	

Cyclisme

GRAND PRIX D'AUTOMNE (Circuit de la Vallée)	
Championnat. — 1. Luc Roosen (Bel. Kwintum), les 249,4 km, 6 h 17 min 36 sec ; 2. Argentin (It.), 21 sec ; 3. Kelly (It.) ; 4. T. Van Vliet (P-B) ; 5. Vandembroucke (Bel.) ; 6. Van der Poel (P-B) ; 7. Cibra, 1 m. ; 8. Van Vliet (P-B) à 1 m 4 sec ; 9. Marie à 1 m 6 sec ; 10. Dhacens (Bel.) à 2 m 18 sec.	

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE (quatrième journée)	
*Monaco b. Auxerre	1-0
*Metz b. Marseille	1-0
*Bordeaux b. Toulouse	2-1
*Nantes b. Nancy	2-0
Championnat. — 1. Paris-SG, 26 pts ; 2. Bordeaux, Nantes 20 ; 4. Lens, Nancy 17 ; 6. Monaco 15 ; 11. Auxerre 13 ; 12. Rennes, Toulon, Brest, Lille 12 ; 16. Bastia 11 ; 17. Sochaux 10 ; 18. Le Havre, Marseille, Strasbourg 9.	
Deuxième division (troisième journée)	
Groupes A	
*Thionville b. Als	0-0
*Guingamp b. Le Havre	2-1
*Saint-Etienne b. Montceau	3-0
*Sète b. Béziers	2-1
*Nîmes b. Lyon	1-0
*Montpellier b. Cannes	3-2
*Chambray b. Tours	2-1
*Red Star b. Istres	4-1
*Marignac b. Grenoble	2-1
Championnat. — 1. Saint-Etienne, 15 pts ; 2. Sète 17 ; 4. Le Havre, Thionville 16 ; 6. Nîmes, Montpellier 15 ; 8. Guingamp 14 ; 9. Lyon 13 ; 10. Montceau, Chambray 12 ; 12. Tours, Istres 11 ; 14. Cannes, Béziers, Grenoble 7 ; 17. Red Star 9 ; 18. Marignac 7.	

Rugby

PREMIÈRE DIVISION (quatrième journée)	
Groupes A	
*Béziers b. Romans	31-9
*Stade Toulousain b. Narbonne	33-15
*Bordeaux b. Grenoble	18-4
*Bagnères b. Mont-de-Marsan	9-3
*Brive b. Lombez-Sanatan	39-10
Championnat. — 1. Stade Toulousain, 12 pts ; 2. Béziers, 11 ; 3. Bagnères, 10.	
Groupes B	
*Hyères b. Lavalanet	26-6
*Valence b. Toulon	22-13
*Biarritz b. La Voulte	19-12
*Bayonne b. Oloron	17-12
*Castres b. Pau	26-15
Championnat. — 1. Biarritz, Toulon, 10 pts ; 3. Valence, 9.	
Groupes C	
*Dax b. Montauban	39-0
*Nîmes b. Teyssie	19-9
*Aurillac b. Tulle	28-6
*Agen b. Le Creusot	25-15
*Lourdes b. Haguenau	16-3
Championnat. — 1. Agen, 12 pts ; 2. Aurillac, Nîmes, 10.	
Groupes D	
*Toulouse b. Racing CF	26-12
*Grenoble b. Martignas	21-10
*Bordeaux b. Carcassonne	17-6
*Perpignan b. Bourgoin	23-4
*Meyrignac b. Nîmes	28-10
Championnat. — 1. Tarbes, 12 pts ; 2. Montferrand, Perpignan, Racing CF 10.	

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LA FLEUR DES POIS : Neully, Théâtre St-Pierre (754-81-10), 20 h 45.
LES PRECIEUSES : Vincennes, Sorana (374-81-16), 21 h.
EMBRASSE-MOI IDIOT : Espace Gaîté (327-95-94) 20 h 30.

« Spectacles sélectionnés par le club de « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), à 19 h 30 : La Vierge, de L. Berlioz et L. Calvès.
SALLE FAVART (296-06-11), Concert, 20 h : L. Mazon, soprano, et le quatuor Via Nova (Webern, Schönberg, Berg).
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : Feydeau, comédies en un acte.
BEAUBOURG (271-12-33), Comédie/Video : Nouveaux films de P. L. 19 h, les Histoires du Macchu Picchu, de R. Sepúlveda. - La Cinéma indien à travers ses stars (salle Garance) : 17 h 30. Un cours de S. Paratuppe : 20 h 30. Ambassade, de H. Mukherjee. - Théâtre : 20 h 30 : « Qu'ils créent, les artistes », de T. Kantor.

Les autres salles

BASTILLE (357-42-14), 21 h : Le Concert.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Revue de l'été.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Balade de la France.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.
DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Femmes.



Salle Pleyel
 12/10 : J.P. Wallez - N. Yopes
 Vivaldi - Turina - Rodrigo
 19/10 : J.P. Wallez - J.P. Collard
 Haydn - Mozart
 Salle Pleyel
 22/10 : J.P. Wallez - C. Eda-Pierre
 Haendel - Mozart

VO : GAUMONT-AMBADE - GAUMONT-HALLES - CLUNY-PALACE
 COSMOS - ACTION-LAFAYETTE
 VF : PARAMOUNT-MARIVAUX

Raspoutine L'AGONIE



un film de ÉLÉN KLIMOV
 Avec ALEXEI PETRENKO - ANATOLI ROMACHINE
 ALISSA FREINDLICH - VÉLTA LINE
 Scénario de SEMEN LOUNGUINE - ILYA NOUSSINOV
 Images de LEONID KALACHNIKOV
 Musique de ALFRED SCHNITKE



Hurlevent

Mise en scène de Jacques Rivette
 Fabrice Babe - Lucas Balthaz - Sandra Montagu - Alice de Poncheville
 Olivier Crivellier - Philippe Morier-Genou - Olivier Torres

MICHEL SERRAULT
 CHARLOTTE RAMPLING
 JACQUES DERAY
 MICHEL AUDIARD

ON NE MEURT QUE DEUX FOIS

7471234

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et prix préférentiels avec la Carte Club

Lundi 7 octobre

Les concerts

Concert des Champs-Élysées, 20 h 30 : R. Gorr (Göck, Brahms...)
 21 h 30 : L. Caber, M. Dupuy.
 Théâtre de la Ville, 20 h 30 : M. Maur, G. Morisson (Beethoven, Liszt...)
 Salle Garance, 20 h 30 : T. Llacum (Debussy, Chopin, Granados...)

Jazz, pop, rock, folk

Barrière Salé (233-37-71), 23 h : Amar Sundy Group, le 8 : Voodoo.
 CAFE DE LA DANSE (805-57-22), 20 h 30 : Voyage en musique.
 CAFE DE LA DANSE (805-57-22), 20 h 30 : Voyage en musique.
 LUCERNAIRE (544-57-34), 21 h 30 : J. Hamery.
 TROIS TOILES DE BUENOS-AIRES (260-44-11), 22 h 30 et 24 h : M. Garay, L. Rizzo, C. Cabrera, J. et S. Rey.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : La Gueule et la Droite.
 DEUX ANES (606-10-26), 21 h : La France au clair de l'arc.

La Cinéma

CHAILLOT (704-24-24) : Avant-première : 20 h 30, Forest of Bliss, de R. Gardner (en présence de l'auteur).
BEAUBOURG (278-35-57) : 17 h : Cinéma japonais contemporain : Un couple terrible, de S. Somaï (v.o., s. angl.) : 19 h : La Cinéma-thèque créative présente : le Maternité, de J. Benoit-Lévy et M. Epstein.

Les exclusivités

ALAMO BAY (A. v.o.) : Forum Orient-Express, 1^{er} (233-42-36) ; Gaumont-Halles, 6 (633-79-38) ; Montparnasse, 8 (225-09-83) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; - V.F. : Impérial, 2 (742-57-50) ; Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).
AMADEUS (A. v.o.) : Vendôme, 2 (742-97-52) ; Lucernaire, 6 (544-57-34) ; George-V, 8 (562-41-46).
L'AMOUR PROPRE (Fr.) : George-V, 8 (562-41-46).
LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A. v.o.) : Marignan, 8 (359-92-82) ; - V.F. : Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).
BABY (A. v.o.) : Napoléon, 17 (267-63-42).
LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Br., v.o.) : Studio Cujas, 9 (359-89-22).
BORDY (A. v.o.) : Quinette, 6 (633-79-38) ; Elysées-Luxembourg, 6 (359-36-14) ; Espace Gaîté, 14 (327-95-94).
BRAS DE FER (Fr.) : Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; Colisée, 8 (359-29-46) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9 (574-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (336-23-44) ; Miramar, 14 (320-89-52) ; Mistral, 14 (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15 (522-42-27) ; Paramount Maillo, 17 (758-24-24) ; Pathé-Clichy, 18 (522-46-01).
LA DÉCHIRURE (A. v.o.) : Opéra Night, 2 (296-62-56).
DUST (Fr.-Belg.) : Forum Orient-Express, 1^{er} (233-42-36) ; Quinette, 6 (633-79-38) ; George-V, 8 (562-41-46) ; Lucernaire, 6 (544-57-34) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61).
CHOISSE ME (A. v.o.) : Épis de Bois, 9 (337-57-47) ; Rialto, 19 (607-67-61).
CHIRONOS (Fr.-A.) : La Gode, 19 (245-321-01).
CONTES CLANDESTINS (Fr.) : République, 11 (805-51-33) ; Denfert, 14 (321-41-01).
COTTON CLUB (A. v.o.) : Boite à films, 17 (622-44-21).
DANCE WITH A STRANGER (Br., v.o.) : Cinéma-thèque, 2 (271-52-56) ; UGC Odéon, 6 (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (574-94-94).
DANGEREUSEMENT VOTRE (A. v.o.) : Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23) ; Normandie, 8 (563-16-16) ; - V.F. : REX, 2 (236-83-93) ; Paramount-Miramar, 14 (320-30-19) ; Gaumont-Halles, 1^{er} (297-49-70) ; Saint-Michel, 19 (607-67-61) ; Marignan, 8 (562-20-40) ; Parisiennes, 14 (320-30-19) ; Publicis Champs-Élysées, 9 (720-76-23)

RADIO-TÉLÉVISION

A VOIR

« Je est un autre »

Un policier qui joue au mauvais garçon, un paisible milliardaire qui n'est peut-être qu'un tueur, un vieil ami trop tranquille : le regard dans le miroir est construit comme un gigantesque trompe-l'œil, où nul n'est vraiment ce qu'il prétend être. Brouillant les pistes à l'indien, Jean Chupot et Nelly Kaplan, les auteurs de ce téléfilm en quatre épisodes, ont fait de la duplicité la clef de voûte d'une savante intrigue psycho-policiaire.

Au centre du labyrinthe, Dora Stern, jeune photographe à qui tout semble réussir. Jusqu'au jour où elle découvre, dans les cartons d'un antiquaire parisien, la photo d'une femme au regard halluciné, au visage émacié, qui lui ressemble étrangement, mais

dont elle ignore tout. « Je est un autre », qui est Dora Stern ?

Contre vent et marée, la jeune femme va s'efforcer de résoudre le mystère de sa propre identité. Au péril de sa vie, car tous ceux qui pourraient l'aider sont sauvagement assassinés. Une quête mouvementée où le chat et la souris, le chasseur et la proie, ne font qu'une seule et même personne, un brillant plateau d'acteurs (Aurore Clément, Bruno Cremer, Michel Bouquet), un suspense façon Hitchcock entretenu jusqu'à la dernière minute.

* Le regard dans le miroir, à partir du mercredi 9 octobre, à 20 h 30 sur TF1.

Lundi 7 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 25 **Le Chevalier sauvage**. Film américain de R. Brooks (1975), avec G. Hackman, C. Bugey, J. Coburn, B. Johnson, I. Bannen. En 1908, dans l'ouest des États-Unis, des hommes et une jeune femme participent à une course d'endurance (1000 kilomètres) à cheval. Film mi-réaliste, mi-épique, sur la fin du vieux monde des pionniers. Avec des interprètes à la mesure des nostalgies.

22 h 40 **Etoiles et toilettes**. Magazine de Martine Jourd'he et Frédéric Mitterrand. Joseph H. Lewis, interviewé par E. Guerif.

23 h 40 **Journal**.

23 h 55 **C'est à lire**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Série : V**. Dernier épisode. *Robbie Maxwell met au monde deux jumelles, à la suite de sa liaison avec le vicier Bryan. L'un grandit, l'autre s'étoile. Superbe série.*

22 h **Série documentaire : Japon, la rêve et l'histoire**. De Jean Antoine. L'art d'être japonais. Le vingtième siècle a commencé dans le cauchemar : la montée du militarisme des années 30, la guerre apocalyptique, l'occupation américaine, la misère. En cette fin de siècle, comment peut-on être japonais ?

22 h 50 **Journal**.

23 h 15 **Bonsoir les clips**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Cinéma : L'aventure, c'est l'aventure**. Film français de C. Lelouch (1972), avec L. Ventura, J. Brel, C. Demer, A. Maccione, N. Courcel (rédiff.). Cinq truands sans grande envergure se recyclent dans le banditisme international pour faire des coups mirifiques. Les personnages de Lelouch sont les Pinks-Nikels du monde moderne. Le réalisateur, bien que sans illusion sur ce monde, a choisi de faire rire du cynisme politique et du pouvoir de l'argent.

22 h 35 **Journal**.

22 h 50 **Boîte aux lettres**. De Jérôme Garcia.

Avec Raymond Castans, Bertrand Poirot-Delpech et Jean Contrucci pour un hommage à Marcel Pagnol.

0 h **Série : Coup de cœur**.

0 h 5 **Prélude à la nuit**.

FR 3 - PARIS-ILE-DE-FRANCE

16 h 5 **Première séance (cycle Marilyn Monroe)** : Comment épouser un millionnaire, film de J. Negulesco ; 17 h 45, *La mémoire aux images* ; 18 h, *Magazine des sports* ; 18 h 55, *Dessin animé : Hello Moineau* ; 19 h 5, *Assez Pie* ; 19 h 15, *Informations régionales* ; 19 h 35, *Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant*.

CANAL PLUS

20 h 35, *On m'appelle dollars*, film de J. Kaplan ; 22 h 10, *Les drives de Canal Plus* ; 23 h 10, *Football australien* ; 1 h 10, *Gorge profonde*, film de D. Demiano ; 2 h 10, *Winchester à louer*.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Musée de l'art et d'histoire** de Jean Potchier.

21 h 30 **Latitudes** : musique traditionnelle, « Jajouka », la musique qui rend fou.

22 h 30 **La nuit sur un plateau**. Débat public en direct du studio 106 de Radio-France, autour du thème « Réaménagement du Musée national d'art moderne et l'ouverture du musée Picasso ». Le directeur du Musée d'art moderne, Dominique Bozo, sera entouré de nombreux peintres et critiques d'art. Une nuit chaude avec en exécutif le chanteur congolais Zao.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **concert (Festival d'Aix-en-Provence)** : King Arthur, de Purcell, par l'Ensemble baroque soliste et le Monteverdi Choir, dir. J.E. Gardiner ; sol. : H. Smith, N. Argenta, L. Dawson, A. Stafford, M. Tucker, S. Varcoe.

23 h **Les soirées de France-Musique** : Rome, Naples, Florence (3^e partie) ; œuvres de Caccini, Malvezzi, Marazziti, Puccini, Rossini, Liszt, Chostakovitch.

Mardi 8 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

13 h **Journal**.

13 h 50 **Série : Chapeau melon et bottes de cuir**.

14 h 45 **Transcontinental**.

15 h 55 **Reprise : Infovision**.

17 h 10 **La maison de TF 1**.

17 h 30 **La chance aux chansons**.

18 h **Salut les petits loups**.

18 h 30 **Mini-journal pour les jeunes**.

18 h 45 **Feuilleton : Huit, ça suffit**.

19 h 15 **Jeu : Anagramme**.

19 h 40 **Cocoricocoboy**.

20 h **Journal**.

20 h 30 **D'accord pas d'accord (INC)**.

20 h 35 **Les grands séans de TF 1 : Commissaire Moulin**.

Réal. J. Trebouta, scénario et adaptation P. Andreato. Avec Y. Reaier, D. Kurys, G. Montagné... (Rediff.).

22 h **Série : Vérités interdites**.

D'Anne Hoang. N° 1. Hôpital silence : un cri. Réal. P. Seban.

Premier de ces cinq films consacrés à la quête de justice. Un cas de « leurre » médical : en 1978, Stéphanie mourut à l'hôpital à l'âge de deux ans. Faute de soins, affirmant ses parents qui intentent une action en justice.

22 h 50 **Journal**.

23 h 5 **C'est à lire**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

12 h 45 **Journal**.

13 h 30 **Feuilleton : Histoires à suivre**.

14 h **Aujourd'hui la vie**.

15 h **Série : le Testament**.

16 h 55 **C'est encore mieux l'après-midi 1**.

17 h 30 **Récré A 2**.

18 h 25 **Derby**.

18 h 30 **C'est la vie**.

18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres**.

19 h 15 **Emissions régionales**.

19 h 40 **Jeu : La trappe**.

20 h **Journal**.

20 h 30 **Loto sportif**.

TOUTES les solutions crédit et ce soir, mardi, nocturne jusqu'à 20 h 30, à la Samaritaine Rivoli

20 h 35 **Cinéma : la Crème**. Film français de P. Labro (1983), avec C. Brasseur, G. Lazure, J.-C. Braly, D. Haddon, J.-L. Trintignant. Un commissaire de la brigade criminelle, coiffé par un « contrôleur » des polices, s'entête à enquêter sur les implications politiques d'une affaire de meurtre, en compagnie d'une journaliste. L'efficacité du style de film noir à l'américaine, appliqué à un polar très « mode ».

22 h 20 **Mardi cinéma**.

23 h 25 **Journal**.

23 h 50 **Bonsoir les clips**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h **Télévision régionale**.

19 h 55 **Dessin animé : Il était une fois l'homme**.

20 h 5 **Les jeux**.

20 h 30 **D'accord, pas d'accord (INC)**.

20 h 35 **Cinéma : Alerte en plein ciel**.

Film américain de J. Pomeroy (1960), avec D. Andrews, R. Fleming, B. Zimbalist Jr, J. Kerr, A. Francis.

Un avion à réaction de la marine américaine va-t-il heurter un avion de ligne ayant à son bord soixante-deux passagers ? Suspense à points. Ce film-catastrophe, tourné avant le renouveau du genre, est resté inédit en France.

22 h 25 **Journal**.

22 h 55 **Emissions régionales**.

23 h 55 **Série : Coup de cœur**.

0 h **Prélude à la nuit**.

CANAL PLUS

9 h, la Smala, film de J.-L. Hubert ; 10 h 40, *Soyez bon si vous le pouvez* ; 12 h 30, *Magazine* ; Direct : 14 h, les Volontaires de la nuit, film de S. Fuller ; 15 h 30, *La vie est belle*, film de F. Capra ; 17 h 45, 4 C + : 18 h 25, *Les affaires sont les affaires* ; 19 h, *Maximé* (et à 19 h 55 et 20 h 30) ; 19 h, *Zénith* ; 19 h 40, *Tout s'achève* ; 20 h 15, *Coluche* ; 20 h 35, *Jamais plus jamais*, film de L. Karmali ; 22 h 50, *Le Bon Plaisir*, film de F. Girard ; 0 h 35, *Tu à vue*, film de M. Angelo ; 2 h, *Soyez bons si vous le pouvez*.

FRANCE-CULTURE

11 h 10, *L'école des parents et des éducateurs* : Le tissage des liens autour de la naissance ; 11 h 30, *Feuilleton : « Le Parfum de la dame en noir », de Gaston Leroux* ; 12 h, *Panorama* : Radio passions ; à 12 h 45, le Club de la presse, avec notre collaborateur Jean Planchais ; 13 h 40, *Instantané*, magazine musical ; 14 h, *Un livre, des voix* : La Compagnie des ombres, de Christian Combar ; 14 h 30 *Les nouvelles du crime* : Une tireuse d'élite, de G. Scorsbueno ; 15 h 30, *Martins du théâtre* : Maurice Maeterlinck ou le Phénix bleu ; 17 h 10, *Le pays d'Ici* : Bordeaux ; 18 h, *Subjectif* ; 19 h 30, *Perspectives scientifiques* : Les mousses, avec Bernard Heitz, maître de conférences à l'université Louis-Pasteur ; 20 h, *Musique, mode d'emploi* : Lettres d'un bachelier, en musique de Liszt.

20 h 30 *Le journal du corps* : Maternités.

21 h 30 *Diagonales*, ou l'actualité de la chanson française et étrangère ; 22 h 30, *Nuits magnétiques*. Gros plan : Kurosawa.

FRANCE-MUSIQUE

19 h 10, *Dix-sept années pour France-Musique* : Concert-lecture (en direct de l'Auditorium 105) : œuvres de Glouven, Jaffrenon, Schwarz ; 20 h, *Mendelssohn* : œuvres de jeunesse.

20 h 30 *Concert en direct du Grand Auditorium* : *Rouages d'illade, voire...*, de Singier ; *Le Seuil du jardin*, de Daniel ; *Varorum*, de Guinjoan ; *Stoke pour violoncelle seul*, de Lindberg ; *Le Ruisseau sur l'escalier*, de Donatoni, par l'Ensemble 2e 2m, dir. P. Mefano ; sol. : L. Pekala, violoncelle.

22 h 30 *L'Univers non tempéré* (en direct du Grand Auditorium) : Musique karmatique (musique traditionnelle d'Inde du Sud).

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 7 OCTOBRE

— M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, est l'invité de l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h 15.

AMERICAN AIRLINES: LA PREUVE PAR SIX

Voici Jean-Louis en train d'imaginer toutes les destinations possibles où American Airlines peut l'emporter après son atterrissage à Dallas Fort Worth. Los Angeles peut être ou San Francisco ou même Houston. Heureusement qu'il a le temps de se décider car American Airlines offre à partir de Dallas Fort Worth des correspondances directes vers plus de 40 destinations sur l'Ouest et le Mexique.

Voici Catherine Bertheaud, enthousiasmée par le confort de son siège auquel s'ajoute l'espace supplémentaire rendu possible par les six sièges de front que propose American Airlines en Classe Affaires. Sa correspondance de Dallas Fort Worth à Denver sera tout aussi confortable puisque tous les passagers en Classe Affaires arrivent sur un vol international sont automatiquement placés en première classe sur leurs vols de correspondance aux États-Unis.

Philippe Dutheil s'est endormi dans son fauteuil inclinable. Il a toute la place désirée pour étendre ses jambes puisque tous ses bagages à main ont été récemment disposés dans les vastes coffres à bagages. De plus, il a pu réserver son siège lorsqu'il a pris son billet il y a deux mois.

Voici Georges Duchêne qui voyage fréquemment vers les États-Unis pour affaires. Il a déjà pu apprécier pendant de multiples voyages aux États-Unis même la qualité du service American Airlines. Il est donc très reconnaissant à American Airlines d'effectuer maintenant des vols sans escale quotidiens entre Paris, Orly et Dallas/Fort Worth. Il n'est pas surpris par l'excellence du service à bord car il sait qu'American Airlines est depuis 10 ans la compagnie préférée aux États-Unis et que ce mérite a été décerné par les membres de la "International Passenger Association".

Ce siège était réservé pour Robert Galtier, qui allait assister à un congrès à San Diego. Il a changé de compagnie à la dernière minute et se retrouve maintenant face à des queues et à des correspondances interminables à Los Angeles. Malheureusement pour lui, il n'était pas informé de notre système de douane rapide au terminal American Airlines de Dallas/Fort Worth. American Airlines aurait pu lui offrir des correspondances pour 13 destinations en Californie. Toutefois, nous lui souhaitons d'arriver à San Diego aujourd'hui.

Voici Bruno Lacaze, qui écoute le dernier bulletin d'informations économiques sur le programme de budget d'American Airlines. Le nouveau cours du dollar est une bonne nouvelle pour sa société d'import-export. Rassuré, il peut changer de programme et écouter la musique de son choix ou, s'il préfère, choisir entre regarder le film, en sélectionnant le canal pour la version française, ou feuilleter un des nombreux journaux français ou américains.

American Airlines. Tél.: (1) 47.23.00.35.



American Airlines
Something special in the air.

*Une conception unique des vols.

1234

ÉDUCATION

Un budget relativement privilégié

- 3 420 emplois supplémentaires
- Priorité au second cycle
- 195 millions pour l'informatique

Le budget de l'éducation nationale se situe en tête des dépenses de l'Etat avec 185 milliards de francs et une croissance de 4 %. Il prendra en compte l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 1986 du transfert de compétences aux collectivités locales en matière de fonctionnement et d'investissement des collèges, lycées et établissements d'éducation spéciale. Avant ce transfert, le budget de l'éducation nationale s'élève à 190 milliards et son augmentation

en 1986. Pour les accueillir, 1 822 emplois d'enseignants sont créés dans les lycées, 226 dans les lycées d'enseignement professionnel (LEP), auxquels s'ajoutent 80 emplois de conseillers et conseillers principaux d'éducation. Toutefois, le projet prévoit que 1 300 emplois parmi ceux affectés aux lycées devront être réservés à l'application du projet de loi-programme sur les enseignements technologiques, ce qui laisse un fai-

Avec une progression de son budget de 6,55 % l'éducation nationale est l'un des rares ministères épargné par la rigueur

réelle est alors de 6,55 % - donc bien supérieure à celle du budget de l'Etat, qui est de 3,6 %.

L'effort du gouvernement en matière de formation, à l'heure de la rigueur budgétaire, se traduit aussi par un nombre important de créations d'emplois. Les efforts déployés par M. Jean-Pierre Chevènement pendant tout l'été auprès de son collègue du budget n'ont pas été vains, et le ministre peut se vanter de « bénéficier d'une incontestable priorité dans le domaine des créations d'emplois de fonctionnaires ». Avec 1 738 créations nettes d'emplois, le ministère de l'éducation nationale est en tête des départements « prioritaires » comme la recherche, la justice et la culture. Compte tenu cependant des transferts entre ministères et des régularisations d'emplois en surnombre, les moyens supplémentaires dont dispose l'éducation nationale s'élèvent à 3 420 emplois budgétaires. L'an prochain, l'Etat rémunérera 1 139 754 agents, ce qui absorbera plus de 90 % des dépenses et laisse une bien faible marge de manœuvre au ministre.

Bien qu'il tienne compte des données démographiques, ce projet de budget ne prévoit pas de suppressions de postes d'instituteurs dans l'enseignement primaire, où la baisse des effectifs est pourtant manifeste depuis plusieurs années. Mais, derrière ce statu quo, des mutations sont possibles : entre départements, par transferts de postes après fermeture de classes ou entre l'enseignement primaire et le pré-séminaire. La volonté de M. Jean-Pierre Chevènement de mieux scolariser les enfants de trois ans devrait se traduire par des suppressions de postes dans le primaire et des créations dans les maternelles.

Un effort pour la technique...

En 1986, les collèges devraient compter moins d'élèves ; c'est pourquoi il n'est pas prévu de créer d'emplois supplémentaires dans ces établissements. La rénovation des enseignements va se poursuivre sans moyens nouveaux en personnel. Situation difficile alors que de nombreux PEGC sont appelés à suivre des cours de formation continue. Un crédit supplémentaire de 10 millions de francs est d'ailleurs ouvert à ce titre au budget.

Tout l'effort inscrit dans le projet est consacré au développement des enseignements de second cycle. Après l'augmentation importante des effectifs à la dernière rentrée, on attend encore 45 000 élèves de plus

solde pour les lycées d'enseignement général. Parmi les mesures en faveur des personnels figure la création de deux cents emplois de professeurs d'éducation physique et sportive et la phase finale du plan de résorption de l'auxiliaire avec la mise en stage de 6 070 maîtres auxiliaires, à la rentrée de 1986. Mais il y aura aussi 800 suppressions d'emplois chez les personnels non enseignants.

Globalement, le budget d'investissement diminue. Toutefois, les crédits supplémentaires de 195 millions de francs sont prévus pour la poursuite du plan « Informatique pour tous » lancé en 1985. Trente millions de francs sont réservés à l'acquisition de matériels informatiques, 70 à l'achat de logiciels, 75 à la formation des personnels et 20 à la maintenance. Les crédits consacrés à l'aide sociale progressent mais ils permettront juste d'accompagner l'évolution des effectifs de boursiers.

...et pour le supérieur

L'enseignement supérieur, qui représente 11,33 % du budget général de l'éducation nationale, obtiendra 1 000 emplois supplémentaires, ce qui représente « un effort sans précédent », selon M. Roger-Gérard Schwartzberg, et une progression de 47 % par rapport au budget de 1985.

Ces créations comprennent 100 emplois de professeurs de 2^e classe, 100 maîtres de conférences de 1^{re} classe, 600 de 2^e classe, 50 de certificats et agrégés et enfin 150 d'adjoints d'enseignement destinés à titulariser des enseignants entrant de coopération.

Les mesures destinées au personnel doivent permettre la transformation de 850 emplois d'assistants en emplois de maîtres de conférence et la promotion de 500 maîtres de conférences au grade de professeurs de 2^e classe. Comme dans le secondaire, 800 postes de personnels administratifs sont supprimés.

La priorité à la recherche universitaire est affirmée : les crédits (1 480 millions de francs) progressent de 16 %.

L'enseignement privé sous contrat avec l'Etat disposera de 20 milliards de francs, ce qui représente une augmentation de 2 %. L'évolution réelle, avant décentralisation et annulation de différentes taxes sur les salaires, est de 7,6 %. Le projet de budget semble assez favorable à l'enseignement privé.

SERGE BOLLOCH.

International Management Program

Programme du type MBA en Anglais en 3 trimestres dont 2 à Paris et 1 aux USA

A l'intention des cadres, des diplômés des Grandes Ecoles et du second cycle universitaire

Réunion d'information suivie d'un cocktail le jeudi 17 octobre à 18 h. à l'ESG.

Invitation sur demande au :

GROUPE ESG PARIS

25, Rue Saint-Ambroise - 75011 PARIS

Téléphone : 355.44.44

FAITS DIVERS

EN TOURAINE

Le directeur d'un IMP reconnaît le viol de jeunes pensionnaires

De notre correspondant

Tours. - Le directeur de l'Institut médico-pédagogique (IMP) Saint-Antoine à Chinon (Indre-et-Loire), M. Jean-Marie Devin, quarante-six ans, a été inculpé de viol et d'atteintes à la pudeur sur des pensionnaires de l'établissement, tous de jeunes garçons. M. Devin a reconnu les faits (le Monde daté 29-30 septembre).

Notabilité de la ville, M. Devin, l'un des fondateurs de la jeune chambre économique du département, avait tenu la permanence UDF de Chinon lors de la dernière élection présidentielle.

Si la révélation des faits a produit « l'effet d'une petite bombe auprès d'une partie de la population » de Chinon, elle n'a pas vraiment surpris. Indéfiniment, le bruit courait qu'il se passait des choses bizarres dans cet IMP, mais la conspiration du silence a joué pendant plusieurs années. « C'était le consensus pour se taire. M. Devin n'a jamais été près sur le fait, mais personne n'ignorait qu'il passait du temps en temps ses week-ends avec plusieurs pensionnaires de l'IMP dans sa ferme. Il leur achetait des vêtements », affirme aujourd'hui, un ancien éducateur de l'IMP.

La Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS) avait bien mené sa pro-

pre enquête voici un an, mais celle-ci n'avait rien relevé d'anormal. Les éducateurs n'avaient fourni aucun renseignement capable de confondre celui qu'ils considéraient un peu comme un dictateur. Même résultat avec une enquête diligentée par la préfecture, début 1983 : « M. Jean-Marie Devin prend en charge, dans sa propriété, des enfants qui ne partent pas dans leur famille les week-ends et pendant les vacances. » Cette activité a reçu l'accord du service social de l'aide à l'enfance.

Les accusations portées contre M. Devin sont dénuées de fondement », avait-on répondu par écrit à une famille qui s'était inquiétée. En définitive, la justice ne fut saisie que le 25 juin dernier à la suite de la plainte d'un père et de son fils au commissariat de police de Tours. Pour « éclairer une opinion justement alarmée », le procureur de la République a indiqué, le 3 octobre, dans un communiqué que l'enquête de l'association locale du SRP - à l'issue de témoignages de pensionnaires actuels et passés, et d'éducateurs - a révélé de « manière circonstanciée des faits sexuels très graves, les plus anciens remontant à 1972 ». En outre, il précise que M. Devin a spontanément avoué des agissements compatibles sur trois autres mineurs encore inconnus des enquêteurs. Dans un premier temps, l'enquête du SRP concernait sept jeunes garçons.

A. B.

En Haute-Savoie

UN INGÉNIEUR PARISIEN ASSASSINÉ PRÈS D'ANNECY

Le corps « massacré », selon un enquêteur, d'un ingénieur parisien on informatique a été retrouvé, vendredi 4 octobre, dans un bois près d'Annecy (Haute-Savoie). La victime a été égoragée et son visage rendu méconnaissable.

Cet ingénieur, en déplacement professionnel dans la région, avait disparu de son hôtel le 1^{er} octobre. Il avait reçu ce jour-là, dans la soirée, un appel téléphonique de son épouse. Le lendemain matin, il n'était pas à un rendez-vous d'affaires prévu. L'ingénieur avait, semble-t-il, quitté inopinément l'hôtel à bord de sa voiture, qui n'a pas encore été retrouvée.

A Mexico

LA MORT DE LUIS

Luis avait neuf ans, et sans doute un espoir fou de vivre, une confiance terrible dans les secours de l'autre côté du mur de béton. Il a été sage et obéissant jusqu'à la fin, frappant sur sa poitrine pour guider les adultes, les aides, leur épargner le scandale de sa mort, attendant à l'épreuve leurs dérisoires moyens.

Ce signe de vie les avait conduits aux limites de l'impossible, alors qu'ils ont eu déjà laissé la place aux bulldozers. Le petit garçon avait survécu pendant quinze jours dans le noir, le froid et la faim, buvant aux infiltrations ; il avait appelé, compris qu'on arrivait, qu'on l'avait entendu ; Luis ne devait plus mourir. Avec sa crédulité d'enfant, son obstination à ne pas s'endormir et sa ténacité, le berceement de son cœur sous les décombres répété par une soude au-dessus, il avait poussé l'acharnement des sauveteurs jusqu'à l'exaspération. Dégoûté au moins celui-là, se venger d'avoir trop souvent pleuré d'impuissance ces derniers jours tragiques à Mexico.

Dans la rue tout près, des femmes priaient. La mère serrait les poings sans parler pour que son enfant ne perde pas courage. Des foudres s'abattaient même dans une déesse absurde : c'est une mort d'enfant du trop ! Il fallait le sortir de là vite, croquer à s'y casser les ongles. Cette joie devait triompher d'un trop-plein d'amertume. Mais Luis n'eut pas attendu. Et, malgré tout, la mort a donné sa leçon.

C. C.

SCIENCES PO. Préparations

Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement sup. privé 46, bd St-Michel, Paris 6

Tél : 633.61.23/229.03.71/354.45.87

CARNET DU Monde

Décès

- M^{me} Pierre de Barry, ses enfants et petits-enfants, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Pierre DE BARSY, ingénieur AIEP, officier des Forces armées belges en Angleterre, chevalier de l'Ordre de Léopold, médaille de la France libre 1939-1945, Star Médal, titulaire d'autres distinctions civiles et militaires,

survenu le 24 septembre 1985.

Les obsèques civiles ont eu lieu dans l'intimité, le 27 septembre.

1, rue de l'Arbreton, 6830 Bouillon (Belgique).

- Le TRP Dujardin, supérieur général de l'Oratoire, Les Pères de la congrégation, Le conseil d'administration de la société d'éducation Saint-Martin-de-France, Et l'Association des anciens,

ont la tristesse d'annoncer la mort subite de

Père Henri BLOUIN, ancien supérieur du collège (1957-1963),

survenu le 1^{er} septembre 1985 à Juan-les-Pins.

Tous ceux qui l'ont connu et apprécié sont invités à participer ou à s'unir à la messe qui sera célébrée à sa mémoire, le mercredi 9 octobre, à 18 h 30, en l'église Saint-Eustache, à Paris, 2, impasse Saint-Eustache (métro Halles).

- M^{me} veuve Kopelman, sa mère, M^{me} Aline Kopelman, M. Léon Kopelman, son épouse et ses enfants, M^{me} Annette Papadiamandis, son mari et son fils, M. Michel Jankiewicz, son épouse et ses enfants, M. Patrick Jankiewicz et son épouse, M^{me} Fanny Gelman, M. Georges Gelman, son épouse et ses enfants, M^{me} Paulette Fanjang, son épouse Fanjang et ses enfants, font part du décès de

Denise LINDNER,

survenu le 1^{er} octobre 1985.

L'inhumation aura lieu le mercredi 9 octobre, à 17 heures, au cimetière parisien du sud Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Louis Pouillard, son épouse, M^{me} Claude Pouillard, Le docteur et M^{me} Jean Pouillard, M. et M^{me} Denis Pouillard, ses enfants, Elisabeth, Jean-François, Anne et Nicolas, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis POULLIARD,

muni des sacrements de l'Eglise, le 29 septembre 1985, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, à Saint-Maur (Val-de-Marne).

La cérémonie religieuse a été célébrée le mercredi 2 octobre par M^{gr} Ansel, en l'église Notre-Dame-de-Rosaire, à Saint-Maur (Val-de-Marne), et l'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité. Prière pour lui.

5, avenue de la Grange, 94100 Saint-Maur, 10, rue Erard, 75012 Paris, 1, rue de la Bienfaisance, 94300 Vincennes, 47, rue de Charenton, 94140 Alfortville.

L'Académie d'architecture

a le regret de faire part du décès, survenu à Paris le 30 septembre 1985, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, de

Jean-Marie TROUVELOT,

inspecteur général honoraire des monuments historiques, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite, commandeur des Arts et Lettres, commandeur des Palmes académiques.

9, place des Vosges, 75004 Paris.

- Nous avons la douleur de faire part du décès de

Samuel WOLFENSTEIN,

survenu le 29 septembre 1985, à l'âge de soixante-quatre ans, à la suite d'une longue et cruelle maladie.

Johanna Wolfenstein, née Soper, Victor et Judith Wolfenstein et leurs enfants, Marlene Wolfenstein, Robert Wolfenstein, Karoline et Cyril Pons-Vinay, Lincoln et Wilma Wolfenstein et leurs enfants,

Les obsèques auront lieu dans la stricte intimité.

La famille ne recevra pas de condoléances.

Anniversaires

- Pour le dixième anniversaire du rappel à Dieu de

Gilbert SPIRE,

que soient remerciés ceux qui ont gardé son souvenir.

Messes anniversaires

- Le souvenir des âiles brisées, le 1^{er} septembre 1975, de

Antoine STOETZEL,

sera rappelé en la basilique Sainte-Clothilde, chapelle de la Sainte-Vierge, rue Les-Casse, à Paris-7, par M. l'abbé Gay, au cours d'une messe anniversaire, le 11 octobre 1985, à 9 heures. Ses pieux amis se souviendront aussi de sa mère,

Anne-Marie STOETZEL, née Sabatier,

décédée le 22 octobre 1977 dans le chagrin.

Communications diverses

- L'Association des amis d'Alfred de Vigny organise une excursion en Bretagne, le 20 octobre, avec déjeuner à Etampes et visite des châteaux du Tréport et de la Briche. (Prix : 135 F par personne, voyage et repas compris). Inscriptions avant le 10 octobre auprès de M^{me} Lefranc, 6, avenue Constant-Coquelin, 75007 Paris. Tél. : (1) 273-12-86.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

- Université Paris-X Nanterre, mardi 8 octobre, à 14 heures, salle des Actes. M. Yves Roucaute : « La PCF face à l'Etat ».

- Université Paris-IV, samedi 12 octobre, à 13 heures, M. Hervé Coutau-Begarie : « Castex, le stratège inconnu ».

- Université Paris-XIII Villetaneuse, mercredi 9 octobre, à 14 heures, salle T 204, M. Jacques Effroy : « L'inspecteur d'académie en résidence départementale, hier, aujourd'hui, demain... ».

Pompes Funèbres Marbrerie CAHEN & C^e

320-74-52

DROIT Sciences Eco.

Documentation sur demande

- Stage session septembre
- Stage de pré-rentree
- Soutien annuel

IPEC Enseignement supérieur privé 46, bd St-Michel, Paris 6

Tél : 633.61.23/229.03.71/354.45.87

JACQUES GAUTIER

Boucles d'oreilles émail noir et cristal sur argent

36, rue Jacob, Paris 6^e

DIRECT

THOMSON

SOYEZ LE G

2 DIRECT

Important en quête de

DIRECT

Importance G

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TTC
DEMANDES D'EMPLOI	114,00	135,20
IMMOBILIER	34,00	40,32
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	266,66

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	65,00	77,09
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

PRODUCTION AGRO-ALIMENTAIRE

Sacrerie, distillerie, déshydratation et raffinage, située à VAUCIENNES dans l'OISE - 25 km de Soissons et de Compiègne - 5 km de Villers-Cotterets - C.A. 350 MF - adhérente d'un des tout premiers groupes français dans sa branche (C.A. 4 milliards de F), recrute :

DIRECTEUR GENERAL

Relèver du Président, il sera membre du Comité Directeur : il aura la responsabilité opérationnelle de l'ensemble des activités : ressources humaines, productions (sucres sec et liquide, conditionnement, alcools et pulpes), entretien et travaux neufs, gestion, approvisionnement.

De formation Ingénieur, le candidat souhaité, 36 ans minimum, aura une expérience confirmée de Direction dans une PMI.

Ses capacités d'organisation, d'animation et de négociation seront aussi importantes que ses compétences techniques et de gestion.

Rémunération à la mesure de l'expérience - Logement et voiture de fonction.

Tous les candidats sont assurés d'une discrétion absolue. Ils pourront indiquer les entreprises auxquelles ils ne souhaitent pas communiquer leur candidature. Ils recevront une réponse rapide.

Nous vous remercions d'écrire sous réf. DGV 32 M, à notre conseil Richard BÉNATOUIL - GROUPE BBC - 1 bis, place de Valois, 75001 PARIS.

Directeur général de filiales

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS, numéro 1 dans son domaine, nombreuses implantations sur tout le territoire, recherche un Directeur.

Rattaché au Directeur Général, il sera chargé d'animer, de coordonner, de développer un ensemble de filiales et éventuellement de créer de nouvelles unités. Ce poste conviendrait à un candidat diplômé grande école, ayant impérativement déjà fait la preuve de ses qualités de "patron" en ayant assumé avec succès la responsabilité opérationnelle d'un centre de profits. La rémunération est attractive, liée à la valeur du candidat recherché et au niveau des responsabilités à assumer.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. VF 203 CM

Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris



SECRETAIRE GENERAL

CLERMONT-FERRAND

Le Centre Jean-Perrin, établissement de droit privé est spécialisé dans le domaine de la cardiologie. Son secrétaire général recherche son successeur. Cette fonction dans un univers médical hautement spécialisé concerne l'ensemble de la gestion administrative, sociale et financière des 475 collaborateurs du centre. Nous confions cette importante responsabilité à une personnalité forte et confirmée, capable de promouvoir un climat propice à l'accueil des malades et de collaborer positivement avec une équipe de spécialistes de premier plan. Une expérience de 5 à 10 ans en milieu hospitalier et la maîtrise administrative du secteur sont nécessaires. Yves Ozanne, notre conseil, étudiera avec la discrétion nécessaire votre candidature (réf. 8510 LS).



INITIATIVES
CONSEIL EN RECRUTEMENT

58, avenue de la Grande-Armée 75017 Paris.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

SOYEZ LE GARANT DE NOTRE AVENIR TECHNOLOGIQUE

La qualité de nos produits sans cesse améliorée grâce à d'importants investissements en matière de Recherche et de Développement est garante du développement rapide de notre activité. Pour deux de nos centres respectivement à ADEN-PROVENCE et à NANCY, nous recherchons

2 DIRECTEURS DE LA QUALITÉ

Rattachés à la Direction du centre vous êtes en relation avec tous les départements et avec les Directeurs qualité des autres centres.

Conçoit, anime, contrôle les 3 mots clés de votre mission :

- Vous élaborez le plan qualité du centre.
- Vous dirigez les équipes qualité.
- Vous contrôlez mensuellement l'application des programmes qualité au niveau des activités et des coûts.
- Vous êtes l'interface des clients et le garant de l'adéquation des méthodes de contrôle et de l'évolution des technologies.

De formation Ingénieur Electronicien, vous disposez d'une expérience d'au moins 5 ans dans l'univers de la production et vous êtes familiarisé avec les impératifs de la qualité.

Des connaissances statistiques appliquées aux techniques de contrôle dans le domaine de la qualité sont un atout supplémentaire. La connaissance de l'anglais est vivement souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature, à Mme NERVEY, Directeur des Ressources Humaines, 101, boulevard Murat, 75016 PARIS.



Important Etablissement Financier en quête de Directeurs performants

banque Ouest de Paris.

Nous appartenons à un puissant réseau national et avons un champ d'action local sur un potentiel de 850.000 habitants, dans une région où il fait bon vivre. Nous employons 400 personnes, exerçons notre activité à travers 60 agences. Notre image est excellente auprès du public et nous avons l'ambition de développer une présence encore plus compétitive. Dans cette perspective nous cherchons à renforcer notre jeune équipe de Direction.

Directeur du marketing - développement

Ses missions : il élabore le plan de développement, il définit et met en œuvre les moyens de sa réalisation, il anime nos points de vente et forme nos agents, il consolide notre image à l'intérieur et à l'extérieur du réseau.

Il (elle) a 30 ans minimum, est diplômé(e) HEC, ESC (ou d'une formation supérieure équivalente), a une expérience d'animation et de vente de produits financiers, dans un réseau mutualiste par exemple. Esprit d'innovation et d'entreprise sont nécessaires pour réussir dans cette fonction. Réf. 25 M 331

Directeur administratif

Il assure la gestion administrative de notre établissement. Il anime et dirige : le service juridique et contentieux, l'administration du personnel, les services généraux (immobilier, achats, assurances, sécurité, accueil, maintenance) soit environ 25 personnes. De plus, il assiste le D.G. dans la préparation des divers conseils et assemblées.

Il (elle) a environ 35 ans, une formation de type ICP ou juriste, une expérience d'un poste similaire dans un établissement financier (banque, assurance...), le sens de l'organisation et des qualités relationnelles. Réf. 25 M 332

Nous vous invitons à adresser votre candidature en précisant vos prétentions, sous la référence indiquée à notre Conseil Edith Giachetti, C.P.A. 3, rue de Liège 75009 Paris, qui vous assure une totale discrétion.



MEMBRE DE SYNTHEC

DIRECTEUR COMMERCIAL

Ingénieur Généraliste Anglais parlé et écrit

Nous recherchons pour secondar le P.D.G. d'une entreprise moyenne (C.A. de 65 M de F) ayant pour vocation la conception et l'intégration d'ensembles électromécaniques utilisant des moteurs thermiques, un ingénieur confirmé A.M., E.C.P. ou similaire, parlant anglais et âgé de 37 ans au moins, ayant pris depuis plusieurs années une orientation commerciale, finance et exportation dans le domaine de produits techniques. Chargé dans un premier temps de diriger l'équipe commerciale, de négocier et de conclure les marchés importants, d'élaborer et de stimuler le réseau export, de concevoir et de proposer des axes de développement, il est destiné dans un second temps à assister largement le Président Directeur Général dont la succession n'est pas actuellement assurée.

La pratique de la négociation avec les entreprises publiques, les groupes d'ingénierie, les entreprises de travaux publics et les distributeurs étrangers (Moyen Orient, Afrique, etc...) serait un atout majeur. Poste basé en banlieue OUEST.

Pour informations complémentaires et organisation adéquate d'une rencontre, appelez le 763.11.15 aux heures de bureau, référence 198. On peut également adresser son dossier à R.H. Conseil 65, avenue de Wagram, 75017 Paris.

RESSOURCES HUMAINES CONSEIL



Groupe important de nettoyage industriel recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL (H/F.)

expérience justifiée nécessaire autonomie. Grand avenir vers direction générale. Ecrire lettre manuscrite avec C.V. + photo 18x22. PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 Paris (discrétion assurée).

LE CENTRE DE DEVELOPPEMENT CULTUREL DE CALAIS recrute

UN DIRECTEUR CULTUREL

Conditions requises : licence + expérience prof.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. seront adressées à la Présidente du C.D.C., 1, rue Gallard, 62100 Calais.

VILLE D'EVREUX (EURE) 50.000 habitants

SECRETAIRE GENERAL

Logement de fonction assuré

Suivent conditions statutaires, sur titres ou par voie de mutation parmi les diplômés de l'enseignement supérieur ou grande école. Expérience de la fonction communale souhaitée. Poste à pourvoir au 1^{er} mars 1986.

Ad. dossiers de candidatures (C.V., photo, diplôme, éventuellement situation administrative) avant le 1^{er} décembre 1985 à : M. le Maire d'Evreux, Hôtel de Ville, Place de Gaulle, B.P. 188, 27001 Evreux Cedex. Révis. après du Secré. Génér. Tél. : (33) 35-03-05, p. 211.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES

555-91-82

Cameroon DIRECTEUR USINE

400 000 F +

Cette entreprise industrielle d'environ 1000 personnes, filiale d'un important groupe français est spécialisée dans la fabrication de contre-plaques destinées aux industries du bâtiment et du meuble.

Renforçant ses structures, elle crée le poste de Directeur usine pour assumer la responsabilité de son unité camerounaise.

Rattaché au Directeur Général et en autorité sur six cents personnes, il sera chargé dans une grande autonomie d'organiser, de coordonner, de contrôler la réalisation des programmes de fabrication en quantité, qualité et délais. Responsable de ses budgets et de ses objectifs, il veillera à l'optimisation permanente des moyens et des coûts de production.

Pour ce poste basé dans une petite ville du Cameroun, nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé (Centrale, A.M., E.N.S.I.,...) généraliste, pluridisciplinaire, âgé de 35 ans minimum, homme de terrain et personnalité affirmée, pouvant justifier d'une expérience réussie de 5 ans acquise à ce même niveau de responsabilités en tant qu'expatrié. La connaissance de l'Afrique constituera un atout supplémentaire. A la rémunération annuelle brute pourront s'ajouter des avantages en nature (logement, congés retour en métropole, ...).

Merci d'adresser lettre de candidature, manuscrite, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 17/1543A, à :

EGOR OUEST-ATLANTIQUE

15 rue Charles Monselet - 44000 Nantes

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDOFF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO



VOLVO FRANCE S.A.

dans le cadre de son développement a acquis un Etablissement Financier et recrute son

DIRECTEUR

Vous cherchez à mettre votre expérience bancaire au service d'une entreprise dynamique, vous avez une parfaite maîtrise de l'analyse et de la gestion des risques, vous êtes à l'aise dans la négociation à tous niveaux tant dans le secteur bancaire que dans le secteur commercial, vous avez environ 35 ans et vous parlez l'anglais couramment, vous avez un fort potentiel car nos projets sont ambitieux, vous avez le sens du profit et la réalisation des objectifs est votre souci majeur,

dans cette Société vous aurez à mettre en place et à développer les procédures et les produits financiers et à optimiser la rentabilité.

Si vous pensez répondre à cette définition, adressez votre candidature avec lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous référence SFS à VOLVO FRANCE S.A. - Direction du Personnel 49, avenue d'Iéna - 75116 PARIS.

VOLVO



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Filiale française d'un important groupe industriel international, nous recherchons notre

DIRECTEUR MARKETING ET DEVELOPPEMENT

Vos connaissances techniques vous permettront d'apporter un concours actif auprès de l'équipe d'ingénieurs hautement qualifiés que vous dirigerez. Vous coordonnerez les actions de recherche et de développement afin de garantir à différentes lignes de produits les meilleures conditions de réussite commerciale. L'identification des nouvelles tendances sur nos marchés, la détection des transferts de technologie possibles, la connaissance approfondie de la concurrence constitueront en conséquence les meilleurs atouts pour votre réussite. Membre du Comité de Direction, vous bénéficierez d'une grande autonomie d'action et de décision.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel à haut potentiel, justifiant d'une expérience réussie dans le marketing des produits industriels de base. La formation souhaitée est celle d'un ingénieur Grande Ecole + MBA ou équivalent.

Une parfaite maîtrise de l'anglais, déjà exercée au sein d'une entreprise de dimension internationale pendant au moins 5 ans, est indispensable. La rémunération proposée est de nature à motiver le candidat de valeur que vous êtes. Les perspectives de carrière à l'intérieur du groupe, directement liées au niveau de performances, sont réelles et attractives.

Envoyez votre dossier de candidature avec prétentions à ADVANTAGE, 35, rue Brunel, 75017 Paris sous référence 8564. Discretion assurée.

BANQUE POPULAIRE DE LA RÉGION OUEST DE PARIS

Nous sommes une des principales banques régionales du 6ème groupe bancaire français.

Notre implantation solide dans les départements des YVELINES, HAUTS-DE-SEINE, ESSONNE, EURE-ET-LOIR, nous permet de travailler une part importante du marché.

Notre clientèle variée (P.M.I., P.M.E., artisans, commerçants, professions libérales et particuliers) représente 200 000 clients dont près de 35 000 sont sociétaires.

Notre organisation est structurée en 10 groupes régionaux comprenant chacun 8 à 10 agences et bureaux.

Nous recherchons le

DIRECTEUR DU GROUPE DE DREUX

9 points de vente
60 collaborateurs

Nous attendons de ce patron de groupe une parfaite maîtrise du métier de banquier, démultipliée par ses qualités d'organisateur et de formateur, pour apporter à la réalisation de notre Projet d'Entreprise tout le dynamisme et la motivation indispensables à la réussite.

Lieu de résidence : Dreux ou la Région

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions
sous référence DGD à : BPROF

D.R.H. - 9, avenue Newton - 78183 St Quentin-en-Yvelines Cedex

Directeur filiale

Commercialisation d'agitateurs

EKATO est reconnu depuis plus de 50 ans comme le spécialiste de la conception et du développement d'agitateurs intégrant les technologies les plus modernes et destinés à toutes les branches de l'industrie (chimie, pharmacie, agro-alimentaire etc...). Les produits sont largement réputés à travers le monde entier et en France la commercialisation est assurée par une filiale (15 millions de chiffre d'affaires) implantée en région parisienne. Le directeur que nous recherchons aura la responsabilité du suivi et du développement de la clientèle avec l'aide d'une petite équipe et en relation directe avec la maison-mère notamment ses services techniques en Allemagne. Le candidat recherché âgé de 35 ans au moins, peut justifier d'une formation de base supérieure en construction mécanique ou génie chimique, ainsi que d'une expérience réussie de la vente de biens d'équipement à une clientèle industrielle. Une bonne connaissance de l'allemand est indispensable et la disponibilité pour des déplacements fréquents est fondamentale. Le niveau de rémunération proposé pour ce poste pourra atteindre 400.000 francs auxquels s'ajoute une voiture de fonction. Pour ce poste, les réponses seront transmises à notre bureau de Stuttgart. Ecrire en précisant la référence B/5853M.

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Directeur administratif et financier

300.000 F

Paris - Cette filiale française d'un groupe international est spécialisée dans la distribution de produits d'entretien principalement auprès de la grande distribution. Jouissant d'une bonne réputation, elle possède une gamme de produits évoluant sur des segments porteurs et réalise un chiffre d'affaires de 100 millions de francs pour un effectif de 60 personnes. Basé à Paris et sous l'autorité du directeur général, le responsable recherché prendra en charge l'ensemble de la gestion financière, comptable, administrative, informatique ainsi que la gestion du personnel et le reporting à la maison-mère. Sa mission sera donc au départ sur le site en place d'un contrôle de gestion efficace. Outre ces fonctions classiques, il aura également sous sa responsabilité la direction de la logistique France (approvisionnement). Il sera aidé par une équipe de 12 personnes dont un chef comptable et un responsable logistique. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 32 ans minimum de formation supérieure + DECS, parlant couramment l'allemand ou l'anglais. Il aura une expérience d'au moins 6 ans de la gestion financière qu'il aura acquise dans un groupe international. Il sera familiarisé avec les techniques de reporting. La rémunération fonction des compétences pourra atteindre 300.000 francs annuels. Ecrire à Henri MICHONEN en précisant la référence A/R 9118M.

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

GOODYEAR

Goodyear International Tire Technical Center has immediate openings, in Luxembourg, for

one test engineer/driver

Qualifications
Degree in engineering discipline
(preferably mechanics)

Experience
Experience in vehicle dynamics measuring techniques above average driving abilities. Know-how of basic measuring technology

Job description
- Development of objective measurement system for car/tire behaviour assessment
- Operation of system above
- Analysis and evaluation of results
- Correlation to subjective ratings

one tire dynamicist

Qualifications
Degree in engineering discipline

Experience
Some experience in measuring modal parameters, general experience in dynamic property measurements and evaluation

Job description
- Measure tire dynamic properties
- Provide experimental data to verify mathematical tire models
- Develop objective tests of tire/vehicle interaction mainly in the field of ride and vibration dynamics

one tire suspension specialist

Qualifications
Degree in engineering discipline
(preferably mechanics)

Experience
Experience in car suspension design and in vehicle dynamics measuring techniques

Job description
- Measure and analyse vehicle suspension properties
- Define required tire properties to match a given vehicle suspension
- Objective measurement of car/tire behaviour during special testing
- Analysis and evaluation of results

Candidates please apply in writing to:
Goodyear S.A.
Personnel Dept.
L-7750 COLMAR-BERG
(Gd-Duchy of Luxembourg).

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE MANAGEMENT D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE

- Groupe « Caisse des Dépôts » - Développement -

recherche pour

1) affectations résidentielles OUTRE-MER - 2) affectation en France avec missions à L'ÉTRANGER

Ingénieurs informaticiens - chefs de projets

- expérience confirmée en informatique de gestion et SGBD.

réf. 678/A

Analystes

- expérience de 2 à 5 ans en analyse-programmation COBOL,
- connaissances IBM 43 XX (MVS - CICS) ou Mini 6 (G.COS MOD 400 - DTF - TDS).

réf. 678/B

Adresser curriculum vitae, prétentions et date de disponibilité en précisant la réf. du poste qui vous intéresse à



SINORG RECRUTEMENT

7 RUE ROYALE 75008 PARIS

UNIVERSITY OF EDINBURGH

Chair of Psychology

Applications are invited for this Chair in the Department of Psychology in the Faculty of Social Sciences. Candidates should possess a distinguished academic record in psychology. Preference will be given to those experienced in the study of natural thinking, using or communicating in human beings. The appointment will be for a period of 5 years. Further particulars of the post may be obtained from the Personnel Office, University of Edinburgh, 63 South Bridge, Edinburgh EH1 1TS with whom applications (111 copies: overseas candidates one copy) including the names of three referees should be lodged not later than 16th December, 1985.

Please quote ref. no. 32/85.

Société malleine de plomberie

S.P. 1229 BAMAQ (Mail)

recherche

INGÉNIEUR

ou TECHNICIEN SUPÉRIEUR

Expérience adhésion d'eau et

plomberie, sanitaire : conception,

étude, prix, acquisition

et suivi réalisations.

Ecrire avec réf. et prétentions

adresse ci-dessus.

Ingénieurs Conseil

alternant cherche

HYDROGÉOLOGUE

pour une mission limitée (1 an)

néel) dans un pays francophone

d'Afrique.

Le candidat, disposant de

bonne formation profession-

nelle, doit avoir déjà une

expérience en Afrique.

Envoyer le 7.797 le Monde Pub.

service ANNONCES CLASSES.

5, rue des Italiens, 75008 Paris.

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Pour société travaillant en Arabie Saoudite recherches :
- **OFFICIERS DU MATÉRIEL**, mécaniciens ayant très bonnes connaissances engins blindés français, connaissance langue anglaise.
- **SOUS-OFFICIERS MÉCANICIENS**, spécialistes CT2 auto-engins blindés, CT2 tourelles, CT2 appro, CT2 optique ou optique, radars, électromécaniciens, hydrauliciens, dieselistes.
Adresser c.v. sous n° 7573 le Monde service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75423 Paris Cedex 09.

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

CADRES

royal air maroc
CASABLANCA

ROYAL AIR MAROC souhaite renforcer ses structures et recherche des diplômés de NATIONALITÉ MAROCAINE pour les domaines suivants :

DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE GESTION

Les candidats ont une première expérience professionnelle acquise, si possible, en entreprise internationale. Ils sont diplômés de l'enseignement supérieur (exemple : Ecole de Gestion et DECS, Ecole d'Ingénieurs complétée par une formation de gestion).

Lieu de travail : CASABLANCA.

Les premiers entretiens auront lieu à Paris, Toulouse, Marseille et Grenoble.

Ecrire avec C.V. et prétentions à :

ROYAL AIR MAROC
34, avenue de l'Opéra,
75002 PARIS.

SEMA METRA CONSEIL

Nous recherchons pour des détachements de longue durée dans des pays en développement

Des Experts Comptables confirmés
(réf. 3)

capables :

- de diriger des services comptables
- de concevoir et de mettre en œuvre des systèmes de gestion analytique et budgétaire.

Des Diplômés d'Ecoles de Commerce
(réf. 4)

ayant une solide expérience :

- des problèmes de gestion de trésorerie
- d'audit interne.

La priorité sera donnée à des candidats ayant une première expérience professionnelle de 8-10 ans de préférence dans des pays en développement. Une connaissance du secteur transport sera un atout supplémentaire.

Adresser CV et photographie récente en précisant la référence choisie à
SEMA METRA CONSEIL - 70, rue Cortambert 75016 Paris

Importante entreprise d'Exploitation et de Transformation du bois implantée au Gabon. LEADER EN AFRIQUE dans ses domaines d'activité, recherche pour son usine de complément :

UN INGENIEUR METHODES

qui sera chargé :

- des études d'aménagement des points de travail et d'implantation des matériels ;
- de préparer les budgets et de contrôler les dépenses ;
- d'administrer le gestion de la production sur micro-ordinateur, etc.

Ce poste s'adresse aux personnes à un baccalauréat de type A ou B ou équivalent, âgé de 25 ans minimum, ayant 5 à 10 ans d'expérience dans un poste similaire ou en bureau d'études, et sachant mettre en valeur ses qualités de réflexion, précision et créativité.

UN ADJOINT AU CHEF DU SERVICE CONTREPLAQUES

UN ADJOINT AU CHEF DU SERVICE PLACAGES

Ces deux derniers postes, destinés à des ingénieurs de 30 ans minimum, du type A ou B, ENS, ENSI, ou à défaut aux titulaires d'un BTS ou DUT à dominante mécanique.

Ils seront attribués en priorité à des candidats disposant, méthodiques et rigoureux, ayant le sens de l'encadrement, et possédant d'une expérience industrielle de 5 à 10 ans, et possédant dans le bois.

Ces trois postes sont à pourvoir rapidement. En cas de la sélection, les candidats bénéficieront des avantages liés à l'expatriation.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo n° 11175 à
PIERRE LACHAU S.A. 10, rue de Louvain, 75003 PARIS Cedex 03

REGION DE LYON

Le recrutement des Cadres

au sein d'une équipe performante dont le clientèle commerciale et industrielle est très fidèle et constitue une opportunité de carrière exceptionnelle que nous offrons à un consultant semi-confirmé ou débutant, exclusivement psychologue, possédant un D.E.S.S. ou Psychoprat, souhaitant une activité autonome dans un environnement libéral, mais apportant une disponibilité entière.

Ecrire sous réf. 28638/LM à
Havas-Contact, 11, rue, Président Carnot, 69002 Lyon, qui transmettra.

Ford

pour son établissement de CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

RECHERCHE

INGÉNIEUR PRODUCTION

Rapportant directement au directeur des fabrications, il est responsable de la fabrication d'éléments en aluminium et assure la gestion des potentiels humains et techniques.

Ce poste sera confié à un ingénieur A.M. ou équivalent ayant de préférence une expérience similaire de 2 ans minimum.

La personnalité, la disponibilité, le sens de l'organisation et des contacts humains, constitueront des critères déterminants pour la sélection.

Référence 9104 MO.

INGÉNIEUR METHODES

Il sera chargé, sous l'autorité du directeur des méthodes, de l'établissement des projets, des études de procédé de fabrication, de l'achat des machines et outillages et de la mise en fabrication d'éléments de refroidissement en aluminium (productivité, réduction des coûts, amélioration des procédés...).

Jeune ingénieur mécanicien diplômé A.M. ou équivalent, il a si possible une expérience de 2 ou 3 ans dans l'industrie.

Référence 5306 MO.

AGENT DE METHODES

Chargé des études d'outillage et des améliorations de productivité dans le domaine de la mécanique-soudure et des presses.

Titulaire d'un BTS fabrications mécaniques ou équivalent, le candidat aura nécessairement une expérience minimum de 2 à 3 ans.

La pratique de l'étude et de l'analyse des temps est souhaitée.

La connaissance des techniques et technologies de pointe sera appréciée (CNC, plasma, laser).

Référence 5312 MO.

AGENT DE METHODES

Spécialisé dans le domaine du moulage sous pression des matières plastiques, il sera chargé de la définition des outillages et des procédés de moulage, de leur amélioration, de leur évolution ainsi que de l'étude et de l'analyse des temps.

En outre, pourront lui être confiés la mise en route, le suivi et les améliorations d'une ligne de montage de sous-ensembles automobiles (choix des outillages de montage, devis techniques, établissement des gammes pour les opérations d'assemblage).

Titulaire d'un BTS transformation des matières plastiques, le candidat aura de préférence une expérience de 2 à 3 ans dans le domaine de l'injection.

Référence 5207 MO.

JEUNE DUT GESTION DE PERSONNEL

Rejoignant l'équipe des relations humaines, il se verra confier un certain nombre de tâches relatives à la gestion administrative du personnel et à la gestion des postes.

Le candidat sera débutant ou aura 1 ou 2 ans d'expérience.

Référence 8111 MO.

Pour tous ces postes, l'anglais est indispensable.
Possibilité d'évolution pour candidats de valeur et à fort potentiel.

Adresser lettre manuscrite, c.v. photo et prétentions en précisant la référence du poste souhaité à **S. REYMOND, relations industrielles, B.P. 228, 08102 CHARLEVILLE-MÉZIÈRES CEDEX.**

BANQUE INTERNATIONALE BASÉE A TUNIS

recherche

ANALYSTE DE CRÉDIT CONFIRMÉ

FONCTION :

Analyse technique et financière de dossiers de crédit. L'étude des risques pays et celle de secteurs d'activité industrielle ou commerciale. Suivi des affaires déjà réalisées.

PROFIL :

- Diplômé de l'enseignement supérieur (grande école commerciale ou diplôme économique, MBA apprécié) ;
- 5 ans d'expérience minimum dans la profession acquise de préférence dans un département international ;
- Parfaite maîtrise de la langue anglaise.

Envoyer c.v. + photo à :

TUNIS INTERNATIONAL BANK
18, avenue des États-Unis, TUNIS.

UNE CARRIÈRE COMMERCIALE AUPRÈS DES PARTICULIERS

DANS UNE
BANQUE PRIVÉE

GÉRER le patrimoine de nos clients, les CONSEILLER dans leur choix de placements à l'aide d'une grande variété de produits performants et DÉVELOPPER PAR PROSPECTION une nouvelle clientèle.

C'est ce que vous proposez de faire
UNE BANQUE PRIVÉE EN PLEINE EXPANSION en rejoignant son réseau commercial clientèle privée dans ses agences de province (Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur)

- VOUS êtes entrepreneur et dynamique ;
- VOUS avez 25-30 ans environ et possédez Bac + 2. Un DUT des techniques de commercialisation ainsi qu'une première expérience commerciale seront très appréciés.

Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo à :

RECIE-PRESSE, sous n° 310.422 M,
7, rue de Montmorency, 75332 PARIS Cedex 07,
qui transmettra.

Pour notre Filiale Européenne à OBERURSEL (Allemagne Fédérale), nous recherchons un

Ingénieur Commercial

Diplômé d'une grande école, il aura une expérience en matériel et en exploitation d'une unité industrielle.

Ses fonctions consisteront à étudier et à négocier avec nos clients des applications du vide tant au point de vue technique que commercial.

En dehors d'une connaissance parfaite de la langue française, de bonnes notions d'anglais et/ou d'allemand sont indispensables.

NASH PUMPEN G.m.b.H.
Hohemarktstrasse 15 - D-4370 OBERURSEL
Tél. : 19.49.6171.27011

Lectra Systèmes

Société spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de biens d'équipement (MOON) de haute technologie.

- C.A. croissance annuelle : 60 à 70 %
- Douze filiales.
- Vocation exportatrice très marquée.

Une mission relationnelle et technique pour notre

FORMATEUR/RÉDACTEUR H/T

CENTRE SUISSE D'ÉLECTRONIQUE ET DE MICROTECHNIQUE S.A.

Recherche et développement

recherche pour son Service brevets jeune

INGÉNIEUR

possédant une bonne formation en électronique ou en physique.

Quelques années de pratique et diplômé du CEIP ou de mandataire près l'OEB. appréciés.

Adresser dossier de candidature (CV, prétentions) à la Direction du CSEM, Maladière 71, 2000 Nendel 7, Suisse.

Niveau Ingénieur ESITE, ENSAIT ou équivalents appréciés.

Au sein du service Documentation/Formation-Interne il participera :

- à la formation de notre personnel France et filiales à l'utilisation de nos machines de CAO/FAO,
- à la rédaction de la documentation correspondante,
- aux tests d'utilisation des logiciels équipant ces machines.

Une bonne connaissance du milieu industriel de la confection et de la langue anglaise est appréciée.

Poste basé à Cestas, disponible immédiatement.

Merci d'adresser vos candidatures, C.V. et photo sous réf. FR 2006 à **LECTRA SYSTÈMES S.A.**
Chemin du Maricot - 33610 CESTAS

Une volonté de perfection

Ford

Responsable administratif et comptable
Région lyonnaise

La connaissance de l'utilisation de la mini-informatique sera particulièrement appréciée.

Poste basé à 15 minutes de Lyon dans une région très agréable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo (exigée) et prétentions, sous la référence 3772/LM à

C.V. Curriculum Vitae
8, bd des Italiens
75002 PARIS

P.M.E. - 100 personnes, C.A. 70 MF - filiale d'un important groupe industriel français recherche son responsable administratif et comptable.

Agé de 30 ans minimum et titulaire du DECS, vous avez une expérience similaire de 3 années (au moins) en entreprise.

Rattaché au Directeur de la Filiale, vous prendrez la responsabilité complète de la comptabilité et de l'administration de l'entreprise.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LYON

UNE FONCTION CLEF POUR UN INGENIEUR A FORT POTENTIEL : CONCEVOIR, DEVELOPPER ET INDUSTRIALISER DES PRODUITS NOUVEAUX

Nos produits, notre technicité nous positionnent comme Leader, en France et dans plusieurs pays d'Europe, sur les marchés du Repassage, du Petit Lavage, du Chauffage Electrique d'Appoint ainsi que de la « Beauté »...
Notre redéploiement est fondé sur une forte capacité d'Innovation-Produit à travers un processus de création originale dans un contexte de management participatif et décentralisé.
C'est dans ce cadre que notre département Chauffage et Lavage d'Appoint recrute

son responsable études et industrialisation

Ingenieur Grande Ecole (formation Mécanique) de 30/35 ans, vous possédez une expérience industrielle confirmée dans la conception et la production d'appareils électriques grandes ou moyennes séries. Vous maîtrisez les techniques de Montage, la Thermique, la Plasturgie et le Travail des Tôles minces.
La Gestion Industrielle vous est familière. Interlocuteur industriel privilégié des services Marketing et Etudes et Recherches,

vous animeriez une équipe de techniciens d'études et de méthodes (produit et process) et vous piloteriez des projets complets de Création et d'Industrialisation de nouveaux produits.



La pratique de l'anglais et des connaissances électroniques sont des « + » appréciés.
A terme, de réelles perspectives d'évolution peuvent s'ouvrir à vous dans l'un des trois départements de notre Société ou même au sein du GROUPE SEB.

Merci d'écarter avec lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions au Service du Personnel, CALOR, B.P. 8353, 69356 LYON Cedex.



INGENIEUR MECANICIEN ELECTROMECHANICIEN

POUR DIRIGER DEPARTEMENT RECHERCHE-DEVELOPPEMENT

Rattaché directement à la Direction de l'Etablissement, vous serez le manager d'un Bureau d'Etudes Produits, d'un laboratoire, d'un atelier de prototypistes et vous coordonnerez les actions de vos services avec celles des autres fonctions de l'entreprise: Marketing, Industrialisation, Qualité, Production...

Votre formation A.M., ENSI, INSA, ICAM..., votre goût pour la conception, votre expérience d'au moins 5 ans en Bureau d'Etudes Produits et votre connaissance de l'anglais vous permettent de diriger un groupe de 25 personnes chargé de faire évoluer les gammes de produits existants et concevoir nos produits nouveaux destinés à 50% à l'exportation.

Votre habitude à l'assistance de l'informatique (CAO, Micro) sera un atout supplémentaire pour réussir dans ce poste qui exige des qualités de communication, d'organisation et d'efficacité immédiate.

Le poste s'adresse à un candidat d'environ 35 ans et la rémunération sera fonction de l'expérience acquise.

Il est à pourvoir à Selongey (Dijon 35 kms) au sein d'un Etablissement Industriel de 1.000 personnes.

ERS, à qui nous avons confié ce recrutement, vous garantit toute discrétion et vous remercie de lui adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à ERS - 37, rue du Faubourg Poissonnière 75009 PARIS.

PREMIERE BANQUE INTERREGIONALE FRANCAISE

LYON RESPONSABLE CREDIT EXPORT

ANALYSER, CONSEILLER, REDIGER...

Avec 300 agences et 4200 personnes, nous intervenons dans tous les aspects de la vie économique nationale et internationale. Aujourd'hui, la Direction du commerce extérieur, pour renforcer son constant développement, recherche un Responsable « crédit exportations ».

Chargé du montage et de la mise en place de crédits à l'export de tous types, vous aurez aussi un rôle d'assistance technique et commerciale à la clientèle et au réseau d'agences.

Agé d'environ 30 ans, diplômé d'une grande école commerciale ou de l'université, vous avez pratiqué la banque et vous justifiez de 4 ans d'expérience.

Vous connaissez parfaitement les techniques de financements des crédits moyen et long terme à l'exportation.

Vous êtes capable de rédiger des contrats commerciaux, de conseiller la clientèle dans ce domaine et de procéder à l'analyse technique des risques.

Une parfaite maîtrise de l'anglais (lu, parlé et écrit) est impérative.

Ce poste basé à LYON implique de fréquents déplacements. Dynamique, ouvert sur l'avenir, vous souhaitez évoluer avec nous : adressez votre lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant votre salaire actuel, ou téléphonez pour un contact personnel à Yves GRENOT - SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE - Direction du Commerce Extérieur - 8, rue de la République - 69001 LYON - Tél. 7/892.02.09.

DE BANQUE - Direction du Commerce Extérieur - 8, rue de la République - 69001 LYON - Tél. 7/892.02.09.

SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE

THOMSON SEMICONDUCTEURS RESPONSABLE DU CONTRÔLE DE GESTION

Près d'AIJ-EN-PROVENCE, nous concevons, fabriquons et commercialisons les circuits intégrés de demain. Notre forte croissance (500 millions de C.A., 900 personnes) fait du contrôle de gestion, une fonction clé dont nous cherchons le RESPONSABLE.

Assisté d'une équipe de 5 personnes (dont 3 cadres), vous participerez en priorité aux décisions de management; vous élaborerez des scénarios financiers optimisés. Vous analyserez les résultats économiques en mettant en valeur les éléments significatifs pour la Direction de l'entreprise. Enfin, vous serez responsable de la formulation du plan stratégique et du budget.

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole (HEC, ESSEC) et vous avez une expérience confirmée (5 ans minimum) du contrôle de gestion en milieu industriel. Vous parlez couramment anglais et maîtrisez les méthodes de contrôle de gestion anglo-saxonnes. Votre fort potentiel vous permettra d'évoluer rapidement vers une Direction Financière au sein de THOMSON SEMICONDUCTEURS.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. 79118/LM à Emmanuel CHARPIN - EUROTECHNIQUE - B.P. 2 - 21 - 13790 ROUSSET.



Responsable comptabilité banque

La Banque Populaire d'Armorique - 450 collaborateurs, 38 agences - est implantée dans les Côtes du Nord et le Finistère de mener à bien un plan pluri-annual ambitieux, qui comporte la rénovation complète de son réseau et la construction d'un nouveau siège. Dans ce contexte, elle recherche son responsable comptabilité. Rattaché au directeur planification et gestion, et supervisant 6 personnes, il assurera en charge l'ensemble de la fonction comptabilité générale - bilans et comptes de résultats, déclarations fiscales et administratives. Dans le cadre d'un nouveau plan informatique, il sera amené, en liaison avec le service contrôle de gestion, à rénover le système comptable et à mettre en place une comptabilité analytique et budgétaire. Ces fonctions requièrent, après une formation DECS ou équivalente, une expérience prouvant une excellente maîtrise des techniques comptables et de la fiscalité, acquise si possible dans le secteur bancaire et dans un contexte hautement informatisé. Ce poste présente de réelles perspectives de progression au sein d'une structure évolutive. Ecrire à S. BAQUEDANO en précisant la référence A/1378M.

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

LA DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS

recherche pour son RESEAU CABLE EXPERIMENTAL de Biarritz

INGENIEUR

RESPONSABLE DE LA REGIE AUDIOVISUELLE DE DIFFUSION

Il animerait une équipe de techniciens supérieurs chargés du lancement puis de l'exploitation de cette régie de diffusion.

Les équipements informatiques et audiovisuels à mettre en œuvre perdront d'être pour la 1^{re} fois sur un réseau câblé un service de programmation TV par les abonnés.

Il est demandé une première expérience mais les candidatures de débutants présentant une bonne motivation seront examinées.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo à
CONSILIA, 5, rue Lincoln, 75008 Paris.

Consilia

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Le CREDIT AGRICOLE MUTUEL DES VOSGES recherche pour l'associer au développement de son bureau de

SAINT-DIE

Directeur d'agence

PROFIL :

- aptitudes commerciales,
 - connaissances bancaires approfondies (BP Banque ou ITB, diplôme supérieur),
 - expérience acquise auprès d'une clientèle d'entreprises et de particuliers.
- Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) au Service du Personnel - CRICAM des Vosges - B.P. 84 88003 EPINAL

CREDIT AGRICOLE DES VOSGES

Groupe Laboratoires FOURNIER

Pharmacie - Chimie - Hygiène.

4 sites sur DIJON

souhaite engager

un Ingénieur Sécurité

Rattachement Direction Technique Groupe.

Missions d'assistance - Conseils aux responsables opérationnels. mission d'information, prévention, formation d'intégration de la Sécurité dans l'activité professionnelle.

Homme de terrain, bonne connaissance de la législation hygiène et sécurité industrielle et établissements classés, sens critique, curiosité.

Ce poste conviendrait à un ingénieur, de préférence chimiste, déjà expérimenté; des candidatures de personnes formées dans des écoles spécialisées (IST Grenoble...) seront appréciées.

Envoyer lettre de candidature, CV détaillé, photo (retournée) et prêt à: Laboratoires FOURNIER Direction du Personnel 42, rue de Longvic 21300 CHENOVE

Cabinet Expertise Comptable - Avignon

Connu pour son sérieux, notre cabinet possède une clientèle d'entreprises régionales importantes. Nous recherchons pour assister le Responsable du Cabinet un collaborateur capable de prendre en charge un certain nombre de dossiers clients.

A 30 ans environ, titulaire du DECS, vous avez une expérience de 2/3 ans en cabinet. Rémunération de l'ordre de 150 000 F.

Adressez votre dossier de candidature à J.Y. MIRALLES, La Guirlande, 82, 75 rue Fontcarrade, 34000 MONTPELLIER.

UN COLLABORATEUR

مكتبات العامة



emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

Grandé ville de Bourgogne

INGENIEUR AUTOMATICIEN

Participer, en tant que chef de projet, à l'automatisation d'installations industrielles complexes (fabrication en continu de grandes séries), telle est la mission globale de cet ingénieur automatique. Il rédige les cahiers des charges avec les usines, il écrit et met au point les programmes d'application, il suit le travail de programmation (sous-traité à l'extérieur), il assiste au démarrage et forme le personnel associé aux nouveaux automatismes installés. Il s'assure de la cohérence en matière de matériel et de logiciel.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur automatique diplômé de l'enseignement supérieur. Sa première expérience professionnelle (3 ans environ) lui a permis de valider ses connaissances en mécanique, instrumentation et électronique. Il est particulièrement motivé par l'application industrielle de procédés technologiquement très évolués.

La taille de la Société, son développement, son appartenance à l'un des premiers groupes industriels français garantissent des possibilités de carrières multiples et variées.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. MA/212 AW à :

EGOR TECHNOLOGIES

Département Industrie
19, rue de Berni 75008 PARIS.

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERIMIA ROMA VERONA DUISSELDOFF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor

TOULON
Ingénieur mécanicien
fort potentiel
structures - matériaux

PUISSANT ORGANISME D'ÉTAT à vocation industrielle, recherche pour l'une de ses équipes chargées de la conception acoustique des bâtiments de la Marine Nationale, un jeune ingénieur.

Son action portera sur le développement des techniques d'utilisation des matériaux composites et des méthodes à intégrer dans les procédures de calcul des structures pour réduire le rayonnement acoustique des navires, en relation avec les organismes constructeurs internes et les industriels coopérateurs.

Ce poste conviendrait à un ingénieur (ENSTA, ECP, Mines, Ponts, AM...) possédant une solide formation de base en dynamique des structures et des connaissances dans les matériaux plastiques, viscoélastiques et élastomères. Le candidat recherché aura des qualités incontestables de dynamisme, d'autonomie et d'initiative ainsi que des capacités relationnelles marquées.

Ecrire sous réf. XH 206 AM

Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

REGION RHONE-ALPES

Une importante entreprise d'un millier de personnes qui fabrique et commercialise des produits très techniques pour l'industrie, recherche

chef du service
informatique

Ce poste intéresse un candidat d'au moins 32 ans, de solide formation générale et technique. Une première expérience réussie notamment en gestion de production dans un environnement industriel et sur matériel IBM est souhaitée.

Il lui sera demandé d'élaborer la stratégie informatique de l'entreprise à partir des orientations de la Direction Générale et de mettre en œuvre auprès de ses collaborateurs une politique d'assistance aux utilisateurs. La pratique de l'anglais serait un atout supplémentaire. Le niveau de rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé, sous référence 3750-M à Mammegies qui transmettra (discrétion assurée).

Mammegies

3 RUE D'HAUTEVILLE, 75010 PARIS



GRAFFENSTADEN
MACHINES-OUTILS
(STRASBOURG)

recherche dans le cadre de ses objectifs de développement de systèmes automatisés flexibles d'usinage pour étoffer son équipe

SYSTEMES
PRODUCTIQUES

des ingénieurs polyvalents disposant d'une bonne expérience (5 ans environ) dans l'une (ou plusieurs) des disciplines :

- Informatique industrielle (micro P.C. ...)
- Mécatronique (machines-outils, maintenance...)
- Communication (réseaux locaux, protocoles...)
- Automatique (CN, API, ROBOTS...)

Le goût pour le travail en équipe, la motivation pour l'innovation, l'esprit d'initiative sont nécessaires pour aborder les techniques permettant la révolution productive qui caractérise cette fin de siècle. La rémunération sera fonction de l'expérience.

REF. S.P.L.M.

Envoyer CV, photo, lettre manuscrite et prétentions en rappelant la référence sous N° 957 à :

SOPIC - B.P. 31

67001 STRASBOURG CEDEX

qui transmettra.

URGENT CHERCHE
PROFESSEUR LETTRES
class. 1^{re}, DELG, CES, Aulnay-
sur-Seine, 93 km Charente,
pos. log. 16 (37) 49-01-81.

Société Ingénierie Internationale
ouvre et capte, pour remise à
jour, des experts, RECHER-
CHE : ingénieurs, techniciens, chefs
d'équipe, ingénieurs civils et
génie. Adr. : S.V. : PROSOMOC,
57 bis, boulevard Mirabeau,
37000 Tours.

Sec. de Concile Juridique

NORD/PICARDIE

recherche

1) CONSEIL FISCAL

2) CONSEIL FISCAL

département

Sec. 4/11 7 882, le Monde Pub.

service ALPHABET CLASSE, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

BANQUE REGIONALE

(région RHONE-ALPES)

ORGANISATEUR

(formation SAC = 3 ou 4)

● Prêt à rejoindre équipe dy-

namique.

● Soucieux de productivité.

● Bon bilingue.

● Esprit d'initiative.

● Bonne relation.

● Familiarité avec l'informati-

que.

Adr. let. man. cv, photo et pré-

sentations à : M. MERCIER - B.P. 100

VICER, 66, r. de la Chapelle,

d'Amis, 75008 PARIS.

THOMSON SEMICONDUCTEURS

DIVISION MILITAIRE ET SPATIALE
GRENOBLE

Notre division, nouvellement créée, connaît un essor rapide. Nous recherchons des :

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

prêts à participer à notre challenge.

Pour la DIRECTION TECHNIQUE

- Ingénieurs de conception de circuits intégrés logiques en technologie CMOS.
- Ingénieurs de conception de circuits intégrés linéaires en technologie MOS et BIPOLAIRE.

Pour la QUALITÉ

- Ingénieur fiabilité pour assurer l'homologation et la qualification des produits, la mesure et le suivi de leur qualité et de leur fiabilité et optimiser les résultats.

Pour ces postes une expérience dans le SEMICONDUCTEUR de 3 à 5 ans est souhaitable et la maîtrise de l'Anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) à THOMSON SEMICONDUCTEURS - D.M.S. - B.P. 27 - 38120 SAINT-EGREVE.



THOMSON
SEMICONDUCTEURS

CELATOSE

PREMIER FABRICANT EUROPEEN DES
MARQUES DE DISTRIBUTION EN PRODUITS
D'HYGIENE POUR FEMMES ET ENFANTS
RECHERCHE :

DIRECTEUR POUR SA PRINCIPALE
USINE (450 personnes)

Vous serez le garant du service aux clients et de la qualité des productions dans le respect des budgets. Pour ce faire, vous vous appuieriez sur les services production, logistique, maintenance et contrôle qualité dont vous aurez la responsabilité. Cette excellente opportunité s'adresse à un candidat d'environ 35 ans, diplômé d'une école d'ingénieurs, ayant une expérience industrielle dans les secteurs du textile, du papier ou de la mécanique à un poste de responsabilité équivalente.

Esprit coopératif, ouvert à l'adaptation permanente, le candidat retenu devra avoir démontré ses capacités à animer et commander les hommes.

Anglais courant indispensable, allemand souhaitable.

Poste à pourvoir en Métropole Lilloise.

DIRECTEUR DE LA QUALITÉ

Rattaché au Directeur Général des Opérations, vous aurez pour mission de faire progresser la qualité des productions, en France et à l'étranger, en assurant une direction de spécialité sur les organisations qualité de l'ensemble des usines.

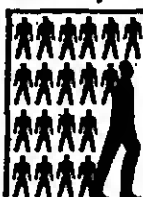
Agé de 35 ans, diplômé d'une école d'ingénieurs, ayant une expérience industrielle de terrain et de laboratoire contrôle et développement, dans les secteurs de la chimie, du textile ou du papier, vous devrez avoir fait preuve de sérieuses capacités d'animation et de diplomatie, rigueur et obstination.

Anglais courant indispensable, allemand souhaitable.

Poste à pourvoir en Métropole Lilloise.

L'expansion très rapide de CELATOSE S.A. ouvre pour chacun des postes proposés de très larges possibilités d'évolution.

Adresser lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions à Direction des Ressources Humaines - CELATOSE S.A. B.P. 734 - 59657 Villeneuve-d'Ascq Cedex.



JEUNE INGENIEUR EN
ELECTRONIQUE OU ELECTROMECHANIQUE

GREER ET «FAIRE» TOUTER UNE AGENCE A :
AMIENS, AVIGNON, NANCY, ORLEANS ou REIMS...

où vous egierez en véritable chef d'entreprise, puisqu'il s'agit de lancer et développer une agence commerciale avec, dans un premier temps, la seule aide d'un technicien de maintenance et d'une secrétaire.

Premier constructeur (6^{ème} mondial) d'automates programmables, nous vous soutiendrons par toute notre logistique, nos performances (CA supérieur à 1 MF/homme, rentabilité 15% event impôts), notre notoriété.

Doté d'une solide formation technique et d'une expérience de 2 à 5 ans dans la vente de biens d'équipements électriques, électroniques et/ou électromécaniques, vous avez déjà prouvé qu'un bon technicien peut être aussi un bon commercial !

Ces postes offrent une très large autonomie d'action où l'intéressement aux résultats peut «faire gonfler» votre rémunération jusqu'à + 25%. Et il ne s'agit là que d'une première étape vers une carrière nationale ou, pourquoi pas, internationale. C'est en tout cas le potentiel que nous souhaitons trouver chez les candidats qui voudront bien confier leur dossier (lettre manuscrite, CV et photo) sous réf. 8530M à notre Conseil.

Cabinet ROUBEIX DECISION, 32 rue des Volontaires - 75015 PARIS

Société coopérative de banque à
vocation régionale, qui fait partie de l'un
des premiers groupes bancaires français,
LE GROUPE DES BANQUES POPULAIRES

La Banque Populaire de
l'Allier et de Roanne recrute le
responsable risques

de sa succursale de Moulins

Placé sous l'autorité immédiate du Directeur du Groupe d'agences de Moulins, il sera pour mission d'assurer la sécurité financière des concours à court, moyen et long terme du Groupe d'Agences, dans le cadre des instructions qui lui seront données par le directeur du Groupe et le département Exploitation-Crédits du siège social.

Ce diplômé de l'enseignement supérieur économique et financier sera un professionnel de la banque, doté d'une connaissance approfondie des mécanismes financiers de l'entreprise et des crédits à la clientèle.

Sa classification et sa rémunération seront en rapport avec l'importance du poste et de la mission dévolue.

Prévoir d'adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae et photo à M. MERCIER - B.P. 100 - BP 100

03101 MONTLUÇON Cedex.

Importante société internationale fabriquant des biens de consommation durables, pour la filiale française d'un C.A. de 120 Millions de F. 250 km SUD-OUEST DE PARIS

Jeune adjoint au directeur
administratif et financier

Son rôle consistera à assister le Directeur Administratif et Financier dans toutes les fonctions inhérentes à ce poste (comptabilité générale, analytique, contrôle de gestion, budgets, reporting) suivant les normes anglo-saxonnes.

Expérience réussie de 2/3 ans minimum dans une fonction financière opérationnelle ou en cabinet d'audit. Très bonnes connaissances de la comptabilité anglo-saxonne exigées.

Formation supérieure DECS ou équivalent et parfaite maîtrise de l'anglais. Précis, rigoureux, le candidat sera à l'aise dans une petite équipe très performante. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel du candidat.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous réf. 25017-M à

MRI conseil

Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michelle, 92522 Neuilly.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

RHONE-ALPES
LE CENTRE INTERNATIONAL DE FOIRES ET
SALONS SPECIALISES D'UNE VILLE DYNAMIQUE

recherche

COMMISSAIRE GENERAL H./F.

chargé du marketing et du développement
200 000 F +

NOTRE POSTE :

Rattaché à la Présidence, il aura pour mission de faire évoluer nos manifestations existantes, de piloter des projets de diversification et d'animer l'ensemble du personnel commercial.

VOTRE PROFIL :

30/35 ans, vous avez l'expérience de la fonction et un sens aigu des relations humaines. Le poste nécessite une très bonne présentation et surtout une grande disponibilité et un sens de l'animation très développé.

Formation Ecole Supérieure de Commerce ou équivalente. Langues étrangères requises : anglais, allemand.

Large perspectives d'évolution.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photographies + photo sous réf. 312 979 M. à REGIE-PRESSE, 7, rue de Montessuy, 75332 Paris Cedex 07.

Une entreprise allemande
de construction de machines
implantée en France

Cette société de vente fait partie d'une entreprise de constructions mécaniques du sud ouest de l'Allemagne, qui fabrique des machines d'usinage spécial à commande électronique, distribuées dans le monde entier. Elles sont utilisées dans presque toutes les industries ainsi que dans l'artisanat. En raison d'un fort accroissement du chiffre d'affaires et dans le cadre du développement du réseau commercial en France, nous recherchons un

ingénieur des ventes

Pour chacun des secteurs suivants :
RHONE-ALPES, ALSACE-LORRAINE, BRETAGNE-NORMANDIE.

Les candidats parleront couramment l'allemand. La préférence sera donnée à de jeunes ingénieurs mécaniciens possédant quelques années d'expérience dans la vente, un grand talent de négociateur et d'organisateur, et le sens des responsabilités. Ils bénéficieront d'une solide formation qui leur permettra de travailler de façon autonome dans une société saine et de bonne renommée. D'autre part, ils pourront choisir librement leur domicile dans la région qui leur sera attribuée.

Veuillez vous adresser à M. Bernhard Magnus LICHTNER (conseiller) par téléphone (711) 221564 jusqu'à 18 heures ou envoyer lettre de candidature manuscrite, curriculum vitae, photocopies des diplômes et certificats de travail en mentionnant vos prétentions. Confidentialité assurée.

Industrieberatung MEYER-MARK Stuttgart
Königsstrasse 68, Postfach 891, D-7000 Stuttgart 1 (Allemagne)

MEYER MARK

Si vous n'êtes pas vous-même la personne que nous cherchons, peut-être la connaissez-vous ?

CHALLENGE
POUR JEUNE DIPLOMÉ
+ 1^{ère} expérience

40 ANS REUSEZ VOS ANS

Notre groupe, leader sur son marché, offre à un jeune cadre de formation supérieure (ES, maîtrise, ingénieur...) l'opportunité d'une première expérience réussie, la responsabilité de son Agence de Messageries situées à RENNES.

Fonction : gérer un centre de profit, coordonner, contrôler et optimiser les opérations techniques et administratives en veillant à leur bonne rentabilité. Manager une équipe d'une cinquantaine de personnes, solliciter de motiver son action et de développer son potentiel. Assurer le suivi de la clientèle existante tout en participant au développement de l'agence.

Votre ambition, votre sens de l'effort et vos qualités de "manager" doivent assurer votre réussite.

Adresser candidature manuscrite, CV et prétentions sous référence 438 R à HAVAS - 16 avenue de Crimée 95100 RENNES qui transmettra. Les candidatures Hommes ou Femmes seront traitées avec une entière discrétion.

responsable
du marketing

TDS

Recherche de RESPONSABLES COMMERCIAUX à Toulouse, nous appartenons à un Grand Groupe Français. Dans le cadre de notre nouvelle structure commerciale, nous créons le poste de Responsable Marketing.

Rattaché à la Direction Générale, il a pour mission de développer le positionnement de nos marques dans la GRANDE DISTRIBUTION.

Il réalise les Etudes de Marché, étudie la rentabilité des produits, analyse leurs germes, propose les axes stratégiques de développement, établit le budget du plan Marketing.

A l'écoute de la force de vente, il apporte son concours à la définition des Plans d'Action Commerciaux et suit et contrôle l'efficacité de ses interventions.

De Formation Supérieure avec option Marketing, ce responsable homme ou femme doit justifier d'une expérience en Marketing sur des produits commerciaux dans le secteur de la GRANDE DISTRIBUTION.

Votre candidature sera traitée avec discrétion. Lorsque vous recevrez un dossier complet, joindre immédiatement CV, photographie, rémunération souhaitée, sous réf. M.208, à l'attention de Marie-Françoise LAUTREC LEPPY "Service Recrutement", 35, rue des Courbes 31000 TOULOUSE.

marie-francoise lautrec lepy
Conseiller d'Entreprise, Toulouse

elf aquitaine

recherche pour son Etablissement de LACQ (64)

INGENIEUR DIPLOME
EN ELECTROTECHNIQUE

pour exploiter et faire évoluer une Centrale thermo-électrique classique et divers réseaux d'utilités (alimentation EDF, distribution électrique, réseaux vapeur, eau, air). Une formation complémentaire en génie énergétique serait appréciée. Expérience de quelques années de mises en service en milieu industriel souhaitable. Gout pour l'organisation, le travail sur le terrain et l'animation d'un groupe d'une centaine de personnes.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions en indiquant la référence 16980 à SNEAP Service Recrutement - 26, avenue des Lilas, Bât. Messierat, 64018 PAU Cedex.

2 Contrôleurs
de gestion
haut niveau

Un très grand groupe industriel français reconnu pour ses technologies de pointe souhaite confier à deux Jeunes Contrôleurs de Gestion la responsabilité complète de lignes de produits stratégiques et à forte valeur ajoutée. Pour ces créations de poste, nous recherchons deux diplômés de l'enseignement supérieur, l'un sera rompu aux techniques d'audit anglo-saxonnes niveau Senior ou Supervisor, l'autre aura 4 ans d'expérience du "Cost Accounting" en milieu industriel. Votre mission de 2 à 3 ans en province à 120 Km de Paris sera un accélérateur important de votre carrière au sein du groupe. La rémunération saura satisfaire des candidats aussi exigeants que nous. Merci d'adresser votre dossier confidentiel sous référence 5-3244 à Alain Nervez, 15, rue du Louvre 75001 Paris.

nervez point conseil

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

PARIS
THERMIQUE INDUSTRIELLE

Entreprise industrielle privée - CA 350 Millions - à fort potentiel de développement, leader dans son domaine : ingénierie/exploitation d'installations relatives à l'économie et à la récupération d'énergie, recherche des ingénieurs diplômés d'une Grande Ecole

Ingénieur thermicien

CHEF D'UN SERVICE ETUDES ET TRAVAUX, il sera responsable d'un service d'une quinzaine de personnes très qualifiées - dont 3 ingénieurs - qu'il animera et dont il coordonnera les activités ; en particulier, il pilotera les choix et innovations techniques et supervisera la rédaction de cahiers des charges parfaitement précis, il aura également des contacts fréquents avec divers organismes publics et sera appelé à négocier avec les constructeurs de nos installations. Cette fonction implique impérativement une bonne polyvalence technique, la connaissance des mécanismes de passation de marchés, l'expérience - en tout ou partie - de réalisations industrielles telles que chaufferie, raffineries... Elle conviendrait à un ingénieur ayant 8 à 10 ans de vie professionnelle, actif, rigoureux, autonome, apte à mener à bonne fin l'étude/conception d'installations complexes. Réf. 71697/M

Jeune ingénieur d'études électro-mécanicien

Intégré dans un service de conceptions d'installations thermiques, il sera responsable d'avant-projets et de projets, ainsi que d'études à caractère technique et technico-économique. Cette fonction s'adresse à un ingénieur ayant 2/3 ans d'expérience dans l'étude d'installations thermiques industrielles. Elle peut également convenir à un ingénieur débutant ayant fait des stages de longue durée dans un secteur comparable et passionné par ce genre d'activités. Réf. 71698/M

POUR CES DEUX POSTES, LA CONNAISSANCE DE L'ANGLAIS EST TRES APPRECIEE.

Séfé
CEGOS

Adresser lettre man., CV détaillé et photo, à R. VERDET, Séfé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 95516 BOULOGNE Cedex, en indiquant la réf. choleie.

Chargé d'études marketing

Important groupe français dans le secteur des Assurances, nous développons au sein de notre Direction Commerciale la fonction marketing. Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, vous avez acquis une expérience de 2 à 5 ans dans la fonction au sein du secteur tertiaire de préférence. Après l'élaboration d'études quantitatives, vous serez amené à jouer un rôle de conseil en développement auprès de nos agents : analyse de l'environnement et de la clientèle, propositions et suivi d'actions, d'ordre organisationnel et commercial. Vos compétences professionnelles, mais aussi vos qualités de négociateur et d'animateur, vous aideront à réussir dans ce poste. Basé à Paris, des déplacements en province sont à prévoir. Adresser lettre manuscrite et CV détaillé sous réf. 1135/M à Michèle RUDLOFF, Séfé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 95516 BOULOGNE CEDEX.

Séfé
CEGOS

Le GROUPE
CRI

Assurances - Produits Financiers - Loisirs - Formation
Conseils aux collectivités et entreprises

Pour développer ses activités d'accompagnement du développement Régional et désirant motiver son Personnel à cette démarche par une implication innovante recherche MF

ANIMATEUR DE PROJETS

(Rattaché à la Direction Générale du Groupe).

Intéressé par l'innovation économique, sociale et financière. Sa mission sera de coordonner et de contrôler les actions en cours sur tout le territoire. Formation supérieure exigée.

Merci d'adresser votre CV, photo, lettre manuscrite sous la référence 695/M - GROUPE CRI - Direction du Personnel 5 avenue du Général de Gaulle - 92800 PUTEAUX

SECTEUR BANCAIRE
Paris-Provence

Jeunes
diplômés

Enseignement supérieur
commercial ou gestion.

Des opportunités dans le secteur bancaire... à des postes de Direction d'Agence... pour des candidats ayant le goût des affaires et de la finance et la mobilité géographique indispensable à la profession. Motivez votre intérêt pour cette offre en écrivant avec C.V. et photo à :

compagnie
du
crédit universel

Département du Personnel
152, boulevard Haussmann
75008 PARIS
Réponse assurée.

هناك امتحان

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



**Compagnie Générale pour l'immobilier d'entreprise recherche
DEUX INGÉNIEURS
RESPONSABLES DE PROGRAMMES**

La CGI, spécialiste dans l'immobilier d'entreprise (bureaux et locaux d'activité), recherche pour son département Etudes et Réalisations deux ingénieurs responsables de programmes.
Ces ingénieurs diplômés - E.S.T.P. ENSAIS - éventuellement complétés par l'I.C.H. - ont une expérience professionnelle d'au moins 10 ans acquise en entreprise ou dans la promotion.
La pratique des études de prix et la connaissance de l'immobilier d'entreprise seraient, bien sûr, appréciées. Leur ouverture d'esprit et leurs qualités relationnelles leur permettraient d'avoir de bons contacts avec les investisseurs, les maîtres, les utilisateurs, les architectes mais aussi avec les techniciens et les hommes de chantier.
Les équipes, de dimension humaine, permettant de responsabiliser les ingénieurs dans des missions aux aspects variés.
La rémunération, fonction de l'expérience, est de nature à motiver un cadre de valeur.
Si ce profil correspond à vos acquis et à vos projets, merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération annuelle sous référence MJO/1542A à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TULOUSE
MILANO PORDENONE VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO



recrute pour son
SERVICE CENTRAL D'AUDIT INTERNE

LA FONCTION

- Contrôler l'organisation et les systèmes de gestion des Sociétés du Groupe et proposer les moyens nécessaires à l'amélioration de leur compétitivité.
- Ces responsables qui sont de véritables généralistes évalueront les différentes fonctions de l'entreprise avec la méthodologie rigoureuse de l'Audit et le comportement du Manager.

LE PROFIL

- Formation Grande École d'ingénieur ou commerciale (X, Mines, HEC, IEP...) débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience.
- Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable et une autre langue étrangère souhaitable.
- Les candidats démontreront de véritables dispositions pour les relations humaines.

Les postes sont basés à PARIS, avec des déplacements à prévoir en France et à l'étranger. Une formation aux techniques d'analyse et de gestion pratique des Entreprises est assurée. La fonction devra déboucher sur d'importantes responsabilités opérationnelles ou fonctionnelles au sein des Sociétés du groupe.
Les dossiers de candidature sont à adresser sous référence 710.



BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

**RESPONSABLE ADMINISTRATIF
ET FINANCIER**

Nous vous proposons de développer les structures permettant l'essor d'un secteur de l'économie sociale et de dynamiser un ensemble de 3 millions d'adhérents dont le poids dans la société civile est appelé à s'accroître.

Votre MISSION, basée à PARIS, sera de :

- Coordonner les activités du groupement et gérer son personnel ;
- Définir une politique budgétaire incluant des objectifs d'autofinancement ;
- Animer l'informatisation du groupement ;
- Dynamiser une politique de conseil et d'assistance auprès des organismes affiliés.

Votre réussite en organisation, en gestion financière et informatisée, votre désir d'entreprendre, seront vos atouts essentiels.

Adresser c.v. et salaire actuel, sous réf. M.T. à
DIVISION RECRUTEMENT CONSEIL

SIGMA-FORMATION

Tour Rond-Point 93 - 65, rue
du Général Gallieni, 93100 Montreuil

**RESPONSABLE DU PERSONNEL
ET DES RESSOURCES HUMAINES**

H/F

Nos structures, tout comme nos effectifs (actuellement 200 personnes) connaissent une très forte évolution. Le poste que nous vous proposons, placé sous l'autorité de la Direction Générale recouvre en fait trois dimensions.

- Sur le plan gestion et administration du personnel, vous adaptez et mettez en place de nouvelles procédures, contrôlez, optimisez les traitements informatiques des rémunérations, suivez et orientez les carrières de nos collaborateurs.
- Plus fonctionnellement, vous définissez, en liaison avec la Direction Générale, la politique de personnel, recrutez les candidats de hautes compétences et dotés d'un fort potentiel. Vous entretenez pour cela des relations permanentes avec nos différents Départements et l'environnement externe, et, c'est important, vous veillez à la qualité de la communication interne pour renforcer l'adhésion de nos collaborateurs aux objectifs et aux valeurs de l'entreprise en favorisant leur épanouissement.
- En outre, vos responsabilités recouvrent les Services Généraux, vous gérez l'ensemble de nos établissements aux plans matériels, prévoyez les investissements nécessaires et contrôlez leur réalisation.

Ce poste d'importance stratégique, justifie bien le profil suivant : une formation supérieure bien sûr, mais surtout une assez longue expérience (5/6 ans) vous ayant fait prendre des responsabilités opérationnelles globales dans la fonction personnel. L'idéal voudrait que cette expérience soit acquise dans un secteur de pointe et si possible dans une société anglo-saxonne.

Adressez votre dossier de candidature à notre Conseil sous référence 751 M.
ALPHA CDI, 181, avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA-CDI



**GROUPE
BERNARD
JULHIET**

L'une des 7 sociétés du Groupe Bernard Julhiet, notre vocation est l'utilisation du téléphone comme moyen de développement de l'activité commerciale des entreprises. Reconnu comme un des leaders dans notre secteur, notre évolution nous amène à étoffer notre structure. Nous recherchons :

2 consultants en marketing téléphonique

Vous rejoindrez l'équipe de ceux qui chez nous conseillent les entreprises dans l'utilisation de ce puissant outil qu'est le téléphone. Développement d'un portefeuille de grands comptes, analyse et préconisation, coordination d'opération sont les axes principaux de notre action.
La trentaine au moins, vous avez une formation Bac + 4, une expérience même courte de la vente de services ou de conseil : mieux vous venez du marketing direct.

2 formateurs animateurs de stages

Pédagogues, vous aimez communiquer et convaincre. Nous vous confierons sur toute la France l'animation des stages destinés à l'utilisation optimum du téléphone. Créatifs vous savez faire évoluer nos schémas et renouveler la matière enseignée...
Bac + 2 ou 4, débutant ou ayant une première courte expérience de l'entreprise, vous venez d'un service formation ou tout simplement du conseil.

Dynamisme, rigueur, sens de la communication, forte implication de vous-même sont parmi les qualités que nous apprécierons de trouver en vous... et qui vous feront évoluer au sein de notre Groupe.
Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse.
Référence 2253M - 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec



**GROUPE
SYSECA**

Dans le cadre de ses activités Génie Logiciel et Télématique (200 personnes), SYSECA propose à un jeune diplômé des grandes écoles de Commerce (HEC, ESC, ESSEC...) possédant une expérience d'environ trois ans un poste de :

**responsable
produits**

Il lui sera confié la définition, la mise en place et le développement de :
- la stratégie marketing,
- la politique de prospection et de vente,
- les actions de promotion, etc.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) sous réf. M 0810 à Groupe SYSECA, Direction du Personnel, 315, Bureau de la Colline, 92233 SAINT-CLOUD CEDEX.

SYSECA (260 MF de C.A., 800 personnes) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

HAVAS CONSEIL MARSTELLER

Importeur groupe de publicité international
recherche

AUDITEUR

pour ses filiales européennes (CEE + Suisse) afin de lui confier les missions suivantes :

- Audit comptable ;
- Revue du contrôle interne ;
- Vérification de la bonne application des procédures groupe ;
- Et toutes interventions de nature comptable ou financière pour assister les directions locales.

Diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, Sup. de Co) le candidat aura une expérience d'un an ou deux dans un cabinet d'audit ou dans le service d'audit interne d'un grand groupe.

- Le poste est basé à Paris, mais implique néanmoins des déplacements de l'ordre de 3 à 4 jours par semaine.
- La pratique courante de l'anglais est indispensable.



Si ce poste vous intéresse, adressez votre candidature (C.V., photo, prétentions) à HCM - Service du Personnel, 135, av. Charles-de-Gaulle, 92521 NEUILLY CEDEX.

Développez nos outils de management



Important GROUPE FINANCIER privé (2000 personnes, 117 agences) spécialisé dans le financement des entreprises et des particuliers, nous occupons l'un des tout premiers rangs dans notre activité en France.

Notre DIRECTION des ETUDES FINANCIERES travaille dans un environnement informatique évolué et utilise des outils d'aide à la décision très élaborés. Elle cherche à s'adjoindre un jeune

HEC, ESSEC, IEP

A partir d'une banque de données statistiques que vous mettrez en place, vous serez chargé de concevoir pour la Direction Générale et les Directions Opérationnelles un système d'information, d'animation et de pilotage de l'ensemble des activités de notre groupe. Cette mission de 15 mois environ vous mettra en contact avec nos différents services et vous donnera une vision globale du fonctionnement d'un groupe financier. Vous serez alors à même de prendre un autre poste de responsabilité dans l'une de nos directions.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 5101 M à notre Conseil, CINOREN, 69 rue Lafayette - 75009 Paris.

cinoren

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Négociateur des matières premières agricoles

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS, parmi les premiers dans son domaine, propose un poste dynamique et formateur de négociateur : achats et ventes.

Ce poste conviendrait à un candidat, ingénieur agronome, école de commerce ou équivalent, ayant une première expérience commerciale dans ce domaine d'activité ou débutant (pour un débutant ESC, la connaissance du milieu agricole serait un atout). Il sera formé pour lui permettre d'assumer des responsabilités importantes impliquant initiative, goût marqué des contacts et esprit d'équipe. Poste attractif pour candidat désireux de devenir un véritable "professionnel" dans un domaine d'avenir. Connaissance de l'allemand souhaitée.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. NX 196 CM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Audit senior de valeur HEC - ESSEC - ESCP - Sciences Po...

Lafarge Coppee

GROUPE INDUSTRIEL DE DIMENSION INTERNATIONALE leader mondial dans le domaine cimentier et poursuivant sa diversification dans le domaine des biotechnologies offre un poste d'Audit Senior à HEC - ESSEC - ESCP - Sciences Po... (DECS apprécié).

Ce poste constitue un véritable tremplin pour une carrière motivante et réellement évolutive au sein du Groupe et permet :

- de valoriser une première expérience d'audit réussie de 2 à 3 ans acquise de préférence dans un cabinet anglo-saxon de forte notoriété ou groupe industriel performant. Il assurera auprès des différentes unités et filiales du groupe : des missions de contrôle et d'harmonisation de procédures et il participera à des études financières de nouveaux projets ou investissements.
- d'accéder rapidement à de réelles responsabilités opérationnelles dans une filiale en France ou à l'étranger ou dans les services de la société mère.

Bonne connaissance de l'anglais.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. AI 169 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Société fabriquant et distribuant des produits d'entretien ménager destinés au grand public - leader sur son marché - très grande notoriété - faisant partie d'un grand groupe français - plusieurs unités de production situées en France, en Europe et aux USA.

recherche pour renforcer ses structures de recherche et développement localisées dans sa principale unité de production (600 personnes)

RESPONSABLE RECHERCHE et DÉVELOPPEMENT PROCÉDÉS

Rattaché directement au Directeur de la recherche, il assurera le management complet d'une série de projets :

- Recherche de nouvelles solutions technologiques ;
- Développement et recherche au niveau laboratoire et atelier pilote ;
- Etude des investissements et des prix de revient ;
- Participation aux démarrages.

Nous souhaitons confier cette responsabilité à un ingénieur génie chimique ou chimiste avec une expérience génie chimique. Une première expérience serait appréciée. Outre ses compétences, c'est un ingénieur ayant le sens de la communication, de l'animation, de l'organisation et de l'innovation.

Une bonne maîtrise de l'anglais ou de l'allemand serait un atout supplémentaire.

Le poste est basé à proximité de Paris (50 km) et implique des déplacements tant en France qu'à l'étranger.

Adresser C.V. et prétentions n° 2646 AMEP P.A., 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS, qui transmettra.

E.C.P., Mines... Futur chef de production

UN GROUPE INTERNATIONAL, leader mondial dans son domaine (industrie lourde) recherche un ingénieur ayant le potentiel lui permettant de devenir le chef de production d'une de ses usines.

Ce poste conviendrait à un candidat ayant environ 5 ans d'expérience en usine, disposant de solides connaissances métallurgiques, capable, après formation, d'assurer l'animation de la fabrication, des méthodes et de l'entretien. Gestionnaire, animateur, il sera également le moteur des actions de progrès. Poste région agréable centre-ouest.

Ecrire sous réf. IP 130 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Juriste droit social

IMPORTANT ORGANISME PROFESSIONNEL SUR LE PLAN NATIONAL recherche pour succéder le responsable du service de la "réglementation du travail" un juriste spécialisé en droit du travail.

Chargé de conseiller les entreprises adhérentes, il devra assurer :

- un rôle actif de conseil et d'information verbale et écrite ;
- la conception et la rédaction d'une documentation approfondie et permanente concernant les évolutions du droit et de la jurisprudence ;
- l'organisation et la tenue de réunions d'information des professionnels sur les matières de sa compétence. Des relations avec les responsables des pouvoirs publics pour l'étude de ces mêmes matières.

Ce poste conviendrait à un candidat disposant :

- d'une solide formation juridique : minimum maîtrise + spécialisation en droit du travail ;
- d'une expérience professionnelle de 10 ans environ acquise en entreprise, organisme professionnel ou cabinet conseil.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. WD 141 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Jeune ingénieur ou cadre contrôle de gestion et organisation industrielle

LEBRANCHU filiale du GROUPE MATRA recherche pour l'une de ses usines (500 personnes), mettant en œuvre des techniques de pointe dans le domaine de la métallurgie et développant un projet important d'amélioration de productivité, un Ingénieur ou Cadre (3 ans d'expérience).

Il sera dans un premier temps chargé de la mise en place d'une gestion de production informatisée en relation avec les différents services de l'usine.

Au-delà (1 an environ), rattaché au Directeur d'Unité, il évoluera vers une fonction de gestion industrielle plus large (élaboration et tenue du tableau de bord) et prendra la responsabilité de l'ensemble de la "logistique".

Le candidat recherché possèdera une formation supérieure (ingénieur + IAE ou ESC) et une expérience d'environ 3 ans en organisation ou gestion industrielle. Sensibilité à l'outil informatique, gestionnaire rigoureux, il aura des qualités d'animateur prouvées.

Evolution prévue dans le groupe.

Rémunération fonction de l'expérience.

Lieu de travail : Le Thell (50 km de Mars).

Ecrire sous réf. EM 173 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Responsable des ressources humaines et des relations sociales

UN PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS, poursuivant le redéploiement de ses activités dans le domaine des produits Grand Public, marque mondialement connue, recherche pour son siège (500 personnes) un Chef de Personnel de haut niveau assurant la responsabilité de CHEF D'ÉTABLISSEMENT.

Sa mission :

- il sera le moteur d'une gestion dynamique des ressources humaines et du développement social ;
- il présidera et animera l'ensemble des relations positives et assurera les relations extérieures ;
- il prendra en charge l'ensemble de l'administration du personnel et la gestion de la formation.

Son profil :

De formation supérieure Sciences Po, HEC, ESSEC, DROIT... (une spécialisation en droit social serait appréciée), il devra disposer d'une expérience d'environ 8 ans acquise dans la fonction personnelle.

La réussite dans ce poste nécessite un sens marqué de la communication allié à de solides qualités de gestionnaire.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. FZ 195 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Nous sommes une société française de rang international spécialisée dans le petit matériel électromécanique de haute technicité destiné aux industries de pointe : informatique, électronique, aéronautique et armement.

Nous recherchons pour notre Service Export

UN JEUNE INGÉNIEUR TECHNICO- COMMERCIAL

De formation électronique, électromécanique ou électrotechnique.

La connaissance de l'anglais ou de l'allemand et une grande disponibilité pour les voyages sont indispensables.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 92361 M à BLEU Publicité 17, rue Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

BANQUE NORD-AMÉRICAINE

recherche

TRESORIER FRANCS/DEVICES

Cadre avec :

- expérience 5 à 7 ans dans une salle de changes ;
- tempérament dynamique ;
- bonne connaissance de l'anglais.

Possibilité d'évolution future dans un groupe international.

Envoyer cur. vitæ + lettre + photo et prétentions à RÉGIE-PRESSE sous n° 313.055 M 7, rue de Montessuy, 75332 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

Notre société élabore du matériel de haute qualité destiné aux secteurs industriels de pointe tel que l'électronique et l'aéronautique.

Nous recherchons pour la Région Parisienne

TECHNICO- COMMERCIAL

Formation électronique, électrotechnique ou électromécanique.

Quelques déplacements en province de courte durée sont à prévoir.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 92362 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

CREDIT CHIMIQUE

BANQUE NATIONALE recherche

2 ADJOINTS AU CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Formation DECS, âge 28-30 ans minimum. Expérience des opérations bancaires indispensable.

Ils assureront chacun un secteur de la Direction des Services Comptables et Fiscaux, ils seront amenés selon leur expérience à se répartir les fonctions suivantes :

- supervision de la comptabilité clientèle et générale,
- rédaction de procédures,
- mise en place et suivi d'un contrôle des comptes,
- liaisons avec l'informatique,
- participation à l'établissement du bilan et des résultats.

Dynamisme et sens des relations nécessaires. Large potentiel d'évolution.

Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions, sous référence 214-M4 MAMREGIES, 3, rue d'Hautefeuille 75010 Paris, qui transmettra.

COFACREDIT

Société Financière spécialisée dans l'affacturage à l'exportation recherche pour accompagner son développement :

UN COMMERCIAL

pour la région parisienne

Il assure :

- l'étude et la mise en place de contrats d'affacturage avec des PME/PMI ;
- La promotion du produit affacturage « export » sur la région.

Agé de 30 ans, le candidat aura des connaissances en matière de financement export et de commerce international.

Il sera en outre apte à apprécier le risque PME. Il sera diplômé d'une école de commerce ou titulaire du DECS et aura, en outre, une expérience en cabinet d'Expertise Comptable.

Adresser C.V., lettre man., photo et rémunération souhaitée à M. le Directeur Commercial COFACREDIT, 109, rue de Valenciennes, 75155 Paris Cedex 13, en précisant sur l'enveloppe la référence AC/LN.

RESPONSABLE FINANCIER

Paris

350 000 F +

Notre établissement, l'un des plus importants intervenants sur les marchés financiers, est organisé en unités de gestion décentralisées. Dans un premier temps, votre mission concernera la gestion de la trésorerie puis s'élargira progressivement vers l'ensemble des fonctions financières : prévisions et contrôle de gestion.

C'est un poste que nous destinons à un professionnel de haut niveau d'environ trente cinq ans, ESSEC, HEC... qui aura acquis une solide expérience dans un Cabinet de Consultants, puis dans l'Entreprise. Il devra faire rapidement ses preuves en vue de l'accroissement de ses responsabilités.

Veuillez adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 4877 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS qui transmettra.

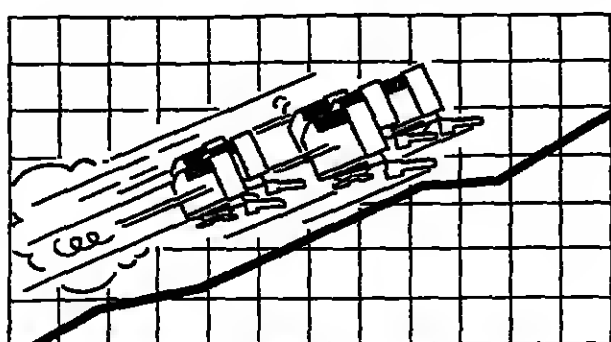
OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

La Chevauchée Fantastique en version française



ICN
INFORMATIQUE

(Groupe INTERTECHNIQUE)

1^{er} Grand Constructeur Français au classement 01 Informatique/
Datapro de l'indice de satisfaction des utilisateurs de
l'informatique.

Venez participer à la Chevauchée Fantastique de l'entreprise constituée d'équipes
qui connaissent le succès, et où il y a encore un fort potentiel de développement pour
les meilleurs.

• INGENIEUR D'ETUDES LOGICIEL

(REF. M/DE-6)

Pour concevoir et développer des logiciels
dans l'un des domaines suivants :

- Bureautique (messagerie - traitement de
texte)
- Systèmes d'exploitation
- Télécommunications
- Bases de données et langages

De formation grande école d'ingénieur ou DEA d'informatique vous avez acquis une
première expérience professionnelle chez un constructeur ou dans une SSC.

Adresser votre C.V. en précisant vos prétentions et la référence de l'annonce à la Direction
du Personnel, IN-INFORMATIQUE, B.P. n° 63 78373 PLAISIR.

• INGENIEUR D'ETUDES ELECTRONICIEN

(REF. M/DE-6)

Pour participer à la mise en œuvre de nou-
veaux systèmes basés sur le micro-proces-
seur 32 bits.

JEUNES DIPLOMES, DEBUTEZ VOTRE CARRIERE CHEZ Nestlé EN FRANCE

ASSISTANT CHEF DE PRODUIT

Après environ un an dans la vente, vous prendrez
progressivement la responsabilité d'un ou plu-
sieurs produits de grande consommation.
Vous venez bien sûr, d'une des meilleures Ecoles
de Commerce, et vous avez eu l'occasion d'ex-
primer vos capacités (Junior Entreprise...).

(réf. CPM).

AUDITEURS OPERATIONNELS

Vous conduirez en équipe des missions de
contrôle et de conseil dans plus d'une centaine
d'établissements sur tous les domaines de la
gestion (production, marketing, distribution, vente,
administration...). Diplômés d'une grande Ecole de
Commerce ou d'ingénieurs, vous avez aussi un
potentiel vous permettant d'évoluer vers des
responsabilités plus directes dans d'autres
domaines. (réf. AOM).

REVISEUR COMPTABLE ET FINANCIER

Vous examinerez les procédures et contrôlerez la
fiabilité des informations des différentes Sociétés.
Vous êtes au moins titulaire du DECS. (réf. ROM).

Dans chaque activité, votre évolution de carrière sera fonction de vos résultats, vos capacités et vos motivations.
Adresser votre C.V. (en précisant la référence choisie) à A. GIRARD, SOPAD/NESTLÉ, 17 Quai du Pdt Paul Doumer, 92414 Courbevoie.

Jeune Responsable administratif et financier

Nous sommes une jeune Société en ex-
pansion fortement informatisée l'un des grands
Cabinets de courtage d'Assurances à voca-
tion internationale. Nos équipements et nos
produits nous permettent d'analyser et de
contrôler nos différentes procédures pour les
clients à venir.

Titulaire d'un DECS.

- vous avez une expérience en Contrôle
de gestion ou vous avez vécu une fonc-
tion d'Adjoint ou sein d'une Direction
Administrative et Financière (dans le sec-
teur SIP par ex.).
- vous vous sentez en mesure d'assumer à
terme une responsabilité sur les Ser-
vices Généralistes et le Personnel.
- vous êtes de toute façon tenu par une dé-
marche que la démarche comptable,
claire, nous nous intéressons.

Si vous souhaitez nous rejoindre aux côtés com-
plices, adressez votre lettre et CV à M. 5238M
à notre Conseil.

impact développement

IMPACT DÉVELOPPEMENT 26 Rue Brunel 75017 PARIS



Filiale du groupe BOUYGUES, recherche des

CHEFS DE GROUPES COMPTABLES

Vous avez au moins le DECS et assumez avec succès une responsabilité comptable depuis 2 ou 3
ans. Votre souhait : évoluer rapidement... En voici l'opportunité.

La mission que nous vous confierons :

- mettre en place un nouvel outil comptable, • animer une équipe d'une dizaine de personnes,
- assurer le traitement d'un volume d'affaires de 200 MF environ.

Postes à pourvoir rapidement en REGION PARISIENNE ou PROVINCE.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à la Direction des Ressources Humaines - ETDE - B.P. 329
92107 BOULOGNE Cedex.

Banque Populaire un grand Groupe à l'esprit d'entreprise

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES,
Organe central d'un Groupe de 38 banques régionales coopératives et de 29.000
collaborateurs, recherche pour son Département Hommes et Structures à Paris

Cadre expérimenté en gestion prévisionnelle de personnel

Il aura pour mission de développer des méthodes et des outils de gestion prévisionnelle de per-
sonnel, de les promouvoir au sein du Groupe et d'aider les Banques Populaires régionales à les
mettre en œuvre.

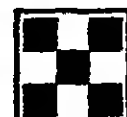
Ce poste convient à un candidat :

- de formation supérieure,
- ayant une expérience professionnelle de 8 à 10 ans acquise au sein de Directions des Relations
Humaines d'entreprises,
- ayant élaboré et mis en place des méthodes et outils performants de gestion prévisionnelle
(tableau de bord, évaluation de potentiel, classification, outil de la fonction personnel...).

Les qualités propres au métier de Conseil sont indispensables.
La connaissance du secteur bancaire serait un atout.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un CV, photo et indication de la rémunération
actuelle sont à adresser sous référence IDC à Claude CASTETS - Chambre Syndicale des
Banques Populaires - 131, av. de Wagram 75017 PARIS CEDEX 17

une énergie nouvelle en France



Duquesne
Purina

Mission de Conseil Opérationnel pour Jeunes Financiers

Faire de la gestion et de la finance sur le terrain, être en contact avec les réalités quotidiennes tout en
s'appuyant sur une technique solide : telle est l'opportunité que vous offre Duquesne Purina, (1 milliard
de CA, 8 usines, 550 personnes en France), filiale du groupe américain Ralston Purina, leader mondial
de l'alimentation animale.

Vous serez le conseiller de gestion rattaché à une Direction Régionale, responsable de la gestion des res-
sources clients d'une division. Vous assisterez nos concessionnaires dans leurs problèmes de gestion et de
financement et nos commerciaux dans le choix de leurs stratégies de développement. Ces postes, extrê-
mement variés et formateurs permettent ensuite des évolutions de carrière très intéressantes.

Nous recherchons des candidats de formation supérieure (ESG ou maîtrise + DECS), ayant
de préférence une première expérience de gestion. Qualités de contact, mobilité, dis-
ponibilité seront des atouts déterminants dans notre choix.

Des postes seront proposés dans plusieurs régions.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel s/réf. 43709 à
Nicolas Marchez, TEG, 113 rue de l'Université - 75007 Paris.

The
Executive
Group

Génie climatique
Chauffage industriel

RESPONSABLE MARKETING

ALFA-LAVAL, nous sommes la filiale française d'un
groupe international, spécialisé notamment dans les
biens d'équipements industriels.

Nous avons l'ambition de développer nos ventes.
Objectif : créer et développer un réseau de distribution
industrielle.

Vous mettez en place cette nouvelle filière de com-
mercialisation de matériels type échangeurs - petites chau-
dières, pour des applications industrielles diverses.

Votre mission : analyse du marché - définition des plans
d'actions - amélioration de l'approche des marchés

potentiels - actions sur le terrain - suivi et soutien des
distributeurs.

Vous avez une formation Sup de Co ou équivalente
première expérience marketing - chef de produits dans
le secteur biens d'équipements industriels et une parfaite
maîtrise de l'anglais.

Votre jeunesse et votre goût du challenge seront vos
atouts de réussite.

Merci d'adresser votre dossier de candidature et préten-
tions sous réf. 8510, à Annie Coutanceau, ALFA-
LAVAL, BP 56, 78340 Les Clayes-sous-Bois.

ALFA-LAVAL

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Une importante entreprise industrielle allemande cherche à renforcer sa filiale, établie depuis quelques années au nord de Paris.

L'activité consiste à développer et à procéder à la finition de composants métalliques à fins multiples, en particulier dans le domaine des machines, des installations et des véhicules.

Pour la direction de la succursale nous recherchons un

Ingénieur des ventes expérimenté

dont la tâche principale sera de développer la vente dans les régions industrielles en France, ainsi que de traiter directement avec la clientèle.

Une bonne expérience en gestion est nécessaire et de bonnes connaissances en allemand seraient un atout supplémentaire pour ce futur **CHEF DE FILIALE**.

Il s'agit d'une position stable à long terme et à facettes multiples, dont la responsabilité est considérable.

Veuillez vous adresser à Monsieur Bernhard Magnus Lichtner (conseiller) par téléphone (711) 221564 jusqu'à 18 heures ou envoyer lettre de candidature manuscrite, curriculum-vitae, photocopies des diplômes et certificats de travail en mentionnant vos prétentions. Confidentialité assurée.

Industrieberatung MEYER-MARK GmbH Stuttgart
Königsstraße 68, Postfach 891, D-7000 Stuttgart 1 (Allemagne).

MEYER MARK

Si vous n'êtes pas vous-même la personne que nous cherchons, peut-être la connaissez-vous !

ORGANISME ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Notre spécialité et notre importance nous placent au cœur de la vie économique et financière. Notre direction des relations extérieures recherche un(e)

RESPONSABLE DES RELATIONS AVEC LA PRESSE

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur avec une formation économique et financière type Sc-Po, éventuellement complétée par une formation littéraire. Vous avez déjà quelques années de vie professionnelle (3 à 5 ans) au sein d'une grande entreprise, d'une institution, d'un syndicat professionnel... ce qui vous a permis d'acquérir une bonne expérience de la presse et compris des nouveaux médias, ainsi qu'une large connaissance des questions économiques et financières.

Vous assurerez comme attaché de presse - en liaison professionnelle directe avec notre Président - les relations classiques avec l'ensemble de la presse (écrite, parlée et télévisée).

Vous devrez en plus comme collaborateur de notre direction :

- entretenir et initier auprès des professionnels du monde de la presse économique et financière des actions de promotion de notre organisme,

- participer à différentes opérations de développement menées par notre direction des relations extérieures.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Roland Gaudet sous réf. 5914M ; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.



SERIFOMANAGEMENT
47 bis, AVENUE BOISQUET - 75007 PARIS
TELEPHONE : 555.11.11
MEMBRE DE SYNTHEC

TELECOMMUNICATIONS PUBLIQUES ET PRIVEES

Nous recherchons

Ingénieurs Grandes Ecoles

Débutants ou ayant quelques années d'expérience pour conception et réalisation de réseaux de télécommunications.

• Réseaux à commutation de paquets, • Réseaux à « valeur ajoutée », • Réseaux mobiles, télex-phonie + données.

Trois orientations sont offertes :

• Développement matériels, • Développement logiciels, • Etudes systèmes.

Merci d'adresser votre candidature à T.R.T. - Direction du Personnel

5, avenue Réaumur, 92350 Le Plessis-Robinson.

L'une des 1^{ères} Sociétés Françaises d'Électronique Professionnelle

Filiale d'un groupe international spécialisée dans la fabrication de produits haute technologie

INGÉNIEUR CHIMISTE DÉBUTANT

Pour assumer des responsabilités au sein d'un service production. Ce poste très formateur, permettant de faire des preuves dans l'exercice de responsabilités concrètes, conviendrait à des ingénieurs chimistes diplômés grandes écoles titulaires de réelles qualités d'organisateur, d'animateur et d'une grande disponibilité. La connaissance de l'allemand est un atout.

Le poste est à pourvoir à Meaux en Seine-et-Marne.

Envoyer sous référence CLEH Sidore Simova, B.P. 15, 77101 Meaux Cedex.

Ecole des Parents rech. INFORMATEUR SCOLAIRE m-temps. Travail sur site et en équipe. 3-700 F/mois + 13^e mois. Env. C.V. + photo à SP, 5, imp. Bon-Gosse, 75011 PARIS.

CENTRE DE FORMATION RECRUTE FORMATEURS/TRICES

(jeux temps, mi-temps et vacataires).

Remise à niveau, insertion professionnelle, préparation initiale de la distribution.

Envoyer C.V. à : J.A.L., 22, rue du 8-Mai-1945 75230 ACERS ou Tél. 811-14-57 et R-VS.

VILLE DE SEVRES recrute

ATTACHÉ(E) COMMUNAL(E)

Chargé(e) de la Direction des Services Financiers.

Indice de rémunération brute 378.

Titulaire d'une maîtrise ou d'un diplôme de 3^e cycle (DEA, DES) de droit public, Sciences économiques, Sciences politiques.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à Monsieur le Maire, Secrétaire général, 82310 MAIRIE DE SEVRES. Date de clôture des candidatures : 15-11-1985.

Importante Société de travaux publics recherche

RESPONSABLES D'AFFAIRES

en techniques courantes

(gestion technique, contrôle, détection incendie, son, etc.).

Lieu de travail PARIS.

Env. C.V. + photo s/réf. 3 708 à P. LICHAU S.A., 10, rue Lavoisier, 75003 PARIS Cedex, qui transmettra.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES recherche

INGÉNIEURS GDES ÉCOLES OU UNIVERSITAIRES

pour assurer des développ.

- Langage C/UNIX ou Assemblage, Pascal

- Logiciel de Base

Assemblage Motorola. Ecrire ou téléphoner au : 78/80, avenue Gallieni, Tour Gallieni 1 93174 BAGNOLET CEDEX Téléphone : 380-13-84/85.

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE MÉDICALE recherche

1 INGÉNIEUR CHEF DE PROJET ULTRASONS

Pour suivi et développement de nouveaux produits.

Connaissances en électronique ultra sonore et logiciel exigées.

Envoyer C.V. + photo à : ALVAR ELECTRONIC 6 bis, rue du Progrès, 93100 Montreuil.

Jeune HEC, ESSEC, ESC...

Nous sommes l'un des leaders de la grande distribution plus de 700 points de vente, progression annuelle d'environ 30%. Nous recherchons pour notre Division Financière à Paris notre

Responsable du Service Contrôle de Gestion.

Vous êtes :

• de formation HEC, ESSEC, ESC...

• obtenez de volontiers une première expérience de 2 ou 3 ans de contrôle de gestion.

La mission que nous vous proposons :

• diriger, coordonner et animer les services Contrôle de Gestion et Audit (9 pers.)

• rendre compte au Conseil d'Administration et aux Responsables Administratifs et Financiers de nos filiales.

Notre développement permet à un candidat de valeur une évolution rapide de ses possibilités.

Adresser votre dossier de candidature (lettre man. C.V. photo) s/réf. AL269, à Catherine LASRY, CNPE Conseil, 105 av. Victor Hugo - 75116 Paris.

SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES (Paris) recherche

• Réviseurs confirmés

Les candidats retenus :

• devront être diplômés de l'enseignement supérieur et avoir acquis en cabinet la pratique de l'audit.

• interviendront auprès de sociétés appartenant à des secteurs d'activités variés.

• bénéficieront d'une formation diversifiée préparant au diplôme d'expertise comptable.

Envoyer CV manuscrit et prétentions s/réf. 56183 à PROJETS

12, rue des Pyramides 75001 Paris

qui transmettra.

COMPAGNIE GENERALE DE BANQUE-Soficam, filiale de CITIBANK

recherche pour son réseau d'agences

RESPONSABLES CLIENTELE D'ENTREPRISES PME-PMI

MISSION :

• prendre en charge une partie de la clientèle existante

• développer le fonds de commerce par l'accroissement du courant d'affaires avec cette clientèle et par la recherche de nouveaux contacts.

PROFIL :

Cadre H.F. 30 ans env. - Formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP de CO, SC PO)

Une expérience de 3 ans minimum dans un poste similaire est nécessaire. La connaissance de l'anglais est impérative.

Ces postes sont à pourvoir à Paris, Région Parisienne et province.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo Direction du Personnel - C.G.B. - Soficam - B.P. 704 - 75821 Paris Cedex 17.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Pourquoi PICODATA ?

Conseil en systèmes d'information - Ingénierie informatique

- qualité de l'équipe : 15 ingénieurs et analystes-programmeurs dont 3 X, 1 HEC, 1 CENTRALE, 1 MIAGE...
- qualité des clients : DG d'entreprises renommées dont F., M., S., U., ...
- innovation : systèmes d'information et réseaux de grandes entreprises, micro, vidéotex, carte à mémoire
- croissance : CA HT (MF) 1982 : 0,3 1983 : 1,9 1984 : 3,6 1985 (prévu) : + 10

3 INGENIEURS CONSULTANTS 210 000 F et +

- 1) Gestion de production, 2) Carte à mémoire, monétique, 3) Vidéotex, télématique.
- Ecole d'ingénieurs + 3 ans d'expérience. Evolution rapide des responsabilités.

Adresser C.V., prétentions, disponibilité ou téléphoner à PICODATA, 6, rue F. Gillot - 75015 PARIS - Tél. : 250.84.10.

La maison de la radio



recherche pour sa direction financière et informatique, un

CADRE DE GESTION

Sa mission sera triple :
• suivi et coordination de l'informatisation de la Société.

- audit des circuits et procédures de gestion.
 - recherche et synthèse des informations concernant les relations de la Société avec l'extérieur (parlement, ministères, leaders d'opinion).
- Vous êtes diplômé d'études supérieures (Sciences Po, Sciences Eco, Ecole Supérieure de Commerce...) et vous avez 2 à 3 ans d'expérience en organisation, informatique, audit acquise dans un cabinet ou dans une entreprise.

Mais vos qualités humaines en tant qu'organisateur et homme de communication seront déterminantes.

Ce poste très ouvert peut déboucher rapidement sur des responsabilités plus larges.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 509 281 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac - 75007 Paris



Kuwait Petroleum Corporation

Nos activités à l'échelle mondiale se développent fortement et rapidement. Nous sommes actuellement bien implantés dans sept pays d'Europe, à travers des raffineries et des réseaux de distribution. En France, où nous sommes présents particulièrement sur le marché des lubrifiants moteurs, nous étirons notre structure et nous recherchons un

Cadre commercial

Votre mission est d'animer au sens de former, motiver, aider et conseiller nos distributeurs sur le terrain. Basé à Paris, vous agirez principalement sur la région Parisienne et le tiers de la France Nord, Par ailleurs, vous participerez activement à l'élaboration de la politique marketing de la société dont vous êtes ensuite réalisateur.

Environ 30 ans, l'OUT, ESC ou équivalent vous êtes un homme de contact, capable par sa personnalité d'animer des équipes de commerciaux. Vos qualités de dynamisme, d'autonomie et d'organisation alliées à une bonne connaissance du secteur pétrolier et de la distribution sont les atouts qui vous permettent, parce que vous avez du potentiel, de vous développer avec nous sur le marché français.

Le salaire sera compétitif et en rapport avec l'expérience professionnelle.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 7256M - 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet
Psycom

Membre de Syntec

CREDIT CHIMIQUE

BANQUE NATIONALE recherche

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Le poste conviendrait à un candidat âgé de 35 ans minimum, formation DECS, ayant déjà acquis 4-5 ans d'expérience dans un milieu bancaire comme Adjoint ou Chef de Service - utilisant des systèmes de gestion fortement automatisés.

Des connaissances en opérations internationales et de trésorerie seront appréciées.

Rattaché au Directeur des Services Comptables et Fiscaux, il sera responsable entre autres :

- de l'animation des services,
- de l'organisation des systèmes et procédures comptables,
- de l'établissement du bilan et des résultats.

Dynamisme, ouverture d'esprit et sens des relations nécessaires.

Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions, sous référence 213-M à MAMREGIES, 3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

BIAO

AFRIBANK

formation bancaire

LA BIAO RECHERCHE POUR SON DEPARTEMENT FORMATION UN CADRE DIPLOME ITB OU CESB, DESIREUX DE COLLABORER PENDANT QUELQUES ANNEES AU PERFECTIONNEMENT DES COLLABORATEURS FRANCAIS ET AFRICAINS DU GROUPE, AVANT UN RETOUR PROMOTIONNEL VERS L'EXPLOITATION.

Adresser C.V. détaillé à la Direction du Personnel BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE 9, avenue de Messine - 75008 PARIS



Spécialiste de l'ingénierie informatique de haute technologie, recherche un :

INGENIEUR COMMERCIAL

Diplômé d'une école supérieure de commerce, vous avez déjà une première expérience réussie au sein d'une SSII. Rattaché au directeur commercial, vous aurez pour mission la prospection et le suivi de clientèle, la négociation et la vente de services informatiques.

Votre carrière devra évoluer vers la direction des ventes.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) à : Patrick ALLAIRE - SERITA - 11, rue Bailly 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

SOCIETE INGENIERIE

Filière grand groupe recherche

RESPONSABLE PROJETS

Ingénieur AM-ENS-ETP ou similaire avec connaissance thermique et mécanique pour CONCEPTION et REALISATION DE PROJETS D'USINES.

2 à 3 ans d'expérience sont nécessaires. Anglais lu et écrit.

Adresser lettre manuscrite, photo, C.V. détaillé et prétentions sous réf. 16946 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Fiduciaire Fidal Paris la Défense

recrute

pour son service

"Assistance aux entreprises en difficulté"

Juriste "spécialisé"

- diplômé d'études supérieures
- expérience-procédure collective contentieux commercial
- évaluation, négociation et restructuration d'entreprises
- expérience étude de syndic appréciée
- basé Paris - rémunération stimulante
- carrière évolutive.

Adresser C.V., photo à FIDAL A. BENSOUSSAN - 11, Avenue Dubonnet 92407 COURBEVOIE CEDEX

Réponse et discrétion assurées

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE NANTERRE

recherche

ASSISTANT(E) JURIDIQUE

- POUR ASSURER :
- Administration du personnel ;
- Juridique/contentieux.

Formation I.U.T. adm. pers. Licence ou capacité en droit.

Envoyer avec C.V. + photo, sous réf. - DAFL - à : SAFEGE S.A. B.P. 727, 92007 NANTERRE CEDEX.

CABINET DE CONSEIL EN BREVETS ET MARQUES

un(e) Spécialiste marques

Expérience indispensable. Anglais courant. Poste à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous la réf. LM 710 à MARYVONNE LABILLE.

Cabinet Panissod-Suhner 108, rue de Turenne 75003 PARIS

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Proche banlieue Nord Ouest Paris Electronique

Une Société française (C.A. 1,3 milliard Francs - Effectif 2.300 personnes), qui occupe une position de leader dans le domaine du transport de l'énergie et de la communication, recherche UN INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL pour son Département Optoélectronique. En liaison avec le B.E. et les agences commerciales, il suivra une clientèle industrielle confrontée à des problèmes d'automatisation et de gestion de systèmes de production, de traitement et transmission d'images, de traitement automatique d'informations... Après analyse des problèmes posés, il proposera des solutions permettant la promotion des systèmes et équipements conçus par son Département. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 28 ans, titulaire d'un diplôme d'ingénieur ENSEIHT, ESIEE, ISEP, ISEN, ENSEEC, etc... et possédant 3 à 5 ans d'expérience en études, développement et commercialisation d'équipements faisant appel à des technologies de pointe et ayant leur application en automatisation de production ou transmission et traitement d'informations. La connaissance de l'anglais est nécessaire. Ce poste implique d'assez fréquents déplacements en province. Ecrire sous référence 793/M à :

GRH conseils

3 avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.



SOCIETE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE

recherche pour ses

services études essais en vol, pilotage automatique, navigation, guidage d'aéronefs et d'engins.

Désignation et suivi d'objectifs.

INGENIEURS CONFIRMES

dans le domaine logiciel temps réel

Connaissant les mini-calculateurs VAX/VMS - PDP 11/RSX 11 - MITRA/MMT2 et les microprocesseurs MOTOROLA 68XX et 68 000 - INTEL 8088 et 8086

INGENIEURS DEBUTANTS

pour les mêmes activités

Ecrire avec C.V. et prétentions à

Direction des Affaires Sociales - BP 74 - 91301 MASSY Cedex

Groupe de DISTRIBUTION de biens d'équipement très performant (leader dans sa spécialité) recherche pour une de ses DIVISIONS DE VENTES TECHNIQUES

CADRE DIRIGEANT

répondant au profil suivant :

- Formation d'ingénieur. Expérience de la distribution. Connaissance approfondie de l'industrie acquise dans des fonctions de direction commerciale chez un fournisseur de produits industriels.
- Ouverture sur les technologies et produits nouveaux susceptibles d'afficher le futur.
- Pratique de la réflexion stratégique. Il lui sera demandé :
- Dans un premier stade de prendre la DIRECTION GENERALE d'une société de la division ou il aura à faire ses preuves tant sur le plan des résultats économiques que sur celui de l'animation des hommes.
- Dans un second stade de prendre la DIRECTION DU DEVELOPPEMENT à court, moyen et long terme de l'ensemble de la division. Il en sera directement responsable vis-à-vis de la Direction Générale du Groupe.
- Ayant expérience négociations contrats avec entreprises. Expérience construction soustraite. • Anglais parlé et écrit indispensable. Adresser C.V. détaillé avec photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à CONTESSÉ PUBLICITE, référence 17293bis ou 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

SOCIETE D'INGENIERIE, PETROLE, PETROCHIMIE

recrute

► POUR SON DEPARTEMENT « CONTROLE DES PROJETS »

JEUNE INGENIEUR

- Formation AM, INSA ou autre Grande Ecole. • Première expérience professionnelle ou débutant. • Intérêt pour le contrôle budgétaire et la planification de réalisations industrielles. • Goût des contacts humains. • Mobilité géographique avec séjours sur chantiers. • Bonne connaissance de l'anglais.

► POUR SON GROUPE « MARCHES DE TRAVAUX »

CADRE

- Ayant expérience négociations contrats avec entreprises. Expérience construction soustraite. • Anglais parlé et écrit indispensable. Adresser C.V. détaillé avec photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à CONTESSÉ PUBLICITE, référence 17293bis ou 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTROLEUR DE GESTION

PARIS OUEST 200 000 F +

Nous sommes filiale d'un Groupe industriel international. Notre développement tend à nécessiter l'arrivée d'un contrôleur de gestion qui créera, en relation directe avec le D.A.F., les outils nécessaires à un meilleur contrôle des flux : tableaux de bord, gestion budgétaire. Ce poste évoluera vers un poste de jeune SUP. de CO. + O.E.C.S. bilingue anglais (liaisons avec le Siège européen).

Adresser votre dossier sous N° 851 M.

GABRIEL MARCU 154, bd Malesherbes - 75017 Paris.

هناك انا في

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Crédit Mutuel d'Ile de France

Responsables d'agence

Votre solide expérience dans le secteur bancaire a fait de vous un véritable technicien dans ce domaine. Aujourd'hui, vous désirez valoriser vos compétences. Le Crédit Mutuel, acteur dynamique du développement économique et social, vous offre cette opportunité. Homme de service et de conseil, vous apporterez des solutions personnalisées aux besoins nouveaux et aux attentes de nos Sociétaires. Vous mettez vos qualités d'animateur et de gestionnaire au service d'une structure originale décentralisée et efficace. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence M 710, à la Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel d'Ile de France, 19 Cité Voltaire 75541 Paris Cedex 11.

Les Uns les Autres

CONSULTANT

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, vous avez effectué avec succès une première trajectoire en entreprise industrielle et vous commencez à disposer d'une expérience diversifiée. Aux alentours de la trentaine, vous sentez que votre potentiel pourrait, au sein d'une structure plus portante, se concrétiser d'une manière nettement plus accélérée. Si votre tempérament vous porte vers une activité autonome et variée, où vous puissiez mettre en œuvre le meilleur de vos facultés, le métier de consultant peut être celui qui vous convient. Notre Société de Conseil, indépendante, réalise le pilotage d'actions de changement dans les grandes Sociétés industrielles des secteurs public et privé. Ses interventions portent sur l'organisation générale ou sur les produits, et s'effectuent en animant des groupes de travail de haut niveau. La rémunération de nos consultants est attractive et rapidement évolutive (intéressamment aux résultats). Si vous souhaitez rejoindre notre équipe, nous examinerons avec attention et de façon confidentielle votre dossier (avec lettre manuscrite et photo) adressé à AXIAL (sans référence 657) 27, rue Taubert - 75009 PARIS.

Au sein du G.I.A.T. (Groupement Industriel des Armements Terrestres), l'ANX-APK (1 700 personnes) étudie des systèmes d'armes complexes et en assure la maîtrise d'œuvre en faisant appel aux technologies les plus pointues.

Nous recherchons un :

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Ce jeune ingénieur débutant ou possédant une première expérience intervient dans le domaine du traitement du signal. Il sera chargé de suivre et piloter les mesures effectuées sur les matériels en essais et de mettre en œuvre et développer leurs moyens de traitement informatique. Le poste évoluera à court terme vers la responsabilité de la section mesures. Adressez-nous votre candidature (C.V., photo, prétentions) s'il est S.

ANX-APK - Service du Personnel
Route de la Minière - SATORY - RP 1342
78013 VERSAILLES Cedex.

Favoriser technologiquement au quotidien



La Banque Paribas, recherche sur Paris un

Fiscaliste confirmé

Vous souhaitez valoriser vos dix années d'expérience professionnelle dans le domaine de la fiscalité. Vous possédez une parfaite maîtrise de la fiscalité des entreprises et des capitaux mobiliers. L'anglais est bien sûr indispensable et un diplôme supérieur en fiscalité serait un atout supplémentaire. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. + photo), sous la réf. FC/LM, à la Direction des Relations Humaines de la Banque PARIBAS - B.P. 141 - 75078 PARIS Cedex 02.

BANQUE PARIBAS

GRUPE INDUSTRIEL MULTINATIONAL
recherche pour son siège parisien

cadre comptable

Rattaché au chef du département comptable, vous serez responsable de : la tenue, le suivi et le contrôle de la comptabilité générale et analytique, l'élaboration des résultats consolidés mensuels et des déclarations fiscales, l'analyse des comptes. Vous avez plus de 30 ans, vous êtes dynamique, vous possédez : un DECS complet ou une formation équivalente, une expérience pratique dans une entreprise à caractère industriel et multinational, la maîtrise de l'outil informatique, de bonnes connaissances fiscales, de la rigueur, de la méthode, le sens du travail en équipe.

Ecrire avec CV et photo (sans retour) sous N° 6790 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne 75008 Paris - qui transmettra

CABINET D'AUDIT PARISIEN

recherche pour participer aux missions variées d'un cabinet important :

AUDITEURS CONFIRMES

HEC, ESSEC, ESC, IEP
UNIVERSITAIRES 2^e et 3^e cycle

- 3 ans minimum d'expérience en cabinet.
- Formation continue assurée par des séminaires internes.
- Possibilité d'évolution rapide de carrière.

Envoyer C.V. et photo à : CEFAREF
3, Cité de Paroisse, 75010 Paris,
sous réf. 305 PH.

UNION NATIONALE DE SYNDICATS PATRONAUX

ASSISTANT HF pour son Secrétaire Général, pour la Région Parisienne.

Formation souhaitée :
Droit Social exigé DUT, DEUG
ou expérience équivalente.
Mobilité,
expression écrite et orale de qualité.

Adressez CV, photo, prétentions à UNIONEM Service du Personnel
3, rue Alfred Roli, 75048 Paris Cedex 17

Cabinet d'expertise comptable, membre de l'AGFA recherche

Collaborateurs

de formation supérieure, 1 ou 2 ans d'expérience pour assister leur Chef de mission dans le domaine de la révision comptable et du conseil de gestion.

Envoyez C.V. et prétentions à
GESCO S.A. - 4, rue Brunel - 75017 Paris.

IMPORTANT CABINET COMMISSARIAT AUX COMPTES ET AUDIT

- **CHEF DE MISSION** : formation supérieure, 4 à 6 ans d'expérience dont 2 ans minimum en cabinet de révision.
- **ASSISTANT DÉBUTANT**.

Adressez C.V., photo et prétentions à :
CABINET PAYER, 16, avenue Hoche, 75008 PARIS.

RECHERCHONS

- ANIMATEUR (TRICE)
INFORMATICIEN
- ANIMATEUR (TRICE)
DURÉE 3 MOIS

Poste à responsabilité suivi d'un projet (minimum 6 semaines ou équival. ou expér. professionnelle).

Tél. Marseille : 859-85-05
de 17 h à 19 h.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

14 ATTACHÉS ADMINISTRATIFS

Les candidats doivent être âgés de 35 ans au plus au 1-1-1986 et titulaires d'un diplôme ou titre universitaire exigé pour le concours externe (diplôme de 3^e année ou équivalent) ou d'un diplôme de 3^e année ou équivalent.

Entre : G.P.H.L.M.V.P.
Bureau du Personnel
48, rue du Cardinal-Lemoine,
75231 Paris Cedex 05.

Date limite de retrait des dossiers :
18 OCTOBRE 1985 A 16 H.

Constructeur informatique

REDACTEUR

HARD expérimenté.
Libre de suite.

Tél. pour R.V. : 784-74-82.

Technicien

de MAINTENANCE
commissaires sapeurs procu-
dure de T&Com.

Libre de suite. S'adresser à :
Tél. pour R.V. : 784-74-82.

Importance C.E. Paris

SON/SA

RESPONSABLE

Secteur équipements 10 per-
sonnes, 130 employés. Formation
gestion, secteur tourisme, exp.
pratique un équipement.

Ecrire sous le n° 313.005 M
PARFRANCE ANNONCES
7, rue de Montmorency, Paris-7.

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour son département

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE : INGENIEUR- ELECTRONICIEN

CONFIRMÉ
MANDATAIRE EUROPEEN
L'intéressé devra être
PARAITISSANT

BILINGUE

FRANÇAIS-ANGLAIS

et de bonnes connaissances
de la langue allemande
seraient souhaitables.

Age 30 ans minimum.

Env. C.V., photo et photo à
Publicité ORSIS (rét. GE),
28, av. Fr.-Roosevelt, Paris-8.

1 ARCHITECTE DIPLOMÉ

Chargé d'animer et de diriger le
département Etude composé
de 20 personnes dont 3 archi-
tectes et 2 ingénieurs.

Le service architecture dirigé
par un architecte D.P.L.G. a la
responsabilité de la maîtrise
d'œuvre des opérations immobilières
départementales (400 établissements
dont 100 collèges) de
son extension, de son exten-
sion. Le Département Etude a
en charge plus particulièrement
les opérations d'investissement.

Conditions :

- être âgé de moins de
45 ans au 1^{er} janvier de l'an-
née du concours (sauf déro-
gation exceptionnelle pré-
vue par disposition
particulière en vigueur)
- être titulaire du diplôme
d'architecte (D.P.L.G.)
(D.E.S.A.) ou (E.N.S.A.S.)

Transmettre les dossiers de
candidature avant le 20 OC-
TOBRE 1985, comprenant :

- un C.V. détaillé ;
- une demande motivée ;
- 4 photos individuelles d'état
civil et de nationalité fran-
çaise ;
- une photographie du di-
plôme ;
- 2 enveloppes timbrées ;
- une photographie d'identité.

A M. le Président du Conseil
Général du Val-de-Marne,
Direction du Personnel Dépar-
tementel, 1^{er} Bureau, Resour-
cement, Hôtel du Département,
Av. du Général-de-Gaulle,
94011 CHATEL.

Tél. : 207-22-00, p. 24-88.



Vous avez acquis plusieurs
années d'expérience dans la
direction d'importants projets. Vous
possédez le dynamisme, l'esprit de
méthode et le sens de l'organisation
pour les avoir menés à bien. Le Dépar-
tement Systèmes de Communication de
SYSECA doit développer des logiciels de
supervision pour la réalisation d'un important
réseau de communication de données à base
de microprocesseurs. Nous vous proposons le
poste de

chef de projet

Votre fonction comporte : le suivi technique et budgé-
taire - les relations avec les fournisseurs et clients - la
gestion d'une équipe de 15 à 20 personnes. Ce
poste ouvre de bonnes perspectives de car-
rière à un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite,
CV, photo et prétentions sous réf.
M 0710 à : GROUPE SYSECA,
Direction du Personnel,
315 Bureaux de la Colline,
92213 SAINT-CLOUD
CEDEX.

SYSECA
(280 MF de
C.A., 800 per-
sonnes) est une
Société de services
et d'ingénierie Infor-
matique, partenaire d'un
groupe industriel de taille
internationale.

CABINET INTERNATIONAL

représentant de l'un des 8 Grands
de l'AUDIT et du CONSEIL dans le monde
recherche

pour faire face à son expansion à PARIS

AUDITEURS DEBUTANTS

DIPLOMÉS GRANDES ECOLES : HEC-ESSEC-ESCP-ESC
ou équivalent

Nous offrons :

- Une formation à nos méthodes de travail.
- Une expérience professionnelle variée au contact de grandes et
moyennes entreprises industrielles, commerciales et financières.
- Des possibilités diversifiées d'évolution de carrière.
- Une intégration au sein d'équipes dynamiques.
- La référence d'un important cabinet français associé à une structure
internationale.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV et photo en
vue d'un entretien sur votre PLAN DE CARRIERE à :

B.D.A. Direction des Ressources Humaines
185, avenue Charles de Gaulle
92201 NEUILLY SUR SEINE Cedex.

Jeune ingénieur mécanicien

Etudes hardware - Leader sur le marché français de l'informatique graphique,
nous sommes mondialement connus pour la qualité et la fiabilité de nos produits.
Les traceurs, digitaliseurs et écrans graphiques que nous fabriquons sont utilisés
surtout par des industriels pour des applications de CAO/DAO. La conception de
nos produits fait appel à des techniques aussi variées que la mécanique de pré-
cision, l'électronique et la micro-informatique. Nous offrons à un ingénieur Arts et
Métiers ou ENSCM, débutant ou ayant deux ans d'expérience dans les automa-
tismes et la physique des matériaux, la possibilité de s'intégrer à une équipe d'ingé-
nieurs d'études. Il développera des sous-ensembles mécaniques puis des projets
complexes qu'il suivra jusqu'à la réalisation du prototype. Un ingénieur créatif et
désireux d'assumer des responsabilités évoluera rapidement au sein de notre
société et dans le groupe international dont nous sommes filiale. L'anglais est
indispensable. Le poste est basé en proche banlieue sud-est de Paris. Ecrire à Bel-
gine DAUMARIS en précisant la référence S/8037M



3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Libe - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Pour faire face à son expansion,
la ligne de produits DPS 6 de BULL SYSTEMES
recherche

INGENIEURS ETUDES LOGICIELS

De formation ingénieur, vous avez au minimum 3-4 ans
d'expérience. Votre savoir-faire en développement
ou qualification de logiciel système vous permettra
de participer aux études du système GCOS 6 dans le
domaine des télécommunications :

- communications réseaux (DSA, ISO...)
- connexion de nouveaux terminaux.

Votre lieu de travail se situera à Louveciennes (78).
Merci d'adresser votre dossier de candidature, en
précisant vos prétentions, sous référence EL.2 à

Bull Systèmes
PC 3C 17
68, Rue de Versailles
78430 LOUVECIENNES





IBM PC cherche imprimantes de bonne famille.

“Engagées!”



IBM 5216



IBM 5201



IBM 3852-2

Engagez une imprimante IBM. En voici quatre. Elles font preuve d'autant de souplesse que de caractère.

Compléments naturels des unités centrales IBM PC, ces quatre imprimantes s'accordent aussi avec d'autres ordinateurs personnels du marché.

L'imprimante IBM 5216

Ses disques d'impression interchangeables offrent de nombreuses possibilités de varier les caractères de votre courrier. Sa vitesse : 25 caractères par seconde.

L'imprimante IBM 5201

C'est une vedette de l'écriture qui sait aussi imprimer des graphiques. Elle travaille soigneusement à 40-60 caractères par seconde, et sur du papier en feuilles si vous le souhaitez. Et silencieusement, grâce à sa nouvelle technologie, l'impression par transfert thermique.

L'imprimante IBM 3852-2

La technologie du jet d'encre lui permet d'imprimer graphiques et textes d'accompagnement en 7 couleurs différentes. Cette aptitude la destine à des utilisations élaborées.

L'imprimante IBM 4201

Elle dessine et elle écrit de 40 à 200 caractères par seconde, selon la qualité d'impression que vous lui demandez. Elle vous laisse le choix de l'alimentation en papier, feuille à feuille ou en continu. Son prix la met à la portée de tous ceux qui ont besoin d'une bonne machine universelle.

Matrice, disque, transfert thermique, jet d'encre, les imprimantes IBM connaissent la technique.

Pour votre IBM PC, vous avez le choix dans la famille des imprimantes IBM.

Appelez le (1) 722.22.22 pour avoir la liste des points de vente où vous pourrez choisir votre imprimante IBM.



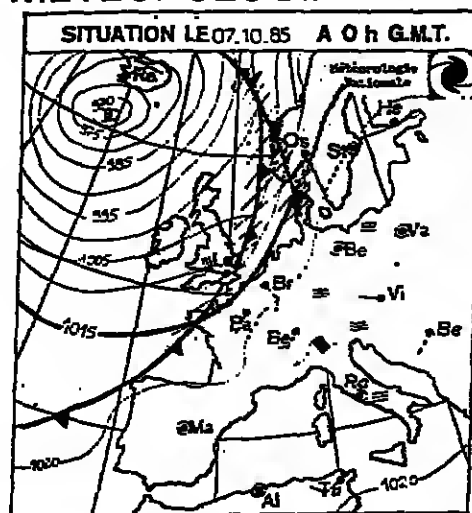
IBM 4201

Entrez dans la famille des imprimantes IBM.

IBM

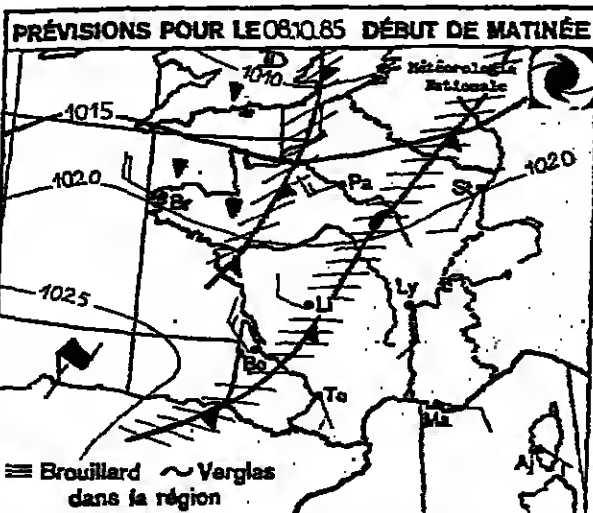
INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 7 octobre à 6 heures et le mardi 8 octobre à 24 heures.

Situation générale. La perturbation qui traverse la France en perdant son activité, sera sui-



vié, mardi, d'air plus frais mais toujours instable sur les régions du nord; une nouvelle zone pluvieuse atteindra, mardi soir, les régions du nord-ouest.

Mardi matin, une zone de temps très nuageux ou couvert, accompagnée de quelques pluies, s'étendra de l'Aquitaine, au Centre et aux Vosges, et

atteindra en fin de soirée, les Alpes et la Provence.

Elle sera suivie d'un temps variable avec de belles éclaircies mais les nuages seront accompagnés d'averses sur la Normandie, le matin, et sur le Nord, le Bassin parisien et le Nord-Est l'après-midi.

Une nouvelle zone de pluie atteindra en début de nuit, la Bretagne et la Basse Normandie.

Le Mistral tendra à souffler en soirée; de l'Aquitaine au Nord, le vent s'orientera à l'ouest et sera modéré ou assez fort près des côtes de la Manche.

Les températures, voisines de 10 degrés à 14° le matin (15° à 17° près de la Méditerranée), augmenteront l'après-midi 15° à 24° du Nord au Sud.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 6 octobre, le second, le minimum de la nuit du 6 octobre au 7 octobre): Ajaccio, 28 et 12 degrés; Biarritz, 24 et 13; Bordeaux, 24 et 8; Brétat, 21 et 12; Brest, 21 et 15; Cannes, 22 et 14; Cherbourg, 19 et 12; Clermont-Ferrand, 21 et 10; Dijon, 20 et 9; Dinard, 21 et 15; Embrun, 18 et 8; Grenoble-St-M-H., 28 (max); Grenoble-St-Geoirs, 22 et 11; La Rochelle, 23 et 12; Lille, 21 et 15; Limoges, 22 et 11; Lorient, 21 et 15; Lyon, 18 et 10; Marseille-Marganne, 22 et 15; Mémont, 22 et 15; Nancy, 18 et 10; Nantes, 22 et 15; Nice-Côte d'Azur, 22 et 16; Nice-Ville, 23 (max); Paris-Montsouris, 22 et 13; Paris-Orly, 22 et 14; Pau, 25 et 11; Perpignan, 26 et 12; Rennes, 21 et 11; Rouen, 19 et 15; Saint-Etienne, 19 et 11; Strasbourg, 19 et 12; Toulouse, 24 et 9; Tours, 22 et 10.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 28 et 16 degrés; Genève, 21 et 9; Laboune, 24 et 15; Londres, 20 et 11; Madrid, 24 et 2; Rome, 27 et 12; Stockholm, 15 et 3.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

SOS MEXIQUE

Après le grave tremblement de terre qui a ravagé la ville de Mexico, plusieurs organismes humanitaires lancent un appel à la solidarité et collectent des fonds pour venir en aide aux victimes du séisme.

● Fédération française des Équipes Solidaires, 67, rue de Sévres, 75006 Paris, CCP Paris 1916 38 H (préciser « Mexique »).

● Solidarité enseignants France-Mexique, compte n° 07019204394 69, Banque populaire du Centre, bd Carnot, 87000 Limoges.

● Le Comité de l'ère de Secours populaire français, 94, bd Auguste-Bianqui, 75013 Paris, CCP 31 711 09 Y la Source (mentionner « pour le Mexique »).

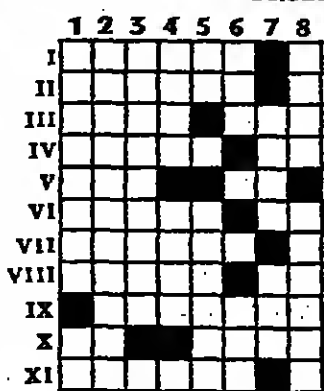
● Les Centres hospitaliers français de l'étranger de l'OHFOM, 92, rue de Ranelagh, 75785 Paris Cedex 16, CCP 35 14 54 W Paris (mentionner « pour le Mexique »).

● Amateurs de Mexique, Banque Paribas, 17-21, avenue Pelecaré, compte « Sinistrés de Mexique » n° 155 598 F.

● Secours populaire français, 9, rue Frobert, 75003 Paris, CCP 23 33 S Paris (indiquer Mexique).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4669



HORIZONTALEMENT

1. On la tire en s'allongeant. Sœurs unies dans l'effort. - II. Fait gonfler les boules. A hâlé les haleurs du Nil. - III. Prince qu'on a fait beaucoup chanter. Victime d'un caprice capiteux. - IV. On y combattait l'arianisme et l'iconoclasme.

PRESSE

« L'HUMANITÉ » FAIT SA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

C'est Roland Leroy qui le dit dans l'éditorial du 7 octobre: « Tous les lecteurs de l'Humanité reçoivent en choc ». La nouvelle maquette du quotidien communiste est plus que la « révolution d'octobre » annoncée, une révolution. Après un premier lifting en 1978, l'Humanité frappe fort: passage au demi-format (le tabloïd), titres raccourcis, présentation plus nerveuse, plus aérée, où l'illustration est beaucoup plus importante. Un style conforme aux tendances graphiques de l'époque.

La forme et le fond sont toujours liés: le directeur de l'Humanité explique que le PCF veut « faire vivre un journal de la modernité révolutionnaire et non d'un modernisme racoleur. Nous le voulons vivant, vif, combatif, contemporain, ouvert, stimulant ». Un thème revient dans les pages de ce numéro 12792: « Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes pour faire connaître la vérité ».

Le clin d'œil aux lecteurs dans la campagne de promotion (« Dis, Coco, t'as vu l'Humanité ? ») se retrouve dans le journal: « Ce numéro, Coco », le numéro a été tiré à 350 000 exemplaires (dont 112 000 commandes militantes). La « révolution d'octobre » obéit en effet à un impératif économique: le quotidien du PCF et l'hebdomadaire Humanité dimanche ont, selon l'administration du journal, enregistré 6,5 millions de francs de pertes en 1984 (malgré 4,6 millions de subventions de l'Etat et 25,3 millions provenant principalement de souscriptions et de la Fête de l'Humanité). La diffusion est tombée de 130 000 exemplaires en 1982 à 117 000 en 1984.

Affecté dans l'afféterie. - V. Ses dockers sont des Malabars. Petite représentativité pour une grande dame. - VI. Quidam. Préposition. - VII. Sainte, en Lozère. En France. - VIII. Rendez-vous mondain. Ornement. - IX. La croix et la bannière. - X. Jaune très estimé. Des sujets n'admettent aucune discussion. - XI. Embrasses pour mieux « baiser ». Erudition.

VERTICALEMENT

1. Allonger en tirant. L'agrément du vieux Midi. - 2. Un chaud baroudeur. - 3. Un bruit à réveiller les morts. - 4. Nappe. Gris ou quel que peu décoloré. - 5. Note. Peu différent du diéresis. - 6. Direction. Des jeux très châtés. - 7. Plus à sa place dans la bibliothèque verte que dans la rose. Lieu de magouille internationale. - 8. Période de prospérité pour les siges. Plantes « bendes » excluant toute culture. - 9. Neuf ans après la mort de ce Félix, on voit Edgar qui naît. Qui présente les qualités requises pour prétendre à une situation bien assise.

Solution du problème n° 4668

Horizontalement
1. Grossier. As. - II. Io. Noisette. - III. Rubicon. Reg. Oh! - IV. Olive. Ue. Ma. - V. Ué. La. Haber. - VI. Ebonement. Ld. - VII. Tobrouk. At. Anra. - VIII. Tue. Unisid. Reg. - IX. El. Caravanier. - X. Epine. Arien. - XI. Grièvement. - XII. Or. Meisen. Nu. - XIII. Tatoné. St. Radar. - XIV. Usé. Entente. - XV. Satiété. Entente.

Verticalement
1. Girouette. Mots! - 2. Roule-boulé. Rasa. - 3. Bilobé. Pi. Tét. - 4. Saiveur. Cl. Mo. - 5. Ce. Louange. - 6. Ido. Beurre. - 7. Em. M.K.S.A. Is. Te. - 8. Ridicule. Ivresse. - 9. Es. Canada. Veine. - 10. Ter. Tien. En. Tu. - 11. Ebl. Siam. Rat. - 12. Signale. Ere. Ace. - 13. Bourin. Dur. - 14. Arène. RA. Enalp. - 15. Harpagon. Urde.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 9 OCTOBRE

« Jambes et chapeaux d'artistes à la Glacière », 14 h 30, musée Glacière (Paris pittoresque et insolite).

« Les appartements de la marquise de La Meilleraye à l'Assommoir », 14 h 30, 1, rue de Sally (D. Bouchard).

« L'Hôtel de Ville », 14 h 30, devant l'Assommoir (La France et son passé).

« La faubourg Saint-Antoine au dix-neuvième siècle », 14 h 30, musée Ledru-Rollin, sortie Charonne (M^{lle} Leblanc).

« Versailles: le parc. Création et histoire du parc de Versailles », 14 h 30, sous statue Louis XIV.

« L'Opéra », 15 heures, hall à droite (M. Hager).

« Exposition Soleil d'acier », 15 heures, entrée Petit Palais, et « La Cocoragère », 15 heures, 1, quai de l'Horloge (Paris et son histoire).

« La mosquée: histoire de la religion islamique », 15 heures, entrée (place Paul-de-France) (M. C. Lasserre).

« L'Hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (téléphone: la ville: (1) 257-06-77, Arts et curiosités de Paris).

« La Sorbonne: histoire de l'université, les salons de réception du recteur », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques.

« Les hôtels inconnus de Paris », 14 h 15, musée Bastille, sortie Saint-Antoine (M. Bannet).

« La Marais, la place des Vosges illuminée », 20 h 30, musée Font-Marie.

CONFÉRENCES

26, rue Bugey, 19 à 30, « Evénement psychodrame ».

PARIS

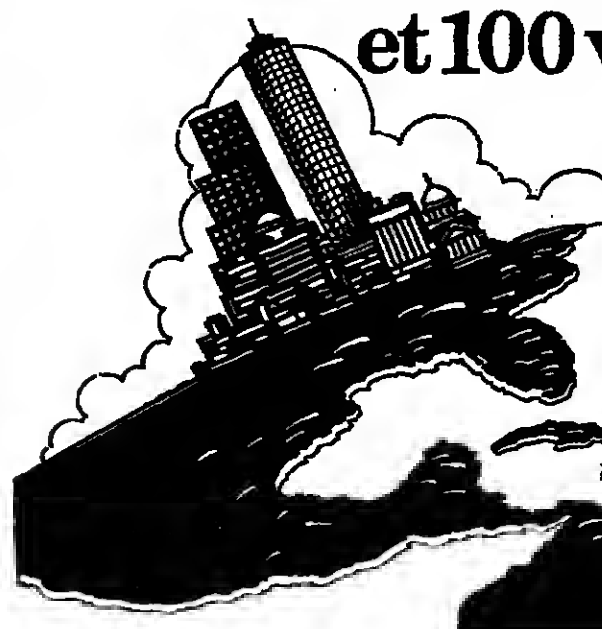
PAS CHER. - Le guide Paris pas cher 1986 vient de paraître. Pour cette sixième édition, Françoise et Bernard Delahat ont fait une nouvelle sélection des établissements, qui proposent des prix intéressants en fonction de la qualité, de l'accueil ou de l'originalité. Sans oublier les restaurants et tous genres. Aux traditionnelles chapitres sur l'hébergement, l'information et la décoration s'ajoutent, cette année, des informations sur les autres et moins, les clubs de forme et les voyages. En tout, mille sept cents adresses pour acheter de tout sans trop dépenser.

★ Paris pas cher 1986, M. A. Editions, 336 pages, 12 F.

loterie nationale									
LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER									
TOUR CUMULÉS COMPTÉS AUX BILLETTS ENTIERS									
CLASSIFICATION DES SÉRIES D'APRÈS LES RÉSULTATS DE LA COURSE :									
NUMÉRO	FINALES ET NUMÉROS	SÉRIE 3	SÉRIE 7	SÉRIE 4	AUTRES SÉRIES				
1	1 121	200 000	10 000	4 000	2 000	1 000	500	200	100
2	2 42	200 000	10 000	4 000	2 000	1 000	500	200	100
3	3 043	200 000	10 000	4 000	2 000	1 000	500	200	100
4	4 184	200 000	10 000	4 000	2 000	1 000	500	200	100
5	5 785	200 000	10 000	4 000	2 000	1 000	500	200	100
6	6 146	200 000	10 000	4 000	2 000	1 000	500	200	100
7	7 997	200 000	10 000	4 000	2 000	1 000	500	200	100
8	8 428	200 000	10 000	4 000	2 000	1 000	500	200	100
9	9 099	200 000	10 000	4 000	2 000	1 000	500	200	100
0	0 110	200 000	10 000	4 000	2 000	1 000	500	200	100

85 TRANCHE DU PRIX DE L'ARC DE TRIOMPHE 83
Tirage du samedi 9 octobre 1985

Avec Delta Air Lines Paris-Atlanta, sans escale et 100 villes en correspondance aux U.S.A.



Arrivé là-bas, il vous est très facile de prendre une correspondance Delta pour Washington, La Nouvelle-Orléans, Miami, Orlando, Denver, Los Angeles, San Francisco. Au total, ce sont 100 villes américaines que Delta vous offre. Au départ de New York et de Boston,

Delta vous propose aussi de fréquents vols quotidiens vers les villes du Sud des U.S.A. Pour en savoir plus, appelez votre agence de voyages ou l'agence Delta à Paris. Tél. : 336.40.80. Adresse : 24, boulevard des Capucines, 75009 PARIS.

DELTA: ALLEZ-Y, NOUS Y ALLONS

هناك اتصالات

Le Monde ECONOMIE

La déréglementation en cours

LORSQUE M. Howard Jarvis, vétéran d'affaires de Los Angeles en retraite, fit adopter le 6 juin 1978 — après une campagne de signatures sans précédent en Californie — un référendum sur la diminution des impôts fonciers, il ne se doutait sans doute pas que sa campagne pour la déréglementation aurait un tel succès. Le conservatisme des petits propriétaires rejoignait pour tant le « progressisme » des défenseurs du « small is beautiful ». Et, comme du jogging à l'aérobie, cet extrême Occident qu'est la Californie est à l'origine de bien des modes, celle de la déréglementation a gagné le reste des Etats-Unis, puis le monde.

Partout, qu'il s'agisse de gouvernements conservateurs ou progressistes, ils mettent à leur programme une réduction des prélèvements obligatoires, partout ils décident de déréglementer, d'accroître, mobiliser et flexibiliser. Comme si les diverses strates de la réglementation — celle d'un commencement d'organisation de la vie industrielle à la fin du dix-neuvième siècle, ensuite celle de la crise des années 30, celle enfin de la protection des consommateurs et de l'environnement dans les périodes de grâce de la croissance en 1960-1970 — par leurs excès mêmes, avaient conduit inducti-

vement au reflux en cours non seulement aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, mais aussi dans le reste de l'Europe, au Japon, dans le tiers-monde, voire en Chine ou en Hongrie. Pour lutter contre la crise, on libère les énergies.

A la recherche d'un programme, il était logique que le RPR et l'UDF, qui n'ont pourtant pas légué sur le pouvoir réglementaire lorsqu'ils étaient en place, fassent une large part à cette mode. Comme il n'est pas illogique que M. Michel Rocard, au nom de l'autogestion, de rigueur, réclame aujourd'hui la paternité du « moins d'Etat » en France. Force est d'ailleurs de constater que la décade a été largement engagée sous le gouvernement socialiste. Preuve sans doute que les modes sont plus fortes que les idéologies.

On peut en prendre quelques exemples divers. Ainsi de la Bourse. Le carcan des conditions d'introduction à la cote était tel que seules trois ou quatre sociétés nouvelles étaient cotées chaque année. La création, en février 1983, d'un « second marché » avec des frais d'introduction réduits des deux tiers par rapport à la cote officielle et la possibilité de ne diffuser que 10 % de son capital dans le public (contre 25 % au

premier marché) ont entraîné la mise en Bourse en trente mois d'une centaine d'entreprises de moyenne importance à la recherche de financements nouveaux.

Parfois le gouvernement socialiste s'est fait un peu forcer le main. C'est la guerre des rabais entre grandes surfaces et compagnies pétrolières — et la peur de Bruxelles — qui a obligé le pouvoir à libérer les prix des carburants, non sans maintenir toute une série de contraintes. Si les frères Leclerc ont joué un rôle moteur dans cette déréglementation à la française, ils ont eu moins de succès lorsqu'ils se sont attaqués au monopole des pompes funèbres (ils se sont heurtés à M. Jacques Chirac comme au pouvoir en place), de la distribution du tabac ou des automobiles. Comme la FNAC n'a guère eu de chance dans son combat contre le prix unique du livre et Nouvelles Frontières pour envoyer des vols charters aux Antilles (on notera d'ailleurs que ces deux dernières sociétés ont une image de gauche...)

Enfin, l'actuel gouvernement a engagé la réduction des prélèvements obligatoires, la baisse de l'impôt sur le revenu, la levée partielle du contrôle des prix, l'assouplissement du contrôle des changes...

Plus systématique, plus portée à l'idéologie peut-être décentralisée, l'opposition, pour aller au-delà, présente un vaste programme. Elle a l'intention de s'attaquer à l'énergie (suppression du monopole délégué des importations pétrolières et du monopole de l'importation du charbon comme du gaz); aux télécommunications, qui varient, dit l'UDF, « s'inscrivent la concurrence sur les transmissions interentreprises et internationales »; aux transports, où « les conditions d'une concurrence loyale entre rail, route et voie d'eau devront être assurées »; aux logements enfin, où la loi Guillebert sera abrogée.

Quant à ce que M. Paul Mantré, le responsable des Clubs Perspectives et Réalités, qualifie de « déréglementation globale », cela touchera l'ensemble de la vie économique: les prix par la suppression des contrôles organisés par les ordonnances de 1945; les finances publiques et le crédit grâce à l'autonomie de la Banque de France; les changes par la suppression par étapes des contrôles; les salaires par une fixation contractuelle de leur niveau; le marché du travail du fait d'une liberté d'embauche et de licenciement.

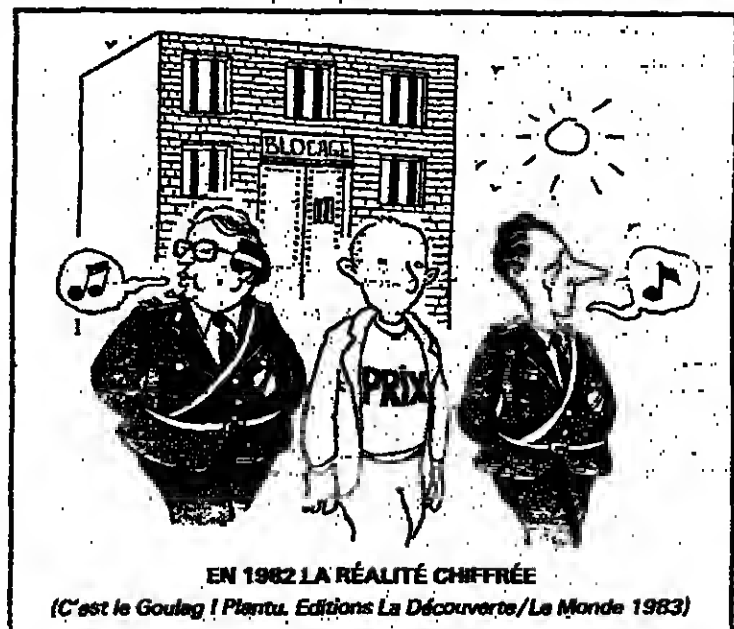
Dans *Gulliver enchaîné* (1) comme dans *Déséquilibre* (2), les théoriciens du

moins d'Etat justifient leur volonté par le coût de la déréglementation. Ils s'appuient aussi volontiers sur des exemples étrangers auxquels le supplément économique du Monde consacrera son numéro du 15 octobre. Or, à côté de réussites incontestables comme la déréglementation du marché de l'énergie réalisée par le président Carter et qui a permis un fort essor de la production nationale, la bilan est parfois plus contrasté.

Sans doute, le consommateur y a-t-il souvent trouvé son intérêt. Mais faillites bancaires, OPA industrielles sauvages, pagaille dans les transports aériens, fermeture des lignes les moins rentables, rationalisation de réseaux à coût humain et régional élevé, sont venus montrer aux Américains que toute médaille a son revers. Et l'on commence à trouver dans la presse anglo-saxonne — y compris libérale — quelques critiques contre les excès de la déréglementation. Pourvu que les Français ne soient pas en retard d'une mode.

BRUNO DETHOMAS.

(1) *Gulliver enchaîné*, Paul Mantré, éditions La Table ronde, 1982, 171 p., 72 F.
(2) *Déséquilibre*, Bernard Jacquillat, éditions Robert Laffont, 1985, 359 p., 98 F.



PRIX : la liberté, mais dans la concurrence

« Le contrôle des prix, globalement inefficace en termes de concurrence, de souplesse de gestion, d'adaptation aux marchés. Aucun grand pays ne l'utilise à l'heure actuelle. » Ainsi, l'opposition affirme-t-elle sa volonté d'abroger les textes — qui, depuis quarante ans, permettent aux pouvoirs publics de réglementer les prix.

Ce qu'elle met en cause, ce sont les ordonnances du 30 juin 1945. M. Valéry Giscard d'Estaing, qui en avait pourtant fait un usage répété quand il était ministre des finances, a même déposé une proposition de loi tendant à supprimer purement et simplement lesdites ordonnances. C'est se couper les ponts, s'interdire, et

Abroger les ordonnances de 1945, mais renforcer la lutte contre les ententes, propose l'opposition.

interdire à qui que ce soit de revendre en arrière.

Cette attitude n'est cependant pas celle de toute l'opposition. Certains, notamment du RPR, pensent que les acteurs économiques ne sont pas prêts à affronter d'un seul coup les rigueurs de la concurrence et qu'il faudra procéder par étapes. Ils craignent qu'à trop vouloir précipiter les choses on ne prenne le risque de voir l'inflation repartir de plus belle. Ils savent que tous les producteurs ne

seraient pas à même de fixer du jour au lendemain leurs prix en fonction de leurs coûts.

Les choses, en effet, ne vont pas aussi simplement dans un pays habitué depuis quarante ans à vivre sous un régime de haute surveillance. Les ordonnances de 1945, si longues et si fastidieuses, avaient permis de contrôler tout par le menu. Jusqu'en 1978, les pouvoirs publics n'ont cessé d'évoluer entre des formules plus ou moins fermes de blocage des prix et des méthodes de liberté contrôlée.

Lourdeur administrative

Il en est résulté une lourdeur administrative que désormais nul ne songe à justifier, et des habitudes de comportement qui ont fini par créer des rentes de situation. Bon nombre de producteurs ont souvent profité de décisions de hausses de prix qu'ils n'auraient peut-être pas programmées en temps normal.

Le système, par certains côtés, était devenu inflationniste, contredisant donc les raisons de son ins-

tauration. Les effets néfastes d'une trop pesante réglementation n'ont, au demeurant, échappé à personne. Après être revenue sur la totale libéralisation décrite par M. Raymond Barre, la gauche s'est efforcée de supprimer la réglementation pour les prix industriels chaque fois que, de son point de vue, le comportement des entreprises et la situation de la concurrence le permettait.

Les décisions les plus spectaculaires ont concerné les prix des carburants, rendus libres en janvier 1985, alors qu'ils se trouvaient sous contrôle depuis 1925. Très remarquée également a été la libération des prix des automobiles le 1^{er} juillet dernier. Et encore, en avril, les tarifs industriels du gaz. Cette liste n'étant pas exhaustive, on affirme, rue de Rivoli, que 80 % des produits industriels échappent aujourd'hui à la surveillance.

Peut-on aller plus loin? Pour l'opposition, il va sans dire que les 20 % restants sont 20 % de trop. « Le contrôle des prix », souligne un document de *Printemps 86*, est une atteinte à la liberté d'usage de la propriété, alors que « la propriété est, avec la liberté, l'un des droits imprescriptibles de l'homme ». Toute culture de style mise à part, ces propos ont quelque chance d'être accueillis favorablement.

FRANÇOIS SIMON.
(Lire la suite page 36.)

FINANCES : un certain vertige de libéralisation

La majorité est saisie d'une fièvre de modernisation, mais il reste le contrôle des changes.

S'IL est un domaine où la déréglementation est en cours, c'est bien celui du système financier français, en pleine libéralisation depuis un an, à un rythme tel qu'un certain vertige commence à apparaître. L'opposition formule un jugement « plutôt positif » sur ce processus, toutefois, elle juge « un peu d'a-margue » par rapport à l'étatisation du système bancaire, estimant que les vrais problèmes n'ont pas véritablement été abordés, notamment celui de la fiscalité de l'épargne, et, naturellement, celui du contrôle des changes. Il faut toutefois reconnaître que ces derniers temps le processus de déréglementation a été accéléré, à la grande surprise de certains.

Depuis un an, en effet, le système financier français est soumis à une série de chocs sur le plan technique et sur le plan psychologique, qui sont en passe de créer une situation irréversible dans le sens d'une véritable modernisation. Les grands thèmes sont les suivants : décloisonnement et interconnexion des différents marchés de l'argent, permettant de se diriger vers une régulation de la création monétaire par les taux; élargissement à l'ensemble des agents économiques de l'accès aux marchés; intensification de la concurrence dans la collecte des dépôts et la distribution des crédits, de manière à réduire les coûts bancaires et financiers d'intermédiation (marge globale prélevée sur l'économie par ces intermédiaires).

M. Jacques Delors, pendant son passage rue de Rivoli, de mai 1981 à juillet 1984, s'était montré soucieux de ne pas transformer un système bancaire auquel il demandait de soutenir coûte que coûte un nombre appréciable d'entreprises en difficultés. « Pas de bistouri », répétait-il aux militants socialistes impatients de

transformer profondément le système. Cela ne l'avait pas empêché de définir plusieurs thèmes de réflexion, dont le principal était celui de l'universalité, c'est-à-dire de l'égalité entre tous les établissements en ce qui concerne tant leur statut que leurs activités dans le domaine de la collecte des dépôts et de la délivrance des crédits.

Au nom de cette égalité, la distribution des produits nouveaux avait été « banalisée », c'est-à-dire confiée à tous les réseaux, banques commerciales, banques mutualistes, caisses d'épargne, PTT : ce fut le cas des livrets d'épargne populaire, bénéficiant d'une exonération fiscale et d'une indexation de revenu, et des CO-DEVI. Par ailleurs, la nouvelle « loi bancaire » mettait de l'ordre dans les statuts des établissements, d'unement harmonisés, et soumettait les réseaux mutualistes (Crédit agricole et Crédit mutuel) à la réglementation commune, notamment en matière de contrôle.

De nouveaux instruments

Enfin, conséquence involontaire d'une mesure prise à l'automne 1981 pour diminuer la rémunération des dépôts à terme et abaisser le coût des ressources des banques et celui de leurs crédits, ces mêmes banques mettaient au point un nouveau produit d'épargne à rendement élevé : les SICAV et fonds communs de placement à court terme, investis principalement en obligations. Son développement allait être fondroyant (près de 300 milliards de francs de capitaux collectés en

moins de quatre ans, un record absolu), avec pour effet la modification de la structure de l'épargne française.

Dès son arrivée au ministère des finances, M. Pierre Bérégovoy et son équipe affichaient bien haut leurs intentions de déréglementer et de libéraliser les marchés financiers dans le sens défini précédemment. Ils s'attaquaient d'abord à la création d'un nouvel instrument de placement très utilisé à l'étranger : les certificats de dépôts, émis par les banques au profit principalement des entreprises, dont l'annonce prématurée — en décembre 1984 — eut un effet fracassant sur le marché des obligations; mais le système s'est correctement mis en place à partir de mars 1985.

Ce fut, ensuite, l'assouplissement du marché obligataire, avec le relèvement de 200 millions de francs à 500 millions, puis à 1 milliard de francs en janvier prochain, du seuil d'émission dispensé d'autorisation, auquel on ajouta la réduction des commissions de placement par mise en adjudication des emprunts d'Etat, ce qui créa de joyeux remous. Au début de 1985, le mécanisme sélectif de l'encadrement quantitatif du crédit fut remplacé par un nouveau système de régulation par constitution de réserves obligatoires, plus souple, mais qui, toutefois, ne pouvait être fondamentalement différent du précédent.

Au deuxième trimestre 1985, une profonde réforme d'un marché hypothécaire dévot de sa mission initiale (financer l'immo-

bilier dans de meilleures conditions) était votée, prévoyant un recours au marché des obligations, plus avantageux. A l'automne 1985, un projet d'ouverture du marché monétaire était mis à l'étude, comportant l'élargissement du marché des bons du Trésor en compte courant à tous les agents économiques, et l'introduction en France du papier commercial, finis par les entreprises pour se financer à meilleur compte.

Ajoutons-y la création, en cours, d'un marché à terme des instruments financiers (MATIF), imité de l'étranger, indispensable au développement harmonieux d'un grand marché financier, ainsi qu'une profonde réforme du régime des prêts bonifiés à l'économie, le nombre des procédures étant ramené de six à une.

Dans ce bilan assez impressionnant, souvent critiqué pour la rapidité — certains disent la précipitation — avec laquelle les mesures étaient lancées, manque un volet important, celui du contrôle des changes. Certes, M. Bérégovoy, très peu de temps après sa prise de fonctions comme ministre des finances, rétablit l'utilisation des cartes de crédit à l'étranger, supprimée au printemps 1983 par son prédécesseur pour cause d'austérité.

Par ailleurs, le problème épineux de la couverture des risques de change sur les créances en devises, notamment pour les appels d'offre internationaux, a été partiellement résolu avec l'acclimation en France du système des options sur devises, très répandu à l'étranger. Mais, pour une grande part, le contrôle des changes reste encore très sévère, et sa levée complète, par étapes, figure dans les programmes de l'UDF et du RPR.

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 36.)

Les Editions L'HERMÈS
31, rue Pasteur 23, rue du Départ
69007 LYON 75014 PARIS
Tél.: 78-72-45-50 Tél.: 335-03-30

Des ANNALES et Manuels pour B.T.S.

Mathématiques et statistiques. Cours, exercices, corrigés	148 F
Fiches de révision de Mathématiques financières	21 F
M. Belot et F. Ecoen	
Epreuves de gestion et de mathématiques. V. 1: Exercices	70 F
V. 2: Fiches techniques et corrigés types	70 F
M. Belot, F. Ecoen, Ch. Dachelette	
Outils de Gestion. V. 1: Exercices	94 F
V. 2: Fiches techniques et corrigés types	94 F
A. Brizard et J. Obadia	
Annales « Culture Générale », A. Dupont et M. Poisson	90 F
Annales « Economie », F. Allard-Jacquelin et M. Sauvage	95 F
Organisation et traitement de l'information, G. Jean-François	85 F
Cas commentés en action commerciale, C. Maréchal, B. Pastou	96 F
Cas commentés en commerce international	97 F
L. Christoloup, Y. Guillot-Gognat	
L'anglais des affaires: Vie de l'entreprise, commerce international et informatique, A. Devine	120 F
Espagnol commercial et économique P. Garret	145 F
Italian commercial et économique L. Sandre	95 F
L'épreuve orale d'anglais (manuel, fiches et cassette)	130 F
S. Evans, J.P. Berthoin	

EMPLOI : le refrain de la flexibilité

Décorseter la vie sociale, les témoins du libéralisme le prônent... avec des nuances.

POUR créer à nouveau de l'emploi, il faut d'abord se débarrasser de ces contraintes qui, par strates, ont corseté la vie sociale jusqu'à l'étouffer. Pour retrouver vigueur et goût d'entreprendre, il faut en finir avec les rigidités de la France, comme l'Europe, de suivre l'exemple américain. Bref, il est temps d'introduire de la flexibilité dans les relations de travail.

Contraintes, rigidités, flexibilités, sont les mots-clés qui reviennent dans les refrains, quand les témoins du libéralisme entonnent l'hymne à la gloire de la compétitivité et du redressement économique. Mais, quand il s'agit de chanter les couplets, l'oreille avertie perçoit bientôt que toutes les voix ne vibrent pas à l'unisson. On note des discordances. Entre les plus ultras, aux accents de stentor, et les plus prudents, qui n'utilisent pas l'intégralité du registre disponible, il y a place pour les nuances, les intonations, et même les silences.

En réalité, l'attirail complet s'avère trop impressionnant pour pouvoir être totalement utilisé. Cela va de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, accusée de freiner l'embauche et de retarder les réductions d'effectifs, jusqu'à la remise en cause du SMIC (salaires minimum interprofessionnel de croissance), considéré comme un obstacle à l'emploi, pour les jeunes en particulier.

Toute l'opposition exige donc - sauf M. Barre qui n'en dit mot - que « le fonctionnaire ignore tout de l'activité de l'entreprise », ainsi que l'écrit *Printemps 86*, n'ait plus à « décider de l'opportunité et de la nécessité d'une diminution d'effectifs ». De même, on suspecte l'obligation d'un SMIC pour permettre à ceux qui le souhaitent de « travailler en étant moins payés plutôt que d'être chômeurs ». Toutefois, précise *Printemps 86*, les entreprises n'auront pas le droit de

proposer un prix de l'heure inférieur à celui des TUC.

M. Barre et l'UDF sont plus réservés à ce sujet. M. Stoléru, dans son rapport intitulé *Les Entreprises et l'emploi*, réalisé au moment de la convention libérale, préconise une suppression progressive du SMIC et son remplacement par un revenu familial minimum. M. Juppé, pour le RPR, y est hostile et préférerait refuser l'indexation. Le CNPF lui-même envisage des salaires minimaux négociés et variables selon les branches, et aurait abandonné l'idée d'un SMIC jeune.

Pêle-mêle, on trouve encore, parmi les mesures possibles, le recours plus facile aux missions d'intérêt, l'extension des contrats à durée déterminée, le développement du travail à temps partiel et la définition, à l'année, de la durée du temps de travail. On peut aussi y ajouter le projet des TUP (travaux d'utilité privée), qui deviendraient, pour les entreprises, l'équivalent des TUC (travaux d'utilité collective). L'UDF se déclare intéressée, le RPR s'interroge.

Une nuit du 4 août

On se propose également de corriger les effets néfastes, des seuils sociaux actuellement fixés à 10, 11 et 50 salariés. Certains les porteraient respectivement à 21 et 100 salariés. D'autres, comme le RPR et l'UDF, préconiseraient d'abord soit un gel, soit un moratoire. Certains pencheraient plutôt pour un délai de régularisation.

Au-delà, quelques-uns aimeraient bien en finir avec le monopole syndical pour les plus intrasigés (*Printemps 86*), tandis que M. Stoléru et son groupe de

travail souhaiteraient un « aménagement ». L'objectif de la plupart serait d'assurer « le développement de la démocratie de l'entreprise », mais avec, selon les cas, des précautions ou des réserves importantes.

Rares sont ceux qui, à cette occasion, veulent promouvoir les seuls accords d'entreprise entre l'employeur et les salariés directement concernés (*Printemps 86*). M. Stoléru, par exemple, voudrait des négociations avec des élus « représentatifs de l'ensemble des salariés ». M. Barre, lui, n'entend pas aboutir « à une abrogation de la protection sociale » et imagine une « adaptation des dispositions existantes par accord au niveau de la branche ou de l'entreprise ». Plus méfiant ou soucieux de son rôle de négociateur interprofessionnel, le CNPF ne se prononce pas clairement.

Malgré la diversité des positions, tous affirment que ces changements seraient bénéfiques pour l'emploi. Quelquefois, même la perspective d'une nuit du 4 août, qui abolirait les rigidités honnêtes, conduirait les optimistes jusqu'à la jubilation intense. Cependant, il s'en trouve pour mettre quelques « bémols ». À tant d'enthousiasme prospectif. La résorption du chômage n'est pas acquise pour autant, ne manque pas d'observer M. Stoléru, qui se prononce pour une croissance forte, note que celle-ci « est nécessaire, mais en aucun cas suffisante ».

De son côté, M. Raymond Barre souligne prudemment que « ces processus demandent du temps » et la France, « comme l'Europe occidentale, devra dans l'avenir s'habituer à vivre avec des taux de chômage plus élevés que ceux qu'elle a connus pendant plus de vingt ans ». Rejoignant en cela les analyses de l'OCDE, l'ancien premier ministre reconnaît que l'on ne peut à la fois tout changer et revenir brutalement sur des décennies d'habitudes.

Il faut composer et, d'ailleurs, il insiste sur la rigidité qui lui apparaît la plus importante, comme aux experts de l'OCDE, celle du niveau et de la formation des salaires. « Le coût du travail a augmenté plus rapidement dans la Communauté européenne qu'aux États-Unis, ce qui constitue un handicap pour la création d'emplois », écrit-il dans la revue *Commentaire*, en notant que cela « accélère le rythme tendanciel de substitution du capital au travail », ce qui a « pour effet d'accroître la productivité appa-

rente du travail et de peser sur l'emploi ».

D'autres doutes existent qui expliquent l'attitude de ceux qui n'appartiennent pas à la catégorie des « y-a-qu'à ». Par trois fois déjà, à l'occasion de divers rapports, l'OCDE rappelle qu'une étude menée par ses experts permet d'affirmer que l'existence du SMIC « n'a pas d'effet perceptible » sur l'emploi des jeunes, les plus touchés par le chômage.

De même, ce évoquant les mesures qui freineraient l'embauche et limiteraient les licenciements, l'OCDE a écrit qu'il n'est « pas certain que ces dispositions nuisent à la flexibilité ». Sur le même point, et en simulant, à l'aide du modèle mio-DMS, l'INSEE et le commissariat général au plan ont, en 1984, établi que « l'ajustement instantané des effectifs », espéré par la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, aurait de graves conséquences sur l'emploi (*Le Monde* du 11 juin 1985). La première année, la France perdrait 196 000 emplois et le chômage augmenterait de 101 000 personnes.

Il faudrait en fait attendre 1992 pour que le solde de créations d'emplois redevenne positif dans l'industrie, et 1995 pour qu'il en soit de même dans le secteur non industriel. L'augmentation du chômage s'annulerait en 1993 et on compterait 22 000 chômeurs de moins en 1998.

Des effets pervers

Quand on sait, en outre, que l'autorisation administrative de licenciement est accordée dans 90 % des cas et moins de quinze jours et que les demandes viennent en majorité des petites et moyennes entreprises, certains se demandent s'il faut courir un tel risque. D'autant que l'existence de délais est surtout due à des conventions collectives signées par les partenaires sociaux que le patronat n'a toujours pas dénoncées.

Sur le chapitre des seuils sociaux, l'efficacité de la proposition n'est pas davantage démontrée. Au début de l'année 1985, l'INSEE s'était livrée à une étude à ce sujet (*Le Monde* du 5 mars 1985), qui estimait de 15 000 à 50 000 le nombre d'emplois

créés si les effets de seuil étaient supprimés.

Les auteurs de cette analyse, très délicate, ajoutaient que cette conséquence positive pourrait être contrebalancée par des effets à moyen terme dans les données macro-économiques, du fait notamment de la redistribution des parts de marché. Ils en concluaient à la médiocrité de la mesure envisagée.

De plus, toute décision brutale comporte un risque. Elle peut entraîner des effets pervers inattendus ou même provoquer la rupture d'un équilibre savamment obtenu. C'est ainsi que la revendication, souvent formulée par M. Yvon Gattaz, président du CNPF, pour des emplois nouveaux à contraintes allégées (les ENCA), est, avec le recul, jugée avec de plus en plus de scepticisme dans les milieux du ministère du travail. Non seulement il n'est pas assuré, contrairement aux affirmations du patronat, que de telles facilités créeraient 471 000 emplois, mais on s'aperçoit aujourd'hui qu'elles auraient pour conséquence d'étendre gravement le cercle de la précarité pour les salariés.

Chaque année, la rotation du marché du travail entraîne 1,5 million de suppressions d'emplois et 1,3 million de créations. Si les ENCA étaient appliquées, il faudrait que ce 1,3 million de salariés soient soumis aux nouvelles règles - ou plutôt à l'absence de règles - avant que la promesse du CNPF ne soit tenue. Au bout du compte, on totaliserait même 1 741 000 ENCA et on assure, au ministère du travail, que la proposition patronale serait dans ces conditions « dispendieuse ».

Pour autant, le débat sur les rigidités, les contraintes et la flexibilité a l'immense mérite d'exister, à condition d'en mesurer les implications. L'aventure du CJD (Centre des jeunes dirigeants) est, de ce point de vue, éclairante. Cette aile moderniste du patronat avait voulu établir « l'étatologie des rigidités » : « Il fallait se débarrasser », raconte M. Jeanjean, son président, et « nous avons créé comme tout le monde à la tentation postmoderne, dans un premier temps ».

L'image était par trop déplaisante. En travaillant encore, les adhérents sont passés de la mise en accusation des rigidités externes, « trop communes », à la découverte des rigidités internes, plus proches de la réalité. Un exemple à méditer.

ALAIN LEBEAUBE.

TAKE IT EASY!

avec L'ANGLAIS DE A à Z Le répertoire qui sait tout.

(Publicité)



UNITED NATIONS

CALL FOR EXPRESSIONS OF INTEREST

FROM QUANTITY SURVEYORS MANAGEMENT CONSULTANTS

The United Nations is seeking expressions of interest from Quantity Surveyor/Project Management Consultants in connection with the first phase (Conceptual Design) of the proposed construction of conference facilities at the headquarters of the Economic Commission for Africa in Addis Ababa, Ethiopia. The project involves conference rooms of varying sizes together with the support facilities required for United Nations conferences, i. e. simultaneous interpretation systems, printing facilities, and dining facilities comprising in total approximately 50,000 square meters. Expressions of interest are invited from suitably-qualified companies which are able to provide full quantity surveying services, cost planning, value management, scheduling, contract administration, project management and related support.

Expressions of interest should be concise and as brief as possible, but should include:

1. Name and address of the interested firm and the specific group, division, etc. which is being proposed to undertake the work.
2. Specific project experience of the firm in comparable building construction projects during the past ten (10) years, and details of contractual responsibilities in those projects, as well as information on affiliations, where applicable, with firms offering similar specialized services in East Africa.
3. Summary curricula vitae of key personnel, with an explanation of the roles of each in the projects which are cited as relevant examples of recent experience.
4. Additional relevant information, such as financial statements, list of current projects, etc.

Expressions of interest, in English, must be received by the United Nations not later than 3.00 p.m., Monday 18 November 1985. They should be marked « Quantity Surveyor/Project Management Consultants » and should be addressed, confidentially, to:

Chief Purchase and Transportation Service Office of General Services Room 2149, Secretariat Building United Nations, New York 10017, USA

La publicité ci-dessus concerne un avis d'appel d'offres pour les Nations Unies au sujet de la construction en Éthiopie de salles de conférences.

TIREZ BIEN PLUS DE VOTRE IBM PC ORDI 30 F chez votre marchand de journaux

alternatives ÉCONOMIQUES

Nouvelle formule mensuelle DÉCHIFFREZ L'ÉCONOMIE AVEC UN REGARD CRITIQUE

EN KIOSQUE LE 7 OCTOBRE

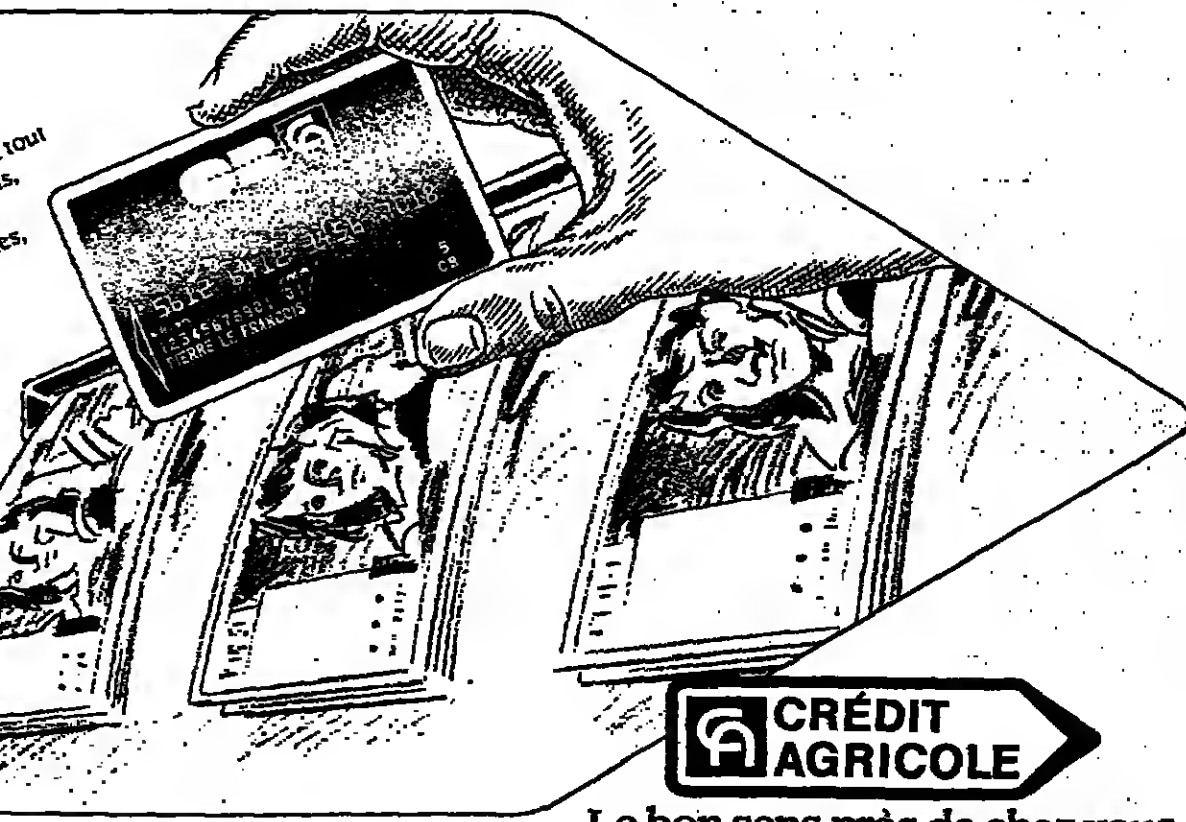
et à Alter ECO : 20, rue d'Assas 21000 Dijon (30) 73.22.28

AU SOMMAIRE D'OCTOBRE

- P. Bérégovoy « Mon libéralisme »
- L'intervention économique des salariés dans les entreprises en difficulté
- RFA : des banquiers pas comme les autres
- Bilan des TUC
- Le Système monétaire international

7 grammes de bon sens utiles à tout moment. Faire compliqué quand on peut faire simple, ça n'a pas de sens. Bientôt, partout en France, avec la nouvelle carte du Crédit Agricole, vous pourrez retirer à tout moment de l'argent liquide dans la presque totalité des distributeurs automatiques de billets, en façade des banques, dans de nombreuses gares, dans certains centres commerciaux. Alors si vous voulez les 7 grammes de bon sens qui ouvriront pratiquement toutes les portes, poussez la porte du Crédit Agricole, et réservez votre nouvelle carte dès maintenant.

Nouvelle carte du Crédit Agricole.



CRÉDIT AGRICOLE

Le bon sens près de chez vous.

TÉLÉCOMMUNICATIONS : le chemin américain

DÉCROCHEZ, faites le 1, et vous obtenez la Société française des télécommunications. Faites le 2, et vous avez accès aux lignes de la Compagnie générale de télécommunication. Le 3, et c'est l'Entreprise parisienne du téléphone, etc., les tarifs sont différents, l'abonnement aussi : régime de concurrence.

Rétablir la concurrence dans les télécommunications, abolir le monopole des PTT ? Des propositions de déréglementation dites « sectorielles » de l'opposition, aucune n'a eu autant de conséquences que celle-ci. Derrière le téléphone pointe en effet la télévision de demain. Modifier le paysage des PTT, c'est modifier l'avenir quotidien de 55 millions de Français. L'enjeu n'est pas mince.

Les Américains ont montré le chemin. La société - privée - qui détenait un quasi-monopole séculaire sur le téléphone outre-Atlantique, American Telephone and Telegraph (ATT), a été démantelée le 1^{er} janvier 1984 et la concurrence rétablie. Les Britanniques ont suivi : British Telecom a été privatisée et une société concurrente, Mercury (Mercury est le dieu des messages), a été créée par Mme Thatcher. Le Japon a emboîté le pas très habilement à sa manière. Les Pays-Bas, la Belgique, l'Italie s'interrogent.

Le mouvement est désormais mondial. A son origine, le constat qu'une seule entreprise (ATT aux États-Unis) ou une administration (en Europe) ne peut plus « tout faire bien » dans un domaine qui s'étend aussi vite que les communications. Forcément, à un moment ou à un autre, le monopole - fût-il remarquablement géré - conduira à freiner cette expansion, à limiter la création de nouveaux services, bref à

« ralentir le progrès » en voulant se protéger lui-même.

Il s'agit, il faut le noter, d'un retournement formidable de la pensée, puisque pendant un siècle les sociétés occidentales ont créé exactement le contraire. Démonstration avait été faite au dix-neuvième siècle que la concurrence de l'époque conduisait à l'anarchie - un abonné d'une compagnie ne pouvait joindre les abonnés des autres compagnies - et à la paralysie du développement du téléphone. Il avait fallu toutes les qualités de quelques hommes - dont l'un des fondateurs d'ATT, Théodore Vail (le Monde daté 1^{er}-2 janvier 1984) - pour prouver qu'un contraire le monopole était « naturel », car lui seul permettait d'éviter le chaos. Et somme l'économie non dirigée mais au moins « régulée », « réglementée », était la meilleure matrice du progrès.

Un modèle ébranlé

La révolution de la micro-électronique ébranle aujourd'hui ce modèle, car elle ouvre de nouveaux territoires d'expansion qui ne sont plus homogènes (le seul téléphone), mais multiples, hétérogènes. La croissance nouvelle nécessite une autre organisation. Laquelle ? Tout le débat est là entre les libéraux et ceux qui estiment que l'État a toujours son mot à dire, dût-il laisser au marché quelques pans de son fief d'antan. Avec entre les positions extrêmes une palette continue d'avis divers.

La France entre tout juste dans ce débat. Le « rattrapage » de l'équipement téléphonique du pays avait jusqu'ici mobilisé les énergies. Le modèle du monopole national s'appliquait d'ailleurs parce que seul l'État pouvait investir en dix ans les quelque 150 milliards de francs nécessaires. Aujourd'hui, que faire ? L'opposition est loin d'être unanime sur la question : les uns décalquant le modèle britannique,

Abolir le monopole des PTT, c'est modifier la vie quotidienne des Français.

d'autres l'américain, d'autres observant plutôt le Japon.

La convention libérale a conclu ses travaux sur la transformation de la direction générale des télécommunications (DGT) en société publique. Le statut d'administration serait donc abandonné. Mais pour l'heure il n'est guère question d'aller plus loin : privatiser cette société ne pourrait en tout cas se faire avant 1988. Toutefois, certaines filiales de la DGT qui ont déjà le statut d'entreprise de droit privé pourraient être - éventuellement - vendues.

Prudence due à la crainte des réactions syndicales ? A l'ampleur des capitaux privés qu'il faudrait mobiliser ? Sans doute. Mais cette attitude, provient surtout de l'inquiétante pauvreté des réflexions menées en France sur ce sujet. L'enjeu devrait pourtant mobiliser les centres de recherche, les économistes, les juristes, les historiens, les auteurs d'études de marché... La réflexion est réduite à quelques hommes isolés (1).

En outre, au-delà des grands principes, bien faciles à énoncer, la « déréglementation » des PTT pose des problèmes très concrets difficiles à aborder, surtout en public, par des hommes politiques.

● **D'abord les tarifs.** La concurrence rétablie ne se portera que sur les liaisons les plus rémunératrices, interurbaines et internationales, que les PTT surtaxent actuellement au profit des communications urbaines. Concurrents, les PTT ne pourront plus faire jouer cette « péréquation des tarifs » et la taxe de base subira inévitablement une forte hausse. Voilà qui risque d'inquiéter les électeurs.

● **Ensuite les « modèles »** américain et britannique. Aux

États-Unis, le rétablissement de la concurrence a provoqué un mécontentement réel des usagers. Outre la hausse des tarifs, ils reçoivent une épaisse facture à laquelle ils ne comprennent plus rien. Surtout, les concurrents d'ATT ont bien du mal à se développer. Trop nombreux, incapables de financer un plan d'équipement de qualité, beaucoup sont menacés de faillite. IBM y a vu une occasion et a repris 20 % du capital de MCI, le concurrent le mieux placé d'ATT.

De la même façon, en Grande-Bretagne, Mercury, malgré les coups de pouce du pouvoir, n'arrive pas à décoller. Mme Thatcher a dû elle-même s'opposer à l'accord qui souhaitait signer British Telecom avec IBM pour cause de création d'un empire monopolistique privé liant téléphone et ordinateurs.

La présence d'IBM

D'une façon plus globale, la présence d'IBM à chaque coin « déréglementé » des communications éveille peu à peu les esprits. Mercure, dieu des messages, est aussi le dieu du commerce... Tout se passe, objectivement, comme si les idéologies libérales ne servaient qu'à véhiculer les intérêts très particuliers du géant de l'informatique, qui ne cache pas que son objectif est désormais d'aller vers le réseau de télécommunications (2) et les grandes multinationales américaines en général.

Que conclure d'autre quand on observe le débarquement d'ATT en Europe chez Philips, chez Olivetti, et éventuellement en France ? Que penser d'une déréglementation des communications spatiales internationales promulguée par Washington qui se traduit par le lancement au-dessus

de l'Atlantique de satellites privés... américains ?

● **Enfin l'industrie française.** Face justement à cette poussée des multinationales américaines de la communication, faut-il vraiment faire sauter le dernier rempart qui reste, à savoir les PTT, puissance d'État ? Telle est bien la question qui se pose une fois dites les ingénuités idéologiques.

Le débat devient alors complexe. Car il faut aussi prendre en compte la politique incohérente menée par les socialistes. L'administration des PTT, géant technique et financier, est devenue un « pain politique » depuis 1981. Le ministère des finances puise à loisir dans ses caisses, gonflant son endettement (110 milliards de francs)... avec la bénédiction du Conseil constitutionnel. Soit dit en passant, un gouvernement de droite qui veut réduire les impôts bécottera avant de revenir sur cette pratique bien commode. Voilà qui explique que beaucoup des hommes politiques de droite au fait des astucies budgétaires s'opposent à la privatisation de la DGT.

Parallèlement à ce « hold-up », les socialistes ont confié la gestion du câble TV à des sociétés locales d'économie mixte - les SLEC - décision qui porte en germe une déréglementation. Les PTT restent une administration dont les agents sont des fonctionnaires et dont le budget est soumis aux impératifs généraux (emplois, prix), alors qu'elle baigne de plus en plus dans un environnement concurrentiel agité par la déréglementation internationale.

Le gouvernement, en 1983, a en outre confié à la DGT une mission qu'elle n'était pas faite pour assumer : la tutelle de l'industrie électronique. Bref la tâche du « rempart » a été élargie, alors que l'on savait sa base. A la fois société exploitante, autorité de réglementation et de normalisation, siège du monopole, et service de financement, les PTT mélangent les genres.

M. Mexandeau, ministre délégué aux PTT, l'a reconnu implicitement il y a quelques jours en annonçant qu'une réforme de structure était à l'étude (le Monde daté 22-23 septembre). Il s'agirait de soustraire à la DGT son rôle de tutelle sur l'industrie et de réglementation qui « remonterait » directement au ministère des PTT. La DGT réduite à l'exploitation du réseau pourrait alors mieux mobiliser son personnel et régler ses tarifs internationaux en fonction de la concurrence.

On ne cache pas dans la majorité que ce projet pourrait aussi « couper l'herbe sous le pied » de la droite. Il est temps, en tout cas, de réfléchir à un « modèle français » plus adapté que l'actuel. A condition de comprendre, à gauche comme à droite, que s'il faut aller vite, il faut aussi se garder de toute naïveté.

ERIC LE BOUCHER.

(1) Le livre de Jacques Darmon, *Le Grand Dérangement : la guerre du téléphone* (J.-C. Lattes 1985) a, dans ce désert, au moins le mérite d'exister.

(2) Voir « La guerre des communications » dans le Monde des 11, 12, 13 et 14 janvier 1984.

UNIVERSITÉ DE PARIS-VII

D.E.A. INFORMATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Préparation, par la recherche, à des carrières de responsables scientifiques et techniques dans l'industrie de l'information

Inscriptions : 1, rue Guy-de-la-Brosse, 75005 PARIS - Tél. 535-56-06

Nixdorf, être le même et partout différent.



Être le même et partout différent. Choisir Nixdorf, c'est mettre en place une organisation informatique unique, homogène, harmonieuse où les informations circulent d'un poste de travail à l'autre, des micro-ordinateurs aux grands systèmes.

Les solutions informatiques Nixdorf apportent à tous les services, les filiales, les unités de production - quelles que soient leur taille, leur activité, leur distance - la puissance de traitement et toutes les données nécessaires à

l'optimisation de leur activité.

A l'origine de cette souplesse, il y a la volonté de Nixdorf de considérer l'entreprise dans une vision globale où chacun des utilisateurs doit obtenir une réponse concrète à ses exigences.

Avec Nixdorf Comète®, par exemple, le logiciel leader de Nixdorf, près de 30.000 sociétés, dans 42 pays, ont choisi la souplesse, la facilité d'utilisation, les performances Nixdorf.

L'informatique Nixdorf, le pouvoir d'être unique et partout différent.

Nixdorf Computer S.A.
7-13, bd de Courbevoie
92200 Neuilly-sur-Seine
Tél. : (1) 747.12.70

Nixdorf Computer Lyon S.A.
2, avenue Georges Pompidou
69003 Lyon - Tél. : (7) 234.96.00

NIXDORF
COMPUTER

Je désire recevoir :

- ☐ la visite d'un ingénieur commercial,
- ☐ une documentation sur la gamme des matériels et logiciels Nixdorf

M. _____
Société _____
Activité _____
Adresse _____

Tél. _____

La chronique de Paul Fabra

DANS le puissant mouvement de dérèglementation qui, parti des États-Unis, va faire sentir son influence dans tous les grands secteurs d'activité soumis à la concurrence internationale, et dans lequel il faut d'abord voir un incomparable instrument de libération des énergies, il convient de distinguer deux inspirations. C'est ce que suggère le spectacle qui s'ouvre à Séoul, où se trouve transportée pour une petite semaine une institution témoin des désordres et des tensions qui ne cessent d'agiter le système monétaire et financier international depuis une bonne dizaine d'années. Le FMI, depuis qu'il joue un rôle effectif dans les affaires de ce monde, soit depuis un peu plus d'un quart de siècle, n'a cessé d'être à sa manière un instrument de dérèglementation, pour le meilleur et pour le pire.

Non pas qu'il faille penser que les mesures de suppression des contrôles et d'abolition des interventions de la puissance publique puissent se révéler, selon les circonstances, tantôt bonnes et tantôt mauvaises. Ou bien qu'il s'agisse en ce qui les concerne d'une question de dosage, selon lequel elles se montreraient bénéfiques tant qu'elles ne seraient pas poussées trop loin, et nocives une fois dépassées la mystérieuse ligne de démarcation. Cette idée que la liberté d'action accordée aux agents économiques n'est tolérable qu'à la condition que l'administration conserve bien soigneusement par-dessus elle les moyens de la reprendre, ou d'en contrebalancer les effets, la France n'a cessé de s'en flatter.

Comme on n'a jamais pu nous expliquer, ni théoriquement ni pratiquement, en quoi le plan est autre chose qu'un exercice permettant de faire croire résolus les problèmes posés, on est fortement poussé à conclure que, si le plan, déjà abandonné depuis longtemps dans les faits (depuis l'échec de Pierre Masse en 1965 pour imposer une politique des revenus), a attendu l'événement d'un pouvoir de gauche pour tomber complètement en désuétude, le raisonnement n'en dépense pas à M. Michel Rocard — que ses laudateurs ont dû vite s'apercevoir à l'expérience qu'il s'agissait d'une fausse bonne idée.

S'ils ne l'ont pas appliquée, c'est parce qu'elle est inapplicable. La tentative mort-née de ressusciter le mythe de la planification à la française a sans doute beaucoup contribué à faire justice de l'illusion selon laquelle le meilleur des gouvernements économiques est celui qui concilie libéralisme et dirigisme « intelligent ». En élevant ce désir de conciliation à la hauteur d'une règle de conduite, on risque — on a pu s'en rendre compte en maintes occasions — de cumuler les inconvénients plutôt que de jurer des avantages supposés des deux régimes. Voilà pourquoi on a commencé à regarder avec envie la politique hardie de dérèglementation inaugurée aux États-Unis par le président Carter.

Dérèglements

un homme « de gauche », et poursuivie et amplifiée par le président Reagan.

C'est ici qu'il serait utile de méditer sur l'expérience du FMI, qui, par la portée internationale des conséquences qu'elle a eues, offre comme une image démesurément grossie de ce qu'il convient de faire et d'éviter en la matière. L'œuvre de dérèglementation monétaire menée sous l'égide ou avec la bénédiction des autorités monétaires internationales a été de deux ordres. Elle a d'abord consisté à rétablir la convertibilité des monnaies des pays développés entre elles, un tribut dont seules pouvaient se prévaloir, dans le monde encore convalescent des années 50, le dollar et le franc suisse.

CETTE grande réforme, sans quoi la libération des échanges — qui fut vraisemblablement la force motrice principale de l'essor économique prodigieux des trente dernières années — ni par conséquent le Marché commun européen n'eussent été possibles, fut accomplie pour les autres devises du monde industrialisé en 1959 (un peu plus tard pour le Japon).

La convertibilité nécessaire aux échanges est celle que les experts qualifient d'externe ; c'est celle qui permet à un Allemand ou à un Anglais qui a des francs entre les mains (parce que, par exemple, il a exporté en France) de pouvoir les changer sans limite et sans auto-

risation contre n'importe quelle autre devise de son choix. Avec le produit d'une exportation en France, il pourra en conséquence financer une importation en provenance de n'importe quel autre pays.

Sans convertibilité externe du franc, il ne pourrait avec ses francs qu'acheter en France (ainsi, les roubles ou les dirhams marocains, deux des nombreuses monnaies inconvertibles, ne sont utilisables qu'en URSS ou au Maroc).

On comprend que seules les monnaies offrant cette faculté ont un statut international externe, qui est obligatoire au regard des statuts du Fonds monétaire (habilité à accorder beaucoup de dérogations), mais n'exclut pas le contrôle des changes pour les résidents, ce qui est le cas pour le franc, la lire italienne, etc.

Le haut du panier est constitué par la petite groupe de monnaies qui peuvent être converties librement aussi bien par les non-résidents que par les résidents. Outre le dollar et le franc suisse déjà cités, le mark allemand, le livre sterling (depuis 1980), le florin néerlandais et quelques autres.

Du temps où les accords de Bretton-Woods (conclus en 1944 pour organiser le système monétaire de l'après-guerre et qui ne furent appliqués dans leur plé-

nitude qu'entre 1959 et 1971) étaient en vigueur, les pays membres du Fonds monétaire avaient l'obligation de maintenir fixe la valeur de leurs monnaies respectives sur les marchés des changes. Une obligation que les autorités nationales pouvaient facilement satisfaire tant que leurs affaires intérieures étaient gérées « en bon père de famille ».

MALHEUREUSEMENT, ce principe élémentaire a été « oublié » à partir du moment où l'accumulation des déficits internes (budgétaires) et externes (balances des paiements) a rendu impossible son respect. Malheureusement aussi, le Fonds monétaire n'a que trop facilement consenti à cet abandon, contribuant par son consentement à faire passer pour une nouvelle victoire de l'économie de marché, pour une ultime dérèglementation, la généralisation des taux de change « flottants », qui n'était que la conséquence inévitable d'un dérèglement général.

C'est à ce critère qu'il convient de juger les dérèglementations proposées. S'agit-il, comme c'est très souvent le cas en matière d'énergie, de transport, de communication, de la répudiation des entraves administratives, d'essence malthusienne ? Ou bien s'agit-il, sous couvert d'affranchissement des contrôles, comme les États-Unis en donnent plusieurs exemples en matière financière et bancaire, d'un aveu d'impuissance devant les débordements d'un système que personne ne maîtrise plus ?

FINANCES : un certain vertige de libéralisation

(Suite de la page 33.)

L'opposition, dans son ensemble, manifeste la volonté d'aller bien au-delà des mesures prises par le pouvoir, lesquelles seront avalisées puisqu'elles s'inscrivent dans un processus de modernisation et d'ouverture absolue incontestable. On trouve même, dans ses rangs, des hommes qui regrettent de n'avoir pu, ou su, les mettre en œuvre avant le 10 mai 1981. Mais il conviendrait, maintenant, de faire coïncider dérèglementation et désétatisation.

Pour le RPR, dans son ambition « Proposition de loi sur le commerce de banque », les maîtres mots sont « liberté » et « banalisation ». Liberté de la création d'établissements et de l'ouverture de guichets (actuellement limités), liberté d'implantation des banques étrangères (à titre réciproque toutefois). Sur-tout, le système bancaire sera banalisé. Les « privilèges » seront supprimés : sont visés aussi bien les livrets A, exonérés d'impôt, des caisses d'épargne — qu'un autre projet de loi « rénovera » — que le « livret bleu », également exonéré, du Crédit mutuel, et que,

en principe, la distribution exclusive des crédits bonifiés à l'agriculture par le Crédit agricole. De plus, il serait « interdit à toute collectivité publique de prendre des mesures dont l'effet, direct ou indirect, serait de nature à fausser la concurrence dans le commerce de banque », avec une dérogation pour les PTT, « à titre transitoire » et des projets un peu « assassins » pour la Caisse de dépôts, désétatisée.

La fiscalité de l'épargne

Du côté de l'UDF, on veut aussi déréglementer les banques, les assurances, supprimer l'encadrement du crédit en confiant à une Banque de France « totalement indépendante » le soin de régler la création monétaire par une politique « modérée » de taux d'intérêt. Il semble qu'on y nourrisse des préoccupations particulières et assez originales en ce qui concerne l'épargne, dont le traitement fiscal serait « normalisé » et « rééquilibré ». Ainsi, les revenus des capitaux à risque (les actions) ne seraient plus pénalisés par rapport à ceux des capitaux à revenu fixe (les obligations,

notamment) et bénéficieraient d'un avoir fiscal porté de 50 % à 100 %.

L'idée est d'unifier complètement le régime fiscal de tous les produits financiers à long, moyen et court terme, assujettis normalement à l'impôt sur le revenu sans exonérations ni avantages spéciaux. Cela conduirait, par exemple, à atténuer ou supprimer, par étapes, le prélèvement libératoire de 25 % sur les coupons des obligations. De quoi frapper d'impôt sur place les fonctionnaires du Trésor, qui ont pour cet avantage né en 1965 et pour les obligations (emprunts d'État notamment) les yeux de Chimène.

L'UDF ajoute encore la liberté de rémunération de l'épargne par le marché financier, ce qui implique que la liberté des taux d'intérêt (sur les dépôts recueillis) et débiteurs (sur les crédits distribués).

Là, tout devient explosif, car cette dérèglementation, la vraie, qui permettrait à tout le monde de tout faire, ferait apparaître cruellement qu'il y a trop de points de vente bancaires, donc trop d'établissements et de personnels. Ce serait un phénomène aux conséquences incalculables, que l'échec de la dérèglementation, mais absolument pas d'éviter.

PRIX : la liberté, mais dans la concurrence

(Suite de la page 33.)

Puisque la réglementation n'existe ni en Allemagne fédérale ni aux États-Unis, où l'inflation des cours des matières premières, jamais, pourquoi devrait-elle se maintenir en France ? L'opposition est d'autant plus fondée à poser cette question qu'elle a éprouvé le principe avant de perdre les élections de 1981. Les prix de l'industrie ont été libérés, à la production, au cours de l'été 1978. La libération des marges du commerce est intervenue en janvier 1980.

Enfin, la législation a été assouplie pour les loyers, l'hôtellerie et la restauration. On soulignera au passage en effet que, pour les services, le gouvernement de M. Barre a cru devoir prendre quelques précautions, la concurrence de jouer par ce secteur le rôle qu'elle joue dans l'industrie. Il ne faudra pas l'oublier.

Avec le recul du temps, on peut se demander quels ont été les effets des mesures prises entre 1978 et 1980. A première vue, on serait tenté de croire que les résultats n'ont pas été mirobolants. Les prix, qui avaient augmenté en moyenne de 9,1 % en 1978, s'accroissent de 10,8 % l'année suivante et de 13,6 % en 1980. Mais, si l'on se reporte à l'analyse que font de la situation M. Nicole Desprez et M. Philippe L'Hardy dans *Economie et Statistique* de septembre 1980,

on voit tout de suite ce qui s'est passé.

Les prix industriels à la production, comme partout ailleurs, ont subi le contre-coup de l'élévation des cours des matières premières. Les mesures de libéralisation que venait de prendre le gouvernement ont amplifié le phénomène, les industriels en profitant pour « se mettre à jour » sans tarder. « Un régime réglementaire », notent les auteurs, les aurait obligés à étaler dans le temps leurs relèvements.

Deux exemples

Plus récemment, on a assisté à deux réactions différentes à la faveur de deux dérèglementations. La première concerne les constructeurs d'automobiles, dont les prix ont été libérés en juillet. Peugeot et Citroën ont profité aussitôt pour rattraper ce qu'ils considéraient comme un retard, et ont augmenté leurs tarifs de 4,5 %. Nul ne doute aujourd'hui que cette hausse leur aura fait perdre quelques parts de marché en favorisant la pénétration étrangère.

En revanche, la libération des prix des carburants a eu pour effet de faire baisser les prix à la pompe (moins 32 centimes pour le super rien qu'entre la mi-juin et le mi-septembre). Ultime démonstration de ce qui peut se passer en matière de prix : la liberté ne se conçoit que dans le cadre d'une concurrence réelle. Les constructeurs d'automobiles,

qui contrôlent encore à deux 70 % du marché national, ont cru pouvoir négliger ce principe. Les compagnies pétrolières, en revanche, n'ont pu l'ignorer, les automobilistes s'étant pris au jeu en marquant leur préférence pour les distributeurs les moins chers.

L'opposition n'ignore pas ces données, puisqu'elle envisage de modifier, pour la renforcer, la réglementation sur la concurrence. Dans sa proposition de loi, l'ancien président de la République qui souligne que « l'abrogation des ordonnances ne doit naturellement pas conduire à la disparition des règles nécessaires au bon fonctionnement de la concurrence, à sa protection contre les ententes et les abus de position dominante », il entend maintenir certaines dispositions prévues à ce titre par les ordonnances ou les additifs qui leur ont été apportés au fil des ans.

C'est sur ce point évidemment que tout se jouera. On l'a bien vu dernièrement avec l'affaire des hôtels : en juillet, le ministre de l'économie et des finances est revenu sur la liberté qu'il leur avait accordée de fixer leurs prix, certaines hausses, affirmait-il, ayant atteint 30 % et plus ! Quelle loi sur la concurrence permettra de réfréner ces abus ? Une loi si contraignante qu'elle équivaudrait à une réglementation des prix, ou une loi par trop laxiste et donc inopérante ? Car l'esprit libéral ne souffle pas toujours où il veut.

FRANÇOIS SIMON



**SUP DE CO
NANTES**

vous invite...

à une conférence-débat sur le thème
L'ART et l'ARGENT

Véra Belmont
productrice de cinéma

Luc Besson
réalisateur de cinéma (Subway, Le dernier combat)

César
Jean-Maurice de Montrémy
responsable du service littéraire de « La Croix »,
producteur à France Culture

Maurice Rheims
de l'Académie Française

Jacques Rigaud
administrateur délégué de la Compagnie Luxembourgeoise de
Télédiffusion, président de l'ADMI.C.A.L.

Débat animé par Régis HANRION,
professeur de lettres en classes préparatoires H.E.C.

Mardi 15 octobre 1985 à 19 h 45
PARIS - Hôtel Hilton-Suffren
18 avenue de Suffren - 15^e

Dans le cadre de sa collection
« ANALYSES DE SECTEURS »

le groupe DAFSA KOMPASS vient de publier une étude sur

**LES ENTREPRISES DE CHIMIE FINE
ET DE SPÉCIALITÉS DANS LE MONDE**

La chimie fine et les spécialités chimiques ont été les grands enjeux stratégiques des industries chimiques au cours des dernières années. Face à l'avenir incertain des productions lourdes, à la hausse des prix des produits pétroliers, au tassement de la demande et à l'apparition de nouveaux pays producteurs, les activités de chimie fine et de spécialités sont apparues comme une opportunité de redéploiement à l'abri des turbulences conjoncturelles.

Dans cette période de mutation des industries chimiques, rares ont été les groupes qui, à l'image de Du Pont de Nemours ou de BASF, ont disposé des moyens nécessaires pour, tout à la fois, consolider leur intégration vers l'amont pétrolier, et mettre en œuvre une stratégie de diversification vers les industries de chimie fine et de spécialités.

De nombreux groupes, tant aux États-Unis qu'en Europe et au Japon, ont choisi de se désengager des productions lourdes pour se redéployer vers des activités à plus forte valeur ajoutée. Ces décisions se sont souvent accompagnées de la prise de contrôle de sociétés de chimie fine et de spécialités, et d'une augmentation rapide des budgets de recherche et développement.

Parmi les secteurs d'activité qui ont fait l'objet de nombreuses acquisitions de sociétés par les groupes chimiques, on peut ainsi citer la pharmacie, les pesticides, les essences et arômes, les produits et matériaux pour l'électronique, les pigments, colorants et encres.

Certaines diversifications n'ont cependant pas apporté les résultats escomptés, et plusieurs grands groupes chimiques ont décidé de revenir vers leur métier de base.

Les structures industrielles et la stratégie des sociétés dans la chimie fine et les spécialités ont été analysées aux États-Unis, en Europe occidentale et au Japon. Plus d'une centaine de sociétés sont passées en revue.

Une soixantaine de groupes et de sociétés intervenant dans les industries de chimie fine et de spécialités dans le monde ont été analysés en détail : présentation et évolution de l'activité au cours des cinq dernières années, analyse des comptes au moyen d'une batterie de ratios de gestion, de structure financière, de résultat et de rentabilité.

Cette étude est disponible à DAFSA
7, rue Bergère, 75009 Paris, tél. : (1) 233-21-23.

**Faites vos séminaires
dans un Monument
Historique.**

584^F

Découvrez le charme
unique d'Holiday Inn République.
L'hôtel idéal pour vos séminaires
(hôtel 4 étoiles, salle pouvant
contenir 300 personnes, 16 salles
de réunion, équipement
audiovisuel très complet).

584 F ce prix comprend par
personne :
• Hébergement en chambre

double (171 F de supplément pour
une chambre individuelle).
• Petit déjeuner buffet américain.
• 1 salle de réunion.
• 2 pauses café.
• Déjeuner avec boissons et
café compris.
• Tarif valable du 1/12/85 au
31/12/86, selon disponibilité et
réservation préalable, pour un
minimum de 10 personnes :
10 place de la République
Paris 75011 - Tél. : (1) 355 4434
Téléc. : 210651 Hôlin F

La rencontre du Paris Historique et du Paris des Affaires.



Holiday Inn
Paris de la République

الاصحاح الاول

économie

REPÈRES

Dollar : reprise soudaine à 8,10 F

Solidement orienté à la baisse à la veille du week-end, et tombé à moins de 8 F à Paris (7,9570 F), le dollar s'est soudainement raffermi lundi matin 7 octobre, remontant à 8,10 F et plus de 2,65 DM à Francfort contre 2,61 DM vendredi 4 octobre. A l'origine de cette reprise inattendue (les opérateurs voyaient le dollar glisser à près de 7,50 F et de 2,50 DM) : on trouve une rumeur en provenance d'Asie (Hongkong-Singapour) et du Moyen-Orient. A Séoul, où se tient la réunion du Fonds monétaire international, M. Karl Otto Poehl, président de la Banque fédérale d'Allemagne, a dit avoir confié que les cours du dollar étaient tombés à un niveau acceptable et qu'il en était satisfait. Il aurait ajouté que le mouvement de baisse de billet vert était le meilleur que nous pouvions attendre. Les marchés financiers internationaux ont donc réagi, peut-être avec excès, et le mouvement n'allait pas se poursuivre dans l'immédiat, et que les banques centrales cesseraient d'intervenir. Immédiatement, ils ont racheté les dollars vendus à découvert, d'où la reprise de ce début de semaine.

Pétrole : les stocks au plus bas depuis dix ans

Les stocks détenus par les compagnies et les Etats dans les pays de l'OCDE sont tombés, au 1^{er} octobre, à 413 millions de tonnes, soit le plus faible niveau depuis 1975, estime l'Agence internationale de l'énergie dans son bulletin mensuel. Exprimés en jours de consommation, les stocks représentent 73 jours, soit le niveau le plus faible depuis 1978 (71 jours). La consommation dans les pays développés a encore diminué de 2 % au troisième trimestre, après avoir décliné de 3,5 % au second et de 2 % au premier trimestre. Sur l'ensemble de l'année, la consommation devrait baisser de 2,3 % par rapport à l'an passé et devrait rester en 1986. La production des pays de l'OPEP est tombée, au troisième trimestre, à 14,9 millions de barils/jour et est légèrement remontée en septembre, la demande adressée à l'OPEP devant atteindre 16 millions de barils/jour au dernier trimestre de l'année.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
SE-IL	8,0920	+ 95	+ 110	+ 165
S. can.	5,9187	+ 31	+ 30	+ 43
Yen (100)	3,6950	+ 102	+ 112	+ 135
DM	3,8478	+ 131	+ 143	+ 157
Fr. helv.	2,7854	+ 85	+ 94	+ 103
S. B. (100)	15,6241	+ 55	+ 113	+ 165
S. S.	3,7188	+ 179	+ 197	+ 207
L. S. (100)	4,5118	+ 197	+ 165	+ 207
£	11,4461	+ 236	+ 281	+ 381

TAUX DES EUROMONNAIES

.....	7 3/4	8	7 15/16	8 1/16	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	
-------	-------	---	---------	--------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	--

MONNAIES

AU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Les Etats-Unis demandent une relance des crédits privés au tiers-monde

De notre envoyé spécial

Séoul. - Il se confirme sur la scène monétaire et financière internationale ce que savent les analystes de la politique internationale américaine : la deuxième administration Reagan, même s'il lui arrive encore de faire usage de l'ancienne rhétorique d'inspiration conservatrice, s'est beaucoup rapprochée du centre. On a pu s'en apercevoir, samedi 5 et dimanche 6 octobre, à l'occasion, notamment, de la réunion du comité intermédiaire (organe politique suprême du Fonds monétaire international), où les cent quarante-neuf pays membres de cette institution ont voté, par une large majorité, pour les plus importants d'entre eux - les « cinq » - soit par groupe, par les ministres de vingt-deux pays.

M. James Baker, secrétaire au Trésor, s'est montré beaucoup plus souple que son prédécesseur il y a un an. Il n'a pas insisté par exemple pour obtenir une réduction nette qui symbolique de ce qu'on appelle « l'impôt dérogatoire aux ressources du Fonds », une procédure exceptionnelle, en principe destinée à disparaître, permettant à un pays en difficulté d'emprunter à cette institution, sur une période de trois ans, trois à quatre fois, parfois davantage, le montant de son quota (contribution de chaque nation aux ressources du FMI).

A la précédente assemblée générale, les positions défendues par les Etats-Unis semblaient implicitement fondées sur le proverbe : « Aide-toi, le ciel t'aidera » (peut-être).

Au cours de la réunion qui a eu lieu samedi entre les représentants des pays « donateurs » de l'Association internationale de développement, filiale de la Banque mondiale, spécialisée dans les prêts à long terme, l'Américain s'est pourtant encore trouvé celui qui défendait les amendements les plus sévères à apporter éventuellement aux pratiques actuelles. Aucune décision n'a été prise sur une réduction (du reste

jugée par beaucoup d'autres pays « raisonnable » de cinquante à trente-cinq ans de la durée des prêts, une diminution de dix à sept ans de la période de grâce (pendant laquelle aucun remboursement n'est effectué), et l'imposition d'un taux d'intérêt pour les crédits financiers les plus rentables. Cependant, le souci du représentant américain de faire la différence entre les

des trois prochaines années, les prêts de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine, laquelle vient - ce ne peut être tout à fait fortuitement - de publier un rapport très critique sur les politiques d'ajustement aux « gros débiteurs » de l'Amérique latine. Alors que ces deux institutions ont prêté ensemble, pendant la période triennale 1983-1985, environ 10 milliards de dollars

La pression du Congrès et de l'opinion ont poussé Washington à s'écarter de la doctrine conservatrice défendue par la première administration Reagan

projets et les pays utilisateurs ralliant l'évolution survenue au sein du Congrès depuis que les nouvelles alarmantes sur la famine sévissant dans certains pays d'Afrique ont ému l'opinion.

Sur l'essentiel de ses propositions, celles concernant à la fois des concours accrus de la Banque mondiale aux pays qualifiés de « gros débiteurs » (pratiquement tous latino-américains) et l'appel lancé aux banques commerciales pour qu'elles augmentent leurs crédits à ces mêmes nations, M. James Baker n'a pas, contrairement à l'attente, fait de nouvelles « révélations ». Le secrétaire du Trésor, assure-t-on, se réserve pour l'intervention qu'il doit faire à la tribune de l'assemblée générale, mardi.

Augmenter les prêts
Cependant, on en sait assez sur ces propositions, que M. Pierre Bérégovoy qualifie d'« intéressantes », à condition qu'elles se traduisent bien par l'« addition de prêts supplémentaires des institutions et de crédits bancaires nouveaux », pour dire qu'elles ne sont ni réellement précises, ni vraiment nouvelles. Pourtant, elles marquent un changement dans l'attitude américaine.

M. Baker, semble-t-il, voudrait voir fortement augmenter, au cours

de ces pays et envisager de faire passer ce montant à 14 milliards environ pendant la période 1986-1988. M. Baker proposerait de le porter à quelque 20 milliards. Cela impliquerait une augmentation substantielle du « capital » de la Banque mondiale, sinon son doublement, qu'il a réclamé pendant le week-end le comité dit des « vingt-quatre », qui représente l'ensemble des pays en développement, et que préside cette année le ministre de l'économie de l'Argentine, M. Juan Sourrouille ? Les Américains ne disent mot sur cette question, mais laissent entendre que le sécrétaire de l'administration Reagan est seulement de ne pas demander en même temps au Congrès d'approuver un accroissement du capital de la Banque mondiale (qui s'analyse en fait comme l'octroi d'une garantie supplémentaire apportée par les pays industrialisés à cette institution) et une contribution américaine plus importante pour l'AID à partir de 1987.

Les crédits de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine sont remboursables en quinze ans et davantage (contre trois à cinq ans pour ceux du FMI). Il s'agit donc, sous couvert de prêt, d'un ajustement structurel à long terme - nu de financement d'investissements, de fournir des crédits à remboursement échelonné aux pays endettés pendant la période critique à venir.

caractérisée par de grosses échéances.

Quelles que soient les ressources des institutions officielles, elles seront très insuffisantes pour faire face aux besoins des pays débiteurs. D'où la démarche faite par M. Baker auprès des grandes banques commerciales américaines, chargées, bien sûr, d'entraîner dans leur sillage leurs collègues européennes, pour leur demander d'augmenter leurs concours de crédits, et donc leurs risques, auprès de ces pays.

Le secrétaire américain au Trésor estimerait souhaitable que les banques, globalement, augmentent de 1 % à 2,5 % par an leurs nouveaux crédits et fournissent par ce moyen à l'Amérique latine endettée quelque 25 à 30 milliards de dollars d'argent frais pendant les trois prochaines années. Belle stratégie sur le papier : on donne les moyens de la « croissance », le maître mot de ces révisions, aux pays qui en ont le plus besoin. Mais stratégie qui risque d'être interprétée comme une nouvelle fuite en avant. « On se moque de nous : on nous reprochait naguère notre imprudence », dit le directeur d'une importante banque française.

S'il n'a pu enfin obtenir un aval pour son projet d'extension du rôle de la Banque mondiale, M. Baker, avec l'appui de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne, du Japon et des Pays-Bas, s'est efficacement opposé à la demande des pays en voie de développement, de M. Jacques de Larosière et de plusieurs pays industrialisés, dont la France, visant à autoriser le FMI à procéder à une importante émission de droits de tirage spéciaux, que M. Bérégovoy aurait voulu égale à 20 milliards. Au train où vont les choses, ne verrait-on pas bientôt M. Baker abandonner sa position intransigente ? Il est si tentant, quand on s'est donné les moyens apparents d'augmenter d'un trait de plume les liquidités, d'apporter par cette facilité un soulagement passager aux débiteurs.

PAUL FABRA.

LES PRIX ROLEX A L'ESPRIT D'ENTREPRISE 1987

A NOUVEAU, NOUS NOUS ADRESSONS A TOUS CEUX DONT L'INITIATIVE ET L'ORIGINALITE NOVATRICE VONT PERPETUER LA TRADITION.



1975: BILL LADLEY (Pompier), récompensé pour son rôle de premier intervenant lors d'un incendie de camion, pour l'énergie et l'initiative de combats d'incendie d'urgence.
1981: MILAN MAROVIC (Nageur), récompensé pour son rôle de premier intervenant lors d'un incendie de camion, pour l'énergie et l'initiative de combats d'incendie d'urgence.
1984: DONALD PERCY (Pompier), récompensé pour son rôle de premier intervenant lors d'un incendie de camion, pour l'énergie et l'initiative de combats d'incendie d'urgence.

Les Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise ont été créés en 1976 avec pour seule mission d'encourager l'esprit d'entreprise individuelle partout dans le monde par la reconnaissance d'efforts personnels et de contributions particulières méritant d'être cités en exemple dans des domaines spécifiques de l'initiative humaine. Les qualités que ces Prix ont pour but d'honorer sont celles-là mêmes qui ont fait l'histoire de Rolex et la personnalité des possesseurs de Rolex.

Aujourd'hui, Rolex est heureux d'annoncer que 250 000 francs suisses seront à nouveau partagés entre cinq lauréats à l'initiative humaine qui auront conçu et développé des projets faisant preuve d'un exceptionnel esprit d'entreprise.

Chacun d'eux recevra en outre un chronomètre en or spécialement gravé à son intention.

DOMAINES D'APPLICATION DES PROJETS.

Les projets devront relever de l'une des trois catégories suivantes : Sciences appliquées et Inventions ; Explorations et Découvertes ; Ecologie. Ils seront examinés par le jury des Prix Rolex en fonction de l'esprit d'entreprise qu'ils expriment, de leur originalité et de leur possibilité de réalisation.

Les projets déjà primés qui sont décrits ci-dessus sont le parfait exemple des qualités qui ont favorablement impressionné les jurés précédents. Le jury actuel, tout aussi éminent, appliquera les mêmes critères de sélection.

Si toutefois votre projet ne relevait pas des compétences techniques

du jury constitué, Rolex ferait appel à des spécialistes dans le monde entier pour l'évaluer et lui donner toutes ses chances.

Un livre relié intitulé "Spirit of Enterprise - The 1987 Rolex Awards" abondamment illustré de photos en couleurs, présentera de manière détaillée quelques idées parmi les plus inventives, les plus fascinantes, les plus stimulantes conçues par des hommes et des femmes du monde entier. La publicité donnée aux projets figurant dans les livres précédents a fréquemment contribué à susciter une aide complémentaire provenant de sources très diverses.

MODALITES DE PARTICIPATION.

Votre candidature doit être rédigée en anglais sur une formule officielle de participation et parvenir au Secrétaire avant le 31 mars 1986.

Pour obtenir cette formule officielle de participation aux Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise 1987, le règlement et les conditions d'inscription, écrivez à l'adresse suivante : Secrétaire des Prix Rolex à l'Esprit d'Entreprise, Boîte Postale 178, 1211 Genève 26, Suisse.

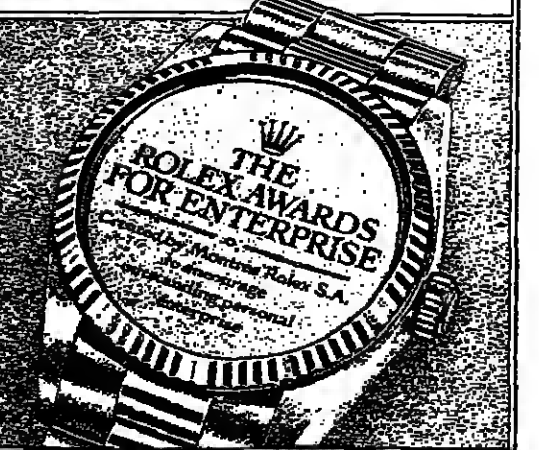
Les Prix seront décernés à Genève à la fin du mois d'avril 1987.

Originalité, Imagination, Esprit d'entreprise. Si vous possédez ces trois qualités, ne laissez pas passer votre chance.



LE JURY DES PRIX ROLEX A L'ESPRIT D'ENTREPRISE 1987

- PRÉSIDENT :**
Monsieur André J. Heimgartner (Suisse), Administrateur délégué et directeur général de Montres Rolex S.A. Genève.
- MEMBRES :**
Dr. George V.B. Cochran (Etats-Unis), Professeur d'orthopédie clinique, Université de Columbia, New York, Ex-président de l'Explorers Club.
Madame Fleur Cowles (Grande-Bretagne), Peintre et écrivain.
Membre du Conseil Consultatif du World Wildlife Fund.
Dr. Xavier Fructus (France), Médecin-spécialiste en physiologie hyperbarique, Directeur scientifique de la Comex Marseille.
Professeur Yoshimune Ikeda (Brésil), Océanographe, spécialiste de l'Antarctique, professeur à l'Institut Océanographique de l'Université de São Paulo.
Monsieur Kisho Kurokawa (Japon), Architecte, président de Kisho Kurokawa Architect and Associates, Directeur de l'Institut d'Ingénierie Sociale, Tokyo.
Monsieur Hans Joachim Panitz (République Fédérale d'Allemagne), Ingénieur en télécommunications, Directeur des opérations de charges utiles au Centre Allemand de Recherche Aéronautique (D.F.V.L.R.), Cologne.
Professeur Carlo Rubbia (Italie), Prix Nobel 1984, Physicien, Directeur de projet au CERN (Laboratoire Européen pour la Physique des Particules).
Monsieur Robert Selmait (Belgique), Archéologue sous-marin, écrivain.



BOURSE

La BIP première banque d'arbitrage

C'est une entreprise singulière qui est devenue « publique » le 4 octobre par l'introduction de son capital au second marché de la Bourse de Paris, sous la conduite de la Société générale, de la Midland Bank SA, de la Compagnie financière Tradition, une maison de courtage suisse, et de la charge Meschery-Roussel. La Banque internationale de placement (BIP) est ce qu'on appelle jusqu'à maintenant une banque de « trésorerie », c'est-à-dire dépourvue de guichets et d'activités de crédit, chargée de gérer au mieux certaines liquidités, et accède le plus souvent à un grand établissement : Natixis Trésorerie pour la BNP, BICIT par le Crédit lyonnais, une filiale commune en formation pour le Crédit agricole et le Crédit commercial, et un projet pour le Crédit industriel et commercial.

Aujourd'hui, on dit plutôt banque d'arbitrage, tout au moins pour la BIP, dont c'est la vocation. Créée il y a cinq ans par la Société générale (46 %), la Midland Bank SA (24,50 %) et le groupe suisse Financier tradition (19,50 %), présidée par M. Roger Sabot, dirigée par M. Henri Plisson, elle peut certes, s'appuyer sur le crédit des banques fondatrices.

Dès son origine, pourtant, la BIP a choisi d'opérer sur un créneau bien spécifique, celui des arbitrages (achats et ventes simultanés) entre instruments porteurs de taux d'intérêt en France et à l'étranger sur les

marchés monétaires (bons du Trésor, certificats de dépôts ou obligataires) à terme et conditionnels (options). Recherchant des « différences » instantanées sur les mêmes échéances, elle se couvre systématiquement contre le risque de taux, de change (opération sur les mêmes monnaies), de liquidité (instruments très négociables) et de signature (recherche de la qualité). Pour ce faire, la souplesse et la rapidité, qu'on ne trouve pas toujours dans les grands établissements, trop rigides, sont indispensables, de même que des équipes de spécialistes à haut niveau, provenant, le plus souvent, de l'enseignement supérieur, essentiellement, et, signe des temps, des scientifiques, d'abord formés aux pratiques financières, il faut croire que cette combinaison, appuyée sur un outil informatique de pointe et un décloisonnement systématique des activités et des hommes, a bien réussi, puisque la BIP, avec cent dix personnes seulement, dont 44 % cadres et 33 % d'universitaires, aura dégagé 43 millions de francs de bénéfice net en 1984, et plus de 50 en 1985. Ayant développé, en outre, un secteur ingénierie financière pour les grandes entreprises, la BIP préfère de manière assez fascinante ce que sera une partie de la banque de demain, à la croisée des marchés, à cheval sur les fusées horaires et prête à tirer — pardon, à réagir — plus vite que son ombre.

F. R.

SOCIAL

M. KRASUCKI ANNONCE UN « MOUVEMENT FORT » POUR LE 24 OCTOBRE

Invité de RMC, le 6 octobre, M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, a fait publiquement connaître son accord avec les actions décidées ou annoncées pendant qu'il se trouvait à Moscou.

Ainsi, il a justifié la journée nationale interprofessionnelle prévue pour le 24 octobre, dont le bureau confédéral avait arrêté le principe avant son départ. « Il faut y aller fort et tous ensemble », a déclaré le secrétaire général de la CGT, en soulignant qu'un « grève générale » ne se programme pas. Prenant appui sur la récente grève des cheminots, sans préavis, qui « s'est étendue comme une traînée de poudre avec la CGT en tête », M. Henri Krasucki a rappelé qu'il revient au syndicat de « créer une situation qui permette aux travailleurs d'agir ».

Le secrétaire général a ensuite réfuté les rumeurs sur sa « mise à l'écart » par d'autres communistes et expliqué que la CGT, face au gouvernement, « n'agit pas en fonction de sa couleur mais par rapport à ce qu'il faut ».

Enfin, M. Krasucki a soutenu l'action de la délégation CGT qui, à la suite d'un incident, a provoqué la suspension sine die de la négociation UNEDIC.

LA FÊTE DE FORCE OUVRIÈRE M. Bergeron joue la modération

Quand il fait la fête... le syndicalisme fait encore recette. La cinquième « fête de l'unité » de FO, les 5 et 6 octobre, sur la pelouse de Reuilly, à Vincennes, a reçu un très grand nombre de visiteurs (20 000 selon les organisateurs). Pour attirer les foules, l'organisation syndicale avait soigné son affiche avec une pléiade de vedettes : Colette Renard, Mouloudji, Nicole Croisille, Thierry Le Luron, Linda de Souza, Enrico Macias.

Précédé par les Chœurs de France et l'Orchestre Colonne qui ont interprété une série de « refrains du peuple », M. André Bergeron a prononcé un long discours d'une heure et quinze minutes (le Monde daté 6-7 octobre), interrompu une trentaine de fois par les applaudissements de plus de huit mille personnes. Le secrétaire général de FO a lancé plusieurs mises en garde au patronat sur le SMIC, mais aussi sur l'assurance-chômage. « Tout doit être mis en œuvre pour qu'un accord se fasse », a-t-il souligné. Si par malheur la négociation échouait, c'est la nature même du régime d'assurance-chômage qui serait en cause. Il risquerait fort, en effet, de tomber sous la coupe de l'Etat. A cela, personne n'aurait rien à gagner.

Le public a réservé ses sifflets à M. Gorbatchev, mais aussi à la CGT et au PC. M. Bergeron a sévèrement condamné les pratiques de la CGT, « qui continue à défigurer le mouvement syndical aux yeux de l'opinion publique », estimant par ailleurs que l'enregistrement de la négociation sur l'UNEDIC s'inspire des « tribunaux populaires ». En revanche, il s'est abstenu de toute critique à l'endroit de la CFDT. A l'initiative de l'opposition, il a affirmé que « nous combattons tous ceux, quels qu'ils soient, qui mettraient en cause le monopole syndical ».

D'avantage encore qu'en 1984, M. Bergeron s'est montré fort modéré vis-à-vis du gouvernement ce qui a amené le dirigeant d'une importante fédération de FO à se réjouir de ce discours « moins oppositional ». Visiblement au désespoir, le public n'a même pas réagi à

l'évocation du nom de M. Questiaux, qui, précédemment, provoquait une tempête de sifflets.

Toutefois, M. Bergeron a consacré un long développement à la Sécurité sociale, estimant que « l'optimisme de M. Dufour » sur le léger solde positif de la Sécurité sociale de 1985 « sera forcément démenti par les faits ». Évaluant le déficit de la Sécurité sociale fin 1985 entre 25 et 30 milliards de francs, il a ajouté : « Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement s'obstine à masquer la vérité, et cela d'autant qu'il n'est pas, à vrai dire, responsable des difficultés ». « Nous n'acceptons pas, a-t-il lancé, que l'on glisse plus ou moins sournoisement dans la voie d'une sécurité sociale à deux vitesses. » M. N.

L'aménagement du temps de travail

(Suite de la première page.)

La première condition étant que les accords soient conclus à l'échelon des branches professionnelles.

Les conventions pourraient porter sur une liste de différentes dispositions d'aménagement du temps de travail : l'annualisation de la durée

de travail, modulation des horaires, répartition des heures supplémentaires et reconnaissance des équipes de fin de semaine, allant au-delà des équipes actuelles de VDS (vendredi, samedi, dimanche). On pourrait même, ajoutent certains, « prévoir quelques bricoles supplémentaires ». Dans ce cas, et dans ce cas seulement, l'accord serait réputé légal. Il deviendrait applicable immédiatement dans la branche concernée, sans rien changer des conditions observées dans d'autres secteurs d'activité, à défaut d'une négociation de leur part.

Puis, incitative que la répétition sur tous les tons d'encouragements auxquels les parties intéressées ne prêtent même plus attention, cette mesure peut certainement, comme le soulignait l'un de ses défenseurs, « soulever le loquet qui bloquait la porte de la politique contractuelle ». Elle fournit des assurances tangibles et pourrait amener les fédérations patronales les plus intéressées à engager, enfin des discussions. Parallèlement, un tel dispositif peut rassurer les organisations syndicales : d'une part, un tel projet de loi fixera un cadre à tout mouvement intempestif de déréglementation, d'autre part, il réaffirme la primauté de la négociation de branches sur la négociation d'entreprises.

Pour le gouvernement, ce projet présente également quelques avantages. Pressé par certains de légiférer, il répond pour partie à leurs souhaits, mais se garde aussi d'intervenir dans le champ de la politique contractuelle. Il laisse chacun libre de ses actes et de ses mouvements. Il ne s'immisce pas dans ce qui est de la responsabilité des partenaires sociaux.

En outre, cette tentative nouvelle apparaît comme l'opération de la dernière chance. Si le gouvernement veut sortir d'une impasse, il peut passer rapidement à la phase active, en profitant de l'actuelle session parlementaire. Et, pourquoi pas, espérer quelques bénéfices dans les prochains mois si la dynamique s'enclenche, notamment dans la métallurgie.

Quel qu'il en soit, le gouvernement paraît décidé à saisir cette opportunité. Après bien des hésitations, le premier ministre aurait accepté de jouer ce jeu, largement inspiré par le récent rapport de M. Dominique Taddei, dont la mise en œuvre lui paraissait délicate dans la période présente. Sa conviction aurait été, en fin de compte, emportée par ceux qui, au sein du gouvernement comme du PS, valent encore « essayer quelque chose ».

ALAIN LEBEAUCHE.

M. MAIRE CRAIT LA DÉRÉGLEMENTATION

« Le mouvement ouvrier et le syndicalisme se sont tellement habitués à un pouvoir patronal abusif (...) qu'ils en sont arrivés à opposer à l'entreprise monarchique l'entreprise corporative », a affirmé M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT dans une interview accordée au Figaro le 7 octobre. Le dirigeant syndical estime « légitime » la logique du chef d'entreprise qui cherche « un résultat financier suffisant pour assurer la survie et le développement de l'entreprise ». Mais il affirme également la « légitimité » du « projet syndical » (qualification, sécurité de l'emploi, etc.). M. Maire souhaite « un nouvel équilibre (...) dans la fonctionnalité de l'entreprise ».

Le secrétaire général de la CFDT préfère aux accords d'entreprise, « qui risquent d'entretenir des disparités », les accords de branche « indispensables » pour permettre d'assurer les « garanties collectives ». En tout état de cause, les accords d'entreprise qui vont au-delà des lois constituent « un phénomène inquiétant ». « La déréglementation en soi est une absurdité », conclut M. Maire, qui condamne « un laxisme dangereux ».

MOSP

MINISTERIO DE OBRAS Y SERVICIOS PUBLICOS

SECRETARIA DE ENERGIA
SUBSECRETARIA DE COMBUSTIBLES

YACIMIENTOS PETROLIFEROS FISCALES

SOCIEDAD DEL ESTADO



Avis d'appel d'offres public international N° 14-272-85 pour un contrat de travaux d'exploration et l'exploitation ultérieure d'hydrocarbures dans les régions de la Cuenca del Noroeste (I), Cuenca Austral (II) et Cuenca Marina (III) d'après les détails suivants :

REGION CUENCA NOROESTE (I)	SURFACE Km2	VALEUR DE LA DOCUMENTATION TECHNIQUE	REGION CUENCA AUSTRAL (II)	SURFACE Km2	VALEUR DE LA DOCUMENTATION TECHNIQUE
CNO. 1 'Santa Victoria' (M.R.) Prov. de Salta	4.338	u\$s 40.000.-	CA. 1 'Cardiel' (A.R.) Prov. de Santa Cruz	8.078	u\$s 5.000.-
CNO. 2 'Michicola' (M.R.) Prov. de Salta	3.028	u\$s 40.000.-	CA. 2 'Viedma' (A.R.) Prov. de Santa Cruz	8.434	u\$s 10.000.-
CNO. 3 'Rio Seco' (A.R.) Prov. de Salta	5.124	u\$s 30.000.-	CA. 3 'Mata Amarilla' (A.R.) Prov. de Santa Cruz	6.615	u\$s 10.000.-
CNO. 4 'Rio Colorado' (A.R.) Prov. de Salta et Jujuy	4.784	u\$s 30.000.-	CA. 4 'Laguna Grande' (A.R.) Prov. de Santa Cruz	4.704	u\$s 10.000.-
CNO. 5 'Hickmann' (A.R.) Prov. de Salta	6.555	u\$s 20.000.-	CA. 5 'Piedrabuena' (A.R.) Prov. de Santa Cruz	6.470	u\$s 10.000.-
CNO. 6 'Morillo' (M.R.) Prov. de Salta	3.518	u\$s 50.000.-	CA. 6 'Destacamento' (A.R.) Prov. de Santa Cruz	5.546	u\$s 20.000.-
CNO. 7 'Chirete' (M.R.) Prov. de Salta	3.554	u\$s 50.000.-	CA. 7 'Rio Bote' (M.R.) Prov. de Santa Cruz	6.501	u\$s 30.000.-
CNO. 8 'Union' (M.R.) Prov. de Salta	2.465	u\$s 40.000.-	CA. 8 'Cancha Carrera' (M.R.) Prov. de Santa Cruz	5.003	u\$s 30.000.-
CNO. 9 'Malvalay' (A.R.) Prov. de Salta	6.600	u\$s 10.000.-	CA. 9 'Rio Turbio' (M.R.) Prov. de Santa Cruz	5.788	u\$s 30.000.-
CNO. 10 'Santa Bárbara' (A.R.) Prov. de Salta	8.473	u\$s 20.000.-	CA. 10 'La Esperanza' (M.R.) Prov. de Santa Cruz	3.565	u\$s 30.000.-
CNO. 11 'Olleros' (A.R.) Prov. de Salta	6.330	u\$s 20.000.-	CA. 11 'Chank Auke' (A.R.) Prov. de Santa Cruz	4.027	u\$s 10.000.-
CNO. 12 'Yatasto' (M.R.) Prov. de Salta et Santiago del Estero	6.523	u\$s 30.000.-	CA. 12 'Rio Grande Sur' (M.R.) Territorio Nacional de la Tierra del Fuego, Antártida, e Islas del Atlántico Sur	4.289	u\$s 30.000.-
CNO. 13 'Arenal' (M.R.) Prov. de Salta et Tucumán	6.215	u\$s 30.000.-			
CNO. 14 'Abra Pampa' (A.R.) Prov. de Jujuy	7.258	u\$s 5.000.-			
CNO. 15 'Aguilar' (A.R.) Prov. de Salta et Jujuy	5.892	u\$s 5.000.-			
CNO. 16 'Valles Calchaquies' (A.R.) Prov. de Salta et Jujuy	6.770	---			
CNO. 17 'Rio Salí' (A.R.) Prov. de Tucumán et Santiago del Estero	9.100	---			

Explicaciones

(M.R.) Riesgo medio

(A.R.) Riesgo elevado

(*) Payables en Australes (A) d'après le cours de la Banco de la Nación Argentina (prix de vente) correspondant au jour précédent celui de l'achat, ou directement en dollars.

Valeur du cahier des charges : Pour chacune des Cuencas l'équivalent de 10.000 dollars nord-américains (u\$s dix mille) payables en Australes (A) d'après le cours de la Banco de la Nación Argentina (prix de vente) correspondant au jour précédent celui de l'achat, ou dans la monnaie (u\$s) tout d'abord mentionnée.

Les personnes intéressées à participer à ces collations pourront acquérir les Cahiers des Charges et la documentation technique correspondante à la Gerencia de Contratos, 8° étage, Bureau numéro 832 de l'immeuble situé

dans l'avenue Presidente Roque Saenz Pena 777, Capital Federal, aux horaires suivants lundi au vendredi de 9 à 12 h 30 et de 14 à 15 h, à partir du 30 septembre 1985.

Les ouvertures auront lieu au Salon de Actos General Belgrano, situé dans l'avenue Roque Saenz Pena 777, 13° étage, Capital Federal d'après la calendrier suivant :

Avis d'appel d'offres public international Numéro 14-272-85 (I) correspondant aux régions de la Cuenca del Noroeste le 31 janvier 1986, à 10 h : Avis d'appel d'offres public international, Numéro 14-272-85 (II) correspondant aux régions de la Cuenca Austral, le 3 février 1986 à 10 h : Avis d'appel d'offres public international 14-272-85 (III) correspondant aux régions de la Cuenca de Rawson Marina, le 4 février 1986, à 10 h.

مكتبة الامم المتحدة

TRANSPORTS AGRICULTURE

LE PLAN 1986-1990 DE LA RATP

Finis les grands travaux

Finies les années de vaches grasses ! La RATP est plongée, depuis un an, dans un travail de rationalisation intensif destiné à lui permettre d'affronter l'austérité qui s'annonce pour cette fin de décennie. Le plan d'entreprise que publie la Régie, cet automne, fixe pour la période 1986-1990 des objectifs difficiles à atteindre. Chaque année, la RATP souhaite réduire de 1 % son déficit d'exploitation, augmenter de 2 % son trafic et pouvoir faire progresser ses tarifs de 2,5 points de plus que le taux d'inflation.

La conjoncture difficile qu'affronte désormais la Régie tient d'abord à une réduction de plus en plus marquée des concours financiers que lui apportent l'Etat et les collectivités locales, tant pour l'exploitation que pour les investissements. D'autre part, la région parisienne connaît un desserrement des hommes et des emplois vers la périphérie, où la RATP est moins bien implantée et où la voiture individuelle reste très attractive. Moins d'argent et moindre croissance de la demande de transport : la RATP se doit de peser la moindre dépense et de chiffrer chacun de ses efforts.

Dans ces conditions, les grands travaux ne sont plus de saison, et l'on ne s'étonnera pas que la RATP concentre ses efforts sur l'artère essentielle qu'est devenue la ligne A du RER (Saint-Germain-en-Laye-Marne-la-Vallée-Boissy-Saint-Leger). Pendant la période concernée, elle veut mettre fin au mauvais fonctionnement des moteurs qui perturbent la circulation des rames. Elle veut réduire à deux minutes la cadence des trains. Elle se prépare à l'interconnexion avec le réseau SNCF venant de Cergy-Pontoise.

Pour le reste, « la RATP doit réaliser un effort sensible pour renforcer son efficacité dans tous les domaines, afin de dégager par elle-même une part importante des ressources nécessaires au développement de ses activités ». Autrement dit, vive la productivité !

BEING PAIERA LA MOITIÉ DES INDEMNITÉS VERSÉES AUX VICTIMES DU 747 DE LA JAL

La société Boeing partagera à égalité avec la compagnie Japan Airlines (JAL), le versement des indemnités qui seront payées aux familles des cinq cent vingt personnes tuées dans l'accident du Boeing 747 de la JAL, le 12 août, à l'ouest de Tokyo.

Selon le porte-parole de Boeing, ce paiement n'implique pas que la firme de Seattle reconnaisse sa responsabilité dans la catastrophe. Si l'enquête dégage Boeing de toute responsabilité, le constructeur se fera rembourser les sommes déjà versées.

Le 6 septembre, il avait reconnu que des réparations de la partie arrière de l'avion n'avaient pas été correctement effectuées, en 1977, par ses techniciens, après un atterrissage brutal. La paroi séparant la partie pressurisée de l'appareil de la queue avait été fixée avec deux rangées de rivets au lieu des trois prévues. Cette erreur est susceptible d'avoir provoqué la rupture de la cloison qui a entraîné la décompression explosive ayant précipité la mise hors d'usage des gouvernes de l'avion.

ÉTRANGER

Au Pérou

L'IMPORTATION DE DEUX CENT DIX-SEPT PRODUITS « NON ESSENTIELS » EST SUSPENDUE

Le président Alan García a, samedi 5 octobre, la seconde partie du plan de redressement économique du Pérou, lancé le 1^{er} août. Ce plan prévoit notamment d'interdire l'importation de deux cent dix-sept produits jugés « non essentiels » : boissons, cigarettes, vêtements, électroménagers. Ces restrictions ont été décidées du fait de la baisse des réserves de change du pays, qui n'atteignent plus aujourd'hui, que 1 milliard de dollars.

Encouragé par les premiers résultats de la lutte contre l'inflation - les prix ont augmenté de 3,5 % en septembre, contre 10, - % en août -, le gouvernement a, d'autre part, annoncé l'extension du blocage des prix à tous les biens et services offerts par l'Etat, en particulier à l'essence, pourtant une source de revenus fondamentale pour le Trésor (44 % de ses recettes). Les consommateurs devraient également bénéficier de la suppression d'une taxe à la consommation de 8 %, qui frappait quatre produits de base.

En revanche, les banques, les compagnies d'assurance et les entreprises minières sont soumises à un emprunt obligatoire, à concurrence de 4 % de leurs bénéfices en 1984.

L'AIDE AUX EXPLOITANTS VICTIMES DE LA SÉCHERESSE SE FERA PAR UN RE-DEPLOIEMENT BUDGÉTAIRE

M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, a rendu public, le dimanche 6 octobre, le dispositif d'urgence appliqué aux agriculteurs des départements sinistrés par la sécheresse (le Monde du 5 octobre). Les agriculteurs pourront demander l'étalement du paiement des cotisations sociales et la consolidation des annuités d'emprunt dues au quatrième trimestre 1985 et au premier trimestre 1986. Par ailleurs, l'Etat va « réajuster », à concurrence de 500 millions de francs supplémentaires, le Fonds national de garantie des calamités agricoles. L'aide publique, a précisé M. Nallet, cotera de l'argent « dans le cadre du budget de l'Etat », par un « redéploiement » des crédits et non par un nouvel « impôt sécheresse ».

Pour faciliter le ravitaillement des éleveurs en fourrages, les pouvoirs publics ont décidé de prendre à leur charge le coût du transport vers les régions sinistrées au sud de la Loire. Enfin, la France a demandé à la Commission de la CEE de pouvoir disposer rapidement de céréales fourragères à un prix inférieur au prix d'intervention.

Le secrétaire général de la FNSEA, M. Raymond Lacombe, interrogé par l'AFP dans l'Aveyron a estimé que, dans les mesures annoncées par le ministre de l'Agriculture, « il n'y avait rien de véritablement nouveau ». Il n'a ajouté que « seule la mise à la disposition des agriculteurs français par la Communauté de certaines quantités de céréales stockées à prix réduit, était positive ». Il a précisé, a-t-il ajouté, l'aide rapide aux éleveurs, qui devrait se mettre en place « d'autant plus vite que la solidarité professionnelle est prête à jouer ».

AL F.

M. Jean Grave remplace M. Veverka à la tête des Coop

C'est M. Jean Grave qui prend en main l'avenir du mouvement coopératif. Il a été nommé le 3 octobre, président du « conseil exécutif de crise » mis en place le 27 juin dernier (le Monde du 27 juin) pour tenter de sauver du désastre la Fédération nationale des coopératives de consommateurs (FNCC). M. Grave semble voué à succéder à M. Charles Veverka. En 1978, il avait remplacé à la tête de la coopérative régionale de Saintes (Charente-Maritime). Aujourd'hui, il reprend le rôle difficile qu'avait accepté de tenir le vieil homme - il a soixante-deux ans - sorti pour trois mois de sa retraite.

M. Grave, à cinquante-trois ans, est considéré comme un des rares hommes forts des Coop. Un temps monté à Paris, en 1984, pour renforcer l'équipe dirigeante de la FNCC, il avait fini par retourner à Saintes, devant l'impossibilité de faire sortir de leur immobilisation des hommes indécis et des structures trop sclérosées, malgré l'urgence de la situation. La crise de juin dernier l'a ramené à Paris.

Pendant que se réalisait la vente d'actifs comme la Maison de la coopérative à Boulogne-Billancourt, la participation dans la FNAC, la semoulerie de Gennevilliers, et la signature d'un accord avec Carrefour pour la gestion d'une douzaine d'hypermarchés, la situation de plusieurs sociétés régionales s'aggravait : quatre dépôts de bilan ont en tout été enregistrés, ceux des sociétés de Lorraine (Nancy), de Pyrénées-Aquitaine (Toulouse), de Nord (Condé-sur-Saône), de Rhône-Méditerranée (Valence). Le sort de Saint-Etienne devrait être connu dans quelques jours.

Pourtant, dans un groupe qui a réalisé en 1984 un chiffre d'affaires de 26,8 milliards de francs dans 5 554 points de vente et qui possède treize usines (moulin, chocolaterie, conserves, buisseries), tout est loin d'être perdu. Après la réalisation des actifs les plus facilement négociables, il est nécessaire d'obtenir du pool bancaire (BNP, Société générale, et Banque centrale des coopératives) et des mutuelles BCCM) de l'argent frais pour que les fournisseurs continuent à leur livrer leurs produits, et des prêts-relais pour négocier dans de bonnes conditions le sort des unités en déconfiture. Or les banques sont réticentes, car le mouvement coopératif manque à la fois de solides structures de décision et d'hommes.

Pour le résoudre, deux conceptions se sont affrontées au sein du « conseil exécutif de crise », opposant les partisans du recours à un homme de stature nationale et ceux qui croyaient au salut grâce à une réforme profonde des structures.

Les premiers voyaient un M. Michel Baroin l'homme providentiel. Président de la Garantie mutuelle des fonctionnaires, ne s'est pas intéressé depuis longtemps au mouvement coopératif, en reprenant il y a quelques années la Sanvegarde, société d'assurances des Coop, puis 33 % de la BCCM, puis en reprenant la majorité de la FNAC, avec le groupe britannique Habitat-Mothercare (le Monde du 30 juin-1^{er} juillet). Un homme de l'économie sociale, mais capable de réaliser de vrais montages financiers.

M. Michel Baroin, il est vrai, n'a pas que des amis. Depuis des mois, il

se bat avec la Caisse centrale de crédit coopératif - la 4 C - pour le contrôle de la BCCM, dont l'actionnaire majoritaire (60,9 %) restait le Bureau de cautionnement coopératif, un holding filiale des sociétés régionales Coop, dont le PDG est M. Jean Grave. La Mutuelle assurance artisanale de France (MAAF) qui détenait 4,7 % de la BCCM, n'aurait désormais 15 %, tandis que quatre petites sociétés mutualistes se partagent 1,1 % avec la Confédération générale des SCOP, c'est-à-dire les coopératives ouvrières de production. La répartition définitive du capital ne serait pas encore totalement arrêtée.

Par ailleurs, la BCCM aurait consenti de grosses avances aux sociétés régionales coopératives, tout comme à la SGCC. Enfin, l'Elysée et Matignon, pas plus que le Trésor, n'auraient sans doute pas vu d'un très bon œil l'empire du M. Baroin s'étendre excessivement malgré son dynamisme.

Le sort des 38 000 salariés

D'autres, ceux qui l'ont emporté et qui ont mis à la tête du « conseil exécutif de crise » M. Grave pensent que les banques ont certes besoin d'avoir en face d'elles un homme crédible, mais surtout une structure de décision. C'est seulement après que pourraient être débloqués les 100 millions de francs du FDES (Fonds de développement économique et social) depuis si longtemps promis. Et c'est aussi après que certaines mutuelles, rassurées, pourraient apporter aux Coop les moyens financiers d'un meilleur avenir. En aucun cas elles ne veulent s'engager dans une nouvelle affaire Manufrance, autrement vaine.

La première tâche de M. Grave va donc être de mettre sur pied une centrale financière. Il faudra faire vite pour que les Coop sortent d'une situation bloquée. Il devra ensuite remettre de l'ordre dans la nébuleuse économique coopérative. Un certain nombre d'usines (des conserves, par exemple) pourraient intégrer des coopératives agricoles. Côté vente, ce sont certains des 4 000 « Points Coop », petits magasins de proximité qui posent problèmes : il existe des supermarchés rentables, et une coopérative de commerçants, UNICO, a déjà montré de l'intérêt pour certains de ces magasins.

Certes, la partie la plus difficile de la tâche de M. Grave sera le sort de trente-huit mille salariés du groupe. Les représentants des sociétés en difficulté garderont des salariés, mais la « casse » sera inévitable et douloureuse, même si elle est limitée.

Enfin reste le devenir du laboratoire coopératif d'analyses et de recherche, qui, en tout juste trente ans, a su devenir un représentant incontesté de la défense des consommateurs par la qualité et le sérieux de ses études et de sa documentation. Le consumérisme n'est guère à la mode en France actuellement, mais la qualité des produits baisse en même temps que l'inflation se ralentit et la liberté des prix exigera bientôt une vigilance accrue. La déréglementation aux Etats-Unis ne suscite-t-elle pas un renouveau consumériste ? Sacrifier le Laboratoire à la rentabilité coopérative serait, de la part des pouvoirs publics comme de la part des mutuelles, une erreur et une économie de bouts de chandelle (son budget est de 10 millions de francs par an). Des outils de cette qualité, une fois brisés, ne se reforment pas en quelques mois.

Pour toutes ces tâches, M. Grave, qui va devoir montrer qu'il est capable de prendre le pouvoir et d'en faire bon usage, devrait s'appuyer sur les sociétés régionales qui, outre Saintes, ont jusqu'ici tenu bon : Château-Thierry, Rouen, Strasbourg et Montpellier. Il va avoir besoin de toute leur aide. A moins que les jeux politiques et économiques complexes qui ont si souvent ralenti l'évolution des coopératives ne grippent un dispositif qui a tout l'air d'être une des dernières chances du mouvement coopératif français.

JOSÉE DOYÈRE.

● Fiat-Ford : difficultés dans les négociations. - Un porte-parole de Fiat a confirmé, le vendredi 4 octobre, que les négociations sur une fusion entre la filiale automobile du groupe, Fiat Auto, et la filiale européenne du constructeur américain Ford, se heurtent à de nombreuses difficultés. Après plus d'un an de discussions, les deux groupes ne sont pas parvenus à surmonter les obstacles, notamment financiers, à la constitution d'une filiale commune Fiat-Ford, qui aurait rassemblé leurs unités de production et déteu un quart du marché automobile européen. Selon le porte-parole de Fiat, les discussions se poursuivent, et si une fusion se révèle impossible les deux constructeurs envisageront d'autres types de coopération industrielle.

Ficofrance ne prête qu'aux riches.



A pris moi le dégoût : certains organismes n'hésitent pas à vous endosser au-delà de vos possibilités, sans trop se soucier des dégâts ultérieurs. FICOFRANCE préfère être prudent, car un crédit dure longtemps et c'est votre intérêt - comme le nôtre - qu'il arrive à son terme sans encombre.

FICOFRANCE est-il fait pour vous ?

Chez FICOFRANCE, vous ne trouverez donc pas de barèmes mirifiques dans la première mensualité attractive cache une progression ultérieure déraisonnable et un taux d'intérêt élevé. Vous n'y trouverez pas non plus d'arrangements avec le ciel si vous n'avez pas le minimum d'apport requis.

En revanche, vous trouverez chez nous des barèmes parmi les plus bas du marché : c'est normal, compte tenu de la rigueur de notre gestion. Avec FICOFRANCE,

vous ne payez pas pour les pots cassés des autres.

Vous trouverez aussi un accueil chaleureux de la part de nos délégués qui prendront le temps qu'il faut pour vous aider à mettre au point votre dossier : c'est normal, car le crédit immobilier est notre seul métier et nous l'aimons. Mais, dès que votre dossier sera complet, offre de prêt, dossier notaire, décaissements se succéderont en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire : c'est normal, car pour nous comme pour nos clients, le temps c'est de l'argent.

Êtes-vous fait pour FICOFRANCE ?

Entendons-nous bien : il n'est pas nécessaire d'avoir un château ou de cotiser à l'IGF pour être admis parmi les clients de FICOFRANCE. L'examen de passage est moins difficile que celui de Polytechnique : nous venons de fêter notre ving-

millième client et notre encours de crédits progresse très rapidement.

Devenez riche avec FICOFRANCE !

Si vous avez un projet immobilier sérieux, de 10.000 F à 10 millions, et si vous pensez pouvoir rembourser vos mensualités sans problèmes, nous sommes faits pour nous entendre. Empruntez nous pour constituer votre patrimoine, remboursez nous, et vous serez riche : qui paie ses dettes s'enrichit.

FICOFRANCE

TOUS LES PRETS
IMMOBILIERS
PLUS VITE
MONS CHER

FICOFRANCE, Société financière au capital de 207 500 000 F - Siège social PARIS : 15, rue de Marignan - 75008 - Tél. (1) 42 26 83 40 - Siège administratif : 1461, av. du Cateau - 59342 - Tél. 27 83 99 00 - Délégations régionales : LILLE : 136, rue Nationale - 59000 - Tél. 2057 36 81 - LYON : 20, bd E. Drouot - 69432 - Tél. 78 60 14 29 - MARSEILLE : 1 La Canebière - 13001 - Tél. 91 80 98 48 - NANCY : 10, place Henri Mergin - 54000 - Tél. 83 37 38 63 - NANTES : 7, rue Crébillon - 44000 - Tél. 40 36 75 25 - RENNES : 26, quai Duguay Trouin - 35000 - Tél. 99 05 52 11 - TOULOUSE : 11, rue Sida - 31000 - Tél. 61 55 39 35

AFFAIRES

AU PORTUGAL

L'adjudication à CIT-Alcatel et à Siemens du marché des télécommunications provoque de vifs remous politiques

Lisbonne. - Une très vive polémique vient d'éclater à Lisbonne à la suite de la décision prise par le gouvernement de M. Soares, le mercredi 2 octobre, de commander à une entreprise française, CIT-Alcatel, et à une entreprise allemande, Siemens, les centraux à commutation digitale qui équiperont le réseau téléphonique national.

S'associant aux protestations des deux concurrents américains, ITT et ATT-Philips, qui contestent la façon dont le concours s'est déroulé, le Parti social-démocrate accuse les socialistes d'avoir cédé aux pressions

De notre correspondant

de leurs amis français et allemands. Selon des rumeurs circulant dans la capitale portugaise, les autorités de Paris et de Bonn auraient exigé, en contrepartie de leur engagement dans l'accélération du processus d'adhésion du Portugal à la Communauté européenne, une attitude bienveillante à l'égard de CIT-Alcatel et de Siemens.

Les origines de cette affaire, qui représente un investissement de dix ans de l'ordre de 10 milliards de francs, remontent à 1981 lorsque le gouvernement de centre-droite PSD-CDS avait reconnu la nécessité de moderniser le réseau téléphonique du pays. Avec l'investiture du gouvernement PS-PSD, le projet s'est accéléré. Le 29 décembre 1983, une commission interministérielle était chargée d'entamer les études préliminaires à l'adoption des nouveaux systèmes.

Le 21 mars 1985, le conseil des ministres définissait les critères à suivre pour le choix des fournisseurs. Le concours, placé sous l'égide des postes portugaises, serait ouvert à quatre entreprises étrangères. On donnerait la priorité aux propositions les moins onéreuses en matière d'équipements importés et les plus favorables en termes de transferts de technologie. A l'issue du

concours qui a eu lieu en juin dernier, les entreprises ont été ainsi classées selon l'intérêt de leurs propositions : Siemens, CIT-Alcatel, ITT, ATT-Philips.

Dans le rapport élaboré par les postes portugaises, on soulignait que les systèmes proposés par les Européens étaient 70 % moins chers. D'autre part, Siemens et CIT-Alcatel auraient donné toutes les garanties sur la création au Portugal d'une industrie de logiciels et de plusieurs centres de recherches liés aux nouvelles technologies.

La réaction de ATT-Philips

L'affaire paraissait réglée. En juillet, le ministre de l'équipement social, M. Melancia, laissait entendre que le gouvernement confirmerait les choix des PTT, c'est-à-dire que les deux entreprises américaines étaient irrémédiablement écartées de la course.

La réaction de celles-ci ne s'est pas fait attendre, en particulier ATT-Philips, qui s'est publiquement insurgée contre la méthode utilisée dans l'évaluation des différentes propositions.

La coalition gouvernementale PS-PSD venait entre-temps, de se rom-

pre. Considérant que le gouvernement démissionnaire n'était plus en mesure de prendre une décision sur une affaire aussi importante, le leader des sociaux-démocrates, M. Cavaco Silva, est intervenu auprès du premier ministre et du président de la République.

Dans un communiqué diffusé le 5 août, les « travailleurs sociaux-démocrates des communications », structure liée au PSD, exigeaient de leur côté la poursuite de l'analyse des propositions de tous les concurrents. Ils estimaient que la décision finale devait appartenir au gouvernement issu des prochaines élections et réclamaient une enquête parlementaire contre le ministre de l'équipement social et le secrétaire d'Etat aux communications.

« Pourquoi le gouvernement s'est-il pressé de conclure une telle affaire juste trois jours avant les élections ? » s'interroge-t-on au PSD. Dans l'entourage de M. Melancia, on répond qu'un ajournement aurait mis en difficulté les fabricants portugais de matériel électronique. « En outre, ajoutent-ils, la décision prise respecte scrupuleusement les recommandations de la commission technique, dont les membres sont pour la plupart proches du PSD ».

JOSÉ REBELO.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SAINT-GOBAIN EMBALLAGE Premier semestre 1985

Au cours du premier semestre de 1985, Saint-Gobain Emballage a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 2 267 millions de francs, en progression de près de 10 % par rapport à la même période de 1984.

Comme prévu, quatre filiales sont consolidées pour la première fois en 1985 : Polyflex SA (flaconnage plastique), Saint-Gobain Chénomatique et Contrôle (système de contrôle), SOFAB (bouchage) et SGD Glasintexwerke (GmbH) (flacons). Celles-ci ont réalisé globalement 138 millions de francs de chiffre d'affaires au premier semestre.

A structure comparable, la progression du chiffre d'affaires du premier semestre est de 4,2 %.

Les activités « bouteilles et pots » ont été pénalisées au cours du premier semestre par les conditions climatiques. La progression du chiffre d'affaires de ces activités - 1 296 millions de francs - n'est que de 1,4 % par rapport, il est vrai, à un premier semestre 1984 à bien des égards exceptionnel.

L'activité « flaconnage » a, quant à elle, bénéficié d'un courant d'exportation favorable qui lui a permis d'enregistrer une progression de 7,9 % de son chiffre d'affaires - 710 millions de francs - durant ce premier semestre.

Le chiffre d'affaires des autres activités - 261 millions de francs - a pro-

gressé de 8,3 % par rapport au premier semestre de 1984.

RÉSULTAT

Le résultat net consolidé du premier semestre s'élève à 83,5 millions de francs, contre 73,9 millions de francs pour la même période de 1984. Selon l'ancien président, le résultat net du premier semestre 1985 aurait été de 75,9 millions de francs.

Ces comptes consolidés intermédiaires du premier semestre ne sont pas audités.

PERSPECTIVES

Pour l'ensemble de l'année, les tendances observées sur l'activité du premier semestre devraient se confirmer, c'est-à-dire une stabilisation de l'activité « bouteilles et pots » et une croissance soutenue de l'activité « flaconnage ».

La prise en charge du plan social en cours a été provisionnée pour partie au premier semestre, mais pèsera de façon significative sur le second semestre. En outre, les filiales Saint-Gobain Desjournes et SGD Glasintexwerke GmbH absorberont cette année leurs parts sociales déficitaires, ce qui aura un impact sur la progression de leurs résultats.

Le résultat net consolidé attendu pour l'ensemble de l'exercice 1985 devrait néanmoins, notamment en raison de l'intégration de nouvelles filiales, être en sensible progression sur 1984.

3 oct. 1985.



Cardif introduite
au second marché
le 8 octobre 1985

La Compagnie bancaire, Paribas, le Crédit du Nord et la Charge Sellier introduiront Cardif au second marché de la Bourse de Paris, le 8 octobre prochain.

Lors de cette introduction, il sera offert au public 20 % du capital de Cardif SA, soit 255 000 actions au prix minimum de 510 francs.

Cardif sera, après la Compagnie bancaire, l'UCB, l'UFB, Cetelem, la Siam, et Locabail-Immobilier, la septième société du groupe de la Compagnie bancaire cotée à la Bourse de Paris.

Cardif a été créée en 1973. Elle est aujourd'hui une des premières sociétés privées d'assurance-vie et capitalisation. Au 31 août 1985, elle gère 228 000 contrats pour un montant total d'épargne de 6,6 milliards de francs. Son résultat net consolidé a atteint 35,4 millions de francs en 1984 et

24,6 millions de francs pendant le seul premier semestre 1985. Ses effectifs sont de cent quatre-vingt-neuf personnes.

VALEURS DE FRANCE

A la date du 30 septembre 1985, la valeur liquidative de l'action « Valeurs de France », société d'investissement à capital fixe (SICAF) s'établissait à 257,97 F contre 261,45 F le 31 août.

Rappelons que « Valeurs de France » a été introduite au second marché de Paris le 26 septembre au prix de 260 F l'action. Plus de 150 000 titres ont été demandés alors que l'offre publique de vente ne portait que sur 35 000 titres. Le 30 septembre, « Valeurs de France » cotait 260,20 F.

Quand le Crédit National prête,

cela veut dire
dialoguer,
expertiser,
conseiller,
anticiper,
agir.

Pour un chef d'entreprise, cela signifie plus que de l'argent, n'est-ce pas ?

Crédit National

45, rue Saint-Dominique, 75700 Paris - Lyon - Lille - Marseille - Nantes - Nancy - Bordeaux - Strasbourg - Rouen - Dijon - Toulouse - Orléans - Besançon - Poitiers - Quimper - Grenoble.

Plus vite, moins cher !

Tous les nouveaux modèles PEUGEOT 1986

Chez **PEUGEOT-TALBOT NEUBAUER**

ouvert le dimanche de 10 h à 17 h.

M. GÉRARD 820.07.24

227, bd. Anatole France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

L'EXPORTATION MAGAZINE

FRANCE-URSS

BILAN DES ÉCHANGES

Le mensuel du commerce international

7, rue Gounod - 75017 Paris
Tél. : 622.96.96

HORS SÉRIE

24 F

مركز العمل

Des fonds communs de placement à revenus trimestriels, dans le fond, ce n'est pas commun.

Créés dès 1981 par la Société Générale, les Fonds d'Obligations Françaises, *Renta, Fruct* et *Obli*, vous assurent :

- Quatre revenus trimestriels,
- Un rendement annuel élevé (environ 12 % actuellement),
- La possibilité de revenus mensuels en ponctionnant les 3 séries.

Pour un placement sûr, disponible et à forte rentabilité, ce n'est effectivement pas banal ! En quatre ans, plus de 60 000 clients de la Société Générale l'ont adopté et leurs investissements représentent 15 milliards de francs. Pourquoi pas vous ? N'hésitez pas à venir vous informer dans l'un des 2134 points d'accueil en France de la Société Générale.



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
EN RYTHME AVEC LA SOCIÉTÉ

AGF 5000 encore première

Avec une performance de + 30 % en 9 mois
elle reste en tête du classement des 284 SICAV
à fin septembre 1985, comme à fin août.

Souscriptions :

aux guichets de la Compagnie AGF
33 rue La Fayette,

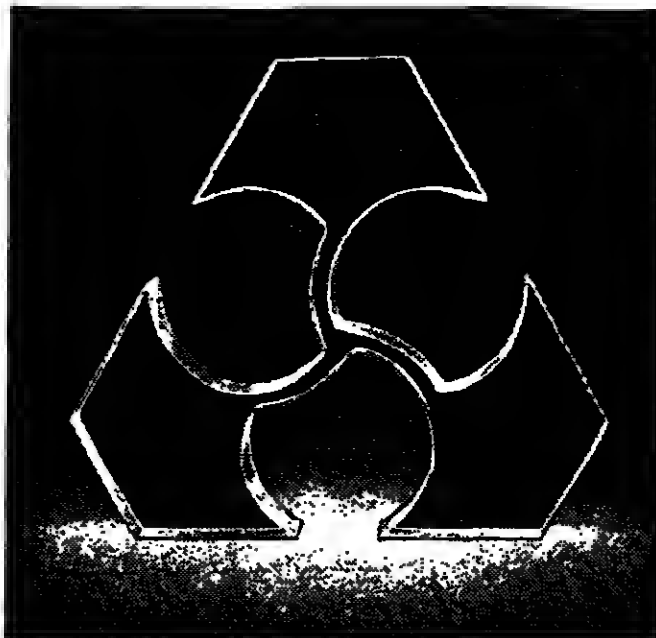
à la Banque Générale du Phénix
31 rue La Fayette,

aux guichets des banques et chez les Agents de Change.



**ASSURANCES
GÉNÉRALES DE FRANCE**

La Caisse Centrale du Crédit Mutuel émet deux emprunts obligataires



770 Millions de francs à taux fixe

en obligations de 5000 F.

• Prix d'émission: le pair, soit 5000 F par titre.

• Taux d'intérêt: 12%

• Taux de rendement actuariel brut au règlement: 12%

• Jouissance et règlement: 28 octobre 1985.

• Durée: 10 ans.

• Amortissement: au pair en deux parts égales le 28 octobre 1990 et le 28 octobre 1995, sous réserve de rachats en Bourse.

730 Millions de francs à taux variable

en obligations de 5000 F.

• Prix d'émission: 98,30 %, soit 4915 F par titre.

• Taux d'intérêt annuel: égal à 85 % de la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés, établis par l'INSEE, avec un minimum garanti de 6,50 %.

Sur la base du TMO à 11,83 %, ces conditions de rémunération font ressortir une marge actuarielle brute négative de 0,25 %.

• Jouissance et règlement: 28 octobre 1985.

• Durée: 8 ans.

• Amortissement: au pair en totalité à la fin de la 8^e année, sous réserve de rachats en Bourse.

Note d'information (visa COB n° 85-298 en date du 2 octobre 1985) disponible sur simple demande. BALO du 7 octobre 1985.

Souscriptions reçues dans toutes les Caisses de Crédit Mutuel.

Crédit Mutuel

UGINE S.A. NOTRE INOX EST D'ATTAQUE.

Maintenir une position de leader est un défi quotidien à relever. Nous l'affrontons résolument. C'est en nous mesurant aux groupes mondiaux les plus puissants que nous prenons toute notre dimension. Ainsi avons-nous accumulé une expérience rarement égalee.

Pour rester en tête de la compétition, nous modernisons, en dirigeant toutes nos ressources vers la satisfaction des besoins des marchés.

Une des pièces maîtresses de notre programme de modernisation industrielle, le laminoir d'Ugine, sera achevée à l'automne 1985. L'ensemble aciérie-laminoir d'Ugine, l'aciérie de L'Ardoise et l'usine de laminage de Gueugnon sont ainsi à la pointe de la technique et adaptés à leurs marchés.

Prendre en compte les impératifs de nos clients est le moteur de nos actions. C'est là une conception moderne de l'industrie que nous vivons tous les jours.

Une volonté inoxydable.



GRUPE SACLOR

AFFAIRES

L'Assemblée nationale a examiné le projet de loi sur les valeurs mobilières

« La subvention, le prêt bonifié, la répartition d'enveloppes de crédit, sont-ils le mode normal de financement de l'économie, ou bien, en s'appuyant sur le secteur nationalisé, doit-on donner aux agents économiques la liberté de choisir leurs instruments d'épargne et leurs modes de financement ? » M. André Labarrère, ministre chargé des relations avec le Parlement, suppléant M. Pierre Bérégovoy, a posé cette question lors de la discussion en première lecture du projet de loi sur les valeurs mobilières, à l'Assemblée nationale, jeudi 3 octobre. La majorité y a répondu en votant un texte dont l'objectif est de permettre un développement du mar-

ché financier. Si le rôle du secteur nationalisé est rappelé, le texte est d'essence libérale. Les socialistes ont ainsi illustré, une fois de plus, leur conversion aux lois du marché. Ils se sont trouvés en butte aux critiques désormais tout aussi traditionnelles du PC, opposé à un « projet très libéral ». L'opposition de droite, faute de pouvoir trouver à redire au projet gouvernemental, avait déclaré forfait et n'a pas participé aux débats.

Le texte introduit quatre séries de mesures que M. Amédée Renault (PS, Indre), rapporteur de la commission des lois, estime nécessaires pour « redonner à la

place de Paris un rôle important par rapport aux places étrangères ». M. Labarrère, qui a appelé de ses vœux la « modernisation de notre système financier », a replacé le projet dans le cadre de la politique générale de décloisonnement du marché financier, déconcentrant le « dirigisme étatique » que « nos prédécesseurs n'ont cessé de renforcer ».

Faute d'amendements de la droite - absente - et du PC - opposé en bloc au texte - le projet a été adopté sans modifications notables à la suite d'un vote public réclamé par le groupe socialiste.

Moderniser

Moderniser les marchés financiers... fort bien. Encore faut-il que les produits qui leur servent de support soient eux aussi touchés par le « modernisme ». C'est à cet objectif, agrémenté au passage d'une volonté de renforcer la protection offerte aux épargnants, que répond le projet de loi relatif aux valeurs mobilières. Celui-ci comprend quatre séries de mesures, concernant :

- La réglementation du régime des valeurs mobilières : si la loi du 3 janvier 1983 dite « loi Delors » a élargi le champ des valeurs mobilières (jusqu'ici limité aux actions et obligations) à d'autres produits (titres participatifs, certificats d'investissement, obligations à bons de souscription d'actions...), il restait à préciser, au regard de la loi sur les sociétés, notamment, les droits des actionnaires et les délais d'émission de ces valeurs mobilières « composées ». Tel est la but de ce texte ;

- La simplification des procédures et des formalités d'information en matière d'appel public à l'épargne ; le

titre II du projet de loi consacré à ce sujet comporte également un article précisant les conditions dans lesquelles les sociétés dont les actions sont admises à la cote officielle ou sur le second marché peuvent acheter leurs propres actions en Bourse en vue de régulariser leur marché ;

- Le renforcement de la sécurité des placements en biens divers : il s'agit de permettre à la Commission des opérations de Bourse (COB) d'apprécier si les contrats de placement en « produits mirifiques » (diamants, conteneurs...) qui lui sont obligatoirement soumis avant de faire l'objet d'une publicité présentent le minimum de garanties nécessaires pour l'épargnant (titre III) ;

- L'adaptation des pouvoirs de la COB : le contenu du titre IV doit donner à la Commission les moyens, y compris sur le plan pénal, de renforcer sa mission de protection de l'épargne et de contrôle du bon fonctionnement des marchés financiers.

S. M.

Un numéro spécial de « L'Expansion »

« Demain la France »

En marge du Forum au cours duquel, jeudi 3 octobre, MM. Giscard d'Estaing et Rocard sont intervenus (le Monde du 5 octobre), le magazine économique L'Expansion a fait paraître un numéro spécial intitulé « Demain la France ».

Pour mieux comprendre ce que sera l'avenir à l'horizon 2000, le magazine passe en revue l'histoire économique et sociale de la France depuis la Libération. Une fresque fort intéressante rehaussée de superbes illustrations.

Au chapitre « Tout ce que le monde apprécie venant de chez nous », on voit Air France, l'Airbus et Ariane survoler le héraut, en compagnie de Cartier, Michelin et... le Monde. En préface, une chronique intimiste de Jean Boissonnat dans laquelle se retrouvent les gens de sa génération mais que les jeunes liront avec le plus grand profit.

* L'Expansion, n° 269, octobre-novembre 1985, 475 p., 35 F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Michelin
LA TECHNOLOGIE FRANÇAISE SUR TOUTES LES ROUTES DU MONDE

Compagnie Générale des Etablissements Michelin

AUGMENTATION ET ATTRIBUTION GRATUITE DE BONS DE SOUSCRIPTION

Réserve aux actionnaires à raison d'une action « B » nouvelle pour 4 actions anciennes.

Possibilité de souscrire à titre réductible.

Prix d'émission : F 1000 par action.

Puissance : 1^{er} janvier 1985.

Début de souscription : du 16 septembre au 17 octobre 1985 inclus.

Pour chaque action souscrite, il sera attribué gratuitement un bon de souscription à une nouvelle action « B ».

Prix d'exercice du bon de souscription : F 1400.

Période d'exercice des bons de souscription : du 1^{er} janvier 1986 au 31 décembre 1989 inclus.

Une note d'information (voir COB n° 85-264 du 3 septembre 1985) est mise à la disposition du public. BALO du 9 septembre 1985.

MICHELIN

Société en commandite par actions au capital de F 486 728 000
Siège social : 4, rue du Terrail - Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme)
R.C.S. CLERMONT-FERRAND B 852 200 627

CHEZ TRIGANO SA, L'INFORMATIQUE HP A PERMIS LA MISE AU POINT DU NOUVEAU CAMPING-CAR "CHALLENGER" DANS UN DELAI RECORD.



MONSIEUR F. FEUILLET
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE TRIGANO SA.

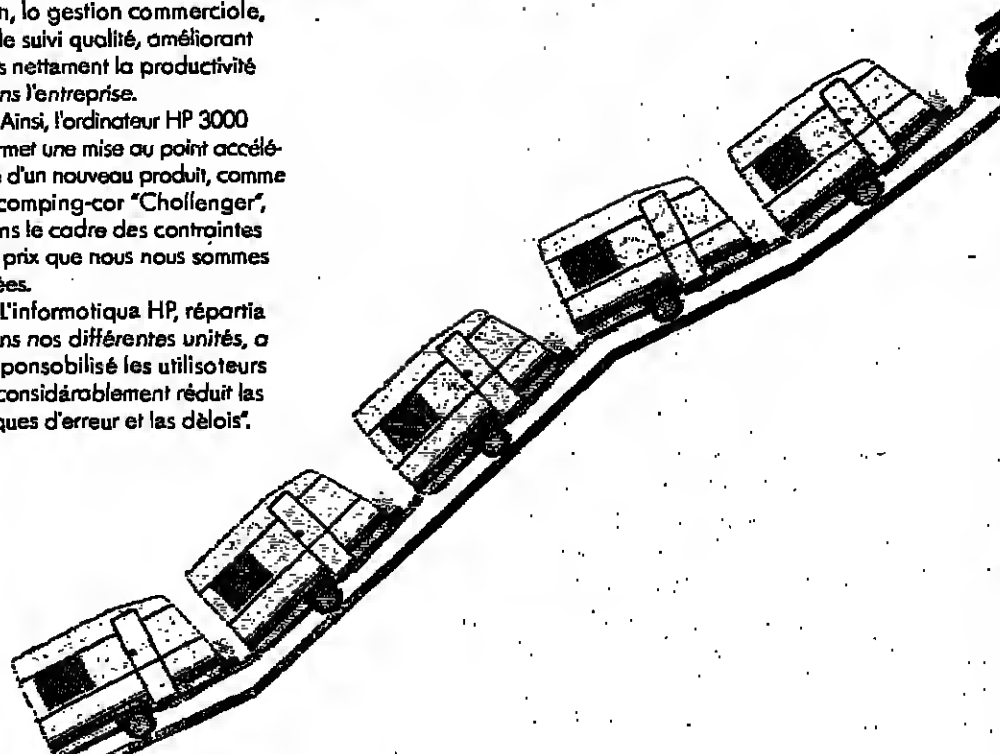
« Le groupe Trigano fabrique des camping-cars, des caravanes, des tentes et des accessoires de camping. Dans le cadre de notre politique de décentralisation, nous avons opté pour l'informatique HP.

Nos ordinateurs HP 3000 traitent l'ensemble de la comptabilité, la gestion de production, la gestion commerciale, et le suivi qualité, améliorant très nettement la productivité dans l'entreprise.

Ainsi, l'ordinateur HP 3000 permet une mise au point accélérée d'un nouveau produit, comme le camping-car "Challenger", dans le cadre des contraintes de prix que nous nous sommes fixées.

L'informatique HP, répartie dans nos différentes unités, a considérablement réduit les risques d'erreur et les délais.

HP EN FRANCE :
3000 PERSONNES,
3 USINES,
3,3 MILLIARDS DE CA,
3^{er} EXPORTATEUR D'INFORMATIQUE.



hp HEWLETT PACKARD

PERFORMANCES A L'APPEL.

HP France 91040 Evry, Codex Tel 151 077.81.82.

MARCHÉS

LA BOURSE FRANÇAISE

INDICATEUR	10/09/85	09/10/85	08/10/85
INDICE COTATION	10 214	10 214	10 214
INDICE VOLUME	7 777	7 777	7 777
INDICE PRIX	78 987	78 987	78 987
INDICE DIVIDENDE	10 214	10 214	10 214
INDICE RENDEMENT	7 777	7 777	7 777
INDICE TENDANCE	78 987	78 987	78 987
INDICE BILAN	10 214	10 214	10 214
INDICE CREDIT	7 777	7 777	7 777
INDICE TRAVAIL	78 987	78 987	78 987
INDICE ENVIRONNEMENT	10 214	10 214	10 214
INDICE CULTURE	7 777	7 777	7 777
INDICE SANTE	78 987	78 987	78 987
INDICE SPORTS	10 214	10 214	10 214
INDICE LOISIRS	7 777	7 777	7 777
INDICE TRANSPORT	78 987	78 987	78 987
INDICE ENERGIE	10 214	10 214	10 214
INDICE MATERIELE	7 777	7 777	7 777
INDICE SERVICES	78 987	78 987	78 987
INDICE AUTRES	10 214	10 214	10 214

AUTOUR DE L'

INDICATEUR	10/09/85	09/10/85	08/10/85
INDICE COTATION	10 214	10 214	10 214
INDICE VOLUME	7 777	7 777	7 777
INDICE PRIX	78 987	78 987	78 987
INDICE DIVIDENDE	10 214	10 214	10 214
INDICE RENDEMENT	7 777	7 777	7 777
INDICE TENDANCE	78 987	78 987	78 987
INDICE BILAN	10 214	10 214	10 214
INDICE CREDIT	7 777	7 777	7 777
INDICE TRAVAIL	78 987	78 987	78 987
INDICE ENVIRONNEMENT	10 214	10 214	10 214
INDICE CULTURE	7 777	7 777	7 777
INDICE SANTE	78 987	78 987	78 987
INDICE SPORTS	10 214	10 214	10 214
INDICE LOISIRS	7 777	7 777	7 777
INDICE TRANSPORT	78 987	78 987	78 987
INDICE ENERGIE	10 214	10 214	10 214
INDICE MATERIELE	7 777	7 777	7 777
INDICE SERVICES	78 987	78 987	78 987
INDICE AUTRES	10 214	10 214	10 214

هكذا اننا علمنا

Le Monde

ELU PRÉSIDENT DU CONGRÈS DE NOUVELLE-CALÉDONIE

M. Ukeiwé invite les Calédoniens à une « résistance légitime » contre l'« injustice et l'arbitraire »

De notre correspondant

Nouméa. — Le congrès de la Nouvelle-Calédonie, composé des conseillers généraux élus le 29 septembre, a tenu sa première réunion, lundi 7 octobre à Nouméa, dans les locaux de l'ancien législatif local qu'il remplace. Un seul des quarante-neuf élus était absent : M. Nidoish Naiseline. L'unique conseiller du LKS (libération kake socialiste) était resté dans son île de Maré, bouillant d'insurrection suite des élections régionales dont son mouvement a été le grand perdant.

Le congrès est dominé par le RPCR, qui compte 26 élus, auxquels il faut ajouter un élu du Rassemblement Paix et coutumes (RPC). Les trois élus du Front national calédonien (FNC) ont été élus dans les régions de la Grande Terre.

Cette première séance de travail n'a pas été aussi détendue que les séances d'installation des conseils de région. Ainsi, lorsque le député indépendantiste de la première circonscription, M. Rock Pijet, président de séance en sa qualité de doyen d'âge, s'est permis une digression politique dans son discours, il a été sèchement rappelé à l'ordre par le député RPR de l'autre circonscription, M. Jacques Lafleur, lequel n'a pas caché son exaspération pendant toute la réunion.

Après l'élection, sans surprise, de M. Dick Ukeiwé à la présidence du congrès par 29 voix contre 16 à M. Jean-Marie Tjibaou, il fut procédé à la désignation de quatre vice-présidents. L'un de ces postes est laissé par le RPCR à la tête de liste du Front national, M. François Néoré.

En conclusion la séance, M. Ukeiwé a laissé percer la colère des élus du RPCR contre les nouvelles institutions. « Les Calédoniens ont voté le 29 septembre en fermant les yeux, ils ont voté et trahi qu'ils avaient rejeté, a déclaré le président du congrès. Basé sur la tromperie et l'injustice, un tel système institutionnel n'est pas viable, et rien de positif ne peut en sortir ».

Le numéro de « Monde » daté 6-7 octobre 1985 a été tiré à 41534 exemplaires

(Publié)

Peut-on réussir dans la vie simplement en développant sa mémoire ?

ou l'étrange histoire d'un grand avocat

En ce jour de vacances d'été, qu'étais-je venu faire, avec mes 18 ans, dans ce grenier orné de poussière et de silence ?

Déjà, la reste de la bande s'ébattait dans la piscine de cette grande et belle demeure où m'avait invité mon ami François. Mais je ne m'étais jamais senti très à mon aise dans la compagnie des autres.

Alors, j'étais là, au milieu de ces meubles qui avaient cessé de plaire, je détaillais l'œuf cannelé, les souvenirs d'une vie qui, visiblement, avait été brillante.

J'avais plusieurs livres et découverts dans l'un d'eux un petit livre que je lus avec machinalité.

Mais bientôt, m'asseyant sur l'osier grinçant d'une péniche, je continuai ma lecture. Page après page. Négativement même la lumière du jour qui baissait.

Dans ce livre j'apprenais que tout le monde possède une mémoire fantastique, mais que seuls quelques-uns savent l'utiliser.

J'étais sceptique, bien sûr, mais une méthode simple était décrite. Ce qui me conduisit à prendre un vrai annuaire du téléphone oublié là, pour constater qu'en suivant la méthode, effectivement, j'étais capable après une seule lecture attentive de retrouver : les noms, les professions et les numéros de téléphone de deux colonnes d'abonnés.

Oserais-je dire qu'alors je me pinçai, avant de me livrer à d'autres expériences. Mais toutes furent aussi convaincantes. Et je pus même vérifier que, trois heures après avoir simplement lu 83 numéros de téléphone (car je les avais comptés), j'ai n'en avais toujours oublié aucun.

C'était tellement étrange que, ce soir-là, je m'endormis tard. Attendant le lendemain et le chant du premier coq, avec un jour nouveau, me disant que j'avais rêvé. Or j'avais tort. Tout était toujours dans ma tête. Et la fin des vacances, pour cela, en fut transformée.

Mon ami François me dit : « Mais on t'a changé ! » La bande me découvrit comme elle ne m'avait jamais vu. Je n'osais pourtant rien de plus. Simplement j'étais autre, inattaquable et serene. Répondant du tac au tac, après n'avoir eu si souvent que l'esprit de l'escalier.

Et plus tard, à la rentrée, moi qui peinais jusqu'alors sur mes cours de droit, je sus maîtriser les dates des lois et les articles du Code. J'apprenais même l'anglais en quelques mois.

A partir de cette simple méthode, je me souvenais de tout : des visages, des noms, des musiques, de poèmes entiers dont spontanément je pouvais dire quelques extraits dans un dîner en ville.

Depuis, le temps a passé. Même les médias m'accablent aujourd'hui l'autorité que donnent conjointement le talent et l'assurance et j'écris cet article pour rendre hommage à un être exceptionnel, qui a révélé en moi l'homme qui était au-delà de l'homme.

Si vous voulez savoir comment obtenir les mêmes résultats et acquiescer cette puissance mentale, qui est encore notre meilleure chance de réussir dans la vie, prenez simplement l'éditeur de vous envoyer « Les Lois Éternelles du Succès », intéressant petit ouvrage que W.R. Borg écrit comme introduction à sa Méthode. Vous le recevrez gratuitement comme quiconque désire améliorer sa mémoire. Voici l'adresse : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 706 - 6, place St-Pierre, 84028 Avignon Cedex.

Pierre-Henri Marquand

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 706 - 6, place St-Pierre, 84028 Avignon Cedex, France, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Éternelles du Succès ».

Nom _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____
Age _____ Profession _____

Aucun démarcheur ne vous rendra visite

M. MITTERRAND EN BRETAGNE

Greenpeace, la cohabitation et la campagne électorale...

M. François Mitterrand a commencé, lundi matin 7 octobre, à Pleslin-Trigavou (Côtes-du-Nord), un voyage officiel de deux jours en Bretagne. Le chef de l'Etat a été accueilli par M. Raymond Marcellin (UDF), président du conseil régional, et par M. Josselin, député (PS) et maire de cette localité. De Lamballe à Brest, en passant par Morlaix, Quimper et le golfe du Morbihan, le chef de l'Etat se propose, au fil de dix-sept étapes, d'aborder les dossiers de l'industrie agro-alimentaire, de la pêche et des industries de pointe. C'est le deuxième voyage officiel de M. Mitterrand en province depuis le début du septennat.

Le chef de l'Etat entreprend cette visite dans un contexte politique particulièrement difficile. Il lui faut en effet tenter de reprendre la main après la désastreuse affaire Greenpeace qui a ébranlé le pouvoir à l'extérieur comme à l'intérieur. M. Mitterrand a saisi l'occasion du voyage officiel de M. Gorbatchev en France pour redorer son blason vis-à-vis de l'opinion extérieure. Il tentera de faire de même vis-à-vis de l'opinion française, notamment en répondant pendant une heure en direct aux questions des journalistes de FR3-Bretagne, lundi en fin d'après-midi.

Greenpeace, cohabitation et tonalité de la campagne électorale : ces trois thèmes sont déjà présents dans l'entretien accordé à Ouest-France et publié lundi. Dans cet entretien, le président de la République affirme notamment qu'il n'a « rien à ajouter » à ce qu'a dit le premier ministre à propos de l'affaire Greenpeace : « Je suis intervenu publiquement deux fois, dit simplement M. Mitterrand. La première fois pour demander une enquête soignée. La deuxième fois pour

demander qu'on en tire les conséquences ».

Interrogé sur l'éventuelle cohabitation avec une nouvelle majorité après les élections législatives, M. Mitterrand répond : « Ceux qui parlent de cohabitation s'adressent à la Constitution, pas à moi. C'est à la Constitution de répondre à la question. Je crois que ce que vous appelez cohabitation est un problème interne à l'opposition. » Au cours de cet entretien, le chef de l'Etat déclare également qu'il n'entend pas se « mêler directement de la campagne électorale », d'autant moins que « le gouvernement et la majorité ont, selon lui, un bon bagage pour assurer le passage ».

LE PRÉSIDENT DU RPR VEUT EXCLURE LES COMMUNISTES DES POSTES DE DIRECTION DANS TOUS LES DOMAINES

M. Chirac, au cours d'un dîner au Club 89 à Reims, samedi 5 octobre, évoquant l'attitude d'une éventuelle majorité à l'égard des fonctionnaires, a déclaré : « Il faut exclure les communistes des postes de direction dans tous les domaines. Cela doit se faire sans esprit de revanche, de règlement de comptes, sans chasse aux sorcières ni système des dépeçages. Il y a un grand danger à maintenir des communistes dans des postes-clés, car quand il s'agit d'obtenir les plus hauts postes, les ordres de leur parti qu'ils leur hiérarchie, c'est-à-dire à l'Etat. Les socialistes ont nommé énormément de leurs copains dans la fonction publique. Certains sont bons, et il faudra les garder ».

M. Pierre Messmer, devant « Le grand jury RTL-Le Monde », dimanche 6 octobre, a déclaré : « Nous n'avons jamais pratiqué la chasse aux sorcières. Quand le général de Gaulle est revenu au pouvoir, en 1958, on lui a longtemps reproché de ne pas avoir procédé à une mutation générale des préfets. Il a gouverné pendant au moins trois ou quatre ans avec les préfets de la IV^e République ».

« Ce qui est vrai, c'est que, dans la haute fonction publique, le gouvernement s'est obstiné à placer des amis politiques qui sont des militants. Nous ferons le nécessaire pour qu'ils redeviennent des militants ».

INONDATIONS EN INDE : QUATRE CENTS MORTS

Les inondations, classées en période de fin de mousson, ont tué quatre cents personnes dans l'Etat indien d'Uttar-Pradesh, situé au sud-est de New-Delhi. D'après les premières informations, plus de 190 000 habitants ont été évacués, magasins et au moins 1 000 têtes de bétail ont été perdues. L'armée indienne s'efforce de secourir et de ravitailler les sinistrés. L'Uttar-Pradesh, avec 110 millions d'habitants, est l'Etat le plus peuplé de l'Inde.

Le cyclone tropical (ou typhon) Brenda a balayé, le 5 octobre, la côte méridionale de la Corée du Sud. Quarante personnes ont été tuées et quarante-trois autres sont portées disparues. Vingt-sept bateaux de pêche ont été détruits. Les dégâts dus à Brenda ne sont pas encore chiffrés, mais on pense, dès à présent, qu'ils seront de plusieurs millions de dollars.

D'autre part, une sorte de tornade a traversé la ville de Kōkō sur l'île japonaise de Shikoku faisant au moins vingt-neuf blessés, privant tout un quartier d'électricité et endommageant un nombre encore indéterminé de maisons et de voitures. — (AFP, UPI).

Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30

à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)
à Limoges (102,1 MHz)

LUNDI 7 OCTOBRE

Allô « Le Monde »
720-52-97

La « SÉCU »
à quarante ans
avec GUY HERZUCH
et FRANÇOIS KOCH

MARDI 8 OCTOBRE
« Le Monde » repoit
FRANÇOIS FILLON,
député de la Sarthe
et secrétaire national du RPR,
chargé de la défense,
avec PHILIPPE BOUCHER

Le Monde Infos Spectacles
sur Minitel
615.91.77 + I S L M

Church's
famous English
shoes

collection complète en plusieurs largeurs
J. CARTIER
chaussure pour homme
à 30 m de la rue Tranchet
23, rue des Mathurins 91 - tél. 265.25.15

Sur le vif

Anti-câlins

C'est fou ce qu'ils sont emmerdants, les mecs. Ils font que de nous harceler. Ils nous courent après, l'œil en goupière, la bave aux lèvres, dans les bibliothèques, les magasins et les bureaux. Ils nous font braire et ils nous font chanter : le lit ou la porte ! Vous me direz, ça ne date pas d'hier. D'accord, mais aujourd'hui on en parle. Alors, parlons-en. En attendant que M^{me} Roudy - c'est pas demain la veille - mette bon ordre à ces désordres, voici quelques conseils.

Si déclarations soient-elles, ne jamais s'offusquer des avances de votre chef. Les accueillir, au contraire, d'une mine gourmande et d'un barmette de cils ravagés. Dès qu'elles se précèdent, adopter, selon les circonstances, l'une des conduites suivantes. Elles la couperont dans son élan, faites-moi confiance.

1) Il entre furtivement dans le pool des dictyos et vous glisse à l'oreille une discrète invitation à déjeuner. Vous gloussez de joie : Oui, chéri, oui, oui, quel bonheur, quelle ivresse ! En attendant fais-moi un gros câlin, si, si, là, maintenant... Quelle

importance ? Elles ne regardent pas. Et puis, quoi, j'ai rien à cacher moi.

2) Il vous coince dans l'ascenseur. Vous murmurez, silencieusement, à l'oreille : J'aurais tellement aimé. Malheureusement je suis déjà en main. Le patron, oui. Il m'a déçolé dans votre service pour me mettre à l'abri des regards. Je ne sais pas ce qu'il dirait s'il savait que...

3) Il vous suit dans les toilettes et à l'appareil à vous embrasser. Vous rugissez comme une lionne : Ah, j'ai faim de toi, je te mangerai, je te dévorerai. Donne-moi un bon câlin, vite, que je le morde. J'adore le goût du sang.

4) Enfin, le grand jeu. Il vous propose de passer la nuit chez lui. Alors, là, vous sortez l'atout maître. Vous acceptez en vous débarrassant d'elles et vous ajoutez négligemment : Pensez à vous procurer le numéro de téléphone du SAMU. C'est drôle, j'ai souvent des maux de tête. Mon petit ami a eu une histoire avec Rock Hudson et, depuis, je sais pas ce que j'ai, je me sens toute bizarre. CLAUDE SARRAUTE.

AU TERME D'UNE ENQUÊTE DE LA BRIGADE FINANCIÈRE

Une vingtaine de personnes sont inculpées après une rafle dans le milieu marseillais

Une vingtaine de personnes viennent d'être inculpées, à titres divers : « détention d'armes », « recel de fonds illicites », « complicité de banqueroute », « abus de biens sociaux ». — à Marseille et Aix-en-Provence, samedi 5 octobre, au cours d'une enquête sur la gestion d'établissements de nuit marseillais.

Ces inculpations faisaient suite à une série d'interpellations effectuées en début de semaine dernière par les enquêteurs de la section financière et criminelle du SRPJ de Marseille.

Agissant sur commissions rogatoires délivrées par M. Michel Huber, juge d'instruction à Bastia, et M^{me} Françoise Laurens-Guérin, magistrate instructrice à Marseille, le commissaire Bernard Corren et ses hommes avaient procédé à partir du mardi 1^{er} octobre à une rafle dans le milieu marseillais. Au terme des gardes à vue, vingt personnes ont été inculpées, notamment deux conseillers juridiques, MM. Charles Leroy, de Marseille, et Patrick Sauvage, d'Aix-en-Provence, inculpés d'abus de biens sociaux et de recel de fonds illicites, et une avocate, M^{me} Sophie Bortat, inculpée, elle, de « complicité d'abus de biens sociaux ».

Ces interpellations et ces inculpations ne sont en fait que le dernier avatar policier d'une série de règlements de comptes qui, depuis maintenant deux ans, agitent le milieu marseillais. La guerre des

gangs pour le contrôle des activités de banditisme dans cette région a débuté très précisément le 6 octobre 1983, lorsque Gilbert Houreau dit « Le Libanais », trente-neuf ans, fut « exécuté » par des tueurs dans une rue de Marseille. La mort de ce personnage considéré comme l'un des patrons du milieu marseillais allait entraîner beaucoup d'autres, notamment celle, en prison, de Gaston Zampa, le 19 août 1984, celle de Paul Mondoloni, le 31 juillet 1985 abattu la veille dans une rue de Marseille, et de plusieurs membres de la famille Houreau. Cette guerre des gangs, durant la seule année 1985, a provoqué la mort de 31 personnes.

Devant cette situation et après plusieurs mois d'investigations policières infructueuses, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, avait organisé une réunion à Marseille, le mois dernier, pour s'attacher à la médiocrité des résultats obtenus et y remédier.

Agissant un peu comme elle l'avait fait dans l'affaire Zampa au mois d'octobre 1983, la brigade financière du SRPJ de Marseille a procédé à des vérifications comptables de la gestion de quelques établissements de nuit. Elle a ainsi découvert des anomalies : double comptabilité, caisses noires, versements de dessous de table, qui ont permis ces nouvelles inculpations.

MORT DE LA PSYCHANALYSTE MARGARET MAHLER

La psychanalyste Margaret Mahler est morte à New-York, le mercredi 2 octobre, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

(Née en 1897 à Sopron (Hongrie), elle s'est d'abord installée à Vienne avant d'émigrer aux États-Unis pour fuir le nazisme en 1938. Elle se consacra à la psychanalyse infantile, travaux se rapprochant des théories de Melanie Klein et D.W. Winnicott ; elle a créé à New-York, en 1957, un centre pour le traitement de ces psychoses. Deux de ses livres ont été traduits en français : *Psychanalyse infantile* et *Psychanalyse et individualité* et la *Naissance psychologique de l'être humain* (Payot).)

TISSUS "COUTURE"

L'originalité et l'esprit de la mode

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D F F G

CLASSE PRÉPARATOIRE A SCIENCES PO

le moyen le plus sûr pour RÉUSSIR

enseignement supérieur privé

57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, Tél. 722.94.94 - 745.08.19

BAUME & MERCIER

GENEVE 1830

montre pour Dame, bracelet bicolore or et acier, lunette en or 18 carats - étanche - mouvement à quartz ultra-plet Disponible en 2 grandeurs

FF 850.-

Aldebert

PARIS : 16, place Vendôme - 1, bd de la Madeleine 70, fg Saint-Honoré - Palais des Congrès, Porte Maillot

CANNES : 19, La Croisette

FF 850.-

Aldebert

PARIS : 16, place Vendôme - 1, bd de la Madeleine 70, fg Saint-Honoré - Palais des Congrès, Porte Maillot

CANNES : 19, La Croisette

FF 850.-

Aldebert

PARIS : 16, place Vendôme - 1, bd de la Madeleine 70, fg Saint-Honoré - Palais des Congrès, Porte Maillot

CANNES : 19, La Croisette

FF 850.-